Radio-Télévision/Heures locales

SERIALS DIV'SION

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14898 - 7 F

- DIMANCHE 20 - LUNDI 21 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT RELIVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

Stabilité en Corée du Sud

強力が無っ

Brigger Harrie Land AND THE PROPERTY AND A THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS O ---

新疆内部特定·伊伊·中心

The book of

Company to the same of

Light State States . Water

ment 1 at 1 歌響 機・サーキャー・

CALL PROPERTY OF

A Service of the service

Married in 1990 - 1991

الماء المعاقفان يشيونيني

Contract of the Contract of th

The same of the same of

The state of the s

September 1997 To the

The state of the s

A STATE OF THE STA

The second second

Art on Maria

The second second

والمنطق البواء بمعنوا

A victoire du candidat gou-vernamental, M. Kim Young-sam, lors de l'élection présidentielle du vendradi 18 décembre symbolise avant tout la continuité et la stabilité en Corée du Sud. Voire un e réflexe sécuritaire » de la population d'un pays qui reste au cœur de la demière poudrière issue de le guarre froide. C'est ce qui explique le succès plus large que prévu de M. Kim Young-sam - qui était contesté à la fois au sein du Parti démocrate-libéral au pouvoir et par une opposition qu'il avait abendonnée en 1990 - sur son visux rival M. Kim Das-jung.

Désireux de consolider un système démocratique installé après la révolte estudiantine de 1987, les Coréens ne sont pes ellés jusqu'à donner sa chance au symqu'était M. Kim Dae-jung avant sa décision d'abandonner la vie politique. Dans un système qui reste contrôlé per une álite militaro-buraeucratique et affairiste, les Coréens se mélient du risque. Cette méfiance s'explique certalnement par la crainta que provoque toujours le régime nordiste du maréchai Kim il-sung.

LA tentative du patriarche de Li économie locale M. Chung Ju-yung – surnommé « le Ross Perot coréen », – de tirer profit de la guerre des a deux Kims a, elle ausai, fait roussi à affaibilr suffiamment M. Kim Young-asm pour que M. Kim Young-sem pour que M. Kim Young-sem pour que M. Kim Dae-jung puisse l'emporter. L'homme qui, su pédi de sa vie, a lutté toute son existence pour la démocratie aura, su bout du compte, été bien mei nécompensé de se

vie, a lutté toute son existence pour la démocratie aura, su bout du compte, été biet mai récompensé de ses efforts.

Le nouveau président, dont la personnalité ne suscite guère l'enthousiasme, va devoir gouverner un pays différent de celui que son prédécesseur. L'au rése que son prédécesseur, l'ex-géné-ral Roh Tae-woo, fit sortir en 1987 de l'impasse où l'avait conduit une série de dictatures militaires. En dépit de la persistance - y compris dans la cempagne - des pratiques du pouvoir traditionnel (prédominance des liens personnels, de clans et de provinces, achet de voix, répression contre les dissidents...), le fonctionnement global des institutions n'en a pas moins changs; un pluralisme et un degré d'expression inconnus auparavant existent désormals en Corée du existent désormals en Corée du Sud. Les Coréens le doivent en borne partie - et ce n'est pas le moindre des paradoxes - aux efforts du grand vaincu du scru-

> KIM YOUNG-SAM devre
> Wis tenter de raffermir une
> certaine discipline agrès les flottements d'une période « populiste». Un désenchantement est par ailleurs perceptible face à la détérioration des conditions de vie et à la perte du dynamisme de l'économie sud-coréenne après des lustres de croissance effrénée.

En arrière-plan se profile la question de savoir si le développemant est compatible, en Asie. avec una libéralisation politique. Jusqu'à un certain point, la Corée du Sud a été un exemple du précaire équilibre entre cas deux exigences. Il reste à M. Kim Young-sam de faire la preuve qu'à Sécul le pouvoir commande bien, désormais, au

> Lire page 5 les articles de PHILIPPE PONS



Avant de quitter précipitamment Pékin

M. Eltsine a fait l'éloge du « modèle chinois »

Invoquent un impérieux besoin de rentrer à Moscou pour raisons de politique intérieure, M. Boris Eltsine a écourté, samedi 19 décembre, sa visite en Chine au terme de deux journées consacrées aux entratiens politiques. A l'issue de sa visite, qualifiée de part et d'autre de « grand auccès », le président russe s'est livré à un vibrant éloge du « modèle chinois » de réformes économiques, avec lequel existent d'irénormes parspectives » de coopération, y compris militaire.

de nos envoyés spécieux

Le premier sommet russo-chinois de l'ère post-soviétique s'est terminé en queue de poisson. Avant son départ précipité pour Moscou, M. Eltsine a justifié, à l'aéroport de Pékin, l'annulation de la dernière partie du pro-gramme par le besoin de « mettre de l'ordre » dans le pouvoir russe.

« C'est la bagarre là-bas », a-t-il déclaré, se plaignant qu'on veuille lui changer « toute l'équipe » dirigeante de l'ex-premier ministre Egor Gaïdar.

« Deux, trois ou même cinq ministres » à la rigueur, mais « pais tout le gouvernement », a-t-il

Cela n'a pas empêché Russes et Chinois de se féliciter du « grand succès» que représente cette visite. Les équilibres mondiaux. n'en seront pas nécessairement bouleverses, mais elle retiendra sérieusement l'attention à Washington et à Tokvo.

> FRANCIS DERON et JAN KRAUZE Lire la suite Lire la suite campagne électorale, et le pre-et nos informations page 5 mier ministre yougoslave, princi-

Les élections en Serbie et au Monténégro

M. Milan Panic s'attaque au pouvoir de M. Milosevic

M. Milan Panic, unique candidat de l'opposition démocratique à l'élection présidentielle du dimanche 20 décembre en Serbie, a appelé les électeurs à voter contre M. Slobodan Milosevic et à apter pour une politique de paix qui permettrait à leur pays de sortir de l'isolement international dans lequel les querres en Croetie et en Bosnie-Herzégovine l'ont plongé. Le président sortant a demandé à ses compatriotes de refuser le « diktat » de l'étranger, qu'illustre à ses yeux le premier ministre yougoslave.

NOVI-SAD (SERBIE)

de notre envoyée spéciale

Debout sur le toit de sa longue voiture noire, M. Milan Panic lève les bras, sourit à la foule, lance quelques phrases appelant les électeurs à voter pour l'avenir, la paix et le changement. A côté de lui, le dirigeant de l'opposition serbe, M. Vuk Draskovic, brandit trois doigts pour répondre par son signe de rallie-ment aux ovations de la foule. C'était à Novi-Sad, en pleine

pal rival de l'homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, était venu participer à la grande réunion que l'opposition démo-cratique organisait dans ce cheflieu de la Volvodine, province septentrionale de la Serbie, a forte minorité hongroise.

Proposé par les étudiants de Belgrade, M. Milan Panid est l'unique candidat de l'opposition à l'élection présidentielle serbe du dimanche 20 décembre, date à laquelle ont également lieu les législatives.

FLORENCE HARTMANN Lire la suite et nos informations page 4

Le Parlement examine la saisine de la Haute Com

L'Assemblée nationale puis le Sénat devaient examiner, samedi 19 et dimanche 20 décembre. une proposition de résolution présentée par les socialistes. Calla-ci a pour but de saisir la commission de la Cour de cassation chargée d'instruire les dossiers déférés à la Haute Cour de justice à propos des faits reprochés à M. Fabius, à M- Dufoix et à M. Hervé dans l'affaire du sang contaminé.

Ce texte devrait être adopté par l'Assemblée, où la majorité absolue des députés est requise, de même qu'eu Sénat, où la droite avait délà voté une mise en accusation visant M~ Dufoix et M. Harvé.

S'il se révélait impossible d'aboutir avant la fin de la session ordinaire, dimanche à minuit, les députés socialistes demanderaient au chef de l'Etat une session

Lire nos informations page 6

Israël condamné par l'ONU



HEURES LOCALES

des métros dans les agglorné-

rations régionales est en balase depuis 1991. Les habi-tants se plaignent des trans-ports, qu'ils estiment lents et

Rodes : l'alliance du terroir

et de l'informatique

La préfecture de l'Aveyron

joue la carte des activités liées à son environnement rural.

Avec les pages « Régions » et « lie-de-France », la dos-

sier, les informations prati-

Lire pages 19 à 26

quas, les livres, le débat.

M. Michel Sapin

au « Grand Jury

RTL - le Monde »

M. Michel Sepin, ministre de

l'économie et des finances, invité de l'émission habdoma-

daire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche à 18 h 30.





Live page 3 les articles de FRANÇOISE CHIPAUX et PATRICE CLAUDE

Une défense sans horizon

Pour la première fois depuis trente ans, l'Assemblée nationale et le Sénat n'ont pas débattu de la loi de programmation militaire

par Jacques Isnard

La session parlementaire d'automne s'achève sans que députés et sénateurs aient eu l'occasion de débattre de la loi de programma-tion militaire 1992-1994, qui prévoit normalement d'investir pas moins de 308 milliards de francs en faveur de l'équipement nucléaire, spatial et classique des armées, et de sa suite législative pour 1995-1997, qui promet de réserver la bagatelle de 314 milliards de francs. Si une session extraordinaire devait se tenir en janvier prochain, il y aurait de fortes chances que cette program-mation sexennale ne soit pas davantage discutée au Parlement.

tant l'ordre du jour prévisible est censé - par la bénédiction qu'il chargé. Les élections législatives reçoit du vote du Parlement de mars surviendront sans que ce texte ait reçu l'aval des étus de la nation. C'est la première fois depuis le début des années 60, délais requis par la mise au point époque à laquelle la programmation fut inventée pour cadrer l'ef-fort de défense, qu'une telle més-aventure se produit en France.

Pour se justifier, le gouverne-ment de M. Pierre Bérégovoy peur faire valoir que seul le budget approuvé chaque année est un acte qui engage l'exécutif, et donc que les armées ne manquent pas des crédits nécessaires à leur fonctionnement en 1993. La programmation n'est, sur le pian constitution-nel et juridique, qu'un document

mettre en perspective un effort de

C'est si vrai au demeurant que, durant trente années, aucune programmation de la Ve République ne peut prétendre avoir été appli-quée à 100 % et que, chaque année, le ministère des finances et l'administration du budget ont cherché - et réussi - à reprendre ce qu'elles avaient du concéder lors de l'élaboration de la programmation, en rognant systéma-tiquement les crédits alloués par le budget.

Lire la suite page 8

Le Monde ROSSIERS Transports prhains en panne · La fréquentation des bus et

En décembre 1992, deux dossiers :

SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME

En crise depuis une quinzaine d'années, la Sécurité sociale est toutefois parvenue à tisser un système de protection sociale efficace, bien que trop coûteux. Si aucune réforme de grande envergure n'est intervenue au fil des ans, il semble pourtant que l'heure des décisions de fond approche.

LA CRISE DES PRISONS

On ne parle de l'univers des prisons que dans les moments de fièvre. La grave crise de cet été a prouvé que l'administration pénitentiaire a besoin de plus de moyens face à la surpopulation carcérale et que les rapports ambigus entre surveillants et détenus doivent être pris en compte au moment des réformes.

Au sommaire des « clés de l'info » : la double crise de la presse écrite, l'entrée en vigueur du marché unique, le gouvernement, la censure et la confiance, la Haute Cour de justice, les femmes prêtres en Grande-Bretagne, l'élection présidentielle en Corée, les élections prud'homales, Erich Honecker, communiste sans états d'âme, les nouveaux produits sur le marché

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F | ancienne petite amie, leur copain

Le baiser dérobé

Qui était le couple photographié par Doisneau en 1950? La justice devra trancher

par Michel Guerrin

C'est un baiser qui n'en finit plus, un couple qui se croit seul au monde dans le Paris des années 50. C'est un instant suspendu grâce à l'objectif du photographe, Robert Doisneau, le p'tit gars de Montrouge devenu la star fran-caise de l'image fixe. C'est le « Bai-ser de l'Hôtel de Ville », un des clichés les plus publiés, de New-York à Toronto, de Rome à Tokyo. Le couple? Vous et moi, n'importe qui. Tout le monde peut s'identifier au couple, dans une époque où la nostalgie est reine. On remarque les costumes noirs, les gestes élégants. Lui, faux air d'Yves Montand; elle, vague profil

Un couple si parfait, « beau comme le diable », comme le dit Doisneau, qu'ils sont des dizaines à se reconnaître, à retrouver leur

d'enfance, à y voir leurs parents. Pourquoi pas? Les visages ne sont pas vraiment identifiables. Aujourd'hui, quarante-deux ans après la prise de vue, trois personnes sont convaincues d'être les protagonistes du «Baiser». D'un côté, un couple d'imprimeurs à Vitry, Denise et Jean-Louis Lavergne. De l'autre, une ancienne actrice, Francoise Bornet. Trois personnes, ça fait – au moins – une de trop. Qui a raison? La justice tranchera dans trois ou quatre mois.

La justice, car si, au départ, naissaient, c'était plutôt sympathique», comme le dit Robert Doisneau, l'histoire a tourné au vinaigre. On trouve dans ce « drôle de drame», tous les ingrédients du parfait suspense : histoire d'amour, nostalgic, souvenirs, mensonges, indices, «disparitions», gros sous,

A L'ÉTRANGER : Algain, 4.50 DA : Marce, 8 DH: Turinia. 780 tt.; Alemagna, 2.50 DM : Aserbin. 25 ATS ; Balgique, 40 PB; Careda, 1,25 S CAH; Aughes/Réunien, 9 F; Côte-C'henire, 485 F (FA: Dentemerk, 14 KRD; Espagna, 190 FTA; G.-B., 85 p.: Grèce, 220 DR; Irlanda, 1,20 £; Italia. 2 200 L; Luxemboturg. 42 FL; Norvèga, 14 KRN; Pays-Sas, 2,76 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Sulase, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others). 2.50 S.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION: ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél.: (1) 40-65-25-25

Télécopieur: (1) 49-60-30-10

Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Principany associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction Jacques Guiu, Philippe Dupuis Isabelle Tsaïdi

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F

Teléfax : 46-62-98-73, - Société filiale le la SARI. *le Monde* et de Médias et Régies Europ

9485: JVHY Couex
Commission paritaire des journaux
et publications, nº 57 437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS

(, place Hubert-Benvo-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

572 F

1 123 F

2 086 F

ÉTRANGER :

par voie sérienne tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné de votre réglement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction . Jacques Lesourne : gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gutu

6 mois

3 mois

Prénom:

Adresse :

P. Paris RP

Code postal: Localité : _

CEE

1 560 F

2 968 F

TARIF FRANCE BELGIQUE
LUXEMB.
PAYS-BAS

3 mois 536 F

6 mois

1 638 F

L 890 F

mposez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 38-15 - Tapez LM

Imprimerie
du e Monde e
12. r. M. Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

par André Fontaine E 21 décembre 1962. John Kennedy et le premier minis-tre britannique Harold Mac-millan conclusient à Nassau, capitale des Bahamas, un accord qui allait provoquer une crise majeure dans les relations entre la France et ses alliés atlantiques et conduire de Gaulle à mettre son veto, le 14 jan-vier suivant, à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.

Il a fallu, pour en arriver là, tout un enchaînement d'erreurs et de un enchaînement d'erreurs et de malentendus. À l'origine, une question centrale ; le contrôle de l'arme nucléaire. La nature des craintes qu'elle suscite chez le général, comme chez les autres dirigeants européens, a changé. Quand il était revenu au pouvoir, en 1958, dans un monde agité de toutes sortes de tempêtes, il redoutait de voir la France entraînée dans un conflit déclenché sans son accord. D'où décienché sans son accord. D'où son mémorandum secret au président Eisenhower et à Macmillan préconisant de coordonner à l'échelle planétaire les stratégies des trois puissances. Mais le développe-ment de l'arsenal soviétique a conduit depuis lors la Maison Blanche à passer de la doctrine des «représailles massives», autrement dit du tout ou rien nucléaire, à la formule de la «réponse flaxible»: ce qui signifie en clair qu'elle entend rester maîtresse à chaque instant du choix des armes à employer pour venir au secours d'un allié menacé.

> Par deux fois, le mauvais choix...

Du coup, on s'interroge sur la valeur réclie de la garantie améri-caine. « Si la France est attaquée, dit de Gaulle, il est certain que les Américains interviendront. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est quand et comment ils interviendront... Vollà pourquoi notre force de dissuasion est si utile (1)».

Macmillan réagit de meus.
Grande-Bretagne n'entend pas renoncer aux armes nucléaires dont elle a entrepris de se doter au lendiale. Malheureusement, elle fait par deux fois un mauvais choix technique, et donc politique.

La vulnérabilité croissante de ses bombardiers stratégiques l'a amenée à chercher une formule de rechange. Elle croit d'abord l'avoir trouvée en 1959 dans une fusée solsol Bluestreak qu'elle songe soit à vendre à la France, soit à produire en coopération avec elle ou avec l'OTAN, étant entendu que la fabri-cation de l'ogive nucléaire dont elle sera munie demeurera en toute hypothèse une responsabilité natio-

Bientôt, cependant, il lui faut renoncer au Bluestreak, la fixité de ses rampes de lancement et la lenteur des opérations de remplissage imposée par l'utilisation de proper-gols liquides en limitant beaucoup la fiabilité. Les Américains ont une la rabilité. Les Americains ont une solution de remplacement, sous la forme d'engins à carburant solide : le Polaris, tiré d'un sous-marin en plongée – même, d'où son nom, sous la calotte polaire – et le Skybolt, d'un avion. Dans les deux cas, la portée se trouve fortement allongée, et la mobilité du lanceur le met pratiquement à l'abri du feu

C'est là qu'intervient la deuxième erreur britannique. Sous l'influence de la RAF et des industriels de l'aéronautique, qui espèrent bien conserver au Royaume une flotte de bombardiers, Londres opte pour le Skybolt. Quoique les Américains se refusent à garantir que le projet sera bien mené à terme, un accord est conclu avec eux à cet effet.

Lorsqu'en janvier 1961 Kennedy succède à Eisenhower à la tête des Etats-Unis, il charge son secrétaire à la défense, le dynamique Robert McNamara, de couper largement dans l'énorme budget imposé au pays par le fameux «complexe militaro-industriel» dénoncé par le président sortent. Polaris et Skrybétisident sortent. Polaris et Skrybétischet. taro-industriel» dénoncé par le pré-sident sortant. Polaris et Skybolt font à l'évidence double emploi. Or les avantages du Polaris paraissent de plus en plus manifestes, compte tenu non seulement de ses caracté-ristiques techniques, mais du fait qu'à part la Grande-Bretagne, seule à détenir des bombardiers stratégi-dus aucun paga altié n'envisee ques, aucun pays allié n'envisage d'acquérir des fusées air-sol.

Dès mai 1961, Londres est aventi que le projet Skybolt a toutes chances d'être abandonné si son chances d'être abandonné si son coût ne peut pas être fortement abaissé. A peine la crise des fusées de Cuba terminée, l'ambassadeur du Royaume-Uni est prévenu en novembre que, sauf pour son gouvernement à prendre à sa charge l'essentiel du financement, il lui faut en faire son deuil. Un mois plus tard, McNamara informe son homologue britannique, Thorneycroft, que la décision est pratique-

Le même McNamara ayant condamné sans appel, dans un discours du 16 juin, les « instruments mucléaires limités, agissant indépendament courant de la propose de la contraction de la contraction

laisser en aucun cas accéder à la possession d'armes nucléaires.

Reste qu'il faut en même temps apaiser les doutes des alliés quant à l'automaticité d'une intervention américaine en cas d'agression limitée à l'Europe et les craintes des non-nucléaires de subir une discri-mination de fait. C'est ce que pré-tend résoudre un gimmick – un truc élaboré dans les derniers temps de la présidence Eisenhower et que Kennedy, malgré son scepticisme initial, a repris à son compte.

Il consiste à créer une force multilatérale intégrée, composée de sous-marins nucléaires à Polaris, et servis, sous l'autorité de SACEUR, le commandant en chef atlantique en Europe, américain bien sûr, par des équipages intégrés, autrement dit mixtes. Y participeraient ceux des alliés qui le désireraient. Ce qu'obtient Macmillan à Nassau, en rappelant avec insistance commen

cette force multilatérale (MLF, pour MultiLateral Force) en soit créée une autre, également composée de sous-marins à Polaris, également placée sous l'autorité de SACEUR, mais celle-là multinationale : les équipages seraient purement nationaux, et la décision d'emploi prise en commun par les nations partici-pantes, c'est-à-dire les Etats-Unis et la Grande-Bretagne bien sûr, mais aussi, si elle le souhaite, la France, et personne d'autre. Il est entendu que chacun reprendra la disposition de ses unités au cas « où ses intérêt suprêmes seralent en jeu».

Le prix à payer, pour la Grande Bretagne, est très élevé : financière-ment d'abord, puisqu'il lui faut acheter les Polaris et fabriquer tant les sous-marins qui les lanceront que les ogives destinées à les équiper, mais politiquement aussi, puis-qu'elle doit s'engager à participer à la MLF. On n'en demande pas autant à la France, qui voit non sans suprise les Américains la met-tre sur le même «rang» théorique que le Royaume-Uni et fermer der-rière elle les portes du club atomi-

De Gaulle fut-il tenté de donner suite à la proposition? Le ton aima-ble de sa première demande de précisions à John Kennedy autorise moins à poser la question, Mais c'avait été une lourde erreur, de nature à nourrir sa paturelle méfiance, que de ne pas l'inviter à Nassau. Très vite, il déclare en conseil des ministres que le seul but de l'opération est d'enchaîner la France au char américain, comme le panvre Macmillan a accepté de le faire pour la Grande-Bretagne. Le veto à l'adhésion à la CEE, dans ces

conditions, est inévitable. Le chef de l'Etat croira reprendre l'initiative en signant, quelques jours plus tard, avec le chancelier denauer, un traité bilatéral destiné dans son esprit à constituer la pierre angulaire de l'Europe «curo-péenne» de ses rèves. Mais Washington fera en sorte que le Bundestag l'assortisse d'un préambule dans lequel Alfred Grosser voit uste titre « l'Inventaire de tout ce qui était supposé aller à l'encontre de la politique du général » (4), lequel, désabusé, n'hésitera pas à comparer la vie des traités à celle

S'engagera alors entre Paris et Washington une bataille diplomati-que de tous les instants, qui ne s'achèvera qu'avec l'élection, en novembre 1968, du président Nixon, grand admirateur, pour sa part, du général. Entre-temps pour-tant la force multilatérale aura été enterrée par son prédécesseur Johnson, conscient, après le retour au pouvoir des travaillistes britanniques, qu'elle créait décidément plus de problèmes qu'elle n'en résolvait.

(1) Jean-Raymond Touraoux, la Tragé-die du général, Plon, 1967. (2) Charles de Gaulle, Mémoires de juerre, L. III, Pion.

(3) Tournoux, op. cit. (4) Alfred Grosser, les Occidentaux, Fayard, 1978.



John Kenne et le prem ministre britannique Harold Macn

Le présider

terre a «les reins cassés. Il y a encore des apparences, il y a encore des habitudes, il y a encore les traditions royales, il y a encore les institutions anglaises. Mais tout cela ne compte pas. Les dirigeants sont Contrairement à l'attente générale, cependant, Macmillan réussira imposer ses vues à Nassau. Non

sans peine. Kennedy redoutait que Khrouchtchev ne cherche à prendre en Europe sa revanche de sa défaite dans la crise des fusées de Cuba. Or celle-ci l'a convaincu de l'absolue nécessité pour les Etats-Unis de tenir dans une seule et solide main ce que l'on appelait alors les 3C : le commandement, le contrôle, la communication. Qu'un seul des alliés dispose de l'autonomie de décision nucléaire, et cette unité serait rompue. Mais ce n'est pas tout; le jeu risque d'autant plus de se compliquer que d'autres ne man-queraient pas d'invoquer ce précé-dent : la France, bien sûr, dont le but essentiel est de se dégager du protectorat américain, mais aussi, le cas échéant, l'Allemagne; or, s'il est un point sur lequel Washington et Moscou sont bien d'accord à l'épo-que, c'est sur la nécessité de ne la

"GRAND JURY" RTL-Le Monde MINISTRE DE L'ECONOMIC DES FINANCES T DEBEDGE ANIMÉ PAR HENRI MARQUE AVEC ANDRE PASSERON ET MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE) DOMINIQUE PENNEQUINE ET JEAN-YVES HOLLINGER (RIL)

Grande-Bretagne bénéficiait d'un traitement privilégié. « Ne pleurez pas, Milord... »

Macmilian ayant pris rendez-vous avec Kennedy pour lui soumettre ses idées sur la détente Est-Ouest ses idees sur la detente est-chest après la crise de Cuba, il décide d'en profiter pour tirer l'affaire au net. Auparavant, il passe le week-end chez de Gaulle à Rambouillet. Sans doute attend-il quelque récon-Sans doute attend-il quesque recon-fort de sa visite à un homme avec lequel il avait noué, lorsqu'il repré-sentait son gouvernement à Alger pendant la guerre, des relations cor-diales: après des années passées à tenter d'empècher la constitution du Marché commun, le Royanme-Uni ne vient-il pas, essentiellement à vrai dire sous la pression des Etats-Unis, de déposer sa demande d'adhésion?

Peine perdue : l'entrevue se pass si mal que le général, pour remon-ter le moral de son interlocuteur, lui lance in fine le fameux «Ne pleurez pas, Milord», emprunté à la chanson d'Edith Piaf alors sur toutes les lèvres.

n'avait admiré nul homme politique autant que Churchill. Mais la que celui-ci n'en saisit pas le sens, que celui-ci n'en saisit pas le sens, de construire en commun une fusée stratégique, il s'appuie sur l'avertissement de Churchill pour lui dire : a) que le Royaume n'a décidément rien d'européen ; b) qu'il ne parviendra pas, quoi qu'il en dise, à préserver son indépendance

Le président de la République autant que Churchill. Mais la phrase que celui-ci lui avait servie à la veille du débarquement de Normandie l'avait marqué pour la vie : « Sachez-le, général, s'il nous faut un jour choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons le grand large (2) ». Pour lui, la Grande-Bretagne n'est plus qu'un porte-avions américain. Après avoir, par acquit de conscience, proposé au premier ministre britannique, en des termes si alambiqués que celui-ci n'en saisit pas le sens,

Les dénégations de son hôte ne le font pas changer d'avis : l'Angle-

à la désuétude et ne présentant pas la crédibilité nécessaire à la dissua-sion », Thorneycroft lui demande carrément si, en dénonçant le contrat Skybolt, les Etats-Unis ne cherchent pas surtout à priver Lon-dres de son indépendance nucléaire. Et si, dans le cas contraire, ils sont prêts à lui fournir des Polaris dont l'emploi ne serait pas subordonné à un veto américain. Le secrétaire à la défense jure que la décision n'obéit qu'à des motifs techniques et financiers. Mais il ne cache pas qu'il faudrait s'attendre à d'assez vives réactions des autres alliés si la

Force multilatérale et force multinationale

son pays, en juin 1940, s'était trouvé seul, et comment ses savants avaient aidé l'Amérique à mettre au point la bombe A, c'est qu'à côté de

Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

Le Conseil de sécurité de l'ONU «condamne fermement» Israël

Après de longues consultations, la discussion de projets et de contre-projets d'amendements, le Conseil de sécurité des Nations unies a, tard dans la soirée de vendredi 18 décembre, « condamné fermement », à l'unanimité, l'expuision par Israel vers le Liban de 417 Palestiniens, rappelant qu'il était « fermement opposé» à ce genre de pratiques.

Dans sa résolution 799, le Conseil a réaffirmé que la quatrième Convention de Genève « s'applique à tous les territoires palestiniens occupés par Israel depuis 1967, y compris Jérusalem » et souligné que « l'expulsion de civils contrevient aux obligations que la Convention impose » à l'Etat juif. Il a exigé que ce dernier a garantisse le retour immédiat et en toute sécurité dans les territoires occupés de tous ceux qui ont été expulsés » jeudi. Il a enfin demandé au secrétaire général de l'ONU « d'envisager d'envoyer » dans la région un représentant pour examiner cette « grave situation » avec le gouvernement israélien.

La décision israélienne avait déjà été condamnée par de nombreux pays et organisations internationales. Ainsi la CEE, déplorant par ailleurs le fait qu'Israël n'ait pas répondu à son appel, a cexhorté » l'Etat juif à autoriser « le retour immédiat » des expulsés. Parallèlement.

pagne faisaient connaître leur réprobation. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) souligne que les expulsions eminent le processus de négociations » de paix en cours. Le président George Bush, recevant à Washington une délégation palestinienne, a exprimé, selon catte dernière, sa « sympathie » et qualifié la décision israélienne de « dangereuse » pour le processus de paix. Le Canada a souligné que cette mesure était une « violation du droit international », et la Japon l'a jugée « tout à fait déplorable » en învitant e toutes les parties concernées à faire

la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Es-

Le CICR de son côté s'est déclaré contraint de e protester une fois de plus » contre les méthodes d'Israël. C'est une « mesure arbitraire et irresponsable de nature à compromettre le processus de paix en cours », a déclaré le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Ismat Abdel Méguid, alors que la Tunisie, l'Algérie et la presse erabe ont exprimé leur indignation. L'OLP, nous signale notre correspondant à Tunis, Michel Deuré, devait tenir samedi une réunion à laquelle a été invité le mouvement islamiste Hamas, et des membres de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec

Jérusalem n'a «aucunement l'intention»

JĖRUSALEM

de notre correspondent

Embarrassées mais « pas vraiment surprises » par la condamnation internationale dont leur décision d'expulser 417 Palestiniens a fait l'objet, les autorités israéliennes, sou-lagées quand même que l'ONU n'ait pas assorti sa décision de sanctions, n'avaient, samedi 19 décembre, « aucunement l'intention » d'obéir à l'injonction du Conseil de sécurité et de rapatrier ceux qu'elles appellent « les terroristes fondamentalistes ». Interrogé, le directeur du service de presse du gouvernement, M. Uri Dromi, nous a déclaré : « Avec tout le respect qui lui est dit, le Conseil de sécurité n'est pas responsable de la sécurité des citoyens d'Israël, c'est nous qui décidons.»

Les personnes « temporairement déplacées » se trouvant désormais, « non pas dans la zone de sécurité » que l'armée istableme contrôle dans le sud du Libem, mais «sur le territoire national libanais», Israël

laisse clairement entendre que leur sort dépend de Beyrouth, « Contrairement à ce qu'affirment des journalistes évangers, précisait vendredi un communiqué du ministère de la défense, il n'est pas vrai que les personnes éloignées » aient été livrées au froid et à la phuie, sur un territoire étranger: « Tout cela est une opération de propagande. » Chacun des exités, affirment les militaires, s'est vu remetire « des vêtements chauds, des couvertures et 50 doichauds, des couvertures et 50 doi-

Préoccupé de Fampleur des dom-mages infligés à l'image d'Israël à la suite des a cafouillages» et des déve-loppements imprévus de cette affaire, le premier ministre, M. fizhak Rabin, a accordé vendredi soir aux grandes chaînes de télesion étrangères une interview collec-tive, dans laquelle il a redit les moti-vations de son action (le Monde du

Selon M. Gad Ben Ari, porte-pa-role du premier ministre, le gouver-nement ne répondra officiellement aux réactions internationales que

dimanche, après sa réunion hebdo-madaire. Sur le plan intérieur et malgré la colère exprimée par une partie nettement marginale de la ganche, l'opinion appuie très massigencie, l'Opinion appuie tres massi-vement le gouvernement. Selon un sondage réalisé auprès d'un échantil-lon de 453 personnes et publié par le premier quotidien du pays, Yediot Aharonot, 91 % des Israéliens «approuvent» sant réserve la mesure d'expulsion. Mais seulement 55 % des personnes interropées estiment des personnes interrogées estiment qu'elle va significativement « réduire le terrorisme ». Plus d'un quart estime que cette mesure va au contraire l'activer.

Ce n'est pas l'avis du chef d'état-major des armées, le général Ebud Barak, commanditaire numéro un de l'opération, qui a déclaré samedi à la radio nationale qu'il n'y avait rien à regretter. « L'opération porte un coup très rude à l'infrastructure du Hamas et du Djihad islamique, 2-t-il dit. Même s'il y a dans un premier temps un redoublement de la violence et des attentats terroristes. » Dès vendredi soir, dans un traci

clandestin distribué à Jérusalem, le monvement islamique Hamas criait « vengeance » (le Monde du 19 décembre), ce qui n'est pas vraiment pouveau.

Plus inquiétant pour Israel, Hamas, dont les militants s'en pre-naient régulièrement à ceux des sations laïques comme le Fath de M. Arafat, appelle tous les mou-vements de lutte palestiniens à s'unir contre a l'ennemi commun ». Dans les territoires, la grève déclenchée vendredi est presque totale. Dans les camps de réfugiés de Gaza, de Naplouse et autour de Hébron en Cisjordanie occupée, de brêves et violentes manifestations ont éclaté. Le couvre-feu a été décrété sur de nombreuses localités et des centaines de milliers de Palestiniens sont désormais interdits d'approvisonne-ment. Près de Hébron, les soldats ont eu recours à leurs armes pour réprimer des manifestations : un jeune Palestinien a été tué et deux antres gravement blessés.

PATRICE CLAUDE

Beyrouth réclame des «sanctions»

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Les quatre cent dix-sept Palestiniens expulsés par Israel ont passé leur deuxième nuit en terre libanaise, sous des tentes de fortune. plantées sur un sol gelé et piqueté de neige, à 1 000 mètres d'altitude. A mi-chemin entre la dernière position occupée par les Israéliens au Liban sud et le premier poste de l'armée libanaise, renforcé pour la circonstance, c'est en quelque sorte un nouveau camp palestinien qui s'est créé dans ce no man's land d'environ 2 kilomètres de pro-

Les autorités libanaises ont précisé aux organisations internatio-nales - CICR (Comité internatio-nal de la Croix-Rouge) et UNRWA (Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine) notamment, - auxquelles elles ont donné l'autorisation d'agir, que · l'aide humanitaire devait n'avoir qu'un caracière urgent et momenlane ». Pas question pour le Liban d'accepter par exemple l'installa-tion de logements prétabriques, qui de longue, durés, souligne-t-on à Beyrouth.

« Un phénomène d'implantation »

« Une fois de plus victime innocente d'un crime commis par Israël », selon les termes d'un officiel, le Liban, qui refuse l'entrée de ces Palestiniens, n'entend pas reve-nir sur sa décision, « l.e l.iban u porté plainte et demandé au Conseil de prendre contre Israël des décisions assorties de sanctions sur la base du chapitre sept de la Charte des Nations unics», nous a ainsi affirmé le ministre des affaires étrangères, M. Farès Bouciz. « Israël profite de la passation de pouvoir aux Etats-Unis pour imposer un fait accompli », a pour-suivi M. Bouciz avant d'ajouter : « Si ces 417 passent, d'autres finiront par passer. Nous sommes devant un phénomène d'implanta-

Ravivée par le démarrage du processus de paix, la crainte est vive au Liban d'une installation définitive de tous les réfugiés palestiniens qui se trouvent sur son sol, et dont le nombre s'élève à près de 350 000. Elle s'exprime aussi bien chez les responsables que parmi la population, chacun ayant population, chacun ayant conscience que le refus de l'OLP d'y consentir ne suffira pas à faire disparaître le danger.

tion. »

M. Bouciz a, d'autre part, sollicité l'appui des cinq membres per-manents du Conseil de sécurité en recevant les ambassadeurs améri-cain, russe, chinois, britannique et français. Le chef de la diplomatie libanaise a demandé l'intervention directe de leur pays auprès d'Israël pour que celui-ci revienne sur sa décision. Faute de sanctions adoptées par l'ONU, il a souhaité que ces pays décident séparément « des sanctions politiques, économiques ou militaires « contre l'Etat juif. Soutenu dans cette affaire par l'OLP, dont le chef. M. Yasser Arafat, a envoyé un message au président Elias Hraoui, et par la Syrie, dont l'armée est déployée non foin de l'endroit où campent les expulsés, le Liban se veut d'autant plus ferme que la pression internationale sur Israel est grande.

Pour l'instant, l'unanimité est totale au Liban : il ne faut pas céder au diktat israélien ni participer, d'une manière ou d'une autre, à l'exode forcé des Palestiniens. Dans les diverses manifestations qui ont cu lieu dans le pays, les formations politiques libanaises et palestiniennes ont demandé au gouvernement de persister dans | camions de l'ONU dans le nord de

The second of t

fois des conséquences possibles de cette affaire sur le plan intérieur, en particulier d'une éventuelle agi-tation dans les camps de réfugiés, qui pourrait tourner à l'affrontement entre les partisans du Fath de M. Arafat et les islamistes du Hamas et du Djihad islamique. Sans doute est-ce pour tenter de prévenir un tel développement que le Fath a organise vendredi soir une manifestation dans le camp palestinien d'Aïn Heloué, le plus grand du Liban, au cours de laquelle un de ses responsables a affirmé que la riposte à l'expulsion « sera dure et ne se fera pas atten-dre ». M. Bouciz a aussi évoqué le danger que pourrait représenter pour son pays une éventuelle alliance des militants palestiniens islamistes expulsés avec le Hezbollab pro-iranien, dont l'influence reste grande au Liban et qui est en première ligne dans la résistance contre Israël.

Les Libanais s'inquiètent toute-

Dans des conditions précaires

vite difficile à maîtriser tant les conditions d'installation des déportés sont précaires. Ce n'est que dans la soirée de vendredi que le CICR a pu acheminer des tentes dans lesquelles ces derniers devaient a dormir serrès les uns contre les autres » après avoir passé une première nuit en plein air. alors que la température restait proche de zéro degré.

Selon les témoignages des responsables du CICR qui ont ras-semblé les nombreuses lettres de ceux des expulsés qui n'avaient pu prévenir leurs familles, ces Palesti-niens, dont l'âge varie entre dixhuit et soixante-cinq ans, souffrent d'ædèmes aux poignets et, pour certains, aux chevilles, causés par les liens de nylon avec lesquels ils ont été attachés pendant vingtquatre heures en attendant ieur expulsion. Deux d'entre eux sont blessés, mais leur état n'inspirerait pas d'inquiétude. Le gouvernement libanais n'a pas autorisé le CICR à procéder à d'éventuelles évacuations médicales. « Ce n'est pas à Israël de nous faire supporter l'occupation et nous ne sommes pas à l'origine de ce drame », a expliqué un ministre libanais pour prévenir toute critique.

FRANCOISE CHIPAUX

🗆 Le correspondant de Renter à Gaza a été remis en liberté. - Quatre jours après avoir été arrêté à son domicile (le Monde du 16 décembre), M. Taher Shritch, correspondant à Gaza de l'Agence Renter et de plusieurs organes de presse américains, collaborateur occasionnel du Monde, a été libéré vendredi 18 décembre. Il faisait partie du groupe de Palestiniens qui devaient être expulsés vers le Liban, mais il avait été ramené jeudi de la frontière israélo-libanaise vers la prison de Gaza où il a été remis en liberté. - (Reuter.)

O IRAK : attentat à l'explosif contre un convoi d'aide alimentaire. -Dans un communiqué publié vendredi 18 décembre à Rome, le Programme alimentaire mondial de l'ONU a affirmé que huit camions affectés par les Etats-Unis au transport de vivres avaient été détruits mercredi par des bombes à retardement dans le Kurdistan irakien. Des engins explosits ont été découverts dans neuf autres véhicules. L'attentat n'a pas fait de victimes. C'est le troisième incident de ce type, en trois semaines, contre des

LOIN DES CAPITALES

A Qom, des mollahs par milliers

COM

de notre envoyée spéciale

ES grandes aba (capes) sombres – grises ou brunes - des hommes balayant la chaussée et caressent les murs. Ombres noires, les femmes glissent, les yeux presque toujours baissés, dans des tchadors si amples qu'on ne peut deviner leurs formes. Les mollais enturbannés déambulent sur toutes les places, dans toutes les rues, à l'intérieur des sanctuaires. Com, à 180 kilomètres environ au sud de Téhéran, a supplanté Nadjaf en Irak : c'est aujourd'hui le plus grand centre d'enseignement religieux chite dans le monde.

La ville vit plutôt chichement. Du moins en apparence. « Un mollah n'est jamais pauvre », ironise Hussein. « Des mollahs, on peut en exporter partout, dans votre pays, dans d'au-tres, partout. C'est la seule chose que nous puissions exporter.»

A Clom en tout cas, il y en a partout. Une concentration impressionnante au kilomètre carré, surtout un vendredi, jour de Dieu et de surcroît veille de l'anniversaire de le mort de Fatima, sœur de l'imam Ali ar Reza, dont la sanctuaire, Hazrat-e-Mahsoumeh, au dôme revêtu de plaques de cuivre doré, grouille de pèlenns avec leurs belles coiffes blanc et noir et leurs longues robes sombres. Difficile pour un non-spécialiste de distinguer les étudiants des maîtres. Au total ils seraient près de 20 000, dont un grand nombre appartenant à la lignée du prophète et que l'on reconnaît à

Les mosquées - dont certaines datent du quatorzième alècie – sont belles, plutôt sobres, avec leurs minarets longilignes couverts de mosaïques jeune et bieu, se découpent d'autant plus nettement sur le paysage que le reste de la ville est plat et sec ; austère même, avec ses petites maisons de terre ou de briques, plus souvent brunes que blanches, alignées le long de ruelles étroites en terre battue. Même la nature s'est mise de la pertie pour imposer à cette ville austérité et pénitence : l'eau y est salée et inbuvable. Et ce ne sont pas les cheminées des petites industries textiles qui pourraient égayer le paysage.

Des portraits de chefs religieux décorent le péage, où on vous délivre un ticket non payant, qui commande l'entrée de la ville que l'on atteint après avoir traversé un pay-sage désertique dont un « lec de sel » ne fait que durcir les lignes. Leurs regards sont comme autam de rappels à l'ordre islamique. Une fois franchie cette frontière, aucune infraction aux règlements n'est en effet tolérée, comme cele peut être parfois le cas à

Toute la gent féminine, même des fillettes hautes comme trois pommes, porte le tchales doigts d'une main celles qui se permettent le fantaisie d'un tchador écru à petites fleurs brunes. A l'intérieur du sanctuaire de Fatima, c'est le seul vêtement toléré pour les femmes, et le grand foulard, si sobre et décent soit-il, est totalement exclu. Un cerbère en tenue bleu marine, un grand bâton argenté à la main, veille au respect strict de catte règle, sur le pas d'une sorte da guérite plantée à l'entrée du sanctuaire.

Il faut croire capendant que les infractions à l'ordre existent puisqu'à la fin de novembre les premières associations de Nassehine illers) chargés de lutter contre les « corruptions sociales » sont entrées en activité dans la ville. Un millier d'entre eux ont pour mission de « propager la culture islamique et d'orienter les jeunes de Com vars la lutte contre la culture dépravée de l'Occident ».

Religion et politique

Dans les rues, la foule a cet air grave que suscite tout lieu saint et que rompt à peine l'atmosphère bon enfant d'une place bordés de petites boutiques: « Jusque dans son bazar, Clom ressemble étrangement à Nad-jafa, commente un chilte irakien. A la différence que l'on distingue de plus en plus ici deux catégories d'hommes de religion : ceux qui continuent de se consacrer aux affaires de Dieu, et ceux qui sont de plus en plus mêlés au bruit du monde. «L'Iran aspire à devenir le



seul pôle à la fois religieux et politique de l'islam chiite. Vous mesurez l'étendue d'un tel rayonnement?».

Mais il fait part aussitôt de sa conviction que Nadjaf, où se trouve la mausolée de l'imam Ali, premier imam chiite, retrouvera son rôle « historique » de premier centre de l'islam chine. Nadiaf s'est vidé. De la dizzine de milliers d'étudiants at chefs religieux de toutes nationalités qui fréquentaient ses écoles et ses mosquées, il ne reste plus,

dor, systématiquement noir. On compte aur sous le régime actuel, qu'une poignée. « Mais les régimes ont une durée de vie. Ils pas-

L'université islamique n'est pas l'apanage

des seuls hommes. A l'une des extrémités de la ville, une grande bâtisse entourée d'un haut mur, et dont l'entrée est commandée par une porte métallique. On dirait un internat ou un noviciat. C'est l'université (islamique) al Zahrat pour les jeunes filles. Elles s'apprêtent à se rendre à la grande prière du vendredi. Sans un regard pour l'étranger de passage, même s'il a'agit d'une femme, elles pressent le pas. On ne voit que leurs yeux qui ne s'animent que lorsqu'elles bavardent entre elles à mivoix. Il y a là des traniennes bien sûr, mais aussi des étrangères, dont, nous affirme un étudiant, une dizzine de Libanzises et quatre ou cinq Françaises. La langue du Prophète étant l'arabe, tous les étudiants, quelle que soit leur nationalité, parlent cette langue dans sa version la plus pure, celle du livre de Dieu,

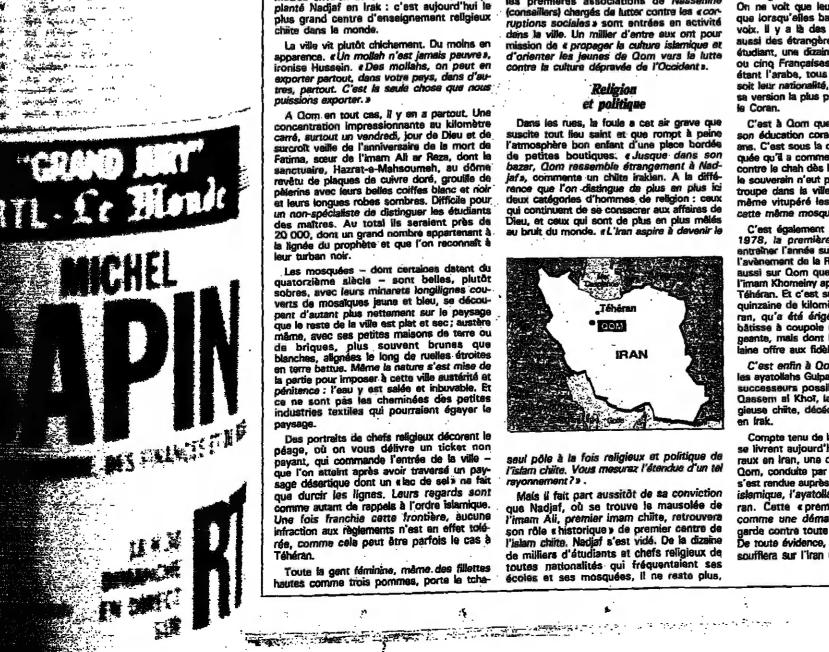
C'est à Com que l'imam Khomeiny a suivi son éducation coranique dès l'âge de quatre ans. C'est sous la coupole de la grande mosquée qu'il a commencé à haranguer les foules contre le chah dès les années 60 - après que le souverain n'eut pas hésité à faire donner la troupe dans la ville et, surtout, qu'il eut lui-même vitupéré les religieux à l'intérieur de cette même mosquée.

C'est également de Clorri qu'est partie, en 1978, la première insurrection qui devait entreîner l'année suivante la chute du chah et l'avenement de la République islamique. C'est aussi sur Qom que se repliz provisoirement l'imam Khomeiny après son retour triomphal à Téhéran. Et c'est sur la route de Com, à une quinzaine de kilomètres seulement de Téhéran, qu'a été érigé son mausolée, énorme bătisse à coupole dorée, d'une laideur affli-geante, mais dont le sol couvert de tapis de laine offre aux fidèles un havre de paix.

C'est enfin à Qom que vivent aujourd'hui les ayatoliahs Gulpagani et Rouhani, deux des successeurs possibles de l'ayatoliah About Qassem al Khoi, la plus haute autorité religieuse chiite, décédé au mois d'août demier

Compte tenu de la lutte pour le pouvoir que se livrent aujourd'hui conservateurs et libéraux en Iran, une délégation de religieux de Qom, conduite par l'ayatollah Djavadi-Amolli, s'est rendue auprès du guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khameinei, à Téhéran. Cette « première » a été interprétée comme une démarche visant à mettre en garde contra toute « déviation » idéologique. De toute évidence, ce n'est pas de Com que soufflera sur l'Iran un vent de liberté.

MOUNA NAIM



Aprilia de Mario. Político

Commence of the commence of th

Adapting the 187 property of the second

्रेट्ट्रिक्ट्रिक्ट विकास । १८८५ विकास देवा विकास सम्बद्धाः । १८८७ वर्षः

A Grand and the

And the State of t

والمحاليات المجاهدية

Statement Late Areas

e of figure for the former of the first of the second of t

The same of the

La compression of the contract of

La trompeuse discrétion de M. Milosevic

depuis le 14 juillet 1992, distribue les badges: l'autre, président de Serbie, tient l'appareil depuis 1987. Ce dernier, M. Slobodan Milosevic, a-t-il réellement peur de son rival, M. Milan Panic? Certes, il a tout fait pour empêcher sa candidature par le biais de moyens légaux, mais Il mène donc campagne, lui aussi, mais à sa manière : ses meetines en dehors de Belgrade ne sont pas touquelques journalistes «amis» peuvent le suivre. En province, il est pratiquement sur d'être accueilli chaleureusement, puisque les habitants n'ont accès qu'aux media officicls, qu'il contrôle. Une scule chaîne de télévision est retransmise dans la «Serbie profonde»; if en est de même pour la radio. Les journaux qui y sont distribués lui sont fidèles, la presse d'opposition manquant de papier et de moyens de

Les grandes manifestations de certainement pas l'état d'esprit

Les attaques

Le Parti démocrate (DS) comme

le Mouvement démocratique de Ser-bie (DEPOS) – regroupant une dizaine de partis – ainsi que l'Al-liance civique (GS) lui ont apporté

Milliardaire américain d'origine serbe, rappelé l'été dernier à Bel-

grade pour prendre la tête du gou-

remement de la nouvelle fédération

serbo-monténégrine et redorer la bla-

son de son pays, mis au ban des

nations pour sa responsabilité dans la guerre en Bosnie-Herzégovine,

M. Milan Panic a mené une cam-

pagne énergique. En quinze jours à

kilomètres, traverse une trentaine de

villes et rencontré plus de

300 000 personnes. Il aime les bains de foule, les contacts directs. Chez

les paysans, dans les usines, sur les

chantiers ou dans les meetings. M. Milan Panic se livre à un vérita-

ble numéro de charme. Il est chaleu-reux, parfois même fantaisiste.

M. Panic déconcerte les habitués de

la vieille école communiste en distri-buant des poignées de main, en embrassant ses hôtes, en partageant

a gamelle des ouvriers... Il sait aussi

taper sur l'épaule du petit vendeur

des rues pour l'encourager, parce que «c'est comme cela que l'on com-mence à faire des affaires». M. Panic va droit au but, au risque

de Washington

En imposant le «style Panic», tranchant sur la froideur de son rival, il s'est constitué un capital de

sympathic qui menace la popularité de M. Slobodan Milosevic. Il a su

la population en se battant jusqu'au

bout pour surmonter tous les obsta-cles semés par le maître de la Serbie,

électorale. M. Panie n'est pas homme à baisser les bras. A Vrsac

(dans le nord-est de la Serbie), lors-qu'il s'est retrouvé devant des mil-liers de personnes sans haut-parleur ni mégaphone, il est monté pour la

de choquer l'auditoire.

de M. Milan Panic

régnant dans les campagnes serbes. Arrivé à la tête de la Ligue des communistes de Serbie sur le thème de la «révolution antibureaucratique», M. Milosevic a vite exploité la tibre nationaliste, historiquement très forte en Serbie, pour asseoir son pouvoir. Il s'agissait d'abord de raviver la conscience serbe et de tirer un trait sur «l'humiliation» que Tito avait infligée à la Serbie pendant trois décennies de Fédération yougoslave. Le maréchal estimait, en effet, qu'une Yougoslavie équilibrée supposait une Serbie affaiblie. C'est sur la question du Kosovo, berceau de la nation serbe mais peuplée à plus de 80 % d'Albanais de souche, que M. Milosevic a réussi à mobiliser les foules. Car cette province avait acquis sous Tito un statut d'autonomie jugé intolérable par les diri-

1987, 1988, 1989 : c'était l'époque des grands « meetings de solidarité avec les Serbes du Kosovo», rassemblant des dizaines, parfois des centaines de milliers de personnes, l'apogée de Slobodan Milosevie. Une bonne partie de l'opinion l'a

ture - qui a autrefois appartenu à

Tito - pour faire son discours. Lorsque le maire de Nis (Sud-Est), l'un

des fiefs de M. Milosevic, lui a refusé l'hospitalité, M. Panic a passé

outre et rassemblé sous une pluie

battante plus de 20 000 personnes.

qui ont ovationné le discours le plus

A la veille du scrutin, cet homme,

que l'équipe de M. Slobodan Milose-

vic accuse ouvertement d'être un

agent de Washington chargé de tra-hir l'intérêt national, était convaincu

de sa victoire. « La passibilité de voir les socialistes [de M. Milosovie] rem-

long de su campagne.

défense des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Il continue pour justifier un soutien « politique et moral » de ces mêmes Serbes. Ce n'est certainement pas un basard si groupe paramilitaire ultranationaliste qui s'est distingué sur plusieurs fronts de Croatie, s'est porté candidat à Pristina, capitale du Kosovo. Face à une opposition timorée qui s'est réfugiée derrière la candidature de M. Panic, M. Milosevic n'a, en fait, qu'un seul soutien politique, celui du Parti radicul serbe de M. Vojslav Seselj, un sociologue plus nationaliste encore que le président

Aujourd'hui, en dépit de l'embargo, M. Milosevic peut compter sur un soutien populaire certain en dehors de la capitale car, lorsqu'il déclare que la Serbie «n'a jamais eu faim et ne pliera jamais», il sait qu'il peut compter sur un sentiment

ancré dans son peuple. Les Serbes sont sensibles à l'argument selon loquel ils sont, une fois de plus, vicde l'Institut de sociologie de Belgrade, effectués en coopération avec un expert américain, M. Douglas Schoen, et indiquant, mardi

15 décembre, qu'il devançait de quatre points M. Milosevic. Les sonlages publiés pour le compte de celui-ci et donnant l'avantage à l'ac-tuel président serbe font, selon M. Panic, partie des mensonges divulgués en permanence par les médias officiels, qui sont devenus un véritable outil de propagande entretenant volontiers la baine et la

> « Maintenant ou jamais»

Une constatation qui a d'ailleurs conduit M. Panic à déclarer récemment que M. Milosevic et son équipe étaient a des criminels qui, par le biais de la télévision, assassinaient chaque jour nos enfants ». Conscient de l'urgence de la situaporter les élections n'existe pas», affirmait-il. Aux plus sceptiques, il Bosnie-Fierzégovine et de la «décréavançait les résultats des sondages plude économique et morale» dans

Les hommes et les partis en présence

Plus de sept millions d'électeurs serbes et monténégrins sont appelés, dimanche 20 décembre, à désigner res-pectivement les présidents de Serbie et du Monténégro, les Parlements de cas deux Réoubliques, laurs responsables municipaux et un nouveau Parlement fédéral de Yougoslavie

En Serbie, sept candidats à la magistrature suprême briguent les suffrages de 6,9 millions d'électeurs. L'élection devrait cependant se résumer en un duel entre le président sortant Slobodan Milosevic (socialiste, ex-communiste) et le premier ministre fédéral, l'homme d'affaires serbe naturalisé eméricain Milan Panic, pronant la paix et la conciliation. Un second tour pourrait les départager dans

président, M. Mamir Bulatovic, leader du Parti démocratique des socialistes (PDS, ex-communiste), part favori devant le Ilbéral Slevko Perovic.

Leur dual, dont l'enjeu est le degré de souveraineté du Monténégro dans la nouvelle Yougoslavie, pourrait être troublé par la dissident du PDS, M. Branko Kostic, un proche des dirigeents de Belgrade, dont la candidature est présentée par les anciens combattants de la guerre serbo-croste.

Par ailleurs, 45 partis et groupes présentent 4 576 candidats pour les 250 sièges à pourvoir au Parlement de Serble. Au Monténégro, 940 candidats de 19 partis se disputent, à la proportionnelle également, les 85 sièges du Parlament. Au niveau fédéral, les électeurs serbes et monténégrins doivent désigner, parmi 1 276 candidats, les députés de l'une des deux Chambres, la Chambre des citoyens. - (AFP.)

(Serbie-Monténégro).

Au Monténégro, neuf candidats au poste de président se disputent, au scrutin majoritaire à deux tours, les voix de près de 430 000 électeurs. L'actuel

> religiouse. - (AFP.) ZAIRE: trois morts lors de manifestations à Kinshasa. - Trois personnes out été tuées - dont deux lors d'affrontements avec les forces de l'ordre - et buit autres blessées, vendredi 18 décembre, à Kinshasa, a indiqué, dans un communiqué, le gouverneur de la capi-tale. Des barricades avaient été élovées dans la journée sur différentes artères dans les quartiers populaires, à l'occasion d'une journée

les «martyrs» de l'Histoire.

Pour discrète qu'elle soit, la campagne de M. Milosevic - homme peu disert, - qui s'appuie sur l'appareil de l'ex-Ligue des communistes, n'en a pas été moins efficace. Il peut se targuer tout à la fois d'avoir défendu les intérêts de son peuple en Croatie et d'avoir préservé, officiellement, la Serbie de la guerre.

Reste que, en dehors des arguments nationalistes qui peuvent tou-jours séduire une partie de l'électorat, sa politique a entraîné un ent international de la Serbie, sans oublier, bien entendu, les pertes en vies humaines ainsi que le flot de réfugiés dans le sillage du conflit. Si, à la veille des élections, les marchés sont subitement à nouveau achaianque l'essence a réapparu à des prix abordables, c'est que le régime serbe sent que la grogne populaire face au marasme économique résultant de l'embargo risque d'effacer l'enthousiasme initial dont il bénéfi-

A. D. et Y. H.

laquelle se trouve la Serbie, M. Milan Panic a choisi comme leitmotiv de sa campagne électorale : « Maintenant ou jamais ». Il a donc appelé l'électorat à voter sans attenappere l'enertitat à votet saix autorité de pour l'envenir et la guerre ». Le régime Milosevic est, pour lui, « pire que tout ce qu'il avait pu imaginer ou lire à ce sujet ». Des changements radicaux en faveur de la démocratisation sont donc impératifs pour permettre au pays de renaître et de retrouver une place dans la communauté une piace dans a conditionalite internationale. « Nous ne devons pas seulement écarter un homme: nous devons tout changer», a-t-il clamé à Nis devant une foule enthousisste. M. Panic se propose de former, après les élections, un gouvernement de la condition que le la condition de la co de coalition au sein duquel tous les partis seront représentés. Ce gouver-nement sera chargé d'assurer une tra l'accent sur la dépolitisation de la police et de l'armée ainsi que sur la mutation de l'économie. M. Panic promet égulement la levée des sanc-tions, qu'il n'a pas réussi à obtenir jusqu'à présent puisque tous ses efforts pour ramener la paix «ont été torpillès par le gouvernement

seroe».

« Libèrez-vous de la peur », a répété, tout au long de sa campagne, le premier ministre yougoslave, affurmant qu'il existait « une autre Serbie que celle que l'on voit à la télévision ». « J'ai vu une Serbie qui garde l'espoir, qui croît en l'avenir et une jeunesse prête à des changements radicaux ». Souteau, à en croire les sondages, par la majorité des moins de quarante ans, M. Milan Panic a appelé les jeunes « à convaincre leurs appelé les jeunes «à convaincre leurs grands-parents de voter pour l'avenir et non pour le passé et leur retraite

En osant défier le maître absolu de la Serbie et contester son autorité, M. Milan Panic a allumé une lucur d'espoir dans un pays plongé dans l'apathie et le défaitisme, terrorisé par les menaces de guerre civile. Car il a créé une dynamique qui a poussé l'opposition démocratique serbe à rechercher une vérita-ble alternative à la guerre. Pour le moment, il est néanmoins difficile de savoir si les changements qui s'opèrent lentement sur la scène politique ont été vraiment ressentis par une population qui n'a, en grande majorité, accès qu'à la télévi-sion et à la presse officielles.

FLORENCE HARTMANN

BOSNIE-HERZÉGOVINE

L'Assemblée générale de l'ONU presse le Conseil de sécurité de faire respecter ses résolutions

La situation en Bosnie-Herzégovine a fait l'objet, vendredi 18 décembre, de deux résolutions des Nations unies, l'une du Conseil de sécurité exigeant la fermeture de tous les camps de prisonniers dans cette République ex-yougoslave et l'autre de l'Assemblée générale évo-quant l'hypothèse d'une inter-vention militaire multinationale.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, «horrifié» par «la détention et le viol massif» de femmes musul-manes en Bosnie-Herzégovine, a exigé que tous les camps de déte tion soient a immédiatement fer-més » dans cette République. Dans une résolution (798) adoptée d l'unanimité, les membres du Conseil ont demandé au socrétaire général de l'ONU, M. Buutros Boutros Ghali, « de mettre en œuvre tous les moyens nécessuires dont il peut disposer sur place» pour per-mettre à une délégation de la CEE L'« accèder librement et en toute sécurité aux lieux de détention ».

Cela devrait se traduire par un accompagnement militaire de cette mission, avec des effectifs de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), souligno-t-on de sources diplomatiques. Le projet de résolution a été présenté par la France à la suite de la publication d'une série de rapports sur des viols systématiques dans ces

De son côté, l'Assemblée géné-rale a demandé au Conseil de sécu-rité d'envisager, d'une part, une levée de l'embargo sur les armes en Bosnic-Herzegovine, d'autre part, une intervention militaire multina-tionale si les résolutions de l'ONU continuaient à être violées après le

Une résolution adoptée par 102 pays - 57 autres, dont ceux de CEE, se sont abstenus et aucun Etat ne s'est proponce contre -rappelle au Conseil de sécurité rité internationales » et, en particu-lier, qu'il devait faire en sorte que les forces serbes et monténégrines

se conforment à toutes les résolutions de l'ONU et qu'elles mettent fin à leurs « actes d'agression » en Bosnie. La résolution, qui n'est pas contraignante, a été votée par les Etats-Unis. Le texte avait été préparé par la Bosnic-Herzégovine avec le soutien des pays musul-

A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge a lancé un appel aux factions bosniaques pour qu'elles libèrent 3 000 personnes encore détenues - 1 400 dans six camps serbes, 1 000 dans 10 camps musulmans et 540 dans quatre sites contrôlés par les Croates. L'organisation a par ailleurs confirmé que le camp de détention serbe de Manjaca avait été fermé après la libération des 418 derniers détenus. - (AFP. Reuter.)

O Un militaire français blessé à Sarajero. - Un officier français de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) a été blessé, jeudi 17 décembre, sur l'aéroport de Sarajevo par un tireur isolé. Le capitaine Gaëtan Le Hénaff, commandant le le escadron du régiment d'infanterie de chars de marine (RICM) de Vannes, a été atteint dans le dos alors qu'il mettait en place son dispositif. Mercredi soir, un soldat avait etd blessé par balle alors qu'il assurnit la garde à l'aéroport. ~ (AFP.)

D Le président l'zetbegovic assumera un troisième mandat. - Le président bosniaque. M. Alija l'actbegovic, dont le mandat arrive à expiration dimanche, a indiqué, vendredi 18 décembre, qu'il continuerait à assumer ses fonctions audelà de cette date « en raison de l'étut de guerre» en Bosnie-Herzé-govine. M. Izetbegovic, un Musul-1: man: 4: effeetud deux mandats el'un cette fonction par une personnalité croate. La Constitution n'autorise qu'il a des « responsabilités dans le pas plus de deux mandats succes-maintien de la paix et de la sécusifs, mais e quand le pays est en état de guerre, le mandat du président est projongé », a déclaré M. Izetbegovic. - (AFP.)

DIPLOMATIE

Pour des opérations de maintien de la paix

Les pays de l'Est coopéreront avec l'OTAN

BRUXELLES

de notre correspondent

Le « rapprochement » de Le arapprochement à de la France et du commandement intégré de l'OTAN (le Monde du 18 décembre) n'est pas encore de nature à régler tous les problèmes suscités par le fait que Paris ne souhaite pas réintégrer complètement cette structure. On l'a bien vu, vendredi 18 décembre, pendant la réunion du Consail de coopération nord-atlantique (COCONA), instance de dialogue entre l'OTAN et ses anciens adversaires de l'Est, créée il y a un an. créée il y a un an.

A l'initiative des Etats-Unis, un A l'initiative des Etats-Unis, un accord de principe a été annoncé sur la coopération des pays de l'Est et de l'OTAN dans des opérations de maintien de la paix. Mais jusqu'où cette coopération militaire peut-elle aller? Elle ne peut pas, estime-t-on à Paris, être confiée aux instances militaires de l'OTAN aux mistances militaires de l'OTAN de l'aux mistances de l'OTAN de l'aux mistances de l'aux m auxquelles la France ne participe pas, comme le comité des plans de défense.

Ce point de vue n'est pas parce point de vine n'est pas par-tagé par le secrétaire d'Etat améri-cain, M. Lawrence Eagleburger. Evoquant « la voie qui condult à la planification commune, à l'entraînement commun et même aux manquivres conjointes pour les opérations de maintien de la paix», M. Eagleburger a incriminé la opérations de maintien de la punta, M. Eagleburger à incriminé la France sans la citer en expriment a l'espoir que la nation qui n'a pas voulu donner son assentiment à une telle coopération reconnaîtra que nous devons aller de l'avant ».

nous devous alter de l'avant o.

Le secrétaire général de l'Alliance, M. Manfred Wörner, s'est
employé à minimiser ce différend
iors de la conférence de presse
finule. « Nous voulons pouvoir faire
des opérations de maintien de la
paix avec la France, a-t-il dit. Ce
pays a une grande expérience en la
matière et il serait idiot de ne pas

en profiter malgré quelques diver-gences théologiques.»

On retrouve la trace de cette On retrouve la trace de cette bataille « théologique » que livre la France dans le « Programme de travail 1993 pour le dialogue, le partenariat et la coopération » adopté par le COCONA. Ce document annonce des « consultations sur des questions relatives au maintien de la paix et sur des questions connexes, d'abord en séance de brassage d'idées au niveau des brassage d'idées au niveau des ambassadeurs, ensuite en réunion ad hoc d'experts politico-mili-taires». Autrement dit, le Conseil de l'Alliance, où siège l'ambassa-deur de France auprès de l'OTAN, pourrait sans doute garder le contrôle des opérations éventuelles de maintien de la paix, lesquelles donneront lieu à une coopération militaire entre « les pays intères-sés», une formule qui laisse à cha-que Etat la liberté d'y participer ou

cette énième querelle franco-américaine au sein de l'Alliance est, probablement, passée par-des-sus la tête des pays de l'Est, invités à cautionner les initiatives occiden-tales relatives à l'ex-Yougoslavie. a Nos pays sont prêts à apporter leur soutien et leur contribution, cas par cas, aux opérations de maintien de la paix engagées sous l'autorité de l'ONU ou la responsabilité de le par cas, aux opérations de maintien de la paix engagées sous l'autorité de l'ONU ou la responsabilité de la CSCE, qui confèrent à ces opérations une légitimité internationales, indique la déclaration commune publiée à l'issue de la réanion du COCONA. Toutefois, il n'est rien dit de précis quant à la Bosnie. Et certains des invités de l'OTAN se sont abstenus quand il s'est agi d'approuver la menace adressée implicitement, la veille, par l'OTAN aux Serbes s'ils continuaient de violer l'interdiction de survol de la Bosnie.

10 mg

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

EN BREF

□ ALLEMAGNE : nouvelle accusation contre M. Erich Honecker. -La justice allemande a formellement accusé M. Erich Honecker, vendredi 18 décembre, de détournements de fonds, ce qui pourrait retarder son éventuelle libération, a-t-on indiqué de source judiciaire. Le nouvel acte d'accusation reproche à l'ex-numéro un de la RDA d'avoir détourné pour 1988 et 1989 15,5 millions de deutschemarks afin d'alimenter l'ancienne résidence des dignitaires du régime communiste à Wandlitz, au nord de Berlin. M. Honecker est égal ment accusé d'avoir pris 150 000 deutschemarks dans les cuisses de l'Etat en 1989 pour ses besoins personnels. - (AFP.)

 Denx jenues néonazis condamnés à des peines de prison. — Deux jeunes néonazis qui avaient lancé des cocktails Molotoy contre un foyer de demandeurs d'asile ont été condamnés, vendredi 18 décembre à Mannheim, à des peines de deux ans et demi et de deux ans de prison, a-t-on appris de source judiciaire. Le 12 septembre, une mère originaire de l'ex-Yougoslavie et ses deux enfants avaient été grièvement brûlés à la suite de l'incendie que les deux jeunes gens avaient provoqué à Hemsbach, dans le sud-ouest du pays. — (AFP.) u GÉORGIE : suspension des

négociations avec la Bussie. - Le Parlement géorgien a décidé, ven-dredi 18 décembre, de suspendre les négociations avec la Russie sur le traité bilatéral qui doit définir les conditions du stationnement des troupes russes en Géorgie – placées jeudi en « état d'alerte ». Selon Tbilissi, l'armée russe se plie aux « forces conservatrices allièes des séparatistes abkhazes». -

G ITALIE : trente-trois arrestations dans le cadre de la lutte con-tre la Mafia. - Une vaste opération anti-mafia a permis de démanteler anti-maria à permis de demandier un réseau de trafiquants d'armes et de drogue agissant entre la Ligurie et Seminara (Calabre), et d'opérer trente-trois arrestations, ont annoncé vendredi [8 décembre les carabiniers. C'est essentiellement le clan des «Giuffre» qui a été

démantelé, selon les enquêteurs. Basé à Seminars, le clan dominait le conseil municipal, qui avait été dissous récemment par le ministère de l'intérieur pour complicité avec la Malia. Le pouvoir des Giuffre était tel que, lors de la procession religieuse de l'Assomption (mi-août), le cortège avait dévié pour venir s'arrêter devant la maison du boss. - (AFP.)

D PANAMA: le vice-président a

démissionné. - Le vice-président panaméen, M. Ricardo Arias Calderon, a démissionné, jeudi 17 décembre, de ses fonctions. M. Arias, qui est âgé de cinquante-neuf ans et leader du Parti démocrate chrétien (opposition), a estimé, au cours d'une conférence de presse, que le gouvernement du président Guillermo Endara est sincapable» de faire face à la cor-ruption, de préparer « la panamisa-tion » du canal pour l'an 2000, et d'apporter des solutions au pro-blème du « châmage et de la pau-rantie » (AFP) metė ». – (AFP.)

O TANZANIE : arrestation de trente-cinq Islamistes sur l'île de

Zanzibar. - Trente-cinq Tanzaniens musulmans, soupçonnés d'être «fondamentalistes», ont été arrêtés, sur l'île de Zanzibar, pour avoir notamment participé à des offices religieux en plein air, désormais interdits, a annonce, vendredi 18 décembre, la radio nationale. Le Conseil pour la propagation de l'Islam en Tunzanie a mis en garde les musulmans contre l'utilisation du multipartisme pour promouvoir des idées séparatistes sur une base

de protestation contre le régime du maréchal Mobutn. - (AFP.)

CORÉE DU SUD: l'élection de M. Kim Young-sam à la présidence de la République

Un vote en faveur de la stabilité

Les Coréens du Sud se sont rendus nombreux aux urnes, vendredi 18 décembre, pour élire leur nouveau président. En l'emportant plus facilement que prévu sur son vieux rival M. Kim Dae-jung, M. Kim Young-sam succède à une série de militaires. Sa victoire a été saluée par le président Bush et par le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, qui a souhaità e que la coopération réppocoréenne se resserre sous le nouveau président».

Mile Transportings

Andrew Commencer

Maria Spran Line 1

The Committee of the Co

THE PARTY OF THE PARTY OF

職職 強縮する かっかつしょう

Sugar with high many in the

The second real of the second

Branch Commence

Application of the Principle

A Charles

Sample .

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

All Same and Same

State of the second

Same of the same o

And speed of

Andrew - - -

Species & Arma

La par de lista

SÉOUL

de notre envoyé spécial

En désignant, vendredi, M. Kim Young-sam comme successeur au président Roh Tae-woo, dont le mandat s'achève en février, les Coréens ont voté en faveur de la stabilité alors que s'ouvre une période cruciale pour leur pays. Non seulement des réformes sont nécessaires pour donner un nouvel clan à l'économie, mais c'est vraisemblablement au cours du mandat du nouveau président que se posera de manière aisme le problème de la Corée du Nord. voire de la réunification, lorsque le président Kim Il-sung, âgé de quatrovingt-deux ans. quittera la scène.

Compte tenu de ces inquiétudes diffuses, cette victoire claire (42 % des voix) est l'expression d'un «cholx rationnel », estime M. Kil Soong-

ques de l'Université nationale de Séoul. Elle n'efface pas pour autant carnait le grand vaincu de ces élec-tions, M. Kim Dae-jung, qui avait, cette fois, de bonnes chances de l'emporter mais n'a obtenu que 34 % des suffrages. Visiblement amer, cet éternel opposant a cancèdé sa défaite et annoncé qu'il se retirait de la vie politique. Significatives de l'évolution de la Corée, ces élections le sont aussi par ce retrait de la grande figure de l'opposition depuis près d'un quart de siècle.

> « Un réflexe sécuritaire »

La défaite de M. Kim Dac-jung La défaite de M. Kim Dae-jung s'explique en partie par les médiocres résultais obtenus par le patriarche de l'industric et fondateur du groupe Hyundai, M. Chung Ju-yung, qui n'a recueilli que 16,2 % des voix. S'il avait soustrait davantage de suffrages au candidat gouvernemental, il aurait favorié M. Kim. «Je suis peiné pour mon pays», nous a dit un journaliste coréen, exprimant l'aurertume pastacorcen, exprimant l'amertume parta-gée par beaucoup d'intellectuels : « Nous avons raté la chance d'une rèclle maturation politique qui aurait fuit franchir à la démocratization une norvelle étape,»

Le retrait de M. Kim Dae-jung, qui a confié la direction de son parti a son second, M. Lee Ki-tack, pourrail conduire à un réalignement des forces d'opposition qui risque d'être

aussi opté pour un système de parti dominant qui rejette l'opposition à la marge du processus décisionnel.

Dans les derniers jours, la campagne a cependant été marquée par lité des instances étatiques, promise par le président Roh, mais qui n'a été qu' «une noble façade», selon un autre professeur de sciences politiques, M. Han Sung-joo: les médias et les réseaux du pouvoir ont incon-testablement favorisé le candidat du parti gouvernemental. Moins qu'une action orchestrée, les initiatives destinées à protéger des intérêts individuels se sont multipliées. « C'est moins pour un programme que dans un réflexe sécuritaire que les Coréens ont élu M. Kim Young-som», estime M. Ahn Byung-joon, de l'université

Les neuf millions de voix recueillies par M. Kim Daejung sont néan-moins significatives d'une aspiration à un meilleur équilibrage régional ainsi qu'à une plus grande justice sociale. Bien que les opposants radiaccomplis, ils sont réservés sur l'enra-cinement de la démocratie, estimant qu'un autoritarisme modéré a succédé à l'autoritarisme tout court. Selon le Conseil national des églises, il reste encore 852 prisonniers politiques (étudiants, syndicalistes et personnes ayant eu des contacts avec le

IL FAUT QUE

JE RENTRE!

ILS HE PEUVENT

RIEN DÉCIDER

SANS MOI!

PHILIPPE PONS

Un pragmatique plus qu'un homme de conviction

de notre envoyé spécial

En accédant à la présidence, M. Kim Young-sam réalise une ambition caressée depuis qu'il entra au Parlement en 1954. Elu du Parti libéral au pouvoir, il rejoignit par la suite l'opposition, qu'il devait quitter à son tour, en jarvier 1990, pour participer à le forma-tion d'une veste coalition conservatrice destinée à devenir le parti norwamemental. C'est donc moins un homme de conviction qu'un pragmatique qui succède à M. Roh

Né en 1927 dans une famille aisée de la petite île de Koje, au sud de la péninsule, diplômé de la prestigieuse Université nationale de Séoul, M. Kim fut un jeune politi-cien brillant, plusieurs fois chef du groupe parlementaire d'opposition et le plus jeune président d'un parti nedy et animé d'idéaux démocratiques, il prit néanmoins soin de se tenir à l'écart des radicaux. Il lui manqua cependant toujours la verve de tribun et le charieme de son rival, M. Kim Dae-jung.

M. Kim Young-sam devait en faire l'amère expérience lorsqu'en 1971, alors qu'il était sur le point d'obtenir l'investiture de l'opposi-tion contre le dictateur Park Chung-hee à l'élection présidentielle, M. Kim Dee-jung fit basculer le congrès en se faveur. Dapuis, la cerrière de M. Kim Young-sam a

été marquée par cette rivalité qui allait accentuer un régionalisme déjà prononcé : l'opposition entre la province de Kyongsang et celle

Alors qu'unis les deux hommes auraient pu l'emporter à l'élection présidentielle de 1987, qui alleient faire entrer la Corée dans une ère politique nouvelle, leur rivalité favo-risa l'actuel président Roh Taewoo. M. Kim Young-sam arriva en seconde position et son rival en

rivant

Contrairement à l'austère Kim Dae-jung, issu d'une famille modeste et fervent catholique, M. Kim Young-sam, pourtant de confession presbytérienne, a la réputation d'être un bon vivant. Cherchant depuis quelques années à se rajeunir, le nouveau président, autrefois célèbre pour ses cheveux précocement blancs, se fait désormais teindre d'un noir de jais.

Sa grande époque fut celle au cours de lequelle M. Kim Dae-jung avait été neutralisé — en exil, en prison ou en résidence surveillée entre 1973, année où il fut enlevé au Japon par le abires de Park Chung-hee, et le milieu des années 1980. M. Kim Young-sam devint président du Nouveau Parti démocrete en 1974, prenent ainsi la tâte de l'opposition alors que le régime Park accentuait son autoritarisme. En 1979, quelques temps avant l'assassinat de Park, il se vit retirer le droit de siéger au Parlement. En mai 1983, pour protester contre le régime du général Chun Doo-hwan, il entreprit une grève de la faim de vingt-trois jours. Assigné à résidence, il ne fut autorisé à revenir sur la scène politique gu'en 1985.

Ses qualités de défenseur des valeurs démocratiques furent estompées, aux yeux des opposants, par son ralisement à M. Roh en janvier 1990. Il justifia sa décision de participer à la formation du Parti démocrate-libéral (POL), réunissant conservateurs et opposition modérée, en expliquant « Sens ce compromis, nous ris-quions un putsch».

Il devint ainsi le «numéro deux» du PDL, puis, malgré une vive opposition interne, accéda à sa présidence en mars 1992, ce qui en fit le candidat désigne à la succession de M. Roh. Tout en cher chant à rassurer les conservateurs par un programme de réforme modérée, il a promis du bout des làvres une meilleure garantie des droits de l'homme. En ce qui concerne le dialogue avec la Corée du Nord, M. Kim n'entend pas sacrifier la sécurité à une améliore tion des relations avec Pyongyang et il poursulvra sur ce point, comme sur d'autres questions diplomatiques, la politique de son

M. Eltsine a fait l'éloge du « modèle chinois»

Et plus encore à Moseou : que le que ait «change d'opinion » sur la que « l'antique route de la soie Chine communiste, multipliant les. coups de chapeau au * modèle chi-noix », aura presque surement des effets sur la politique économique de son pays.

Conscient que le spectaculaire réchaussement des relations entre les deux pays, l'ouverture d'une ter, M. Eltsine a répété que la coopération russo-chinoise « n'était dirigée contre personne », qu'il ne s'agissait pas d'« une ulliance », et que ni les Etats-Unis ni le Japon ne devaient s'inquiéter. Mais ses bonnes paroles, à l'égard de Tokyo en particulier, manquaient de chaleur : « Nous n'avons pas d'allergie à l'égard des Japonuis, et sa visite à Tokyo continue à poser pro-

Surtout, il a parlé avec un enthousiasme de converti des « énormes perspectives » de coopération entre la Russie et la Chine, en particulier dans le domaine militaire, et cela y compris a pour les armements les plus sophistiqués » (les principes de cette coopération militaire seront définis « d'ici un mois » par les ministres de la défense). Il a aussi affirmé que les investissements chinois dans l'économie russe pourraient bien dépasser œux des Occiden-

Parmi les vingt-quatre accords bilatéraux signés à l'issue de sa visite - « un record digne du Guinness Book », a-t-il fièrement remarqué. - M. Eltsine a mentionné la vente par la Chine de 10 millions de tonnes de mais, à un prix beaucoup plus avantageux que le mais américain si l'on tient compte des frais de transport. On a aussi parlé de coopération spatiale, nucléaire (la Russie construira une

a INDE : rectificatifs. - Des erreurs se sont malencontreusement glissées lors de la publication d'articles sur l'affaire de la mosquée d'Ayodhya. dans les numéros du Monde des 8 et Il décembre : le sigle VHP se réfère à l'organisation hindouiste Vishwa Hindu Parishad (Conseil hindou mondial), dont le président est M. Vishnu Hari Dalmia. Le trident est le symbole de Shiva, et non de Vishnou. Fairabad, proche d'Ayodhya, est une ville d'importance moyenne, et non une «grande cité». M. L. K. Advani a démissionné, le 6 décembre, de la présidence du groupe parlementaire BJP (droite hindone) et non de son mandat de député. Enfin, les musulmans ne bénéficient pas de postes réservés dans la fonction publique, à la différence des membres des busses castes et des tribus protégées.

centrale d'une capacité de deux fois 300 mégawatts), des transports... Bref. on a tout fait pour

Moins lyrique, le chef de l'administration presidentielle rasse, M. louri Petrov, constatait tout de même avec grand plaisir qu'il n'y avait désormais « aucun problème » entre Russes et Chinois, et que les choses allaient d'autant micux que e beaucoup des dirigeants chinois d'aujourd'hui ons été formés chez: nous, et se souviennent de l'époque où l'URSS leur apportait une aide désintéressée». Une jolic manière de faire le pont avec une époque dont M. Petrov - representant de la tendance «apparatchik» de l'en-tourage présidentiel – garde une

La santé de M. Deng Xinoping

L'essentiel, pourtant, c'est que la Chine soit apparue à M. Eltsine si différente de ce qu'il imaginait, à savoir « un pays où l'on marche au pas derrière le parti ». On peut trouver étrange qu'il affirme avoir découvert la réalité chinoise au bout de quarante-huit heures passées uniquement avec des officiels dans la capitale. Mais ce que l'on retiendra à Moscou, c'est l'éloge

qu'il a fait d'une réforme économique conduite « sans forcer l'allure, sans révolution, sans secousse », et a sans faire baisser le niveau de vie des gens, au contraire ». Des propos qui pourraient sortir tout droit de la bouche des « centristes », sinon même des conservateurs russes. Certains membres de l'entourage de M. Andreï Kozyrev, le ministre libéral des affaires étrangères, dont le sort ne tient plus qu'à un fil, ont accucilli avec un bien triste sourire cette avalanche de compliments au a modèle chinois »

Au passage, M. Eltsine a regrette que « les communistes russes », du



temps où ils étaient au pouvoir, ne s'en soient pas inspirés. D'autant qu'à son avis les réformes politiques vont suivre en Chine, comme il a cru le comprendre au cours de sa conversation avec le secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin. Un entretien qui l'a fort agréablement surpris : «J'avais peur que ce soit très formel et très rigide, les Chinois m'avaient traité de tous les noms quand j'ai quitté le PC sovié-tique. [De fait, M. Jiang avait refusé de le rencontrer lors de son séjour à Moscou, au printemps 1991.] Mais en fait ça a été très chaleureux. *

Cette dernière remarque, M. Eltsine l'avait faite en parcourant la Cité interdite, où il avait une fois de plus donné une démonstration d'aisance, de simplicité sinon d'ingénuité. Il s'est certes intéressé à l'histoire de la dynastie des Ming, mais l'ancien spécialiste du bâtiment s'est aussi beaucoup préoccupé de savoir comment les palais impériaux étaient chauffés et tuile de céramique, il a apprécié en connaisseur, et placé un dicton russe – « Plus le toit est solide. moins souvent tu dois construire » avant de demander le nom de l'architecte, ignorant apparemment qu'en Chine l'architecte ne peut être que l'empereur.

a Architecte en chef des réformes » est d'ailleurs l'une des manières officielles de désigner M. Deng Xiaoping, le patriarche chinois qui avait reçu M. Gorbatchev en 1989, mais que M. Eltsine a'a pu voir. « Il ne se sent pas bien », a déclaré le président russe qui, au passage, a bousculé les convenances: le sujet est tabou à Pékin où, officiellement, M. Deng se porte comme un charme. Ce ne fut pas le seul exemple de franc-parier « eltsinien ». Interrogé par une journaliste de Taïwan sur les relations que la Russie entretiendraavec l'île non communiste, il n'a pas fait dans la délicatesse ; « A Taiwan, c'est comme à Singapour,

dans les Emirats ou au Japon, ils ont du liquide! C'est pourquoi il nous faut avoir des relations avec eux, mais pas des relations politiques. Cela ne gênera en rien la Chine.»

Fragilité politique

La Chine s'est efforcée de faire cipé de M. Eltsine. Le ministère chinois des affaires étrangères a pris soin de faire savoir que le président russe lui avait civilement annoncé au préalable sa décision, et que l'on n'en considérait pas moins, ici, que sa visite s'était déroulée « sans heurts ». Une brochette de responsables russes, dont l'ambassadeur Igor Rogatchev, se sont rendus à Shenzhen, chargés de la délicate mission de faire passer la pilule auprès des autorités locales pour ce qui, du point de vue protocolaire, demeure une démonstration sinon de mufferie, du moins de la singulière fragilité politique de M. Eltsine.

On ne pouvait s'empêcher de, replacer cet incident dans le contexte malheureux des relations entre Russes et Chinois depuis la fondation de la Chine populaire, pour ae remonter qu'à cette date. En 1950, au lendemain de sa vic-toire, Mao Zedong avait dû l'aire le pied de grue à Moscou pendant plusieurs semaines avant que Sta-

line ne consente à le recevoir en tète à tête. Il en étnit reparti furieux. Puis ce furent les invectives du grand schisme des années

M. Eltsine s'en est en aucloue sorte excusé pour la partie russe au cours de sa conférence de presse. en plaçant la responsabilité sur l'indifférence des dirieconts soviétiques envers les susceptibilités chinoises. A commencer par Khrouchtchev qui, a-t-il rappelé, avait fait revenir les milliers d'experts soviétiques lorsque Pékin, non sans provocation, les avait sommés d'apprendre par cœur les citations du Grand Timonier. De plus récente mémoire, la réconciliation entre les deux grands empires limitrophes avait abouti, en 1989, au désastre du sommet Gorbatchev-Deng, saboté par la rébellion estudiantine pékinoise.

Ce nouveau «couac» diplomatique n'invalide pas les assurances données à plusieurs reprises par M Eltsine que la Russie entendait désormais traiter Pékin sur un pied d'égalité. Il relativise par contre l'espoir entretenu par les Chinois de parvenir à une relation stable avec un interlocuteur solide au

> FRANCIS DERON et JAN KRAUZE

Pour rassurer les minorités chrétiennes persécutées

Le pape fera «très probablement» escale au Soudan en février

Le Vatican a provoqué la surprise, vendredi 18 décembre, en annonçant comme «très probable» une visite du pape au Soudan, un pays musulman où la loi islamique (charia) est appliquée avec rigueur et où les minorités chrétiennes subissent l'une des plus féroces persécutions de la dernière décennie. Prévue à la fin du huitième voyage de Jean-Paul II en Afrique, qui doit le conduire, du 3 au 10 février, au Bénin et en Ouganda, cette escale à Khartoum ne durerait que quelques heures.

Depuis des mois, dans des lettres adressées au secrétaire général de l'ONU et au président de l'Organi-sation de l'unité africaine (OUA), le Vatican ne cesse d'alerter l'opinion internationale sur la situation des minorités chrétiennes de ce pays, évangélisées au XIX^e siècle par les missionnaires comboniens et principalement concentrées dans le Sud.

Le 6 octobre dernier, lors d'un voyage à Rome, l'épiscopat soudanais a rendu public un rapport acen-blant sur le «génucide silencieux» en nationale. cours dans le pays, « Le massacre des

innocents est devenu une pratique journalière, écrivent les évêques. Les gens sont littérulement terrorisés per la nature répressive d'un régime islo-mique fondamentaliste qui compte grabiser et islamiser les non-trabes et les non-musulmans par la force, » La plupart des missionnaires étran-

gers ont été expulsés, des 1989, du Sud-Kordofan, de Juba, et même de Khartoum. Des églises ont été fermées, des prêtres et des catéchistes arrêtes. Des religieux sont interdits de prédication, d'autres de déplacement. Pire encore, dans ce pays qui souffre de la famine et de la guerre civile, l'aide humanitaire n'arrive pas aux régions chrétiennes du Sud. « Cette question n'est pas une affaire intérieure au Soudan », répètent, depuis des années, les évêques. S'il a effectivement lieu - les ultimes préparatifs sont en cours de négociations à Khartoum, - le voyage du pape n'aura sans doute pas d'autre but que de l'application brutale de la loi islamique et de secouer l'apathie inter-

Valse-hésitation autour de START II

PÉKIN

de nos envoyés spéciaux

M. Boris Etsine et son entourage ont-les commis une gaffe ou bien ont-ils voulu forcer la main à M. George Bush? En annonçant, vendredi 18 décembre, que les présidents russe et américain signeralent l'accord START il sur la réduction des armements stra-tégiques le 4 janvier aux Etats-Unis, M. louri Patrov, le chef de l'administration présidentielle russe, paraissait sûr de son fait. interrogé au cours de sa conférence de presse, M. Etsine a été moins précis, indiquent qu'on était en train de s'accorder sur une date. Mais il a confirmé qu'il s'agirait de matérialisar, lors d'un sommet en Alaska, l'accord de principe conclu à Washington en juin dernier sur une réduction des deux tiers des armements straté-

Le démenti américain est venu très rapidement : le traité n'est pas conclu au point que l'on puisse prévoir sa signature au début de l'année, a fait savoir la porte-parole de la Maison

Blancha. «Nous nous en rappro chons, nous avons bon espoir, meis c'est tout ce que l'on peut dires, a-t-il ajouté, précisant qu'il restait «des questions très importantes» à régler. Soit sensiblement plus que ce que laissait entendre le chef de la diplomatie russe, M. Andrel Kozyrev, qui parleit, à Pékin, de « travail technique» à achever. Les Russes avalent déjà laissé entendre que cette signatura interviandrait à court terme, avant la transmission du pouvoir à Washington.

Comme on lui demandait si les réticences manifestées à ce propos par le Soviet suprême influeraient sur l'accord, M. Etsine a répondu qu'il était de la responsebilité du président de signer les traités, dont le texte était soumis ensuite au Parlement pour ratification, L'accord START II prévoit de ramener les arcenaux stratégiques à un maximum de 3 000 à 3 500 ogives nucléaires d'ici à l'an 2003.

J. K. et F. D.

La demande de mise en accusation de M. Fabius, de M^{me} Dufoix et de M. Hervé repose sur «l'omission de porter secours»

session, soit à la demande du pre-mier ministre, soit à celle de la majo-

rité des membres de l'Assemblée

nationale. M. Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, proche

de M. Fabius, a indiqué vendredi

soir que les socialistes travaillaient déjà à réunir les signatures néces-

extraordinaire au cas où le Sénat

n'achèverait pas l'examen de la réso-

Le texte de la proposition socia-

Le bureau exécutif du PS, réuni vendredi 18 décembre, a indiqué

qu'il « approuve et soutient à l'una-nimité » la décision de M. Laurent

Fabius de demander sa comparu-tion devant la Haute Cour et «en

salue avec force le courage ».

M. Gérard Lindeperg, numéro deux du parti, a précisé que cette position avait fait l'objet d'un vote

M. Pierre Mauroy, interrogé ven-

dredi matin sur Europe 1, a déclaré que le geste de M. Fabius

e fait honneur au Parlement et au

Parti socialiste » et lui « inspire le respect ». M. Jacques Mellick,

secrétaire d'Etat à la défense,

proche de M. Fabius, a affirmé que « personne ne peut plus ignorer où

se situe le camp de l'exploitation politique d'une tragédie nationale et internationale, et où se trouve celui

de la morale en politique». Le pre-mier secrétaire du PS, a-t-il ajouté,

« montre à chacun d'entre nous

l'exemple du courage et de la déter-

mination dans la recherche de la vérité». « Je suis heureuse que

M. Fabius ait sinalement été conduit à prendre la décision la

plus raisonnable, la seule raisonna-ble», a déclaré M≈ Edith Cresson

au journal régional de France 3

Député (PS) de la Corrèze,

M. François Hollande a expliqué, sur RMC, que « le problème de la

cohérence politique est posé» dans la gestion du problème de la Haute

à main levée.

lution avant dimanche à minuit.

A la suite de la décision de M. Laurent Fabius de faire déposer une nouveile proposition de mise en accusation devant la Haute Cour, le visant lui-même avec Ma Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé pour l'affaire du sang contaminé, l'Assemblée nationale devait se prononcer sur cette résolution samedi 19 décembre. La Sénat envisageait de s'en saisir à son tour dimanche, la session ordinaire du Parlement s'achevant le 20 décembre à minuit.

Le bureau de l'Assemblée nationale, réuni vendredi 18 décembre en fin d'après-midi, a déclaré recevable la proposition de résolution déposée le matin même par MM. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée. Jean Auroux, président du groupe socialiste, et cinquante-huit autres députés socialistes ou apparen-

tés (1), « portant saisine de la com-mission d'instruction » de la Haute Cour de justice pour M. Fabius, M. Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé. La conférence des présidents de l'Assemblée a modifié l'ordre du jour des travaux afin d'inscrire l'examen de cette proposition samedi à

Sénat, a convoqué la conférence des présidents du palais du Luxembourg dimanche 20 décembre, dernier jour de la session ordinaire, à 10 heures, pour modifier l'ordre du jour et y pour moditrer l'ordre du jour et y inclure la discussion de cette même proposition. M. Monory avait indiqué, un peu plus tôt dans l'aprèsmidi de vendredi, que l'adoption de ce texte dans la journée de dimanche lui paraissait « improbable » et il avait évoqué l'hypothèse d'une session extraordinaire.

La réforme de la procédure pénale

Les députés autorisent la présence de l'avocat « dès le début de la garde à vue » à partir de janvier 1994

Lors de l'adoption en nouvelle lecture, vendredi 18 décembre, du projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, les députés ont autorisé la présence de l'avocat adès le début de la garde à . vigueur le 1- janvier 1994. L'Assemblée a supprimé, en outre, « l'amendement Charasse > visant à accorder la qualité d'officier de police judiciaire aux agents des douanes.

« Je me réjouis de voir noire pays rejoindre le peloton des nations les plus civilisées... » Cette réforme est une véritable révolution » : M. Vauzelle ne cachait pas sa satisfaction en commentant le vote par l'Assemblée nationale, vendredi 18 décembre, lors de la nouvelle lecture du projet de réforme de la procédure pénale, d'un article réorla garde à vue. Les députés ont en effet entériné un amendement. défendu par MM. Michel Pezet et Gérard Gouzes (PS), rapporteur et président de la commission des lois, et par M. Jacques Bruhnes, au nom du groupe communiste, autorisant la présence de l'avocat « dès le début de la garde à vue » à partir du le janvier 1994.

D'ici là, la personne gardée à vue ne pourra soiliciter un entretien avec son avocat qu'a partir de la vingtième heure. Dans les deux cas de figure, les personaes impli-quées dans des affaires de terrorisme ou de trafic de stupétiant seront soumises à un régime spé-cial : la présence de l'avocat en garde à vue ne pourra intervenir qu'à l'issue de la première prolon-gation, soit après quarante-huit

Les députés avaient déjà autorisé, lors de l'examen du texte en seconde lecture, la présence de l'avocat dès le début de la garde à vue, mais sans véritablement croire que leur intitiative aboutirait. Ils



L'exposé des motifs

avaient tenu à exprimer, par ce

geste un brin spectaculaire, leur

mauvaise humeur envers le Sénat,

qui avait considérablement altéré

leur projet intitial. M. Pezet, rap-

porteur de la commission des lois

avait alors admis que l'Assemblée

serait probablement contrainte de

reculer sur ce point, notamment

La surprise est donc venue de l'at-titude de M. Vauzelle, qui ne s'est

pas opposé à cette innovation.

alors qu'il avait manifesté la plus

grande prudence en première lec-

ture, s'en tenant au délai de

vingt heures sans envisager d'as-

Le garde des sceaux n'avait

iamais dissimulé que son inclination personnelle le poussait à cau-tionner une libéralisation du

régime de garde à vue, afin de met-

tre la France à l'heure européenne,

mais il avait dû compter avec les

réticences du ministère de l'inté-

rieur. Voilà désormais l'hypothè-

souplissement ultérieur.

Il appartient au président de la République de convoquer une telle

liste comporte un expose des motifs, soulignant que, « mis en cause par certains à propos de l'obligation du dépistage du sida lors des transfusions sanguines » et, également, à propos de « la distribution des produits antihémophiliques non chauffés», M. Fabius, M. Dufoix et M. Hervé a souhaitent eux-mêmes qu'il soit fait

Les réactions au PS

Les dirigeants socialistes saluent

le «courage» du premier secrétaire

justice de ces imputations». «En vertu de l'article 68 de la Constitution, la Haute Cour de justice a com-pétence pour en connaître, observent les signalaires. Il s'agit de déterminer, dans le respect de la présomption d'innocence, si ces faits sont ou non susceptibles, en ce qui concerne les personnes précitées, de constituer le délit d'omission de porter secours, préru par l'article 63 du code pénal.»

indique notamment : « M. Laurent Fabius, au moment des faits premier ministre, M= Georgina Dujoix, au moment des faits ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, au moment des faits secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, sont renvoyés devant la com-

Cour. « Quand, dans un parti, on

prend une position, à travers une

instance qui s'appelle le comité

directeur, on doit absolument se

tenir à cette position », a indiqué M. Hollande, se référant à la réu-nion du comité directeur du PS, le

15 novembre dernier, au terme de

laquelle il avait été décidé de

revendiquer la Haute Cour pour

M. Fabius, M= Georgina Dufoix et

M. Edmond Hervé. M. Julien

Dray, député (PS) de l'Essonne, a

affirmé, sur TF I, que les députés « souhaitaient une cohérence » dans

l'affaire du sang contaminé et

qu'ils l'ont obtenue « avec la déci-

sion que [M. Fabius] a prise et qui

M. Fabius qu'il appartient, mainte-nant, de faire le point et de saroir s'il est en situation de pouvoir être

le premier des socialistes dans la

Le président de l'Assemblée

nationale, M. Henri Emmanuelli, a

indiqué, au contraire, sur France-

Inter, qu'il « ne pose pas la ques-tion » de la capacité de M. Fabius

à demeurer premier secrétaire

du PS. « Je pense qu'il se l'est posée tout au long de la semaine et, jeudi

soir, il a estimé que son devoir était de prendre la décision qu'il a prise

et que j'approuve », a ajouté le

député des Landes, en saluant la

« décision courageuse et très difficile

campagne électorale».

ectable», mais que « c'est d

Cour de justice à raison des faits énonces sommairement ci-après :

» [M. Fabius, M. Dufoix et M. Hervė] ont èté me en cause à propos des arrêtés interministériels du 23 juillet 1985, signés par les directeurs de cabinet des deux ministres, rendant obligatoire le dépistage du virus du sida dans les dons du sang à constitut de la cause de la d compter du l= août 1985 et le non-remboursement des produits non chauffès à compter du l= octobre

» Il convient donc que soit examiné si les faits ci-dessus sommairement énoncés constituent ou non des infractions à l'article 63 du code pénal. Il importe, dans ces conditions, que la commission d'instruction (...) procède commission d'instruction (...) procède à tous les actes qu'elle jugera utiles à la manifestation de la vérité et ordonne, s'il y a lleu, le renvoi de M. Laurent Fabius (...), M= Georgina Dufoix (...) et M. Edmond Herré (...) devant la Haute Cour de justice, pour les faits ci-dessus énoncès, afin qu'il soit hué s'ils constituent ou nou l'asoii jugé s'ils constituent ou non l'In-fraction visée à l'article 63 du code pénal.»

(1) MM. Daniel Vaillant (Paris), Michel Charast (Paris), Christian Pierret (Vosger), Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), Bernard Bioulac (Dordogne), Jean-Marc Ayrault (Loire-Atlantique), François Massot (Alpes-de-Haute-Provence), Guy Bêche (Donbs), Didler Migaud (Isère), Alain Barrau (Hérault), Roger Léron (Drôme), M= Marie-Joséphe Sublet (Rhône), MM. Thierry Mandon (Essonne), François Bernardini (Bouches-du-Rhône), Jacques Santrot (Vienne), Romé Donière (Ainne), Michel Françaix (Oise), Jean-Pierre Warché (Deux-Sèvres), Jean Beaufis (Seine-Maritime), Alain Néri (Puy-de-Dôme), Jean Albouy (Essonne), François Hollande (Corrèze), Michel Coffinean (Val-d'Oise), David Bohbot (Val-de-Marne), Michel Thauvin (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Fourré (Seine-et-Marne), Bernard Poignant Eliniether), Gun Michel Thauseau (Envienne) (Seine-et-Marne), Bernard Poignant (Finistère), Gay-Michel Chauveau (Sarthe), François Colcombet (Allier), lacques Delhy (Seine-Saint-Demis), Jean-Claude Dessein (Somme), Jean-Louis Dumont (Meuse), Albert Facon (Pas-de-Calais), Gérard Bapt (Hauto-Garonne), Jacques Mahéas (Seine-Saint-Denis), Marie-Claude Malavai (Lot), Jean-Claude Peyronnet (Haute-Vienne), Bertrand Gallet (Eure-et-Loir), Hubert Gouze (Tamet-Garonne), Alain Le Vern (Seine-Maritime), Jean Laursin (Moselle), Régis Barailla (Aude), Jean Gatel (Vancluse), Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), Jacques Floch (Loire-Atlantique), Jean-Pierre Defontaine (MRG, Pas-de-Calais), André Bellon (Alpes-de-Haute-Provence), Bernard Derosier (Nord), Chaude Gaits (MRG, Hautes-Pyrénées), Jean-François Delahais (Isère), Jean-Marie Alaize (Ardèche), Guy Malandain (Yvefines), Jean-Marie Leduc (Seine-Maritime), Michel Pezet (Bouched-Loire), Didier Mathus (Saône-et-Loire).

mission d'instruction de la Haute

Les députés ont adopté en nouvelle lecture, vendredi 18 décembre, le projet de loi relatif à la lutte contre la corruption et à la transparence des activités économiques. Comme en première lecture, le PS a voté pour, le PC s'est abstenu et la droite a voté contre ce texte dans lequel le gouvernement a introduit des dispositions n'ayant qu'un rapport lointain avec son objet principal.

La transparence des activités économiques Mme Lienemann

veut éviter les évictions abusives

de locataires

Présenté par M. Pierre Bérégovoy comme un des textes majeurs de la session parlementaire, le projet de session pariementaire, le projet de loi contre la corruption a suivi à l'Assemblée nationale un cours cahoteux. Si les parlementaires se sont contentés de revenir pour l'essentiel au texte adopté en première lecture, notamment pour les dispo-sitions relatives à la publicité, l'absuons retatives à la publicité, l'ab-sence de députés socialistes dans l'hémicycle a contraint le gouverne-ment à réserver le vote sur la plu-part des articles qui ont été adoptés en un seul vote, selon la procédure du vote bloqué, sous les quotibets de l'opposition. Celle-ci ne s'est pas privée non plus de dénoncer le caractère disparate de certains amendements déposés par le gou-

Mª Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement, a ainsi fait adopter une disposition destinée à éviter les évictions abu-sives de locataires. Elle stipule que « toute convention ayant pour objet de résilier un bail ou un droit d'ocae restuer un ban ou un droit à ce cupation en cours de validité afin de permettre la libération d'un immeu-ble à usage d'habitation principal ou professionnel doit comporter» sous peine de nullité «un projet de contrat de location portant sur un

Dans le même esprit, les députés ont étendu le champ du permis de démolir à « tout travail et tout fait occupé à usage d'habitation notamment, « impropre à cet usage». La demande du permis de démolir devra être accompagnée de la liste des occupants et des contrats de location conclus avec les occupants pour leur relogement.

Sous réserve de réciprocité

Dans la partie du texte concernant les collectivités locales, les députés ont adopté un amende du gouvernement relatif aux listes électorales. Cefui-ci indique que, dans le cas où le préfet ou le sous-préfet conteste le motif retenu par la commission administrative à l'appui de l'inscription d'un électeur, il appartient à ce dernier d'établir à quel titre il estime que son inscription doit être maintenue. Cette disposition a pour but de réduire le nombre des contentieux nés des refontes de listes électorales et vise tout particulièrement la

Les députés out également adopté un amendement présenté par le groupe UDF et prévoyant de n'ou-vrir le marché des services publics locaux à des entreprises étrangères que sous la réserve de réciprocité dans l'Etat où leur siège social est établi. Ils ont aussi voté plusieurs emendements de M. Jean-Jacques Hyest, député centriste de Seine-et-Marne, excluant notamment du régime des délégations les « conces-sionnaires d'infrastructures de trans-

Les députés ont adopté, en le modifiant, l'amendement du Sénal concernant le financement des groupes politiques dans les assem-blées délibérantes prévu pour les communes de plus de cent mille habitants, pour les départements et les régions. Ils ont enfin décidé que la commission nationale des comptes de campagne sera compo-sée d'un représentant par parti ayant présenté au moins cinquante candidats aux élections législatives.

a Les sénateurs adoptent le projet de loi sur le travail à temps partiel. - Le Sénat a adopté en deuxième lecture, jeudi 17 décembre, le projet de loi relatif au travail à temps partiel et à l'assumnce-chômage, présenté par M™ Martine Aubry, ministre du tra-vail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Les groupes de la professionnelle. Les groupes ue au majorité sénatoriale et le PS ont voté pour, les communistes contre. Les sénateurs ont supprimé les disposi-sénateurs ont supprimé les dispositions encadrant les méthodes de recrutement des entreprises au motif qu'elles devraient constituer un projet de loi à part.

LIVRES POLITIQUES

FRÉDÉRIC BOBIN

A mémoire nous en dit plus que ce que veulent bien révéler les souvenirs personnels ou l'évocation du passé collectif que nous avons en partage. Elle témoigne aussi, parfois en priorité, de la manière dont les individus et les groupes utilisent, voire manipulent, leur histoire, et de la pression qu'exerce la présent dans cette rejecture.

trois commémorations de la Révolution française : en 1889, 1939 et 1989. Ce mémoire sur la mémoire s'ouvre sur une description des agents et procédés de la cérémonie commémorative, tels que les ont mis en valeur les trois jubilés. Il apparaît que c'est d'abord une affaire d'Etat, même si, chaque fois, l'imagination commémorative s'illustre mieux dans les manifestations populaires que dans les initiatives officielles. A chacune des trois étapes historiques, le processus de remise en mémoire s'est amorcé dans le difficulté, dans la mesure où il ravivait le caractère traumatisant du mythe fondateur de la société française pour une grande partie de celle-ci. D'autant plus que les commémorations de la Révolution sont de ces lieux e où les Français rences». Généralement, les

L'entretien de la mémoire

choses se terminent mieux qu'elles n'ont commencé, « l'échauffement réciproque des deux camps » s'atténuant dans une volonté de rassemblement, qu'il ne faudrait pas confondre avec un consensus, même « Une nation, c'est une en 1989. Ce n'est pas parca que la Révolution fut aussi «le mythe fondeteur de toute une moder-

mémoire (...) non una vérité du passé mais une véracité du présent a, note l'historien Pascal Ory nités qu'elle est pleinement dans une curieuse étude sur les Pascal Ory montre que le centenaire, en 1889, a « moins célébré 1789 que le dix-neuvième siècle .: il a été, avant tout, «une autocélébration du régime républicain ». Le cent-cinquantenaire, en 1939, a souffert de la concomitance avec la déclaration de guerre : il célébra, à la faveur d'un grand défilé, la nation, l'Empire et l'Entente cordiale. « On peut se demander, écrit Pascal Ory, si le démocratie française n'entrait pas ce jour-là dans le jeu des totalitarismes ambiants, dont les médias de masse s'étaient attachés. depuis des années, à répercuter les parades belliqueuses. » Le Bicentenaire, en 1989, a mis en avant les droits de l'Homme et a fait plus de place aux femmes et aux minorités culturelles. Il n'en a entendent afficher leurs diffé-

les précédentes commémorations : rituel tentant d'accommoder le festif et la didactique, le postulat démocratique et la prégnance monarchique, la présence d'un fond contre-révolutionnaire et la tentation d'actualiser la Révolution à travers un événement contemporain (la répression du mouvement des étudiants chinois

Pascal Ory note toutefois qu'en 1989 la révolution qui est intervenue en Europe centrale a ravi sa symbolique révolutionnaire au Bicantenaire. Si cette commémoration-là a paru moins en prise sur l'idée nationale, c'est moins, explique-t-il, par l'effet d'un phénomène purement français que par celui d'une évolution touchant eles formes distinctives des nations européennes». Les prochaines échéances des tricentenaire et quadricentenaire diront, suivant comment elles seront célébrées – si elles le sont, – où en sera la nation France de son destin.

Un autre ouvrage attire l'attention sur les « oubliés » de la Révolution : ces aristocrates, défenseurs de l'Ancien Régime, qui constituèrent le premier parti de la droite, entre l'absolutisme royal et la démocratie neissante. Jacques

leurs vains efforts pour e sauver la monarchie malgré le roi » et dans leurs divisions. Ainsi revivent les figures de l'abbé Maury, « prélat à la cerrure d'athlète, eux manières vulgaires, à l'intelligence brillante», doué de surcroît d'une mémoire prodicieuse et d'un courage à toute épreuve ; celle du chevalier de Cazalés, admirateur de Montesquieu, anglomane qui préférait « la monarchie au monarque». Ce dernier fut littéralement transformé par la Révolution, qui, d'un Languedocien frondeur at joueur, fit un orateur redoutable nommé «l'incorruptible de la

ANDRÉ LAURENS

droite ». L'histoire nationale a traité sévèrement ces « privilégiés » en ne reconnaissant pas leur apport politique, la droite traditionnelle s'étant constitués doctrinalement dans l'exil de l'émigration et les tentatives de restauration. Ce fut aux dépens du «rêve libéral», qui, rappelle l'auteur, connaître une meilleure fortune dans le monde anglo-saxon, au grand regret de Tocquevitle. Ces a aubliés a méritaient de figurer dans la riche production historiographique à laquelle le Bicentenaire a donné

 Une nation pour mémoire, de Pascal Ory. Presses de la Fondation nationale des scier politiques, 276 pages, 124 F.

La Chute des eristocrates, de Jacques de Saint-Victor. Perrin, 354 pages, 140 F.

pas moins été marqué par les traits - devenus autant de constances - délà repérés dans | de Saint-Victor les dépeint dans

Marie Marie Santa AND THE BELLEVIEW Marie - The Marie of the Party of A Property of The same of the same of The state of the state of The state of the same of the The second second The state of the s THE WAY THE The same of the sa

発を発行するからない かん Berlin Brancher Transport and the con-Many of Contract AND THE STATE OF A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The same and the same All Property and the second 12 - 1 L. The Section of the Se The second secon Marin Service A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

g San Allegar - Alegan and Allegar

Property of the second A STATE OF THE PARTY OF THE PAR A Marine Marine Barrell Comment of the Comment of t Andrew Company (1944) (

Age regions (Sept.) The second of th المراجع المرا AND CONTRACTOR OF THE PARTY OF والمناجع والمتها والمتهال المتهالي

· Andrews The state of the s The state of the s Salar Six The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The second second -

-

TO SHIP IT 2: pp pt 4 2; 32' 12 (m) - 1 1 1 TEG 1. 4 6464 (Ph.) The and the Service Control of the Service of th Commence of the Dr. S. R. S. de cohabitation.

1.

Depuis quelques jours, les parletielle, qui accompagnent un catalogue de vingt mesures bapti-sées « réformer » susceptibles d'être prises ou du moins engagées dans les deux premières années de la prochaine législature.

Long de vingt pages, et intitulé «La France que nous voulons», le premier document se situe dans la perspective de l'an 2000 en se demandant si la France existera cemandant si la France existera encore à cette date. Se définissant comme « le parti de l'exception frunçuise», le parti de M. Chirae se fixe pour objectif de léguer aux générations futures « une France indépendante et russemblée». A cette fin, ce premier texte expose les motifs qui conduisent le RPR à proposer des mesures qui figurent dans le second.

Dans ce petit livret de vingt-qua-tre pages intitulé «La réforme, maintenant », le RPR présente « vingt réformes pour commencer à changer la France ». Le parti chiraquien « s'engage » à mottre ces mesures en œuvre, « dès 1993, si les Français font confinnee à l'oppo-sition actuelle et si les mayens poli-tiques d'un gouvernement efficace et réellement réformateur sont dors réunis ». Pour chacune de ces vingt réformes, nous avons retenu, cidessous, les aspects les plus signifi-

- Moderniser l'action de la justice : mise en place d'une justice de proximité par création d'un juge de paix et création d'un juge de l'exécution des décisions, notamment en matière civile et commerciale. Entrée en vigueur entre 1993

- Améliorer la sécurité : création d'une garde nationale. Entrée en vigueur en 1993 par l'adoption d'une loi de programmation (1).

lité : vote par les députés d'un texte déjà adopté par les sénateurs sur la base des propositions de la commission Marceau Long. Entrée en vigueur en 1993.

des 1993.

- Encourager les entreprises à la création d'emplois : exonération de toutes les charges sociales, pour une durée de trois ans, pour foute création nette d'emploi en 1993. Le financement sera trouvé dans la diminution des coûts liés au chômage. La mesure pourrait être reconduite en 1994.

- Créer une vraie silière d'apprentissage: création d'un crédit d'impôt fortement incitatif. L'ob-jectif est de faire passer cent mille

- Assurer la promotion sociale : création d'un congé spécial afin de bénéficier d'une formation qualifiante ou permettant de réaliser des projets individuels. Entrée en minuter en 1901 pour un coût de vigueur en 1993 pour un coût de 1 milliard à 2 milliards.

- Garantir aux femmes un libre choix de vie : instauration d'un revenu de la mère de famille, en respectant les droits acquis. Entre 1993 et 1995, il sera procédé à l'adoption d'une loi sur l'égalité professionnelle et à l'extension immédiate de l'allocation parentale d'éducation.

- Aider les personnes âgées dépendantes : création d'une allocation spécifique et priorité donnée au maintien à domicile pour la

POLITIQUE

A trois mois des élections législatives

Le RPR propose « vingt réformes pour commencer à changer la France»

électorales avec l'UDF ne sont pas achevées, le RPR a fait parvenir à ses parlementaires et à ses cadres deux plaquettes qui résument succinctement son programme politique. Elles exposent les evingt réformes pour commencer à changer la France » que les amis de M. Jacques Chirac pourraient défendre dans un gouvernement

mentaires et les secrétaires fédé-mentaires et les secrétaires fédé-raux du RPR ont entre les mains deux documents de synthèse pour la campagne des élections législa-tives. Il s'agit, en quelque sorte, des attendus de la plate-forme poli-tique de M. Jacques Chirac, candi-dat potentiel à l'élection présiden-tielle. qui accompagnent un

- Changer le code de la nationa-

- Elargir le champ du référendum : extension à des sujets de société et création d'un droit d'initiative populaire. Cela nécessite une révision constitutionnelle qui, en tout état de cause, sera proposée au président de la République

- Rendre sa mission à l'école primaire : priorité aux enseignements élémentaires, formation des instituteurs au sein de l'université et accroissement des responsabilités des chefs d'établissement. De 1993

jeunes du chômage à l'apprentis-sage entre 1993 et 1995. Coût éva-lue à 5 milliards de francs.

dépendance légère. De 1993 à 1995.

- Faciliter l'insertion des handicapés: adoption d'une loi-cadre (accueil, emploi, formation, retraite) entre 1993 et 1995. Définir une politique de santé publique : action s'échelonnant de 1993 à 1995.

 Angmenter les salaires directs : suppression des cotisations payées par les entreprises pour financer la politique familiale qui sera prise en charge par l'Etat. L'économie réali-les l'attentions de l'entre l sée par l'entreprise sera redistri-buée sous forme de complément salarial ou sous forme d'épargne-re-traite non imposable. Réforme engagée entre 1993 et 1995 mais étalée sur huit à dix ans.

- Alléger l'impôt des classes moyennes : réduction de la progres-sivité par dimination du nombre de tranches, qui passeraient de treize à cinq. La CSO deviendra déductible du revenu imposable. Réforme présentée dans les lois de finances pour 1994 et 1995.

 Développer la participation : amélioration de la représentation des salariés, développement des avantages fiscaux liés à l'intéressement et extension de l'actionnariat salarié. Entre 1993 et 1995. - Redonner rie à la France rurale : défense de la préférence communautaire, réduction des coûts et des charges des agricul-teurs, mise en place de «zones de

revitalisation » pour garantir le maintien des services publics. Entre 1993 et 1995. - Relancer la construction de

de succession sur tout logement à neage locatif construit entre le le juin 1993 et le 31 décembre 1994 et affectation d'une partie des recettes des privatisations à la construction de nouveaux logements sociaux. Mesures fiscales des 1993

 Instituer un délit d'atteinte à l'environnement : un cadre juridique clair sera donné à l'environnement entre 1993 et 1995.

- Réformer le service militaire : diminution progressive du format des armées par une réforme de la conscription (2) et réduction à trois mois de la formation militaire. Adoption entre 1993 et 1995 de la loi de programmation étalée sur

 Remettre l'Europe sur la bonne vole : la Communauté doit «s'élar-gir», notamment aux pays de l'Est européen, les citoyens doivent être associés à la vie de la CEE et le principe de subsidiarité – tout ce qui ne peut être règlé par la Com-munauté l'est par les Etats – devra être « précisé». Mesures négociées avec les partenaires de la France des 1993.

(1) Le document intitulé « La France que nous voulons» souligne, sans plus de précision, qu'il faut « durcir la sanction pénale» pour les crimes les plus graves et les récidives.

(2) Le même document indique, plus précisément, que notre pays « a besoin de se doter d'une vértuble armée profession-nelle et doit, des lors, renoncer au prin-cipe de la conscription».

Faux-semblant

de canif.

par Olivier Biffaud

V projet de « vingt réformes » pour l'avenir immédiat de la coha-bitation annoncée avec M. François Mitterrand.

tions beignent dans un flou artisti-que du plus bel effet et du moin-ore risque politique tandis que d'autres résonnent de mâles accents qu'on ne désavouerait pas sur certaines marges de l'échiquier politique. Il y a sussi celles qui ne portique. Il y a aussi centes qui ne figurent pas au catalogue mals que M. Jacques Chirac a déjà eu l'oc-casion d'évoquer lors de ses mea-tings électoraux ou à la télévision aux heures de grande écoute.

Il serait néemmoins fort hasardeux de prétendre que toutes ces mesures sont celles du président du RPR, celles de son secrétaire général, M. Alain Juppé, celles de ancien ministre de l'économie et futur premier ministrable, M. Edouard Balladur, celles du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, ou cellas des enfants terribles et anti-maastrichiens patentés, MM. Charles Pasqua et Philippe

Séguin. Au RPR, on assure, pourtant, que ces « réformes » ont été adoptéas par le « comité de pilotage » du mouvement dans lequel siègent

VOICI donc le RPR bardé d'un toutes ces personnalités en compagnie de quelques autres. Cette affirmation paraît d'autant plus étrange qu'à peine entériné par ce comité, ce progremme en vingt points a déjà subi quelques coups

> A l'allègement d'impôt préconisé, M. Séguin répond, en substance, presque immédiatement : augmentons les impôts (« Je ne crois pas que l'on puisse faire de la réduction de la charge fiscale et sociale un objectif pour des Vosges, jeudi 17 décembre, dans le Figero. Le soir même, M. Juppé rétorquait : « Quand j'entends dire qu'on ne peut pas baisser les impôts, je me dis que c'est une sorte de fatalisme qui nous conduit à l'échec. »

Tout se passe comme si le com-bat de Maastricht se poursuivait sous d'autres formes, Les positions antagonistes des uns et des autres sur le franc, le produit des privatisations, le SMIC, etc., le prouvent amplement.

Ce n'est donc pas le faux-sembient unanimiste d'un catalogue un peu terne qui fera illusion. Car si l'absence de programme crée le vide, le fait d'en avoir plusieurs engendre la confusion.

(Publicité)

POLOGNE: LES DROITS DES FEMMES EN DANGER

1989 - L'Eglise catholique polonaise engage une campagne pour inter-

Décembre 1991 – L'Ordre des médecins polonais adopte un code éthique opposé à l'avortement et aux tests de grossesse prénataux.

Juillet 1992 – Le Parlement vote en première lecture un projet de loi criminalisant l'avortement, avec deux ans de prison pour le médecin et la femme procédant elle-même à « la mort de l'enfant conçu ».

Novembre 1992 – Une commission parlementaire ad hoc dureit le texte en rendant le recours au stérilet et au RU 486 également passibles

Aujourd'hui, il est devenu quasiment impossible d'avorter dans un hépital et il est de plus en plus difficile de se procurer des contraceptifs. Les partisans du droit à l'éducation sexuelle en Pologne se sont mobi-lisés et viennent de récolter plus de 1 500 000 signatures en faveur d'un

Approposa lear action: - Pour que les femmes de ce pays gardent les droits dont elles dispo-

- Pour que la Pologne garde toute sa place au sein du Conseil de Poursuivons la campagne engagée voici deux ans avec l'envoi de contraceptifs et contribuons au développement de l'information.

Soutien financier à l'ordre de : M.F.P.F. Femmes Pologne Mouvement Français pour le Planning familial 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris André Bellon (président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale), Marc Boeuf (président du Conseil national des associations familiales lalques), Coordination pour le droit à l'avortement et à la contraception, Claude Estier (président du groupe socialiste (Mouvement français pour le planning familiel), Jacquelina Heinen (président d'Est A Venir), Guy La Néougantic (secrétaire général de la FEM), Nicola Notat (secrétaire générals de la CFDT), Jack Ratte (ancien ministre, maire d'Aubervilliers), Madeléine Rabérioux (présidente de la Ligue des Droits de l'Homme), Yverte Roudy (ancien ministre, député), Marie-Claude Vayssade (député du Perlément européen). Le vote du budget de l'Île-de-France

La majorité RPR-UDF concède aux écologistes le gel des travaux de l'A 86

Le budget primitif pour 1993 du conseil régional d'Ile-de-France a été adopté dans la muit du vendredi 18 au samedi 19 décembre par 104 voix pour. 92 voix contre et 13 abstentions. Dix-neuf élus écologistes sur trente-huit (16 Génération Ecologie et 3 Verts) ont voté pour un document, présenté par la majorité relative RPR-UDF. Celui-ci prend en compte un certain nombre de leurs proposi-

tions. « Ce budget n'est pas notre budget», ont tenu à préciser les porteparole de l'intergroupe Verts-Géné-ration Ecologie à l'issue de trois jours de débats. Cette volonté de ne pas voir l'adoption du budget de la plus importante région française présentée comme un accord de gestion, ne peut pas cacher la réalité et l'importance des négociations qui

ont permis le vote du 19 décembre. Cette discussion budgétaire s'était ouverte sur des déclarations préliminaires qui ne laissaient pas de doute sur les intentions des écologistes : « Il y a encore heaucoup de chemin à faire et nous ne céderons sur rien », devait déclarer M. Alain Rist au nom des Verts, « Allez-vous voter les priorités des écologistes?», renchérissait M. Dominique Simonnet, le président du groupe Génération Ecologic.

Sans souhaiter le rejet du texte à quelques semaines de la discussion sur le schéma directeur, les socialistes annonçaient rapidement qu'ils n'allaient pas jouer les « supplétifs en évitant aux écologistes d'assumer leur rupprochement avec le RPR et l'UDF». Leurs 32 voix ajoutées aux 37 du Front national et aux 17 du Parti communiste mettaient en minorité les 85 élus de la majorité relative sur laquelle s'appuie le pré-sident de l'assemblée régionale.

La lutte contre le tabagisme

Le Sénat autorise la retransmission télévisée de toutes les compétitions automobiles

Le Sénat a adopté, dans la nuit de vendredi 18 au samedi 19 décembre, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. La majorité UDF-RPR a voté pour, le PC et le PS ont voté

Au cours de la discussion, les sénateurs ont adopté un amendement rédactionnel du gouvernement autorisant is retransmission Lélévisée des compétitions automobiles qui se déroulent dans les pays où la publicité sur le tabac n'est pas permise (ce qui est le cas de la France du fait de la loi Evin qui entrera en vigueur en 1993), jusqu'à l'adoption d'une réglementation européenne.

La discussion de cet amendement a donné l'occasion au ministre de la santé, M. Bernard Kouchner, d'annoncer la création d'un fonds de 400 millions à 450 millions de francs alimenté par une taxe sur les recettes du tabac pour financer les sports mécaniques. Ce fonds remplacera les recettes publicitaires, elles-mêmes remplacées, dans l'immédiat, par une subvention de l'Etat. Le financement du Grand Prix de France sur le circuit de Magny-Cours (Nièvre) pour 1993 pourrait donc être assuré sans recettes publicitaires liées au tabac, A M. Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) qui lui demandait si le problème de Magny-Cours pouvait être considéré comme « réglé », le ministre a

répondu par l'affirmative. M. Kouchper a indiqué, en outre, que les poursuites engagées par le tribunal de Quimper contre l'écurie Williams-Renault étaient arrêtées à la suite d'un accord financier entre Williams et le Comité national de lutte contre le tabagisme (CNLT).

Au cours des débats, le Sénat a enfin rétabli la pénalisation de l'auto-avortement qui avait été supprimée à l'Assemblée nationale par un amendement socialiste et communiste. Le RPR et l'UDF ont voté pour le rétablissement de la pénalisation alors que le PC et le PS ont voté contre.

M. Michel Giraud (RPR) connaît l'indiscipline qui peut quelquefois négner dans les groupes Génération Ecologie (23 sièges) et Verts (15 sièges). Il devait donc donner

largement satisfaction aux écolo-gistes, pour être certain du soutien d'une partie d'entre eux, Les orientations en faveur de l'environnement et des transports en commun inscrites dans un budget de plus de 12,3 milliards de francs, en hausse de 6,8 % par rapport à celui de 1992, n'étaient pas jugées satisfaisantes par les écologistes. Ils déposaient une centaine d'amendements, tout en accordant de rester dans le cadre budgétaire proposé par l'exécutif.

La difficulté de gérer un succès...

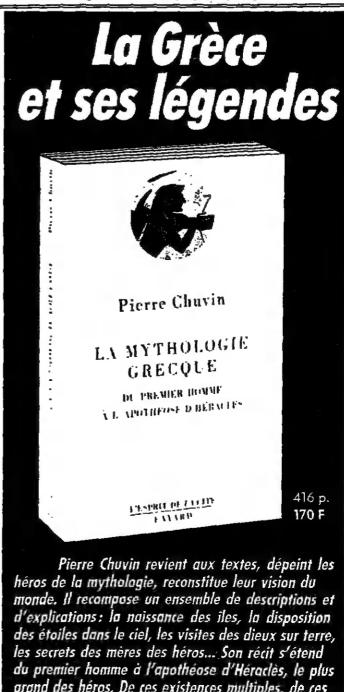
Après avoir obtenu des accords de principe sur la reconstruction des lycées de type Bender-Pailleron et la création d'une Agence régionale de l'environnement, les écolo-sistes maintenaient leur demande d'une réduction de 200 millions de francs des investissements routiers au profit des transports en commun. L'exécutif acceptait 145 mil-tions de francs d'économie en gelant les crèdits des travaux pour le bouclage de la rocade A 86 (le Monde du 19 décembre). Malgrè la confirmation par M. Giraud de sa «volonté de boucler l'A 86 », ce geste symbolique a permis aux écologistes de déclarer que «pour l'essentiel, leur objectif de rééquilibrage au profit des transports en commun était alors atteint ».

M. Giraud devait toutefois, par la suite, gérer la grogne de ses pro-pres amis. Celle-ci se manifestait particulièrement lorsque l'exécutif décidait de prendre en compte deux amendements des écologistes qui proposaient le chauffage au bois et création d'espaces découverte environnement, au nom évocateur d'Eden, dans les lycées.

Après avoir obtenu environ la moitié des crédits supplémentaires qu'il demandait pour l'aide au loge-ment des plus défavorisés, l'intergroupe Vert-Génération Ecologie ne cachait pas la difficulté de gérer co qu'il présentait comme un « suc-cès ». Si les Verts décidaient de proposer à leurs élus le choix entre l'approbation et l'abstention, seuls trois d'entre eux soutenaient ce votant contre. Malgré deux votes contre et trois abstentions, la majo-rité des élus de Génération Ecologie suivaient les indications de M. Simonnet, qui se montrait très satisfait d'avoir infléchi « très nettement » la politique régionale : «Nous avons aussi fait la preuve qu'une assemblée èlue au scrutin proportionnel, où il n'existe pas de majorité absolue, peut fonctionner, » Cette défense de la « politique autrement » chère à tous les écologistes rencontrait en écho la satisfaction de M. Giraud qui se félicitait d'avoir participé à un « exceptionne

exercice de démocratie». CHRISTOPHE DE CHENAY

D M. Waechter annouce sa candidature aux législatives. — M. Antoine Waechter, conseiller municipal de Mulhouse, qui s'était présenté sans succès aux législatives de 1978 et de 1981 dans la quatrième circonscription (Mulhouse) du Haut-Rhin, est candidat dans la septième circonscription (Guebwil-ler), dont le député sortant, M. Jean-Pierre Bacumler (PS), élu au second tour de 1988 avec 52,37 % des voix, sollicite le renouvellement de son mandat. Le porteparole des Verts a expliqué, vendredi 18 décembre, au micro de Radio-France-Alsace, que cette circonscription, où se trouve la centrale nucléaire de Fessenheim, est « symbolique et jouable ».



grand des héros. De ces existences multiples, de ces itinéraires de légende qui du bout du monde reviennent sans cesse aux rives de la mer Égée, il saisit la vie tumultueuse, l'énergie et la beauté concrète.

l'Histoire 1 de la 1919 de la 191

FAYARD

Au lendemain du procès du meurtre de Céline Jourdan

Grandeur et richesse de l'audience publique

a Nous avons vécu un drame judiciaire d'une intensité si exceptionnelle que même les habitués des audiences criminalles en sortirona chancelants. . En placant cette phrase au seuil de sa plaidoirie, Mr Alain Lhote, conseil de l'association Enfance et Partage, prévoyait déjà, alors que l'au-dience était loin d'être achevée, que le procès de Richard Roman et de Didier Gentil aurait des conséquences considérables. Certes, il y a eu de bien plus grands procès, mais jameia sans doute les débats n'avaient permis de révéler avec une tella prácision les forces et les carences de notre système judiciaire. Même si, par impossible, ce procès n'était pas la source de réformes profondes, rien ne sera plus comme avant

Qui pourra empêcher que cet avocat demande qu'au fleu de băcier les débats en deux jours, en un jour ou même parfois en une courte après-midi, on se penche patiemment sur son dossier pour en faire jaillir la vénté? Le procès de ces deux hommes, accusés d'avoir violé et tué une fillette à La Motte-du-Caire, en juillet 1988, ne devait occuper qu'un peu plus d'une semaine. Mais le président Dominique Fournier, à la lecture du dossier, a décidé de donner de l'ampleu aux débats en leur accordant près de trois semaines at il a cependant fallu siéger souvent bien après la tombée de la nuit. Le président encore a conduit les débats d'une façon remarquable, permettant ainsi, sans jamais s'écarter d'une totale impartialité. que tout soit dit par les uns et mar les autres.

De nombreuses anomalies

L'importance du rôle du président est d'ailleurs un sujet d'inquiétude. Mais en attendant qu'un autre mécanisme des audiences vienne renforcer un équibre précaire reposant sur un seuli homme, pourquoi n'accorderait-on pas plus de soin au choix des magistrats chargés de participer aux décisions de la juridiction qui prononce les peines les plus fourdes? Dans de nombreux départements, le président de la cour d'assisse est un magistrat issu des juridictions civiles, et

son plus cher désir est de retourner dans ces chambres jugées plus nobles que le pénel.

Autre personnage important de la cour d'assisea, l'avocat général s'ast montré particulièrement présent tout au long des débats. Et, si M. Michel Legrand a du renoncer à l'accusation, c'ast seulement après l'avoir vivement soutenue. Contraste évident avec ces magistrats du parquet qui, pour certains, ne prennent la parole qu'au moment du réquisitoire, obligeant le président, pourtant tenu par l'impartialité, à tenir le rôle de l'accusation.

Au-delà des hommes, c'est dans la procédure elle-même que l'audience a révélé une foule d'anomalies. Ainsi, est-ce blen utile de lire, au début du procès, un interminable arrêt de renvoi, présentant comme établis des éléments qui seront ensuite reconnua comme erronés, voire totalement faux, au cours des débats? «C'est dans l'arrêt de renvoi (», avait clamé Mª Henri Juramy, lora de sa plaidoirla, pour renforcer son propos. Et il précisait que c'était la seule pièce que les jurés pouvaient emmener dans la salle de délibération. La plupart des présidents reconneissent que ce document n'est jamais ouvert pendant le délibéré, et c'est heureux car dans le procès de Richard Roman et de Didier Gentil, la quasi-totalité de l'arrêt de renvoi n'avait plus de sena à ca stade des débats.

Par ailleurs, le projet de rétarme du code de procédure pénale prévoit qu'il faudra désormais se pencher d'abord sur les feits, avant d'examiner la personnalité des accusés. Si une telle chronologie avait été respectée à Grenoble, elle aurait retardé le moment où chacun a pu se rendre compte du cheminement complexe de la pensée de Didier Gentil, et une partie des avaux de Roman, aussitôt rétractés, ne s'expliquent que par une tragilité psychologique mise en évidence au début du procès.

Le résultat n'aurait cependant pas été différent, car ce long procès a surtout jeté une lumière crue sur les défauts majeurs de l'enquête et de l'instruction. «Je vous en veux, Monsieur le procureur Weisbuch, d'avoir confié à des hommes bouleversés le responsabilité d'interroger Roman »

les poings dans les poches», ont admis les gendarmes devant le juge d'instruction. Face à un crime odieux, l'émotion était à son comble et c'était peut-être le moment de saisir un service d'enquêteurs chevronnés, stationné loin de La Motte-du-Caire, plutôt que de laisser agir les gen-dermes loceux. Mais le procureur lui-même était scandalisé par l'horreur du crime. Réaction légitime qui aurait dû le conduire à ouvrir immédiatement une information judiciaire pour qu'un juge d'instruction dirige l'enquête. Et sans doute faudre-t-il penser à un mécanisme qui permette que l'instruction soit, dans certains cas, menée par un magistrat dont l'éloignement lui accorde plus de sérénité.

Une forme moderne de la «question»

En tout état de cause, les choses se sont mel passées, et au moment où l'Assemblée netionale se penche sur le code de procédure pénale, ce procès prouve une fois de plus qu'il est urgent d'encadrer sévèrement la garde à vue par des textes contraignants. A quoi sert une garde à vue si elle doit être mise en cause ensuite parce qu'il apparaît qu'elle n'a été qu'une forme moderne de la « question » infligée au suspect du Moyen Age? A l'audience, Me Lacierc evait lu cet extrait terrible du traité écrit par le commissaire Louis Lambert, professeur à l'Ecole nationale supérieure de police : « Il faut bien reconnaître qu'il existe un degré inférieur de torture qui ne tombe point sous le coup de la loi, qui ne vicie même pas la procédure, et qui police dans son interrogatoire du criminei : n'est-ce pas une forme de torture que l'interrogatoire qui se prolonge des heures et des heures, et où des policiers se relsient jusque dens la nuit pour profiter de l'équisement intellectuel de leur adversaire finalement acculé au vertige mental dont procède l'ayeu? Torture licite pourtant, car le code n'a nulle part fixé la durée des interrogatoires : c'est au criminel d'abréger kui-même sa torture morale en disent au plus tôt la vérité. (...)

Torture physique, la faim de l'intéressé que les circonstances empéchent de satisfaire comme à l'accoutumée, son sommeil que nous lui refusons, son besoin de fumer que nous méconnaissons : toutes tortures licites, toutes facteurs d'aveux.»

A La Motte-du-Caire, un

homma a ayoué un crime affreux

le 27 juillet 1988. La 17 décembre 1992, il a été acquitté et ce n'est pas grâce à l'instruction menée par cinq jugas successifs et avec de nombreux allers et retaurs du dossier. Ainsi, l'audience a-t-elle basculé dès que Gentil a prétendu que Roman lui avait demandé de rencontrer « una jeune fille prénommés Céline » sans savoir qu'il s'agissait d'une fillette. Or cette affirmation invraisamblable se trouvait déià dans un procès-verbal du 26 juin 1990 où Gentil disait : «Je croyais que c'était une jeune fille de vingt ans», et M. Leclerc en faisait état dans un mémoire adressé à la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence, le 28 septembre 1990. De la même manière, un témoin s'est plaint subi des pressions de la part des

auprès du président de cette chambre d'accusation d'avoir gendarmes pour modifier ses déclarations dans un sens défavorable à Roman. Or, ce fait ne figure nulle part dans la procédure, bien qu'il s'agisse d'une grave accusation dont is vérification officielle surait peut-être permis aux magistrats de s'interroger sur les conditions dans qualles l'enquête était réalisée. Mais l'instruction s'est prolongée pendant quetre ans, confortant la famille de la petite Céline dans la certitude qu'il y avait deux cou-

De multiples dysfonctionnements concernant un vaste éventail de professions, allant des magistrats aux gendermes, des journalistes aux avocats, ont été mis à jour par ce procès exceptionnel. Des mots séveres ont été prononcés, mais il n'est jamais mauvais que chacun sache qu'un jour, librement, dans une audience publique, quelqu'un dira ce que l'on croyait pouvoir

MAURICE PEYROT

moyens d'une défense de la France est particulièrement ardu à conduire. Au pied du mur, les responsables politiques et les chefs militaires, sous tous les régimes, se renvoient traditionnellement la balle, de crainte de passer un jour, dans les manuels d'histoire, pour ceux qui, ayant arrêté des décisions, se seront néanmoins trompés dans leurs choix en n'ayant pas su préparer et organiser la sécurité du pays.

Peut-être de ce point de vue faut-il considérer l'ersatz de programmation 1992-1994 comme un tente de transition et faudra-t-il profiter de la nouvelle Assemblée nationale, issue du scrutin de mars prochain, pour établir un état des lieux – qui pourra prendre quelques mois – de la défense nationale avant que, quelle qu'elle soit, la majorité sortie des urnes témoigne, enfin, de davantage d'esprit de résolution en la matière, «Le feu qui couve» en Europe, pour parodier un propos récent de M. Bérégovoy à propos des Balkans, et les temps troublés qui s'annoncent ailleurs méritent une réflexion qui dépasse le sempitemel débat sur la part de sess ressources que la France est prête à consacrer à la sécurité natio-

JACQUES ISNARD

a Le croiseur « Colbert » trausformé en musée naval à Bordeeux. - A la suite d'un accord conclu vendredi 18 décembre entre, d'une mert, la marine nationale et, d'autre part. l'association « Les amis du croiseur Colhert» et le port autonome de Bordeaux, le dernier croiseur de la marine, sera définitivement amarré à Bondeaux et ouvert au public à compter de mai 1993. Le navire doit subir des travaux d'aménagement à l'arsenal de Toulon. Cette opération a reçu le soutien financier de la ville de Bordeaux, de la communauté urbaine, du conseil régional d'Aquitaine et du conseil général de la Gironde. Le Colbert a été retiré du service

Epilogue dans l'affaire Toshiba-France

Le juge Edith Boizette a prononcé un non-lieu en faveur de M. Tapie

M- Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, a rendu, vendredi 18 décambre, une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Bernard Tapie dans l'affaire Toshiba-France qui opposait l'ancien ministre de la ville au député RPR Georges Tranchant. Le magistrat a suivi les réquisitions prises, mercredi 16 décembre, par le parquet.

M. Bernard Tapie avait été inculpé, le 27 mai dernier, de «complicité et recel d'ubus de biens sociaux» (le Houde du 29 mai), à la suite d'une plainte déposée au mois de janvier 1992 par le député RPR des Hauts-de-Seine Georges Tranchant, ancien associé de M. Tapie dans la société NAVS (Nippon Audio Video System), distributrice exclusive de la marque Toshiba en France, M. Tapie détenait 51 % de NAVS et M. Tranchant 49 % par l'intermédiaire de la société Investoid.

Les difficultés financières de NAVS avaient amené les deux associés à revendre leur contrat de distribution, pour 1,8 million de francs, au groupe japonais. Par la suite, M. Tranchant avait accusé M. Tapie d'avoir reçu de Toshiba, fors d'un voyage effectué à son insu à Tokyo, en 1985, une somme de 13 millions de francs en guise d'indemnité. L'affaire avait conduit M. Tapie, alors

M- Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, a rendu, vendredi 18 décambre, une ordonnance de non-lieu en

Le 5 novembre dernier, à la suite d'une transaction avec son ancien associé (le montant du dédommagement financier n'a pas été révélé), M. Tranchant avait retiré sa plainte. Pour M. Francis Szpiner, l'un des avocats de M. Tapie, ce retrait a mis fin à l'instruction, a comme il est d'usige lorsque l'ordre public n'a pas été troublés.

"Mme Boizette, a-t-il ajouté, a fait procéder à une expertise qui révèle qu'au 30 nosembre 1988 la situation de NAVS faisait apparaître une situation négative de 18,6 millions de francs et qu'au total, la perte du groupe Tapie dans cette affaire a été de 21,1 millions." Pour Me Szpiner, « même si l'on soustrait la somme de 13 millions, il restait une perte de 8,1 millions à partager. Cela étant, « l'affaire est close et la page est tournée», a conclu l'avocat en sostant du cabinet du juge.

En juin dernier, un autre avocat de M. Tapie, le bâtonnier Philippe Lafarge, avait estimé la plainte de M. Tranchant «choquante». En effet, selon lui, l'ancien ministre aurait «sauvé deux fois» le société Investold en apurant son passif pour environ 67 millions de francs.

Au tribunal civil de Paris

M. Roland Gaucher (Front national) contre « le Monde »

La dix-septième chambre du tribunal civil de Paris a examiné, vendredi 18 décambre, la plainte portée contre le Monde et notre chroniqueur Bertrand Poirot-Delpech par M. Roland Goguillot, dit Roland Gaucher, membre du bureau politique du Front national, conseiller régional de Franche-Comté et directeur de l'hebdomadaire National-Hebdo.

L'article litigieux date du 15 avril 1992, soit un peu plus de trois semaines après l'élection de M. Gaucher dans le Doubs et en pleine polémique sur «l'arrêt Touvier». Dans sa chronique hebdomadaire « Diagonales », Bertrand Poirot-Delpech avait rédigé une lettre imaginaire adressée par un ancien collaborateur à un autre. L'article, initiulé « Lettre à un ami de Touvier», évoquait brièvement le passé de M. Goguillot, alias Gaucher, qui fut, sous l'Occupation, un dirigeant influent des Jeunesses nationales populaires, émanation du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat. « Désormais, Touvier est innocent et l'ancien SS Gaucher peut se présenter aux élections françaises sons que l'opinion s'emeuve...», écrivait Bertrand Poinot-Delpech.

Ces termes, M. Gaucher les a jugés diffamatoires, arguant du fait qu'il n'a jamais été SS. Ni le journaliste ni ses défenseurs n'ont nié le bien-fondé de cette mise au point. En début d'audience, vendredi 17 décembre, notre chroniqueur est venu expliquer qu'il avait ècrit ce «pastiche» sous le coup de «l'émotion» après l'arrêt Touvier. Pour convaincre le tribunal de sa benne foi, il a indiqué avoir aussitôt publié, de sa propre initiative, un rectificatif (le blonde du 16 avril) dans lequel il précisait notamment que « M. Rolund Gaucher n'est pas un ancien SS». Ces précisions appontées, M. Poirot-Delpech a néanmoins déclaré qu'il revendiquait «chaque virgule» de sa chronique. « Pour les victimes, a-t-il précisé, il n'y aruit pas, deui le feu

La dix-septième chambre du triunal civil de Paris a examiné, endredi 18 décembre, la plainte Au cours d'une audience qui a

Au cours d'une audience qui a duré sept heures, le passé de M. Gaucher (le Monde du 7 mars) n'a jamais cessé d'être au cœur des débats. La défense s'est appliquée à démontrer la similitude des thèses défendues par l'occupant nazi et par certains Français, dont M. Gaucher faisait partie. Si le fait qu'il n'ait pas été SS n'a pas été contesté, son rôle sous l'occupation a fait l'objet de nombreux échanges, parfois virulents. Me Yves Baudelot, l'avocat du Monde, et Me Jean-Denis Bredin, le défenseur de Bertrand Poirot-Delpech, ont cité des articles publiés par M. Gaucher dans des journaux de l'époque tels que l'Essor ou le National populaire. Un historien, M. Joseph Pinard, unique témoin de ce procès, a retracé le parcours de M. Gaucher, soulignant notamment qu'il avait favorisé la diffusion d'un film de propagande intitulé le Jeune l'llitérien. M. Pinard a rappelé que le RNP invitait les Français à rejoindre la Waffen SS.

M. Gaucher s'est insurgé contre les diverses accusations portées contre lui lors de l'audience, s'attirant du même coup les applaudissements des quelques amis présents dans la salle. Il a également dénoncé une « opération contre le Front national». A propos de l'article du Monde, l'un des conseils de M. Gaucher, Mª Eric Deleroix, a parté de « procédé perfide».

Dans son réquisitoire, le procureur de la République, M. Edith Dubreuil, a estimé que la diffamation était effectivement «totale» et que la partie civîle avait «naison de s'en plaindre». Mais, après être longuement revenue sur l'attitude de M. Gaucher sous l'Occupation, la représentante du parquet a conclu à la bonne foi d'un auteur «mortellement blessé»: « M. Poirot-Delpech a en tort de pratiquer l'assimilation hâtive, mais il n'est pas sir qu'il ne fit pas sincère.»

22 janvier prochain, PHILIPPE BROUSSARD

CATASTROPHES

Une défaillance électronique

L'accident du TGV Annecy-Paris a été causé par le blocage des roues d'un bogie

L'expertise effortuée à la suite de l'accident du TGV Annecy-Paris, lundi 14 décembre, a permis de conclure que celui-ci étnit lié au blocage accidentel des roues d'un bogie (double essieu). à la suite d'une défailtance électronique, a indiqué la SNCF dans un communiqué publié vendredi 18 décembre. Le bogie situé entre la troisième et la quatrième voiture de la rame avait déraillé (le Monde du 15 décembre) afors que le train traversait la gare de Mâcon-Loche (Snône-et-Loire) à plus de 250 km/h. Vingt-einq voyageurs attendant sur les quais avaient été

légèrement blessés par les projections de pierres, mais la rame était restée stable et le conducteur avait stoppé le convoi quelques centaines de mètres plus foin.

Les roues du bogie qui a déraillé se sont bloquées au cours d'un freinage normal. Deux systèmes «antienrayeurs» sont normalement prévus sur les TGV pour prévenir ce genre de blocage, précise la SNCF, mais l'avarie d'un composant électronique a rendu ceux-ci inopérants et mis hors service le dispositif d'information du mécanicien.

Une défense sans horizon

Suite de la première page

D'une manière générale, ces administrations comptables des deniers publics n'apprécient pas qu'on leur force la main ou qu'on les lie avec une programmation pluriannuelle qui, si elle devait être respectée, aboutirait à restreindre leur marge de manœuvre dans la confection du budget annuel. Cette année, l'ancien ministre des finances, devenu premier ministre, ne pouvait pas rester insensible à l'argument des services sous sa responsabilité.

Pour autant, le budget de 1992 et celui de 1993 vont, en matière de défense, s'exécuter sans que le Parlement, les forces armées et les industriels concernés aient eu droit, en quelque sorte, à la garantie de « visibilité » que donnent, sur le long terme, les engagements d'une programmation militaire.

« Un travail de pure poésie »

Certes, comme l'a dit un jour M. Michel Rocard, premier ministre, connu dans son passé pour aimer tout ce qui peut rappeler de près ou de loin une planification, la rédaction d'une programmation militaire dans tous ses détails s'apparente à «un travail de pure poésie». Il est difficile, voire impossible, de couler dans le bronze un dispositif de défense qui soit adapté à un contexte international de sécurité instable, changeant ou mal défini. Mais le caractère propre aux systèmes d'armes exige la durée et la continuité de l'effort. Pour au moins deux raisons. D'abord, une conjoncture internationale peut se retourner, ce qui donne des arguments à ceux qui préconisent de ne faire aucune « impasse » sur les choix des types de matériels en ligne s'ils sont à la portée financière d'un Etal. Ensuite, un armement

moderne requiert une dizaine d'années avant d'être opérationnel et il peut, avec des rénovations entretemps, servir sur une trentaine

Sans l'aval du Parlement, toute programmation militaire devient pratiquement un simple document de travail interne au ministère de la défense. Seule cette administration-là sait jusqu'où elle veut ou peut aller, si jamais on lui en laissait la responsabilité. Ce qui n'est pas la tradition républicaine.

Ni le chef de l'Etat, qui est le chef des armées selon la Constitu-

tion, ni le chef du gouvernement, théoriquement en charge de l'ensemble de la politique de défense en vertu de la même Constitution, ne se sentent impliqués par ce texte qu'ils n'ont pas contresigné. Le Parlement pas davantage, qui peut défaire, chaque année, au gré des circonstances, ce qu'on n'a pas pris soin de lui faire approuver. Les états-majors et les forces qu'ils commandent ignorent à quelle sauce ils seront « mangés » — selon leur expression — dans le cadre de réformes dont les grandes lignes auront été improvisées hors des étus de la nation. Localement, les édiles auront des sucurs froides à la perspective de restructurations du patrimoine immobilier et domanial des armées, sur lesquelles ils n'ont pas barre. Quant aux industriels de la défense, ils ne savent plus sur quel pied danser, puisqu'ils n'ont aucune certitude sur le volume et le rythme des commandes, et leurs salariés n'ont aucune assurance, même ténue, sur la sauvegarde de leurs emplois

La programmation militaire n'est pas une « vache »acrée », en ce sens qu'elle n'est pas intouchable en cours de route une fois adoptée par le Parlement. Mais elle présente, dès lors qu'elle est promulguée,

l'avantage non négligeable d'être un texte législatif qui devient la référence commune.

Aujourd'hui, ce qui fait problème, en réalité, c'est que le fait de tordre le cou à la programmation avant même qu'elle ait force de loi traduit un malaise plus profond, de miture politique. Ni l'actuelle majorité ni son opposition, au moment peut-être de devoir décider l'an prochain, ne sont en mesure d'exposer une politique de défense qui soit cobérente avec les ambitions internationales affichées par la France et — ce qui n'est pas accessoire — competible avec ses finances.

Texte de transition

Face à une conjoncture mondiale mouvante, aucune des familles politiques à la conquête du pouvoir n'est en état de tracer publiquement des orientations précises de défense. Et par conséquent aucune d'elles n'est en situation de dresser un ordre de betaille pour les armées françaises qui ait pour lui d'être pertinent, logique, à la taille du pays ou de ses alliés et, surtout, qui soit ajusté aux réalités de la planète bien au-delà ce qu'on peut pressentir de l'horizon 2000.

Un tel travail de réflexion géostratégique sur les missions et les

a L'Italie s'associe su projet de frégate franco-britannique. — Les chefs d'état-major des marines britannique, italienne et française ont signé, vendredi 18 décembre, la fiche des caractéristiques et performances de la frégate anti-uérienne qui, à l'origine, est un projet franco-britannique baptisé « Horizon ». Chaque pays construira ses propres bâtiments, pour une admission en service à partir de 2002. L'Italie est déjà associée au système de missiles surface-air qui arme de tels navires. Les mínistres de la défense britannique et français doivent maintenant discuter avec leur homologue italien de l'intégration complète de son pays au projet. La participation de Rome pourrait intervenir au début de l'année prochaine.

Section of the section of the section of

Section of the second of the s

And Marketin State of Chicago

المراجع المتعارض المجتلق الأراث

्रा अन्य निर्माण विकास समित्रक स्थापन कर्मा

and the second

State of the state

Agricultura (a. 1821). All sections of the section of the section

M. Roband Sounder Front

L'enquête du juge Van Ruymbeke dans « l'affaire Trager »

Inculpation de M. Antoine Dufoix et audition de M. Jacques Séguéla

de notre correspondant

Le conseiller Renaud Van Ruymbeke a inculpé, vendredi 18 décem-bre, M. Antoine Dufoix, mari de l'ancien ministre des affaires sociales du gouvernement Fabius, de recel d'abus de biens sociaux (le Monde du 19 décembre). C'est par le biais de l'instruction de l'«affaire Trager » (du nom de l'industriel nantais inculpé dans plusieurs dossiers de financement politique occulte) que le magistrat rennais a été conduit récemment à s'intéresser au financement de la campagne de M= Georgina Dufoix, lora des élections législatives de mars 1986 à

Pour la même raison, le juge

Anne Sinclair

entendue comme témoin

dans l'affaire Botton

Avant de procéder, vendredi

18 décembre, à la première audi-tion sur le fond de M. Marc

Bathier, PDG ou gérant de plu-

sicurs sociétés du groupe de M. Pierre Botton - et inculpé comme lui d'abus de bions sociaux,

ture et usage -, le juge d'instruc-tion lyonnais Philippe Curroye a convoqué jeudi soir Anne Sinclair afin de recueillir son témoignage.

Dans un communiqué, publié vendredi, la journaliste de TF!

transparence», elle a pu, lors d'une audition devant le juge, expliquer qu'elle n'avait « jamals bénéficie du moindre cadeau de M. Botton» et confirmer qu'elle n'avait « rien à

L'audition d'Anne Sinclair a

duré uns heure trente, et lui a per-mis de préciser la réalité de sus

relations avec M. Botton, qu'elle

auraib rencontré dans le sillage de M. Michel Noir, ainsi que sa pré-sence éventuelle à des « récep-tions » auxquelles M. Botton

affirme l'avoir invitée en compagnie d'autres « personnalités du l'out Paris». Des le 17 novembre,

Anne Sinclair avait public une

Elle a dû confirmer qu'elle n'avait effectué qu'un scul voyage, le 8 novembre 1988, sur le par-cours Marseille-Paris en compagnie

d'Yvan Levaï et d'un pharmacien marseillais, à bord d'un jet privé loué par M. Botton. Dans sa justi-fication à l'administration fiscale,

treation à l'administration riseale, l'homme d'affaires lyonnais indi-quait : « Hormis pour un voyage à Istanbul, le 31 juillet 1988, en com-pagnie de Michel Noir et de cinq journalistes lyonnais, c'est la seule fois où j'ai loué un avion à réac-tion l'avaliention du cu choix tient

tion. L'explication de ce choix tient à l'appréhension particulière de M= Sinclair hors l'utilisation d'avions à grande capacité, cela étant lié à sa personnalité.»

M. Bathier, assiste de son avo-

eat, M François La Phuong, a été interrogé pendant cinq heures ven-dredi. Il a précisé son rôle dans

voir avec cette affaire».

dant près de deux heures, une confrontation entre M. Trager et le publicitaire Jacques Séguéla, qui avait conçu les affiches de campagne de M= Dufoix. Ces affiches montraient l'ancien ministre sur un cheval blanc en Camargue avec le slogan : « l.e cœur battra toujours à stogan: «Le ceur battra toujours à gauche.» Les deux protagonistes ont dù s'expliquer sur l'existence de deux factures, libellées par la société de M. Séguéta au nom de deux entreprises de René Trager, pour un montant total de plus de 300 000 F.

Entendu comme témoin, M. Séguéla a affirmé devant la presso que « pas un franc n'a servi à un quelconque enrichissement per-sonnel et n'a été détourné pour le compte de Georgina Dufoix ou celui

pagne de 1986. Il a ajouté n'avoir jamais rencontré M. Dufoix, présenté par René Trager comme le directeur de la campagne de son épouse, à l'époque des faits. De son côté, M. Trager a déclaré à la presse que M. Séguéla avait « reconnu avoir établi des fausses factures pour la campagne de Georgina Dufoix ». Il a précisé que des collaborateurs de M. Séguéla avaient participé wavec Antoine Dufoix o et lui-même « à l'établissement des factures » litigicuses pour un total de 355 000 francs.

A sa sortie du palais de justice, M. Dufoix s'est refusé à tout com-

CHRISTIAN TUAL

RELIGIONS

Dans un climat de crise

Le consistoire israélite de Paris révise ses statuts

Une assemblée générale extraordinaire du consistoire israélite de Paris - qui compte environ 40 000 adhérents de toute la région parisienne - est appelée, dimanche 20 décembre, dans un climat tendu, à adopter de nouveaux statuts.

Une mini-tempête secoue, depuis un mois, les instances consistoriales, chargées du cutte juif en France. A chargées du culte juil en France. A l'initiative de son président, M. Benny Cohen, contesté par une partie de la communauté pour des positions jugées ultra-orthodoxes, une révision des statuts du consistoire de Paris, est en chantier, qui, pour ses auteurs, est une indispensable mise à auteurs, est une indispensable mise à jour, pour ses adversaires un «coup

Dans des conditions de précipitation et une absence de concertation, publiquement regrettées dans les grands rabbinats de Paris et de France, le projet de nouveaux statuts
a été adopté, le 10 novembre, par
quatorze voix contre douze par le
conseil du consistoire, qui, depuis
cette date, est coupé en deux. Dans
ce texte, la liberté totale de candidatem qui était le phelo des élections ture, qui était la règle des élections consistoriales, est remplacée par un système de parrainage de présidents de communautés qui limite les listes et ne s'appliquera pos aux sortants.

Le président du tribunal rabbinique (ar beth din), la plus haute auto-rité du judaïsme, avec le grand rab-

bin, devient membre de droit du conseil. Dans son nouvel article 2. le consistoire se donne encore pour vocation « de coordonner et d'harmo-niser toutes les actions culturelles et cultuelles du judaïsme de Paris et de la région parisienne ». Enfin, le lien avec le consistoire central des juifs de France n'est plus explicitement établi dans les nouveaux slatuts. Le consistoire de Paris souhaite désormais dis-poser d'une totale liberté de relation avec les autres associations cultuelles en province et surtout à

Ce projet est soumis à une salve de critiques qui s'étalent depuis des semaines dans la presse juive. Le nouveau mode d'élection est assimilé à un « verrouillage », la promotion du président du tribunal rabbinique à une violation de la neutralité, qui est die règle nu consistoire pour toules les questions d'ordre halachique (tou-chant à l'application de la loi juive).

Pour M. Benny Cohen, qui n'a jamais fait mystère de son option pour un judaïsme plus rigoureux («Il y a 800 000 juifs en France, il ne peut y avoir 800 000 Torah», disait-il dans un entretien au Monde (22 février 1990), cette polémique (22 février 1990), cette polémique n'est qu'une «tempête dans un verre d'eau». Mais pour les actuels minoritaires, il n'y a plus de consistoire de Paris aujourd'hui, au sens de «consistoire de consentus, tel qu'il avait existé depuis sa création». Cette réforme des institutions, apparemment limitée, préparerait en fait un houleurs resement du jurialieme consisbouleversement du judaïsme consis-

SCIENCES

Le Parlement néerlandais autorise la reproduction d'un taureau génétiquement manipulé

Après plusieurs jours de débats, les Les promesses de ces techniques parlementaires néerlandais viennent en devenir sont telles que. la fin de d'autoriser la reproduction du premier taureau génétiquement mani-pulé dont la descendance féminine devrait produire dans son lait une protéine, la lactotransferrine. Cette protéine, la lactotransferrine. Cette substance aurait, semblet-il, des propriétés antibactériennes. Ce taureau-éprouvette de dix-huit mois, Herman, créé par une équipe composée de chercheurs de l'université de Leyde et de la société Gene Pharming Europe BV, porte en effet au plus profond de son patrimoine génétique un gène humain dont on espère qu'il va s'exprimer dans le lait des vaches qu'il aura engendrées (le Monde du 18 septembre 1991).

Ce type de manipulation génétique, qui ouvre la voie à de véritables fermes « moléculaires » et à la production à grande échelle de proteines humaines à usage thérapeutique, n'est pas le premier du genre. Il fait suite aux travaux de chercheurs brissite aux travaux de chercheurs de cherch tanniques qui, en 1987, ont créé une souris transgénique capable de pro-duire une protéine étrangère, la bêta-lactoglobuline de mouton.

Des dizaines d'équipes se sont ensuite engagées dans cette voic et ont, à leur tour, reussi à produire à des taux économiquement viables » des protéines homaines dans le lait de brebis et de chèvre : l'alpha-lantitrypsine utilisée dans le traite-ment de l'emphysème et la TPA uti-lisée dans le traitement de l'infarctus. En France, des équipes de l'INRA travaillaient sur des lapins manipulés producteurs d'érytropolétine et du fameux facteur VIII.

eing protéines humaines pourraient être ainsi produites dans les années à venir. Mais il reste beaucoup à faire dans le domaine clinique avant de banaliser ces techniques, dont la mise sur le marché pose nombre de problèmes éthiques. Les parlementaires néerlandais l'ont bien compris qui, s'ils ont autorisé leurs chercheurs à franchir avec Herman une étape supplémentaire, ont clairement fait savoir que toute nouvelle étape devrait faire l'objet d'un examen pour éviter les dérapages. C Le télescope spatial l'abble

observe ce qui pourrait être des pla-nètes en formation. - Le télescope spatial Hubble a photographić, à proximité d'étoiles lointaines de la nébuleuse d'Orion, des traces de ce qui pourrait être des tourbillons de poussière et matière capables de donner naissance un jour à un système de planètes analogue à celui du sys-tème solaire. Selon un porte-parole de la NASA, M. Edward Weiler, une quinzaine d'étoiles de cette région seraient entourées d'un disque de matière proto-planétaire auquel il faudrait, si cela émit avéré, plusieurs millions d'années pour se transformer en planètes. Quoi qu'il en soit, de nombreuses observations seront nécessaires avant que ne soit enfin confirmée sans équivoque l'existence d'autres planètes dans cette galaxie ou dans une autre. - (AFP.)

SPORTS

FOOTBALL: le championnat de France

Vertige des sommets

L'Olympique de Marseille a remporté le grand rendez-vous du championnat de France en battant le Paris-SG, 1-0, vendradi 18 décembre au Parc des Princes, à Paris, dans une rencontre avancée de la dix-neuvième et dernière journée des matches aller. Les Marsellisis se sont imposés grâce à leur buteur croate Alen Boksic, au cours d'une partie terne, marquée par de nombreuses brutali-

Dans les vestiaires, Bernard Tapie plastronne. L'ancien ministre, qui s'était fait rare ces dernières semaines, vient de vivre une bonne journée. Après avoir enregistré un non-lieu dans le litige qui lui a coûté son portefeuille, il a constaté que son navire-amiral n'avait pas sombré. L'OM continue de régner sur le football français, même sans retrouver sa première place dans le championnat. Dans l'affrontement direct avec le PSG, après des mois a sauvegardé l'essentiel : l'image d'un club qui ne rate pas ses grands rendez-vous. Peu lui importe que le sommet annoncé se soit une nouvelle fois dissous dans la frustration des spectateurs, qu'il ait commencé dans la violence pour finir dans la confusion du jeu. Et que ce ne soient pas les Marseillais qui zient gagné, mais les Parisiens perdu.

soixante-dixième minute. Leur attaquant, David Ginola, se retrouvait seul face au but, avec deux parte-naires démarqués à ses côtés. Il s'est arrangé pour que cette balle d'égalisation certaine frôle le premier, hors de portée des seconds. A ce degré de maladresse, c'était bien plus qu'une occasion ratée : un acte manqué. La preuve inconsciente que les Parisiens ne se sentaient pos encore à la hauteur de leur volonté de puissance, qu'ils n'étaient pas tout à fait mûrs pour prendre le pouvoir. Le PSG a traversé ce

Ces derniers l'ont avoué à la

plaçant sur le terrain de son concurrent. En sinecant l'OM, le Paris-SG semblait avoir perdu son âme.

A la veille du match, l'entraîneur Artur Jorge n'était-il pas sorti de son habituelle modération pour proclamer que son équipe allait « marcher » sur son adversaire? Le vice-président, Michel Denisot, n'avait-il pas émis récomment des doutes sur l'impartialité des arbitres à l'égard de son club? Mais les bonnes manières du Paris-SG s'accommo-

commettant l'erreur de jouer un rival : l'intimidation et l'art de se rôle de caīd, à contre-emploi, en se poser en bouc-émissaire.

A ce jeu, l'OM demeure le plus fort. Vendredi, les Marseillais ont opposé leur principe de réalité à la naïveté des Parisiens. Dans ce qu'il a de pire - les brutalités commises par Eric Di Meco, qui méritaient une expulsion, auxquelles s'ajoutent cinq cartons jaunes, - et de meil-leur - le talent d'Alen Boksic pour transformer le seule occasion vala-ble. Ils ont ainsi prouvé qu'à défaut de brio, le football était aussi un

JÉRÔME FENOGLIO

NUCLÉAIRE

Nomination d'un médiateur pour le stockage souterrain des déchets radioactifs

M. Christian Bataille, député (PS) du Nord, est nommé « médiateur chargé de conduire la concertation sur l'implantation de laboratoires souterrains de recherche sur le stockage des déchets radioactifs », a annonce, jeudi 17 décembre, M. Dominique Strauss-Khan, ninistre de l'industrie et du commerce extérieur. Cette nomination devrait permettre, à terme, la reprise des travaux de recherche sur le terrain effectués par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). De violentes manifestations avaient, en effet, amené M. Michel Rocard, alors premier ministre, A suspendre, le 9 février 1990, toute prospection pendant * un moins doute mois s. Ce moratoire fut mis à profit par le gouvernement pour préparer une loi définissant les orientations à suivre en matière de gestion des déchets radioactifs (le Monde du 29 juin et du 8 novembre 1991).

Votée à une très large majorité, cette loi reprend largement les pro-positions d'un rapport sur la gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue demandé par le gouvernement à l'Office parlemenmaien comme, st., succombant songouvernment a traine d'évaluation des choix scientises enjeux, il ne désirait plus vraiment le gagner. Au-delà des fautes
d'arbitrage, il aura surtout perdu en
gouvernment d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, et rédigé
par M. Bataille. La mission « d'information, de dialogue, de mise en
Creys-Mahville».

relation des différents partenaires concernés » confiée au médiateur devrait durer au moins un an. Les sites retenus pour accueillir ces laboratoires de recherche, qui ne recevront pas de déchets nucléaires, devraient apporter aux régions choisies des avantages fiscaux comparables à ceux d'une centrale nucléaire, soit 50 à 60 millions de francs par an pour toute la durée de construction et de fonctionnement de ces

🛘 La commune de Morestel attaque l'Etat après l'arrêt de Superphénix. -Le maire de la commune de Morestel (Isère) a annoncé, vendredi 18 décembre, qu'il engageait une procédure contre l'Etat en raison des dettes auxquelles sa commune devait faire face après l'arrêt de la centrale Superphénix de Creys-Malville. La mise à l'arrêt de ce réacteur pour une durée indéterminée fait que Morestel ne touche plus les dividendes qu'elle attendait de la taxe professio Comme elle a emprunté pour s'équiper, elle se retrouve aujourd'hui en nal administratif de Grenoble de

La Fnac est ouverte dimanche 20 décembre.



Ouvertures exceptionnelles des Fnac de Paris et région parisienne en décembre - Fnac Forum, Fnac Montparnasse, Fnac Etnile: nocturnes les 21, 22, 23 jusqu'à 21 h, ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h - Fnac Musique Bastille: nocturnes tous les mercredis et vendredis jusqu'à 22 h, ouvert dimanche 20 de 11 h à 20 h - Fnac Musique Italiens: lundi-samedi de 10 h à 24 h - Fnac Noisy le Grand: lundi au samedi 10 h à 24 h dimanche 20 de 13 h à 24 h - Fnac à 20 h, vendredi jusqu'à 21 h. 3615 fnac Micro, 71, bd St-Germain: lundi au samedi de 10 hà 20 h, dimanche 20 de 10 hà 20 h -

Fnac La Défense, Parly II, Créteil, Cergy ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h, Frac Noisy le Grand jusqu'à 20 h - Autres horaires particuliers - Fnac La Défense: lundi au samedi de 9 h 30 à 20 h du 14 au 24 décembre - Fnac Parly II: nocturnes mardi au vendredi jusqu'à 22 h - Fnac Créteil: mardi au vendredi jusqu'à 21 h - Fnac Cergy, Fnac Noisy le Grand: lundi au samedi 10 h

AGITATEUR DEPUIS 1954.

différentes sociétés (Vivien SA, Boisson SA, Groupe Pierre Botton, etc.) en insistant très souvent sur LIVRES **POLONAIS**

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Livres russes Catalogues sur demande

LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'ile, PARIS-4-Tél. : 43-26-51-09



Lifting d'image institutionnelle Developpement de produit Création pockaging et design volume

Tel. (1) 40 28 00 92

L'UNICEF dénonce la «tragédie silencieuse» de la malnutrition et de la famine

L'UNICEF a rendu public jeudi 17 décembre, son rapport sur la situation des enfants dans le monde. Plutôt que de passer en revue les fléaux constatés en 1992, ce rapport prend la forme d'un appel aux populations pour qu'elles s'organisent sur le long terme et qu'elles rappellent aux dirigeants les promesses faites lors du sommet mondial des enfants, en septembre 1990, pour lutter contre la «tragédie silencieuse ».

Hier l'Irak et le Soudan, aujour-

d'hui la Somalie et l'ex-Yougoslavie, l'urgence dictée par les guerres ne quitte pas l'actualité. Elle figure aussi en bonne place parmi les préoccupations de l'UNICEF. Mais l'Organisation des Nations unies pour l'enfance ne perd pas de vue un autre objectif, moins spectaculaire et de plus longue durée : la pauvres dans la pauvreté, c'est-àdire la malnutrition, les maladies infantiles, l'analphabétisme. « Jamais inondation ni tremblement de terre, jamais guerre n'a coûté la vie à 250 000 enfants en une semaine. Tel est pourtant le nombre des victimes, chaque semaine, de la malnutrition et de la famine», constate le directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, dans le rapport, La situarendu public jeudi 17 décembre. M. James Grant lance un appel à la mobilisation contre ce qu'il appelle une « tragédie silencieuse ». Le succès de cette longue bataille suppose, selon lui, une volonté politique, une adhésion des populations of un minimum d'argent.

Cent vingt-deux pays out adhéré droits de l'enfant ou l'ont ratifiée, de gouvernement ont signé le plan



mondial pour les enfants, en septembre 1990, aux Nations unies. Ce plan comprend vingt-neuf mesures, dont quelques-unes d'ordre général devraient aboutir d'ici à l'an 2000. Réduction d'un tiers des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, par exemple, ou accès de tous à un approvisionnement en eau salubre et à un assainissement sûr, achèvement pour au moins 80 % des enfants du cycle primaire de l'enseignement, réduction du taux d'analphabétisme des adultes et accès égal à l'éducation pour les femmes et pour les hommes, mise en œuvre de la convention internationale des droits de l'enfant, et plus particuet cent trente-neuf chefs d'Etat ou protection des enfants vivant des situations particulièrement diffiarmés, sans oublier l'accès à des services de planification familiale.

Certaines de ces mesures reprennent des objectifs déjà fixés par les organismes des Nations unies. Il en est ainsi, par exemple, de la vaccination contre les six maladies principales responsables du décès des enfants avant leur premier anniver-saire (tuberculose, poliomyélite, diphtérie, coqueluche, tétanos, rougeole), dont le taux de converture atteint aujourd'hui, selon l'OMS et l'UNICEF, 80 % des enfants de moins d'un an.

Effort des pays en voie de développement

dollars par an suffiraient pour offrir aux enfants du monde les services élémentaires énoncés. Somme modeste, grâce aux progrès de la médecine qui réduisent les coûts, et grâce aussi à la mise en place par beaucoup d'Etats défavorisés de réseaux d'unités légères (centres de santé primaire, écoles de base...). Proches des populations, ces structures sont animées par des agents, si possible issus de la communauté, et formés pour satisfaire les besoins élémentaires.

L'UNICEF montre que les deux tiers des 25 milliards de dollars pourraient être dégagés par les pays en développement eux-mêmes si leur dette était allégée et s'ils renonçaient à certaines dépenses militaires. Le dernier tiers pourrait provenir de l'augmentation, mais aussi de la réorientation de l'aide internationale. Actuellement, la totalité de l'aide publique bilatérale en provenance des pays occidentaux industrialisés s'élève à environ 40 milliards de dollars par an, mais à peine 4 milliards sont affectés à la nutrition, aux soins de santé primaire et à la planification familiale. Eléments d'optimisme : plus de trente pays en développe-ment « ont fait de sérieux efforts pour réaffecter leurs ressources budgétaires en priorité à ces besoins».

Le rapport reconnaît que la tache ne pourra jamais être menée à bien sans une mobilisation de tons. Fait inhabituel, l'UNICEF préconise un mouvement popu-laire, « un changement du climat éthique » analogue à celui qui a amené « la fin de l'esclavage et du colonialisme... n. « C'est seulement à partir du moment où une multi-tude d'individus ont commencé à s'informer et à se préoccuper davantage des erreurs et des injustices commises, que ces causes sont sor-ties de l'ombre et ont amorcé le long cheminement de la reconnais-

CHRISTINE CHOMBEAU

Le Monde

d'action rédigé lors du sommet ciles, notamment dans les conflits PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1993

AVEC Le Monde et La Lique

Vous avez entre 15 et 23 ans, vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre. Vous voudriez être lu(e), voire édité(e) : Le prix du Jeune Écrivain vous est destiné. Il suffit

d'envoyer votre texte (de 5 feuillets dactylographiés minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 27 février 1992 à :

> Prix du Jeune Écrivain 6, route de Labarthe 31600 MURET FRANCE Tél.: 61-56-13-15

Le jury du prix du Jeune Écrivain 1993 est composé de Dominique AUTIÉ, Christiane BAROCHE, Claude BER, Henry BEULAY, G.O. CHATEAU-REYNAUD, Aris FAKINOS, René GACHET, Christian GIUDICELLI, Odette JOYEUX, Luba JURGENSON, Jean-Marie LACLAVETINE, Pierre LEPAPE, Jean-Noël PANCRAZI, Marie ROUA-NET, Marc SEBBAH, Roger VRIGNY.

Attention: Votre texte devra être titré et ne porter ni nom ni signature.

Joindre à votre envoi : - un chèque de 60 F à l'ordre de l'Union laïque de Muret, ainsi que deux enveloppes (110 x 220 timbrées

à 4 F) libellées à votre adresse. Indiquer également votre numéro de téléphone et le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou univer-

Le prix sera remis le 28 mai 1993 a Muret.

L'ÉCONOMIE

Une organisation dont on attend tout...

«Si l'on veut que l'Europe ait un avenir, il faut faire quelque chose pour ses enfants», déclarait au ment aux politiques d'investisselandemain de la seconde guerre mondiale le président américain Herbert Hoover. Il n'était pas le seul à penser ainsi : Ludwig Rajchman, délégué de la Pologne à l'Agence des Nations unies pour les secours et la reconstruction, et des personnalités telles que, pour des personnalités littles que, pour la France, le professeur Robert Debré, estimaient que le redémarrage des pays européans passait par l'aide aux nouvelles générations et c'est ainsi que, le 11 décembre 1946, l'assemblée générale des Nations unies créa l'UNICEF (United Nations International Children Empresseur Eurolle tional Children Emergency Fund).

Le travail ne menquait pes. On estimait à 20 millions le nombre d'enfants souffrant gravement de mainutrition aiguă, de tuberculose, de rachitisme ou d'autres mala-des infamilles. Dès 1947, environ 6 millions d'enfants recevaient, dans traize pays d'Europe, des couvertures, des vêtements ainsi qu'un peu de lait et du beurre.

En 1950, l'Europe remontant le penta, le dissolution du fonds fut envisagée. Mais il existait d'autres enfants à secourir. L'Assemblée générale des Nations unies, optimiste ou inconsciente, prolonges de trois ans - le mandat de l'UNICEF afin qu'il aide les conti-nents sous-développés. C'était mettre le doigt dans un immense engrenage. L'ampleur de la misère dans ces régions déshéritées conduisit les Nations unles à faire de l'UNICEF un organisme perma-nent, rebaptisé Fonds des Nations unies pour l'enfance. Le mot urgence disparaissait, car avec catte nouvelle orientation géogra-phique naissait une autre concep-tion de l'aide, appuyée sur des programmes de développement à moyen et à long termes.

il faudra cependant attendre 1976 pour que la stratégie des

ments prestigieux, aux construc-tions de grandes structures coûteuses à l'investissement et au aux populations rurales. Elle pré-conise l'implantation de patites structures, plus souples et capables de satisfaire les besoin essentiels dens des zones pré-cises. La perticipation de la population y est jugée primordiale.

896 millions de dollars

Mais les succès rencontrés n'ont pas toujours été à la dimen-sion des espoirs et des efforts déployés. L'arrivée, en 1979, de James Grant à la direction générale de l'UNICEF a donné un nouveau souffle à l'organisation en conférant la priorité au terrain. Puisque l'UNICEF, comme l'OMS, avait recu pour mission, en 1978, d'assurer d'ici à l'an 2000 un système de santé primaire pour tous, puis en 1985, de vacciner, d'ici à la fin du siècle, 80 % des enfants du monde, il a décidé de faire passer la santé des enfants mais surtout is vaccination - au premier plan des préoccupations de l'organisation, il avait compris qu'un tel objectif permettait d'obtenir des résultats concrets à court terme, et était donc susceptible de mobiliser tous les gouver-nements quelles que soient leurs options politiques.

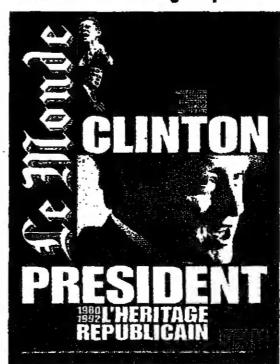
L'UNICEF n'a toutefois pas abandonné les autres secteurs d'intervention. Depuis plusieurs années, il soutient activement les actions en faveur des mères et des protes filles, et travaille avec d'autres organisations pour redonner un nouvel élan à l'éducation de base. C'est grâce à ses efforts que la Convention internationale sur les droits de l'enfant a vu

enfin le jour et a été adoptée en 1989 per les Nations unies, et qu'en 1990, soixants et onze chefs d'Etat et de gouvernement, réunis à New-York, ont adopté un plan d'action en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant qui sert de base aujourd'hui aux programmes de développement.

La difficulté est de donner à Pierre sans déshabiller Paul. Les cartes de vœux qui procurent des fonds appréciables à cette immense organisation ne peuvent pas suffire. Contrairement à l'UNESCO, per example, l'UNICEF ne reçoit pas de contributions obligatoires de la part des Etats. Ceux-ci accordent les crédits qu'ils désirent. Les pays industriaisés se sont engagés, il y a vingt ans, à consacrar 0,7 % de leur produit national brut à l'aide au développement. Seuls quatre Etats ont tenu leur promesse : la Norvège, las Pays-Bas, le Danenationaux de l'UNICEF, indépendants de l'UNICEF New-York, viennent en soutien. Ces comités envoient une partie des sommes récoltées à la maison mère et en conservent une autre pour les programmes qui correspondent à leurs objectifs particuliers et qui sont exécutés par des organisations non gouvernementales.

Très souvent, notamment lors de la guerre du Golfe, on a opposé, à tort, cette grande maison des Nations unies aux organisations non gouvernementales. Cependant, l'UNICEF peut se permettre, grâce à un budget relativement régulier (896 millions de dollars en 1992), de travailler en ofondeur et sur le long terme. L'UNICEF intervient actuellement dans cent vingt-sept pays.

CLINTON PRESIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain



BON DE COMMANDE : CLINTON PRÉSIDENT

En vente dans tous les kiosques, 148 pages - 48 F

complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. S on des second : S on ferre dans et le Monde radio-télévision » I o Film à éviter ; On peut voir : se Me pas manquer ; ses Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 19 décembre

TF 1

Toute la ville en parie.

22.35 Magazine : Ushuala. 23.40 Magazine : Formula sport. Football : Boxe.

FRANCE 2

20.45 Magazine:
La Nuit des héros.
Face au feu: La horde seuvage; Meman est en danger;
Un éléphant ça trompe.

22.40 Magazine : Double jeu. Présenté per Thierry Ardis-son. Noctembules célèbres.

Journal, Météo et Visages d'Europe. 0.10 Magazine : La 25 Heure.

FRANCE 3

22.15 Journal et Météo.

Lea Genoux cagneux. De Hervé Basie.

22.40 Magazine : Vis-à-vis.
La Terre, les Indiens et nous.
23.35 Magazine : Salut Manu.
Présanté par Manu Dibango
et Yianna Katsoulos avec le
Soul Makossa Gang.
0.20 Continentales Club.
Meilleurs moments de l'année.

CANAL PLUS

Sang poussière.
Dennis Berry.

Divertissement : Samedi soir

22.00 Flash d'informations.

22.05

20.45 Téléfilm :

20.45 Variétés :

23.00 Magazina : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 19- journée du cham-pionnet de France de D1.

23.30 Clnéma : Society, m Film américain de Brian Yuane (1989).

1.06 Cinéma : Crimes de sang, p Film américain de Donald P. Bellisario (1988).

La Fin d'un voyage. De Heiner Stadier.

22.10 Cinéma d'animation :

22.20 Cinéma d'animetion :

Anna et Bella. De Borge Ring.

22.25 Cinéma d'animation :

22.35 Magazine : Macadam. Lockwood,

23.40 Série : Monty Python's Flying Circus.

23.45 Sárie : Mádecins de nuit.

0.45 Informations :

0.50 Musique : Boulevard des clips,

20.40 Táléfilm :

De Monique Rensult et Geni Van Dijk.

Les Voyageurs de l'Infini. De James Goldstone.

Pas à deux,

Une vieille boîte. De Paul Driessen.

ARTE

20.00 Magazine ; Fernsehen TV.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire:

- Lille F. Vega Aner,

son épouse, Auer, mère, Gabriel Auer,

et Blangonnet,

frères, In la famille Charloux, ont la douleur de faire part de décès de

Vincent AUER,

ie 17 Minimbin 1992, & Fami vingt-neuf

Le obsèques auront lieu au cimetière parisien de Basneux (porte princi-pale), le serve 23 décembre, à 14 h 30.

avis ilmi licu 🛍 faire-part.

Appt K110, 26, IIII Commandant-Mouchott Table See

- M= Jean Dupleix,

François ■ Sylvie Dupleix,

François ■ Sylvie Dupleix,

Line et Azières,

Jérome, Line J. Stéphane, Delphine

un le chagrin de faire part du décès de

M. Jan DUPLEIX,

L'inhumation a su lieu sun Portes-en-Ré, id il diameter 1971. Oil avis tient like de faire-part.

101, Saint-Mando,

- Tipotoppe Picks

née Françoise Dost, mu épouse, Ma Anne Peyroutes,

la faire part du Mi Jean PEYROUTAS, Toulouse, 17 décembre

Le présent avis tient lieu 📥 faire-

0.35 Informations: Six minutes

première heure. 0.40 Magazine : Métal express.

Temas mensonge D'Anson W

ou le Canapé rouge. D'Alex Demieno.

22.25 Magazine : Culture pub.

20.45 Téléfilm :

<u>Décès</u>

- Rachel et Luc, Irène Reboul, Hervé et Ugo Bard, Starck,

Jean-Philippe et Angeline Marion et Potier, Liliane et André Odet et La Reboul, Jacquette Reboul, Toute sa famille,

REBOUL,
professeur émérite philosophia
l'éducation
l'université Strasbourg,

🚃 la tristesse de faire part du décès 📖

mercredi 23 décembre, au temple du Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), L

Que l'amitié, l'fidé-lité et le soins accompagné père et le famille le leur épreuve remerciés fond

Remerciements

- Mm Pierre Bózio Et en enfants, très la sympathic qui leur témoignées la du

> M. Pierre BÉZIO. procureur

ments wous prient wow en leur

Anniversaires – 🖬 souvenir 🗰 🖿 must du

professeur Raymond LEIBOVICI, le 🔳 décembre 💹

- Il y ■ neuf ■ le 20 ■

Pierre PIEUCHOT.

Une pensée de épouse, enfants, petits-enfants.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publies au Journal officiel DES ARRÊTÉS

à la man parafiscale sur ma specta-

DES DÉCRETS

- Nº 92-1310 du 15 décembre - 10 décembre relatif code marchés publies.

UNE INSTRUCTION

- Du 8 décembre 1992 modifiant l'arrêté du 15 novembre 195-relatif aux visites techniques il l'accomplissement du service de certaines catégories il véhicules de transports de marchandises.

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5936

HORIZONTALEMENT

1. I've Guilbert y rayonneit pendant pendant crayonneit (deux mots). En transe. — Il lilustre enfant le le Une mortifiée. — III. Ajoute au pittoresque des côtes bretonnes. Abréviation. On n'y trouve

ptus un shah. -IV. I'M M de ballon.

les Highlands.
Duartier de Toul. - 4. In

Jaunes. - expressions > incom
Jaunes. - express

Un réfractaire un dan-- XI. le la rose des vents. Le simplicité même. Agrémente un qui distrait un le la ceux qui ne style. — manqué jouent — En France. L'avent — XII. Le courage du ridi — retard. — l'horizon — retard. — l'horizon

Montaibanais. Calife. - 8. Tenu pour par les gens qui réger-Le les armées. Guigne sans noyau, avec pépins.

sans noyau, avec pépins. —
9. d'équipage, Préposition. —
10. mire le Niger. Reposoir
marquise. Superflu souvent vitel.
— 11. D'un auxiliaire. Vedette du
premier thème du cinématogra
la le le rend encore plus
— 12.
— Adverbe. Protégé la
ruine un moyen de fortune. —
13. II un magistrat ou un marginat. — 14. Chérie par Necker.

15. N'écrivait rien qui ne fôt sans 15. N'écrivait rien qui ne fût sans portée. Grand, il peut venir d'un coup de froid ou d'un coup de fou-

du problème 🗈 5935 The second second

I. Enamourée. – II. Nasilleur. –
III. Edit. – IV. Rigide. – V.
Numéro. – VI.
Titane. – VIII. – IX. Etra.
– X. Nasse. – Tue.

1. Enterrement. - 2. Na. Eau. Tau. – 3. Aser. Erse. – 4. Midi-matum. – 5. Oligurie. Es. – 1. Ulti-matum. – 7. Ré. Dé. Alibi. – 8. Eu.

Erines. - 9. Erg.

GUY BROUTY

Avec Le Monde sur Minitel

ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Le Monde

Talinet ...

The second secon

Profession of party of

A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY. Marie Company of the Company of the

- History and the second

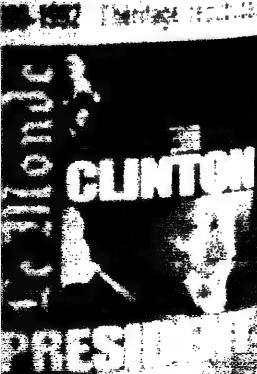
A STATE OF THE PARTY OF THE PAR minimum and the last

- St. or The Contract

A STATE OF THE STA

. (Butaign)

建



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nat

SITUATION LE 19 DÉCEMBRE A 0 HEURE TUC



developperont sur les côtes de Sud-Bretagne au Nord-Aquitaine. Quelques pluies se produiront ericore sur Mard-Pas-de-Calais, Nord-Bretagne et Normandie. De belles écleir-cles se développeront des Pyrénées-

Dimanche : temps doux et nueplules au Nord. – Le
pluvra de la Loire de la
Normendie au Nord-Pas-de-Calais. Des
Normendie au Nord-Pas-de-Calais. Des
plusqu'aux Alpes et de la
la Des de la Loire de la
la nuagea resteront abondants, surtout au nord de la Loire. tout au nord de la Loire.

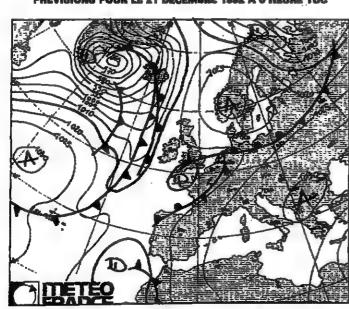
rentrièles maritimes apporteront de la tout au nord de la Loire.

Le vent d'autan souffiere jusqu'à 40 km/h. Sur le cell sera très nuigeux.

Le vent d'autan souffiere jusqu'à 40 km/h. Sur le cell sera très nuigeux. douces, married 8 il 8 degrés au Nord et 8 il 10 degrés au Sud.

Quant aux températures maximales elles atteindront 10 à 12 degrés au Nord et 13 à 15 degrée au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 21 DÉCEMBRE 1992 À 6 HEURE TUC



Valore entri	maxima - pointma (mes relevios entre C et le la	in 136-137-182
RICE IA 6 D PARES MOOTS IZ FAU PAU IA 6 N PERPIGNAN IA 7 C POINTE A-PITRE II 10 C	STRASBOURG	MARRAKECE
A B C cirl couvert	D N O	P T * phale tempéte neige

TUC = terrips universal coordonné, c'est è dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été i heure légale moins 1 heure en hiver.

Dimanche 20 décembre

20.40 Cinéma : Le Quart d'heure américain. II Film français de Philippe Gal-lond (1982). 22.20 Magazine : Ciné diman

22.30 Cinéme : Le Lieu du crime. se l'immençais d'André Téchiné 0.00 Journal at Météo.

FRANCE 2 20.50 Cinéma : L'Arbre de Noël. m Film frenco-italien de Terence Young (1969). 22.40 Magazine : Boullion de culture.

0.05 Journal, Météo et Visages d'Europe.
0.20 Documentaire :
Divertimento.

FRANCE 3

20.40 Soirée spéciale :
SOS Sarajevo.
Présentés par Norbert Bellt,
en direct de Boanie. Repor: Las Casques bisse, de

Les Enfanos in Sarajevo, de
Pagniez in PhiPoncet: Les Réfugiés in
travers l'aide humanitaire,
d'Agnès Molinier in
Millerioux. Invités : Roger
Henin, Françoise Febien, BerLavilliera, Elsa, JeanAubert, III Pagny.

Journal et III

22.35 Documentaire :

12.35 Documentaire: 22.35 Documentaire:
Un jour dans le mort de Sarajevo.
Ecrit per Bernard-Henri Lévy, réalisé par Alain Ferrari et Thiarry Revallet.
23.40 Cinéme:
Avec le sourire. ***
Film français de Maurice Tourneur (1936).

CANAL PLUS 20.35 Cinéma : Chienne de vie. D Film eméricain de Mel Brooks (1991).

22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine :
L'Equipe du dimanche.
0.45 Cinéma :
Les Arcandiers.
Film françois de Menuel Sanchez (1991).

ARTE

20.11 Feuilleton : Heimat, D'Edger Reitzs (1= épisode, v.o.). 22.15 Débat.

Avec Edger Reizz. 22.30 Documentaire : Changements à vue. De Stefan Köster. sent comme series Un resident

fait L. ju une une ben que ne v. jus grand-chose. -- XIV. Degré. Terre. II -- XV. S'accom-

VERTICALEMENT 1. Francs qui furent dévelués bien avant l'apparition de l'ant. Admet l'impossible. - 2. Contribution de cette qui souscrit. Son talent était le début de la richesse. Un jeu qui pro-

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12



THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62).

L'Après-midi d'un prince : 19 h. L'amour am avaugle : 22 h. ANTOINE SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71), L'Amour foot : 17 h et III n 45, dim. III h IIII. ARTISTIC - ATHÉVAINS ARTISTIC - ATHEVAINS
(48-06-36-02]. Jeux d'ombres 1
: 15 h et 20 h.

ATELIER (48-06-49-24). Le Jugement demier : 15 le 30 et 20 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Le Jugement L'Inquietude : 20 h 30, dim. 1 h. d'effraction : 11 h, dim. 15 h 30. g enraction: we n, curn. 16 in 30.

BATEAU-THÉATRE OURAGAN
(40-51-84-53). Je? Deuxil Maux...:
19 h, dim. 17 h. Le Caberet de la grandpeur: 20 h 30, dim. IEM III.
BERRY-ZÉBER (43-57-51-55). Le Bon-

Jour d'Alfred : 19 h 30. Les Cauchemars : 20 h 30.0im. Les Champètres L. jole : 20h30.

PARISIENS (42-98-80-24).

La Jalousie : II h et II h, dim. 15 h 30. BOUFFONS-THEATRE DU XIXE (42-38-35-53). Apprendre 1 rice pleurer : 19 h. Escurial : 18 h.

CAFÉ DE LA DANSE (40-26-28-58). Don Juan d'origine : 10 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique Boscop : III h. Qui CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAU-

DRON (43-28-97-04), Vous www dit Labiche? : 20 h 30, dlm. 16 h. CARTOUCHERIE-EPÈE DE BOIS (48-08-39-74), L'Abuseur (48-08-74), L'Abuseur (48-08-74), L'Abuseur (48-08-74), L'Abuseur (48-0 espagnol): 18h.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DE
(43-74-89-61], Manguet: Ih, dim. Ih. L.
président : III h 30.

CARTOUCHERIE-THEATRE DU SOLEIL (43-74-24-08), iphigense Aulis: In 30.0im. Agamemnon: Inc. Les Choéphores: 13h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frères? ■ ta solur...: 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-18). Une certaine mulâtresas : 20 h, dim. 16 h. Petite saile. Médée mil miroir : III h 30. CENTRE MANDAPA (46-88-01-80). Le Beaueire hérolque : 20 h 30. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30,

INTERNATIONALE (45-88-81-54). Appartement (45-88-81-54). Appartement (45-88-81-54). Appartement (45-88-81-54). Les Ubs : 17 h = 21 h. Les Venin des histoires : 20 h 45, dim. 18 h 45. M Pieura-misère : 20 h 45, dim. 16 h 46.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 18 h (47-20-08-24). L'Alce-memoire : 18 h | 11 h | dim. La h | 11 h | 12 h | 12 h | 12 h | 13 h | 14 h | 15 h | 14 h | 15 h | 15 h | 15 h | 15 h | 16 h |

(40-15-00-15). La Dirección d'Escarbagnan ; George Dirección : 20 h 30.Dim. La

amorosa: 20h30. Le roi s'amuse: 14h. CONFLUENCES (40-24-07-49). Pou-

EMBRUE (42-61-69-14). La Carrie II

de ma triche : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Aveter : 20 h 30, dim. 11 h. ELDORADO (42-49-60-27). : 18 1 = 21 h. ESPACE ACTEUR (42-82-35-00). bal à Boulingrin : 20 h 30, dim. II h, ESPACE HERAULT (43-29-86-51), La

JEMMAPPES (46-34-01-58). Arlequin serviteur de deux ESPACE MARAIS (48-04-91-55). La Mariage : III L'Ile :: 19 h, dirn. 15 h. Feu III mère :: 20 h, dirn. II h. La 21 h. Danse avec les fous : 23 h. dm. 19 h.Dim. Le Mariage de Figaro : 16h. ESPACE PROCREART (42-52-81-16).

abole-t-il? : 20 li 📆 ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). s : 15 h. l.
I fera-t-il jour? : 20 h 30, dim.
16 h. lil. Le FONDATION DEUTSCH-DE-LA-

MEURTHE (60-10-55-24).

20 h 4b, dim. 15 h.

GALERIE CHRISTIAN SIRET
(42-81-48-04). Un amour: 17 h 30.

LILIUM EDGAR (43-35-32-31). Lamy
and Co: 11 h et 20 h 15. Une fille entre = : 22 h.

HUCHETTE (43-28-38-99). La Canta ; I h II Le Lecon : 20 h 30. Lautrec sur la Butte : 21 h 30. I BRUYÈRE (48-74-76-99). toutl : 21 h. 15 h.

LA CIGALE (42-33-43-00). Plente made : III li Mil LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Car-LE CARRE BLANC (42-81-27-14). vochnia. Novochnia,

LE FUNAMBULE THÉATRE (42-23-88-83). n 30. LE RELAIS DOIS (40-50-19-56).Dim. Clovis: 16h. LE TRIANON (42-09-93-44). Auguste et Chambre-à-air au pays des piranhas : 14 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). L'Ecole : 18 h U. 21 h 30. Théâtre rouge. Voici le temps assessins : 18 h 30. Les Peupliers d'Erretst : 20 h. Tout ... bien, in the MADELEINE (42-65-07-09), Edwidge Fauilière en scène : 21 h, dim. in 30. MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole

femmes : 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80). Huls marite 51 UART (45-05-17-50). Hold :: 18 h. Des fels, is nuk...: 19 h 30. Savege Love (angleis-frençais): 21 h 15.Dim. Marie and Bruce (en angleis): 17h, 20h30.
MARIGNY (42-58-04-41).

n, 15 h. MATHURINS (42-65-90-00). Palmes M. Schutz : 20 1 30, 16 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). MCTAMORPHOSIS (42-61-33-70).
Marchand rives: 21 h, dim. 15 h.
MICHEL Gaille: 21 h, cm. 16 L MICHODIÈRE (47-42-95-22). La Puce à

'creite : 17 h et 20 h 30. dim. 16 h MOGADOR (48-78-04-04). | Basfonds : at lat h 30. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mortadela ; 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT)

(43-22-77-30). La Traversée : 21 h, h 30. MUSÉE COGNACQ-JAY (40-27-07-21). La Discussión d'aux-mêmes : Traversée : 11 h 11, dim.

周上家 NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Lawrence: 118 h et 21 h, dim, 15 h. CEUVRE (48-74-42-52). L. L. Ceuvre (48-74-42-52). L. Ceuvre

PALAIS DES GLACES (GRANDE vovezi : III h III. (48-03-11-36), Bud tu t'es we quand I wil : 21 h.

PHAM DE JUSTICE (48-20-72-27). Port-Royal : 20 h 30, dim. 16 h. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). rencune: 21 h. dim. 15 h. rancune: 21 n, dim. 1b n.

DU NORD-OUEST
(47-70-81-47). Le Banc: 20 h.
PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20).

rendo: 21 h, dim. 17 h.

mort: 21 h, dim. 17 h.

PETIT THÉATRE DE ANIL (48-74-25-37). THE FAM: 21 h. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). The i. Montaigne and Dieu, que la femme me reste obscurei : 21 h, dim. 15 h, Salle II. La Peau trop fine : 21 h, am. 15 h. PORTE SAINT MARTIN PORTE SAINT - MARTIN (42-08-00-32). 1-1 : 17 het 20 h 45,

dm. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). Ministrai : 17 h = 21 h, dim. III h 30. RANELAGH (42-88-64-44). Trakking 20 h dm. 17 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20).

PARIS EN VISITES

LUNDI 21 DÉCEMBRE

€ Exposition Byzance ≥, 10 h 15, 2, place du Paleis-Royal (P.-Y. Jaalet). Les passages couverts du le réalise la les féminine, Exc-

autrefois).

a L'Op Garnier » trente
personnes). Il h 15, se vestious, de Lulli (Visite pour
jeunes. Monuments historiques). Exposition Picasso s, 13 n 15, irand Palais, 1 i exposition

(P.Y.

«La Opire « son quartier»,
14 , 5, rue du Occteur-Lancereaux (M. Hager).

«L'UNESCO, architecture

50 » (limité à trante personnes). 14 h II devent crilles,
place Fontancy (Monuments

«Les bibliothèque de l'Arsanal», 14 h 30, 3, rue de Sully (D. Fleuriot).

Appartements royaux du et quotidienne de la cour», 14 il 30, 2, place du *Palais-Royal*, la Louve antiquaires (Connaissance Peris).

a Exposition Byzance, au Louvre a 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Europ explo) . «Hôtels et jardins du l. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection » passé).

«L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre 🖼 hopitaux parisiens, et autrefois », 14 h 40, l'Hôtel-Dieu, parvis de l'Hôtel-Dieu, parvis de l'Hôtel-Dieu, l'Hôtel

a La Sorbonne. Il l'univer-sité II du ladina, 15 rue Seint-Jacques Il et d'ailleurs).

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux : 17 h 30 et T b 45,

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Monsieur et lead : Lich D., dim. 17 h. THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55). Les Land Level dans le spectacle de fin d'année : M h 30, and 15 h. THÉATRE DE DIX-HEURES

THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). heureux : 20 h 15. Brigitte Lass : 22 h. THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Ladesou : II H 30.
THÉATRE JACQUES-COURIVAUD 45-41-10-08). August 1 Mary 1 Mary 1

20 h THEATRE DE LA MAIN-D'OR RELLE-THEATHE DE MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arène. Three men in a boat: 14 in 30. The Hamburger Twins (en anglais): 14 in 30 et 20 in 30, [an anglais]: 22 in 30, [an anglais]: 22 in 30. [an anglais]: 22 in 30, [an anglais]: 22 in 30, [an anglais]: 20 in 31, dim. 17 in Dim. [an anglais]: 20 in 31, dim. 17 in Dim. [an anglais]: 20 in 31, dim. 17 in Dim. [an anglais]: 20 in 31, dim. 17 in Dim. [an anglais]: 20 in 31, dim. 20 in 31, dim or She who can but dozen't (an anglais) :

THÉATRE UT LA MAINATE (42-08-83-33). Debatice:

1 h 30, dim. 18 h 30, Lee Zeppeurs:

22 h, dim. 20 h

THÉATRE BRU (42-23-15-86). U Vagabond Whitechapel: 20 h 30, dim. 15 h. Didler Follenfant: III h. THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-81-15). MysificaLinux Diderot:
Linux Didero

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). Le Cheveller d'Olmedo : 15 ll et 20 h 30. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Mademolselle Sutterfly Full Paris : 20 h 30. Dis-moi que tu m'aimes : 22 h.

II. Roro er Secz | 22 h, THEATRE PARIS-PLAINE (42-50-15-85), L'Homme invisible : III ii

17 h.
THÉATRE SILVIA MONFORT
(45-31-10-98), Samedi, dimanche III
luncì: 20 h 30, dim. 17 h.
THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-05-/2-3-7), 20 h 15, dm. 15 h. VALHUBERT 48-06-72-341. (45-84-30-80). Lui Jeu de l'arrair ill du hesard : 15 h at 20 h 30.

TOURTOUR (48-67-82-48). Le de Mémá : 19 h. Voyage au centre de la Tame: No 100.
TREMPLIN-THEATRE DES TROIS-FRÈRES (42-54-91-00). Hocina TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). VARIÉTÉS (42-33-09-92). The a tree tree : 17 h 30 et

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE MILLER TRE ZINGARO) (44-59-79-99), Opéra équestre : 20 h 30, dim. 17 h J. J. AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVERT) (48-68-00-22).Dim.

Lagaf': 16h. BATEAU-THÉATRE DOCTEUR PARA-DIS (46-48-78-69). Le Misambrope et l'Auvergnat : 20 h 30, dim. 17 h. (THEATRE 95) (30-38-11-99). La Calan des signes : 11 h.Dim. La Trilogie des tebles : 15h, 14. 21h. CHELLES (THÉATRE) (60-08-55-00).

CORBEIL-ESSONNES (THÉATRE DU (84-96-72-31). I Voyege à Rome : 21 h, dim. 17 h. GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). I foi ; la Dispute : 11 h 30. JUVISY-SUR-ORGE (SALLE JEAN-DASTE) (69-21-60-34). III da Molly Bloom: 21 h. Lan. 16 h. JUVISY-SUR-ORGE (THEATRE DE L'ECLIPSE) (69-21-60-34). W Manage de Molty Bloom : 21 h, dim, III h, MAISONS-ALFORT (THÉATRE CLAUDE-DEBUSSY) (43-96-77-67). CLAUDE-DEBUSST) (43-59-77-07).
Omifie: 20 h III.
MALAKOFF (THÉATRE 71)
(46-55-43-45). I III.
h III.
MONTREUIL III. (48-59-93-93). Lo
Grand Nénuphar d'Amazonie : 20 III. 17 h.
MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLE-

QUIN) (69-04-13-70).Dim. NANTERRE (ESPACE CHORUS) (42-38-38-52), 12 14 h 30 17 n 30, dim, 10 h 30. NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) 20 h 30.

NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (49-31-02-02). PORT-MARLY (ESPACE TOUTAN-KHAMON) (34-90-34-11). Laga? : 20 h 45.

RUEIL-MALMAISON (THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX) (47-32-24-42). Plains Feux : 20 h 45. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉA-TRE ALEXANDRE-DUMAS)
(30-87-07-07). La Carpe du de
1: 20 h 45.
VANVES (THÉATRE LE VANVES)
(46-45-46-47). La au chien :
Un mouton à l'entrasol : 20 h 30, dim. Exposition Manessiers, 8 hourss, 1 l'exposition, (Paris a son histoire).

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS CHAILLOT SAMEDI

Du burlesque à la comédie américaine : (1924), de R. Del Lucky Stars (1925), de H. Edwards, His Flame (1927), de Mack Sannett, 18 h 30 : Vous mi l'emporterez pas avec vous (1938, v.o. s.t.f.), de Fran Capra, 21 h.

DIMANCHE Du burlesque à la comédie américaine : Gusele's Backward Way (1915), Charlot cambinatur, de Charles Chaplin, The High (1921), I (1827), I 30; Un pigeon qui pige (1957, v.e. s.t.f.), de Norman Mec I h.

THE DE TOUTU

BAMEDI Indépendents : Declarative Independents : Declarative
Mode (1977), P. Sharits, Ray
Virus (1966), de P.
P. Sharits,
nothing (1968), de Paul Sharits, touching
18 h ; 8 ;
Tream : 8 : 8 : ection : 5 : ection : 5 :
eccionant (1968-1971), de F : Sharits sectionned (1968-1971), de F; Sharits, Granularity (1972-1973),
Paul Sharits, Analytical (1971-1976),
Sharits, III h 30;
III du 1 Cabiris (1913-1914),
Pastrone,
16 h 30;
III (1916), de D. W.

, DIMANCHE

Griffith, 18 h 30

DIMANCHE
Indépendants : Analytical
[1971-1976], p. P.
Les Sound : [1974, v.o.],
P. Sharitz, Tells (1976), de P. Sharita,
Epileptic Seizure Comparison (1976), de
P. Sharits, III h; 3rd Deg.
P. Analytical 3
[1973-1874], P. Apparent
[1975], de P. Sharits, Episodic
Generation (1976), de P. Sharits,
III 30; Histoire permanents du
clinéma ! Lady Macbeth albérienne
[1982, v.o. a.t.f.), d'Andrzej Wajda, (1982, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajde, 16 h 30 ; le Château de l'ereignée (1957, v.o. s.t.f.), d'Akka Kurosawa, 11 h 30 ; rayan (1965, v.a. s.t.f.), Walles, 21 h,

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE III) /P III

SAMEDI Luis 14 h 30 ; Vernonos con Ville (1935, v.o. s.t.l.), Fernando 17 h 30 ; Cabaza de 17 h 30 ; Cabaza de 18 20 20.

Delling Dell Le Compadre Landoux (1933, v.o. s.t.f.), if Fuentes, 14 h 30 ; En hay bellow (1964, v.o. s.t.f.), d'Alberto Isasc, 17 h 30 ; is Mort en ce jerdin (1956), de Luie Bunuel, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Forum des IIII (40-28-34-30)

SAMEDI SAMEDI
I love Paris, Paris vu par les Américains: Révolution française: Universal Newsreel (1930-1932, v.o. juitet 1963), (1953, v.o.) de Sidney, 14 h ; Rapatriement ; Rapatriement prisonniers ; guerre (1945), L (1930-1932, v.o. septembre (1930-1932, v.o. septembre 1944), Paris Liberated (1944) d'un anonyme, From D-Day to Germany (1944, v.o.) de l'armée américaine, 18 h 30; l'Après-guerre: The Paris Story (1944, v.o.) de l'armée américaine, le Petit Garcon perdu (1953, v.o.) de George Saston, 18 h 30; Guerre d'Algérie: UniverNewsreel (1930-1932, v.o. février 1962), Chacel, (v.f.) de Fred Zinsemann, 20 h 30.

DIMANCHE cains:

cains:

Baldwin: the Price of the Ticket (1989, v.o.) de Karan Thorsen, I h i Musiclens: Harlemsur-Seine Jan-Christophe Averty, (1987-1988, v.o.)

16 h 30;

(1970)

parisienne d'Einar Moos, 18 h); Jazomen:

(1988)

de minuit (1985-1986, v.o.) de Tavernier, III i 30; Tavernier, III ≡ 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A DEMAIN (Fr.) : 14-(43-20-32-20). L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.): Gaumont 1- [40-28-12-12]; Gaumont Opéra, (47-42-60-33); U.S. Danton, 6 (42-25-10-30 36-65-70-68); 8 (43-59-19-08 36-65-75-08); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40 38-65-70-81); 13- (47-07-28-04); Mompar-14- (43-20-12-06). AGANTUR LE find., v.o.): Epée 5- (43-37-57-47); 6- (45-44-57-34). LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.):

Beaubourg, 3: (42-71-52-36);

14- (43-21-41-01).

ATTACHE-MOII (Esp., v.o.): Studio

[43-54-72-71]; Deniert, 14
(43-21-41-01).

BASIC INSTINCT [*] (A., v.o.):

Triombo. 2: (45-74-92-50) BASIC INSTINCT (*) (A., v.o.) : I Triomphe, 8* (45-74-93-50 36-65-70-76) ; 28, 18-(46-06-36-07) ; v.f. : UGC Opéra, 9-(45-74-95-40 38-65-70-44), BEAU FIXE (Fr.) : Gaumont I 1* (40-28-12-12) ; Heute-feuilla, 6* (46-33-78-38) ;

BEETHOVEN (A., v.f.) : DA (Publicis Ma. 42-56-52-78) : 14- (43-20-32-20) ; Suint-Lembert, 15- (45-32-91-68).

36-65-70-76).

LA BELLE ET LA BÈTE (A., v.c.):
George V, (45-62-41-46
38-65-70-74); v.f.: Rex.
(42-36-83-93 38-65-70-23); George V,
8: (45-62-41-46 5-70-74); UGC
Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59
38-65-70-84); Gobelins,
(45-61-94-95 36-66-70-45); Denfert,
14- (43-21-41-01); L. Montpamos,
14- (36-65-70-41); Saint-Lambert, 15(45-74-93-40); Saint-Lambert, 15(45-74-93-40); Saint-Lambert, 15(45-74-93-40); Saint-Lambert, 15(45-74-93-40); Saint-Lambert, 15(45-74-93-40); Saint-Lambert, 15(45-74-93-40); Besubourg,
(42-71-52-36); Images d'ailleurs, 6(45-87-18-09).

(47-04-24-24) (45-87-18-09). BLADE RUNNER-VERSION INTÉ-

GRALE (A., v.o.) : Gaumont Grand Ecran Italia, III (45-80-77-00),

FEU (A.) : La

(40-05-80-00).
CERRO TORRE (Fr.-All.-Can., v.o.):
Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09);
Lucamaire, 8- (45-44-57-34).
LA CHASSE AND PAPILLONS (Fr.):
La Trois Lucambourg, 1- (48-33-97-77
38-68-70-43); La Trois Belzac, 8-140-05-80-001. (45-61-10-60). LE CHÉNE (Rou., v.o.) : 14 Juliet Per-

LA CITE DE LA JOIE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09) ; George V. 8: (45-62-41-46 36-85-70-74) ; v.f. : 8* (45-52-91-45 36-65-70-74); v.f. : Les Montpernos, 14* (36-65-70-42); COEUR III TONNERRE (A., v.o.); Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28 36-65-70-67); UGC Triomphe, 8* (45-74-93-50 36-65-70-75); Pernassiens, 14* (43-20-32-20).

nassiens, 14 (43-20-32-20).

LA CRISE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12); Rarx, 2-(42-36-83-93); 36-85-70-23); Bretagns, 6-(36-85-70-37); [42-25-10-30-36-85-70-72);

145-22-47-94).
DEUCATESSEN (Fr.): Studio Gelande,
5- (43-54-72-71); Saint-Lembert, 18(45-32-9) LE DERNIER MOHICANS (A., V.o.): Images d'ailleurs, (45-87-18-09); George V. 8- (45-62-41-46 36-87-70-74); Lucarneire, 8- (45-44-57-34); Lambert, 15- (46-32-91-68).

SOURIS ET DES HOMMES (A., v.c.) : Forum Express, 1* (42-33-42-26 36-85-70-87) ; Cinoches, Trois
Luxembourg, 6: [46-33-97-77
36-65-70-43); L'Entrepôt, 14[45-43-41-63]; Trianon, 18-

EDWARD II (Brit., v.o.) : Reflet Logos 45-32-91-68). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, (42-71-52-36) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

Ambassade, (43-59-19-08 (43-07-48-60); Geumont Parnasse, 36-65-75-08); 14-(43-35-30-40); 14-Juillet Beeugren (45-75-78-79); Meillet, (43-07-48-60); Geumont Parnasse, 14(43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle,
(45-75-79-79); Meillot, 17(40-88-00-16 36-65-70-61); v.f.; Rex,
2- (42-36-83-93 36-65-70-23); SaintLazare-Pasquar, (43-87-35-43
36-65-71-88); Français, 9(47-70-33-88); Las Nation, 12(43-43-04-67 36-65-71-33); Lyon
Bastille, 12- (43-43-01-59
36-65-70-84);
bis), 13- (47-07-55-88);
14- (36-65-70-39); Seconvention, 48-28-42-27);
Wepter II, [45-22-47-94);
Wepter II, [45-22-47-94],
LES GORILLES DE MONTAGNE (A.):

LES GORILLES DE MONTAGNE (A.) : LE GRAND PARDON II (Fr.):
Horizon, 1° (45-08-57-57
36-65-70-83); Rev. 142-36-83-93
36-65-70-23); UGC Danton,
(42-25-10-30 36-65-70-68); UGC
Montparnasse, 6° (45-74-94-94
36-65-70-14); Gaumon: Marignan-Concorde, 1° (43-59-92-92); UGC Normandie, 8° (45-63-16-16
36-65-70-82); Français, 9° (47-70-33-89); 100-68, LE GRAND PARDON II (Fr.) :

HOOK (A., v.f.): Cinoches, 6-(46-33-10-82); 'Grand Pavols, 15-(45-54-46-95); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68). IMPITOYABLE (A., v.o.) : Club Gau-(42-58-52-78); Malignon). (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-58).

(A., v.o.): Forum Express, 1• (42-33-42-28 36-65-70-67). INDOCHINE (Fr.): Grand Pavols, 15•

(45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88). J F PARTAGERAIT APPARTEMENT (*) (A., v.c.) : Cinoches, (46-33-10-82); George V, 8: (46-82-41-46-38-85-70-74). JEUX DE GUERRE (A., v.o.) : George V, B (48-62-41-48 38-65-70-74) ; v.f. : Peramount Opéra, 9* (47-42-56-31

36-65-70-18); Montpernasse, (43-20-12-06). L 527 (Fr.) : George V, 8: (45-82-41-46 38-85-70-74) ; Les Montparnos, 14: (36-85-70-42). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp.,

v.o.) : Ciné Beaubourg, (42-71-52-36) | Studio des | (43-26-19-09). LUNA PARK (ruese, v.o.) : 6 (46-33-10-82). LUNES DE FIEL (*) (Fr.

13· (47-07-28-04); UGC Gobelins, 13· (45-81-94-95 1-65-70-45); 14· (36-85-70-41); 14· (36-85-70-41); 14· (36-85-70-61); v.f.: Impérial, (47-42-72-52); Gaurmont Parmasse, 14· (43-35-30-40); UGC Convention, 15· (45-74-93-40); 45-24-944).

LES MEILLEURES INTENTIONS (danois, v.o.) : Reflet Logos 1, 5: (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln,

[43-59-38-14].

1492, CHRISTOPHE (A., V.f.): Gaumont Opéra, 2°.

[47-42-60-33]; Gaumont Ambassade, 8°. (43-59-19-08-36-65-75-08); Gaumont (ex Fauvette), 13°.

[47-07-55-88]; I. Montparnos, 14°. (36-65-70-42). (4/-0/-33-80); Montpellice, 1-1 (36-85-70-42). LE MIRAGE [-r.): Logos Louis-Jouvet, ■ (43-64-42-34); L'Entrepût, 14- (45-43-41-63).

MOSCOU-PARADE (Fr.-russe, v.o.) | (44-07-20-49).

MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.) | Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Studio des Ursulines, 142-26-19-791 (43-26-19-09). LES NUITS FAUVES (*) (fr.): Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Impérial, 2* (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Gaumont Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); Saint-La-

zare-Pasquier, 8° (43-87-35-43 36-65-71-88) ; Gaumont Pamasse, 14-OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Reflet Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.): Ciné Basubourg, (42-71-52-36); Lucarnaire, 6: (45-44-57-34); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68).

ET LA VIE CONTINUE (iranien, v.o.): Utopia, I. (43-26-84-65).
L'ETRANGÈRE (Brit., v.o.): Europa (ex-Reflet Panthéon), 5: (43-64-15-04).

FATALE (Fr.-Brit., v.o.): Gaumont Lea Halles, 1: (40-28-12-12); Commont (47-07-55-89); Gaumont (50-68).

FATALE (Fr.-Brit., v.o.): Gaumont Lea Halles, 1: (40-28-12-12); Commont (50-68-70-42); Commont (50-68-7

The state of the s

CM MI

DANSE

LAUSANNE

Béjart continue

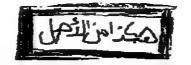
son cinéma

Deux nouvelles créations

dédiées 🛘 Chaplin 🛋 🖟 Godard

Ma vie, Chaplin Commo

de notre envoyée spéciale



MUSIQUES

La désertion

Public clairsemé pour Philippe Herreweghe et non soliste Andreas Staïer

ROSSINI, DUSSEK SCHUBERT

3 3 2 2 2

12. .

 $tr = \sqrt{r}$

" * Jer :

* 4 g

:122

au Théaire des Champs-Elysées

L'Orchestre des Champs-Elysées jounit sous la direction de Philippe Herreweghe, le 17 décembre. théâtre l'avenue Montaigne, théâtre l'avenue Montaigne, Andreas le piano-forte, Les entendre, le voir aux prises l'ouverture de l'Italienne Aher, Rossini, le Concerto pour pianoforte en sol mineur, de Jan Ladislav Dusch et la Summhonie sck, et la Symphonie Schubert riche d'enseignements sur l'attitude des « baro-face l'interprétation. Herre-weghe dirige, l'un pas douter. Le chef face musicies, l'a une baguette, remue les bras, dessine les ph do quelques départs, modèle la dynamique, obtenant des pianissimos proches du silence, des celatants,

le que l'on apprécie d'un lent traditionnel. Herreweghe est sur un pied d'égalité avec musiciens, il d'eux. Ces derniers prennent 🖃 charge individuellement III collective ment grande partie de l'interprétation. De là doute, III

Le baiser

Et photo romantique

devient une pièce conviction, scrutée la loupe, pour retrouver des convergences dans

trait d'un sourcil, le geste d'une main, le lobe d'une oreille, l'im-plantation des cheveux; la masque

d'un bracelet. . La rançon in suc-

cès », impulsant, impu

Comment en arrivé là?

I printemps 1950, a la printemps 1950, a la possesau un sujet sur la paris. Le sujet la publié la pages. Le «Baiser», la présenté, lout petit, apparaît l'une d'entre elles... Le succès le cette photo my viendra que trente six ans

photo m viendra que trente-six ans

plus tard, aven la commercialisa-tion du poster: 410 000 venime à

ion du poster: 410 000 et la jour, second mondial. Un chiffre hors que les meilleures avoisinent les 15 exemplaires explique

Victor Francès, le directeur des

cès est bien plus large : 80 000 cartes des, 200 tinges d'auteur vendus d'auteur vendus d'auteur vendus des la la francs

pièce), et une image - recadrée -

gour compagnie aérienne, des puzzles, de douche, calendriers, des fournitures scolaires, ou ciné-

Il ne passe pas un jour

dit-on chez Rapho, l'agence du

photographe. Doisneau a accepté plagier photo pour un limonadier. Mickey Rourke

Alan Parker ont essayé de

construire un film partir du cli-ché, d'innombrables photographes

ont démarqué l'image, le

la Petite Volense ...

photographe.

dérobé

Suite de la première page

PHOTO

bonhomme de chemin plus qu'elle se phrases sont soin, rythmes impeccablement tendus, l'andante apesanteur, le finale se déroule patein, sans préconque. Un style mis part, lorsque découte formation son violon ter d'orchestre? Non, la mesure où il nous fait découvrir autre f d'orchestre?

Lyrisme aristocratique

Est-ce que nous n'avons point que Staïer, Herreweghe l'orchestre comblé? Jamais n'avions mundi la moindre de ses mantes concertantes: elles jouées, pas enregistrées, Nous le regrettons à peine: quel bevard, os Tchèque! Sa musique que. Emporté nune folie virtuose stupéfiante, l' jeune Arrenoue avec le grande l' siècle de Raoui Pugno, l'

rait atteinte | me couple... Après

de nombreux courriers ■ échanges d'avocats, elle ■ renoncé », sourit Raymond Grosset, le

La couverture de Télérama n'a cependant pas échappe II un couple d'imprimeurs de Vitry, les

Saint-Sacus et de Diemer) des pia rium formés pur IVII maîtres contemporains de Dussek - le disque nous il heureusement transmis leur art. Il émeut aussi par son lyrisme aristocratique, sa façon de laisser les phrases en suspens, par son intério-rité dans le mouvement lent. Et l'orchestre, par la finesse de son accompagnement. «Concerto» vient, indirectement, de combattre, nous apprend le dictionnaire. Quelle joute, en effet, que cette interprétation caracolante, pétillante, salvatrice,

Hélas, Herreweghe, son orchestre III an payants pour ce concert et près de 200 invités, dans un théâtre de 1 700 places. Il va bien falloir que les organisateurs et les institutions se ichent sur les vraies raisons qui détournent les mélomanes de la musique vivante. A 640 F le fauteuil (80 F le moins cher), les représentations d'Armide, de Lully, ont affiché complet dans le même Théâtre des Champs-Elysées. Le «paradis», malgré des places à 40 F (290 F la plus chère), était désent jeudi soir (1).

ALAIN LOMPECH

(1) Les ouvreuses n'out pas fait desre les cares specialeurs au parterre, me cele se produit souvent en pereil

insu » 🔳 qu'il n'a pas « remarque le

Méfiant et hésitant, Robert

acceptera de rencontrer le

couple un an après cette lettre. Le photographe laisse planer le doute et ne réagit pas à la médiatisation des époux Lavergne en 1990 sur le thème : « On a retrouré le couple du « Baiser de l'Hôtel de Ville.» Il

du « Baiser de l'Hôtel de Ville. » Il ne dément pas, non plus, quand tous let journaux affirment que la photo a été prise sur le vif. Doisneau, c'est certain, a laissé « monter » le mythe du baiser, et renvoie les curieux à une mémoire qui peut le trahir. Et appeur pour épaissir le mystère, si le détail a ses reportages en tous consignés dans des petits carnets qu'il conserve, chez hi a Montrouse, il affirme avoir

Cent tambours, vingt Rosettes

DOUDOU NPDIAYE ROSE au Théâtre de la Ville

voyais I i chantait un un orchestre symphonique, cinquante violoncelles. Je . quand je pourrai 🌬 🖼 🙃 comment, Afrique? > Afrique? > N'Diaya Rose, Sánéga-Dekar, manutambourmajor, griot fils de griots, a dû the life was part to the life. son projet de grand un in-tre, version

dépendance Sénégal : N'Diaya Ul son le grand at the le grand at th Senghor et invités III jouent, ensemble, des rythmes anciens, qui doivent poissons, paralyser le lion, ou permettre de rattraper le lien. em à là comps.

Les percussion-Sénégal dépassent ou sept batteurs. J'ai commencé à réunir 📖 tambours, puis quinze, puis n'y croyan. L'incrédulité pousse Doudou à muniter parmi les siens,

« Je possédais une seconde photo.

embrassions II un clouté, mais je l'ai déchi-rée. Nous étions pris en légère plon-gée. Je pourrais donner d'autres détails décisifs, je les garde pour le

Ces fameux détails décisifs = se trouvent-ils pas dans la série qu'il a fort nombreuse.

Puis, j'ai fait le tour des neuf régions d'énégel, m'entretenir J'ai pris I sacs III riz, de l'argent et du café pour les leur offrir. En échange, im m'ont inte ce qu'ils savaient, a

Découvert en Europe au Nancy Fastival, aux la puis au du 14 juillet Doudou N'Diaye (le prénom de sa mère) de un le mar qui compose pièces rythmiques origi-C'est le premier, aussi, à svoir le eppel le femmes. Ce qui ne s'était jemais vu m

Doudou N'Diaya Mill proaujourd'hui quarante batteurs, et ses Rosettes, li travers le monde. N Dakar, la troupe compte jusqu'à la personnes là écouter, Djaboté, son turned album, produit par Eric Sarra, chaz Virgin). L'enchavâtrement vythmes ant époustoufiant. Doudou N'Diaye The limit assured the continent africain was tambours temps.

VÉRONIQUE MORTAIGNE ▶ Les III et 21 décembre à 20 li 30, Tél.: 42-74-22-77.

que Igor Stravinski, dinant un soir chez lui, qu'ils fas-un film ensemble. Chaplin inventa sur in champ une his-toire : elle devait être « surrèuliste », dit-il. Dans une boîte de nuit chic, on représente sur la piste de danse la Passion du Christ. Buvant leur champagne, noctambules assistent au spectacle amusement ou indifférence. Seul un ivrogne s'en indigne : il promptement expulsé. Chaplin expliqua alors aux musiciens que u scenario était destiné I montrer . combien le monde était devenu cynique et conventionnel professant le christianisme », « Mais c'est sacrilège! » rétorqua gravement Stravinski. Ils n'en parlèrent plus.

> Les voilà réassociés outretombe, par Béjart interposé. Qui en scène les visions chapli-nesques, dans Crucifixion. III décor (la récession économique frappe aussi m troupes suisses), quelques guéridons m chaises, noctambules en noir, qui tendent eux-mêmes au Christ les instruments du supplice. Le 📖 🛚 de Chaplin 🔤 dit 📼 alternance un danscur et Annie Cha-plin, fille du cinéaste. Stravinski étant, sauf 🚃 désespéré, bénésique aux chorégraphes (Béjart = choisi Preludium, Ragiime, Tango, et Ebony concerto), la danse de coupante, nette el sans bavures. Cette étrange Cruci-fixion tient la route, au demeu-

hétéroclites

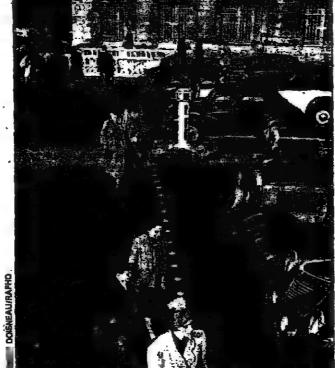
I n'est pas, en revanche, e mot qui convient la Nult -ballet de cette fois à Jean-Luc Godard, et évoquant plus précisément 🚃 film, Je vous sulu Marie, Après la Passion, la Nativité. Contée par Béjart sur un mode plutôt loufoque, avec ces téléscopages d'images hétéroclites qu'il aime. Marie, absorbée par la télévision quand l'ange Gabriel, trapéziste descendu du ciel, vient la saluer, Arlequin Picasso, flics en imper, majorette en tutu, Schönberg (lu Nuit mani-figurée) entrelarde de Nino

Ce bric-à-brac distrayant, sinon convaincant, est soudain inter-rompu par un double me de deux d'un lyrisme radieux, superbe moment de danse pure interprétée par un quatuor haut la samme, Koen Onzia, Christine Blanc, Emmanuelle Bérard, Domenico Levré. Le kitsch (voulu) M l'image finale, crèche sur fond m ciel maure criblé d'astres, avec rois prandisune étoile électrique 💶 bout d'une perche, défie la plus haute epoque du calendrier Postes.
On ne sait pui si l'auteur de Pierrot le fou y reconnaîtrait
petits, mais le public lausannois s'amuse beaucoup.

Il n'aura pas suffi à Béjart d'avoir, depuis juin dernier, velle troupe, Rudra, ■ signé six créations (le Monde du 7 décembre). Il vient d'en règler une esp-tième i un solo pour Sylvie Guil-lem, qui le dansera à Lausanne le 22 décembre. Titre personnage empruntés au li de Catherine Clément, Sissi, impératrice chiste.

SYLVIE DE NUSSAC

➤ Le Métropole, 20 heures. La Mille et la Crucifixion, les 19 a 20 décembre. Opéra et Mr C... le 21, avec Sissi le 22.



Lavergne : Regarde! C'est nous! - ui, I Montrouge, il affirme avoir

Les « amoureux de l'Ille de Ville »... l'arrange le ma de Rivoli.

Les imprimeurs de Vitry

Une situation qui explique « les coups de fil qui pleuvent » à l'agence. Exemples parmi vingt, un lecreur de Marca découvre l'image. le magazine l' mage et écrit à Rapho: « Doisnes » capié un bairomantique que j'échangeais arec mon épouse en pleine rue. » La publication de la photo en couver-ture de Télérama. Il juillet 1988, véritablement «l'affaire». Un ne qui signe e l'amoureux de la place de l'Ilotel de Ville». reconnaît decrit au magazine :

Merci, grand merci! Pour mon anniversulre, j'ai de un grand cadeau. » Ce lecteur écrit même un poème à un qu'il embrassait sur li cliché i qu'il finira par retrouver: Françoise! Françoise! Françoise! ma douce douleur un trêve, ma douce douce toujours, depuis le premier jour. » Mais Françoise, marice à n'apprécie pas ce flashpour le moins abrupt denvide faire un procès au photographe I image publice porte-

C'e 🚃 🚾 vêtements! », 🎟 🖽 dit Jean-Louis, soixante-six IIII, Denise, soixante-quatre trente-huitième anniversaire in mariage s. souvient in dermariage s. Souvient dernière. Les Lavergne écritont à

le Ce fameux jour, (...)
allions, à l'approche de
mariage, faire des achats
Bliv, dirigions
Samaritaine pratiquant le
prottoir de Rivoli (...).
Tout gennelle période: Tout rappelle periode: Tout rappelle periode:
ma fluncée, cardigan, gourmette poignet, la jupe forme qu'elle s'était faite, l'époque croisé j'avais l'époque ciel ma sœur le précédent. époque, je et, d'un geste coutunier, de l'époque cigarette.»

Le souvenir me précis. Trop? M= Lavergue poursuit : « Je por-tais pupe de la chemisier petits carreaux. On warm aussi des similitudes dans l'implantation des cheveux de man mari, mes lobes d'oreilles, au sourcils.» Point déterminant, le couple affirme qu'il a III a pris à III

a perdu celui 🗪 premier trimestre 1950; justement celui de la photo».

instantanée».

Il Lavergne.

Il Lavergne.

rétorque une nouvelle venue
février dernier. Françoise Bornet, soixante-trois ancienne
comédienne, s'est reconnue
tour! a je voulais dans l'ombre, mais quand j'ai articles
sur l'avergne, je suis qu'ils ne manquaient pas d'air!>
Elle des la prise Jacques Cartaud, mon amoureux de l'époque, men pour faire photo. Nous apprentis comèdiens Cours Simon.»

Don Location

partensire, personne in Françoise Bornet, elle, eliché du fameux baiser qu'elle possède, dont le tirage de semble donné la clichés l ses modèles. d'autres personnes», précise Kathleen Grosset, directrice

ne connaissent pas l'existence des photos de la série, ce qui pourrait les ébranler. ul a blessès par 🖫 volte-face » 🔤 Doisneau au printemps dernier. Après avoir rencontre il trois reprises le photographe, dont ill suivent de près il carrière, ill se sont découvert points muns : l'amour baulieue, même nombre d'enfants a petits-enfants. « On a dit qu'on faisait partie a famille, »

placés »

Décus, in Lavergne = alors contro-attaqué. Ils pho-tographier récemment devant l'Hôtel Ville (la photo a été publiée un quotidien Min-neapolis), ils mi rassemblé une douzaine d'attestations provenant (dont curé que a mariés). Tous affirment la ameconaus. Ils présentent aussi que ques portraits contemporains de l'Hôtel de Ville », difficiles apprécier. « Nous manu prèu passer un morphologique », affirme Denise, qui comprend e pourquoi Doi de embarques dans une pareille histoire s'il pense que ce n'est pas

Vraisemblablement, les Lavergne

Pourquoi, en effet? Son clim farceur? La volonté de luira Rapho, Middel Burari ajoute : = = = photo? « Je = voulais

MORES D.

pas briser leurs illusions, répond li photographe, et puis je n'étais sûr de rien. C'est la presse qui a brodê ette histoire. v Pour son biographe, Jean-François Chevrier (1) Doisneau jugeait ainsi son image: Elle n'est pas laide, mais c'est mise scène, ils unt recommence pour moi. « Dès 1983, Doisneau annoncait doc la couleur. woulu l' «entendre», préférant l'image d'un homme travaillant uniquement sur le vif, and la

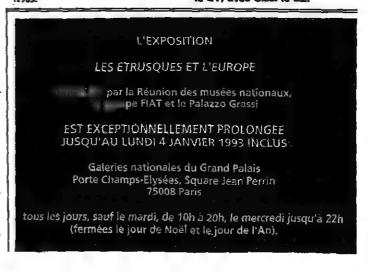
d'images en Robert Doisneau a prises, ce jour de 1950, pour Life? Nous y avons en accès et il sembloien qu'elles in l'Hôtel et Ville». Il ne reste que il photos cette de ceste que il photos cette de dition humaniste. « Pour en avoir le rum net», 🕍 Lavergne iront jusqu'au procès. Si personne ne veut en faire « une question d'argent, mais d'honneurs, histoire a la Blow Up (le film d'Antonioni) tourne à une bouche. Aucun visage, celui de la affaire de pres Au nom du notamment, n'est il Mais le couple est droit à l'image, le époux Lavergne réclament 500 000 francs de dompris, tònjours enlacé, dans trois et intérêts. Françoise l'annes lieux différents : rue Royale d'abord, ma de Rivoli de lieu sûr place de l'Hôtel-de-Ville. Une scule et un pourcentage sur l'utilisation commerciale de la photo. = Rapho pose aurait suffi | Delegation nous a proposé une transaction à 5 000 francs, ce qui est dérisoire », explique Bernard Cahen, l'avocat de M= Bornet. Cette dernière prendre sa me photo. Un la frappe : le fameux cliché, qui ma le «parcours», le deux jeunes par portent plus leur pardessus clair. explique qu'elle n'avait pas M payée Il l'époque. Ce qui fait explo-Autant d'indices qui semblent Doisneau : . J'ai toujours rétri-

mes mus modèles. L'application stricte 🚛 droit à précis, en changeant leurs vêtements. Est-ce M= Bornet? l'image serait pour 📙 moins tirée Impossible | dire. Il | troublant par im cheveux. Le peintre Corbassière a, certes, obtenu 40 000 fram 1991, mar l'uti-Displo prise en contreplongée, évoquée l'ancienne comédienne, mais cette dernière a l'ablien pu la lisation commerciale de son image. Doisneau l'avait hid m volant de découvrir en la muméro de Life. « Elle » prise m haut woiture & carroaux on 1946. Male comment des pres and l'on de la terrasse des Tuileries ». se peut reconnaître peuvent-ils confirme Robert Doisneau, qui confirme Robert Doisneau, qui ajoute: « Je pense c'est mon image. Je savais i je ne pourrais pas faire une photo sincère, alors j'ai pris des figurants. Mais j'avais l'habitude de prendre les au vol, c'est élémentaire.» invoquer = tel droit, quarante après une prise de vue qui ne leur préjudiciable? D'autres personnes anonymes im

des il il célèbres, merre ce peintre, m équilibre me une poutrelle in it men Eiffel (Marc Riboud, 1953). amoureux m haut M la colonne (Willy Ronis, 1957), ce gamin qui s'amuse i tirer une d'immeuble (Doisneau. 1937). Mill To se sont contentés du plaisir de marie sur image qui se joue du temps.

MICHEL GUERRIN

Belfond-Paris Audiovisuel ed.,



responsables and cinq organisations syndicales signataires du protocole énovation 🔳 🖺 grille 🔤 classifications de la fonction publique (FEN, CFDT, FGAF, CFTC CFE-CGC) manifestent leur impatience Dans adressee jeudi 17 august au premier ministre, its 📰 appellent 🚃 i naut arbitiage 🛭 📟 ce demier afir. m débloquer mégociations 36 cours III l'adaptation catégorie (rriveau ticence). Lim signataires i accord ont en particulier soungne qu' 📭 🗯 🕬 ces négociations), le ressentiment de pronctionnaires nu little pur : exacerber x = que « le gouvernement 🗯 🗀 🗀 📗 ia montée in inc. Jategoriels 💹 📦 prémices 📖 iont déjà sentir». aventualité, ont-le ajouté, «nos organisations in amount in arms 📖 pied 💵 prendront feur esponsabilité dans l'action». Cetre i i garde i i i e intervient 🚃 meme où li ministère 🚃 la fonction publique a man le report « début janvier : IN IN CONTRACTOR PROGRAMMENT AND THE CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR régociations, Management prévue 21 décembre. Les discussions | | | le gouvernement III im syndicats signataires achoppent onncipalement 🚃 🔄 «déverrouillege» 🖦 non du sommet de l'annual la least des reniunerationa per Compte rand de l'ecrasement acquei de 📗 niérarente 📠 🖛 -- qui a est ancore accentué === la re-cresien inscrite la la protocole ima carrières 👫 📭 de catégorie II (niveau pac). - les syndicats MARKET AND PARTY COURSE permettralt une

ionation publique dolvent * responsabilité unmordiale ». riesta 📭 e déverrouillage 📠 échelle ancore la pression en ferme de i ouverture in nouvelles négociations portant sur 'amélioration L' AND USED AND AND AND RESIDENCE fonction publique pour laquelle rien n'est prévu 📰 🖺 protocole (le du III octobre). Delebarre, ministre d'Etat chargé mila fonction publique, s'était pour m part I cuverture d'ici il in fin il il imme in m discussions, a condition d'obreoir la la van budoétaire de Mationon, Un I au qui. apparemment, an feit touiours strendre...

- de l'experience

de l'administration. Et d'enfoncer

ie ciou i rapostant que, appelés

il devenir «les muite» il il il il il il a osuvre du manus du

service public», les cadres de 🗎

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

3 Progression de FO min Renault. ~ Force ouvrière (18.97 % des voix) est devenue la seconde orgaaisation syndicale chez Renault au terme du dernier cycle des élections des comités d'établissement. 🗀 CGT (44.7 🐿 perd trois points et, pour la première fois. FO dépasse la CFDT (18,5 11 au sein de «l'entente majoritaire» (CFDT. FO. CFTC. CFE-CGC) qui renforce globablement influence.

syndicats. Mais il risque d'aggraver un peu plus la situation d'un fragile : « Cette loi entraînera 30 % de charges supplémentaires. C'est impossible », disent en chœur G M. Norman Lamont défend le franc. - Le chancelier III l'Echiquier, M. Norman Lamont, déclaré, vendredi III décembre I Londres = cours de sa conférence annuelle devant | presse étrangère réduire les pourcentages leurs photographes. En gros. L. 19 à 30 nombreux reporters. l'avenir s'annonce difficile. Quant aux petites comme Editing. Vu. L. et l'nombreuses agences socialisées afles risument qu'il doutait an que l'Union éco-nomique monétaire puisse éaliser en 1997. M. Lamont a en evanche système monétaire européen, qui a apporté d'« énormes bénéfices » il l'Europe et dont il m prémature de prévoir le décès. De même, le chancelie de l'Echiquier a-t-il défendu le tranc, injustement attaqua selon iui. bien de criden l'économie française est plus solide que l'économie milemande et les marchés devront s'en souvenir.

La Société générale donne le ton

Menaces sur l'emploi dans les banques

Les syndicats ont quitté, ven-de la décembre, la séance de la commission nationale paritaire ia banque, après 🗎 📉 des représentants 📠 📓 profession de s'engager III faveur d'une garande l'emploi. Aucun accord n'a pu lim trouvé sur la politique L'Association française des banques a néanmoins annoncé un relèvement de 1 M de la valeur du point 🗪 1« juillet

Concurrence effrénée, remains plus chères, montée in risques immobiliers, la moitié des établissements affiliés I l'AFB (Association française | banques) enregistré des pertes au pre-mier semestre. Elles s'efforcent done 🔳 jouer sur les frais 🛍 per-

L'exemple plus significatif doute celui il la Société générale. Cette banque, qui affiche pourtant. rentabilité au près a melliards l'impresse de bénéfices au premier semestre, a ouvert une brèche : elle « espère » simplement éviter les licenciements = wew. le grand tabou de la banque française.

Présenté 👪 23 septembre, son par an pendant trois ans contre 1 % auparavant. L'objectif d'obtenir i départs parmi II un employés du man en pro-cédant, si nécessaire. ments. Une menace qui a débou-ché un deux grèves le III décembre,

Les banques réduisent elles aussi leurs effectifs, tout s'efforçant 💹 maintenir un certain renouvellement 🖿 leur personnel. l'on mi encare lois 📺 🔟 000 appressions d'emplois opérées l'an dernier par les banques anglaises leurs homologues françaises 📟 📖 supprime quatre in moins - la cure d'amaigrissement n'est négligeable. L'AFB (239 in salaries) prévoit que im réductions d'emplois atteindront 2,5 in en 1992 1,5 % deux der-nières années. Néanmoins, la plu-part préfèrent utiliser médecine douce, excluant d'emblée im licenciements. Le Crédit lyonnais a mis m place des dispositions qui permettent au personnel m partir plus tôt préretraite de s'en aller de indemnités impor-les (320 francs mini-

Depuis l'été, un millier 🖷 peront ainsi quitté le Crédit lyonnais. La BNP s'est engagée de même voie proposant que pourrait obtenir un cadre afin sortic les élé-les moins « perjormants » et de rétablir » flux d'embauche susceptible de rééquilibrer la pyramide des 🕌 de la profession.

« Nous ne pas I = 1444 grandes licenciements dans les banques. D'ailleurs, le rythine is suppressions d'emplois ne poursuivra indéfiniment car nous atteindrons bientot in ier», assurait jeudi 17 Manulus m. Jacques Peltier, directeur la relations sociales la l'AFB, la l'AFB, la relations sociales la l'AFB, l'AFB d'une rencontre | l'Association journalistes de l'information (AJIS). Dans un conditions, la profession ne voit pas la néces-la « développer de façon sire la reconversion de la conversion de la con mais admet qu'il lui faut dépenses formation, qui repré-🚃 solariale.

Une attitude peut-être para-doxale. Le sommes que dépensent les banques pour inciter man salariés de quitter m scraient-elles pas micux utilisées au profit M la formation interne un

> JEAN-MICHEL NORMAND # ÉRIC LESER

Pour protester contre le plan social

Les syndicats d'Air France appellent à une nouvelle grève le 23 décembre

L'intersyndicale d'Air France a fancé un appel à un nouvelle grève, mercredi 23 décembre, pour protester warm le plan balli 🚾 🖿 compagnie. L'arrêt le truvail devrait durer trois heures quarante, de la heures qui restent à détermi-Vendredi i décembre, les neuf syndicats le pure la u sol ont en les les de doycotter toutes les réunions officielles avec la direction».

Le jour même. Le manifesté devant le

nu broser on tot

Les journalistes photographes

seront considérés

comme des salariés

sur la rémunération des photographes («le la l'Écono-

mis du de octobre). Après six

semaines de négociations difficiles, un projet loi devrait être soumis

à l'Assemblée nationale dans 📓

cadre the diverses manne d'ordre

législature, dimanche III décembre.

Ce projet de loi vise à clarifier le

social im photographes de

presse. Les agences, en effet, rétri-buent leurs photographes essentiel-lement en droit d'auteur. Ce sys-

teme permet aux agences il remer un minimum de charges patro-

tion sociale précaire pour le photo-graphe. C'est pourquoi les

syndicats demandé à que les photographes demandé à soient rétri-bués salaire pour bénéficier de la convention collective de journa-

listes, plus avantageuse pour 🖿

photographe mais plus onéreuse

En affirmant que la photogra-phies de la la presse, e com-

pris images d'archives, les

occasionnels, devront être payées
salaire, le ministère la affaires

sociales me fait qu'appliquer le

code in travail in the raison aux

Les conséquences sont multiples

risquent d'avoir de effets inverses ceux de « Pour s'en

Nortir •. les grosses agences (Gamma, Sygma, Sipa) pourraient licencier de de la lacencier de lacencier de lacencier de la lacencier de lacenci

agences spécialisées, elles risquent simplement de disparatire », allime III Grosset, responsable de FFAP, syndicat d'agences photographiques. Le photojournalisme français, peut-être le plus iche au monde, s'en tronverait

riche au monde, s'en trouverait

les responsables d'agence.

nales, mais il procure

Le ministère des affaires sociales

siège de l'entreprise, tandis que 🔄 syndicats refusaient déjà 🖶 particiaux commissions paritaires chargées in préparer in des licen-des limits susceptibles il visiten-ciés. Cette l'in devrait india le nom les des cinquante per-sonnes concernées par des congés OF THE PERSON.

Devant les le président ille la compagnie, M. Bernard Attali, a précisé que « le nombre de licencie au titre de l'el en faible; de l'objectif devrait être atteint » sans y recourir. En revanche, il se montre pius pessiwill sur 1993 : a Les limites des u faire sentir», écrit-il illia un texte de pages de vendiscours prononcé la sella desarra les cadres. Dire qu'll n'y aura l'entreprise », reconnaît-il.

mesures de redéploiement et des mesures reposant sur 📗 volontariat commenceront vralsemblablement à licenciements, ce in a à

Les mutations du secteur de la formation professionnelle

M. Praderie veut transformer l'AFPA en une entreprise

Devenu en mars directeur général 🖮 l'Association nationale pour la formation des adultes (AFPA), M. Michel Praderie 🔳 essuyé, mardi 15 décembre, 🖿 première grève. Gêné... par la grève de 🕍 SNCF, 📓 même jour, 🕍 mouvement, qui 🛮 🚻 lancé 🚃 🔤 cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC M CFTC), n'aurait MM suivi que par 30 % il personnel, mais il traduit bien un malaise.

Depuis de années maintenant l'Association nationale pour la for-mation il adultes cherche ricusement voic pour évoluer. Cette institution domine le de la formation professionnelle la préparation i ma diplômes du niveau du CAP, n emploie 10 000 personnes. fesseurs ou moniteurs et (1) chologues. Avortées ou ratées, in différentes tentatives de transforme tion ont toujours révélé lu rétiénorme paquebot. Imposées, parfois maladroitement, comme la cuertal d'objectifs di mars 1991, signé avec M. André Laignel I es secrétaire d'Etat I la formation profession-nelle, les réformes I an II chaque III tendance à se dissoudre dans le

Dans and conditions, la tactique de M. Michel Praderie, bien décidé à « accélèrer le processus a était simple. « Quand un arrive. Il faut adépècher, pour stabiliser ensuite a plus en parler », a-t-il expliqué la 16 décembre au une d'une conférence i presse pour réaffirmer sa volonté de «sortir d'un i anky-losé, de passer d'une figée à une plus grande adaptabilité » i de transformer ainsi « une fédération de centres FPA m une MVV

Auprès syndicats, un tel dis-cours mal, and l'immédiat. Ils reprochent «l'arrogance» du employé, l'agressivité m l'autoritarisme du nouveau patron. Pour mener la contre-offensive,

contestent les premiers éléments d'une politique qui met met meuvre, mu programme d'informatisation en panne depuis quatre prémices d'une gestion prévisionnelle de l'emploi et, surtout, d'audit contenu d'un rapport d'audit interne sur la « déconcentration » de l'AFPA. Les psychologues, parti-culier, voient la menace, pour ce partire d'une séparation entre qui seront rattachés aux de formation, et ceux uni, m niveau régional, élaboreront procédures d'orientation.

> Moyenne d'âge : quarante-huit ans

refroidir», M. Praderie maintient le cap. Oppose I in regionalisation de l'AFPA, il suppose I déconcentration permet III sauvegarder un statut national » en tenant compte «du falt régional». Il diminuer de effectifs du siège et, parallèlement, renforcer la directions régionales, notamment en désignant un directeur adjoint qui désignant un directeur adjoint qui serait le responsable il centre psychotechnique. Il gestion prévision nelle s'impose en pour motifs évidents. Chez professe la moyenne d'âge actuellement quarante-huit et « il y aura un problème considérable un renouvellement » qu'il entend régler travail I temps partiel, préretraites progressives préretraites FNE (Fonds national » l'emploi), le national l'emploi), le le d'effectifs ».

Au total, plus & 8 000 sala-rics, 4 600 à 111 personnes par an, we moins trois ans ». devraient être concernées par ambitieux plan de mutation qui, plus, permettra de renforcer « la ligne de production» pour la formaDans ensemble, d'ailleurs, il faudra mana des la grosse troupe des 600 comptables de l'AFPA l'informatisation et l'adoption - l'informatisation et l'adoption - l'une compta-bilité analytique vont obliger à la

ALAIN LEBAUBE

M. Bush et M. Major veulent un accord rapide du GATT

George man entend achever son mandat, le 10 janvier, n tranché dans la conflit qui oppose les agences photographi-um aux syndicats la journalistes un accord sur M GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Il l'a dit avec insistance, vendredi 18 décembre, I M. John Major, premier ministre britannique 🕥 président en exercice de la CEE, qui l'a écouté mus sympathie, et à M. Jacques Delors, le président in Commission européenne, qui s'est montré plus sceptique.

WASHINGTON

ni iviti correspondant

la des représentants de la CEE en fin il marini à la lite Blanche, pour un entretien = un déjeuner - travail - deux - II demic, président américain a entamé la conversation sur adir question. Il vee un « accord de principe - sinon un complet en due forme - de à la mi-janvier, devant permettre de conclure in négociations de l'Uru-guay Round destinées à libéraliser plus avant le commerce mondial. MM. Bush et Major indiqué qu'ils demanderaient à leurs repréau GATT, à Genève, de reprendre la discussions début janvier pour qu'« un accord substantiel » en place une plus tard.

M. Delors a espéré qu'on pourrait

Sans désigner nommément France, le premier didne britannique, dont la présidence de la Communauté vient à échéance sin décembre, s'est il a préoccupé par lu position actuelle 🛎 certains pays européens» qui pourraient alaisser echapper un accord à portée de muin». La tonalité était bien difféqui, lui, a La la Etats-Unis «à faire d'autant d'ouverture que les Européens affaire. doute, cette différence d'ap-proche explique-t-elle l'annulation rence qu'il devait tenir
M. à l'issue leur
entretien à la l'im Blanche. Les Britanniques n'ont per donné d'ex-plication aux consciencieux journa-européens qui cru

devoir se déplacer pour entendre 🗷 président en exercice de la CEE. L'épisode faisait les peu sensopéen». Parmi la casta qui peuvent inciter by the state of vouloir faire rapidement progresser les pourparlers, entamés il y a li ans en Uruguny, figurent im readez-vous du calendrier politique : la re-tive des élections législatives francaises en man - et l'installation Washington, le 20 janvier, d'une INVESTIGATION OF THE PARTY OF

Si M. In Major m préoccupé » par la position d'un per curopéen, communautaires faisaient valoir em e responsabilité de la blocage du hair dan au moins partagée 🗷 🚥 pouvait 📇 imputée à la scule volonté de la France de défendre, male que coûte, magriculteurs. Conclu I la mi-novembre entre 🖃 Etats-Unis 🔳 la Commission, «l'accord Mashington», qui réglait différend agricole parties, expliquent les mêmes sources, n'a le négocié par le repré-que parce qu'ils avaient reçu, préalable, l' que Washington avancerait ensuite Round : Pindustrie, La services, l'acd'une Organisation multilatérale du commerce (OMC).

> Promesses oubliées

Or, dans the m domaines, in Etats-Unis trainent aujourd'hui in pieds. uni s'ils din revenus sur la pris avant la négociation de la Washington», rapportent in the particular nautaires. Les Etats-Unis auraient abandonné la «ligne» qu'ils malant présentée aux négociateurs 🗀 la Commission. C'est le cas sur un sujet très sensible : la création d'une organisation multilatérale du commerce pour au GATT, disposant d'un règlement de conflits. lolus lls se 301 kur législation commerciale, qui permet le contrepreneurs rence déloyale la la part la catel la tel position qui cadre mal avec la rhéto-

DW la petite phrase M M. IM appelant les Américains «à faire preuve d'autant d'ouverture » 🚥 les Européens en ont manifestée avec «l'accord Mashington». Sculement, im milieux communautaires de que la position de la CIII scrait plus forte si, entre-temps, li France n'avait me ourement et simplement rejeté «l'accord 🕋 Washington», la qualifiant, pour reprendre l'expression de M. Roland Dumas, ministre de distribute étrangères, de "nul et non avenu », et jetant ainsi le dom aux Etats-Unis au la valeur il tout manul négocié per la Commission au nom im Douze... !" une qui, dans 🖛 milieux communautaires, provoquait incompréhension, dépit, que l'on jugezit parfaitement « contre-productive » offrant, sur un plateau, des urpaux Amariam pour impute la scule Finale la responsabilité du plocage.

La Commission n'en m pas man prête il manur les distantivi l Genève, al de déposé ses «instruprésentant positions sur was be volcts du Round, La la la mi-janvier paraît optimiste. Il reste de gros dossiers à négocier entre les cent huit concerné. C'est qu'à Paris M. Dominique Strauss-Kahn, manni français il l'industrie e du commerce extérieur, a réaffirmé 🖦 actuel » projets du GATT concernant E textile «n'était us satisfai

M. Major en reparlera 💷 week-end à Camp David, où il m This du président Bush. En principe, les ommes devraient s'entretenir de la l'ex-Yougos-💷 commune 🌡 🎟 sujet. M. Major a eu, d'autre part, une conversation téléphonique avec la président élu, méchante rumeur washingtonienne aurait fait meet qu'il n'entendait pe recevoir E premier ministre britanni Motif: une certaine depuis le Parti la la joué en auprès 🖛 républicains la campagne la améri-

media aut les ceux a de la distribution

Carrefour précise la nature de ses relations avec l'allemand Metro

«Au 📥 🖷 maisons mères 🔳 dehors d'une grande estime, il n'y
d'autre lien e estime. Il n'y
et l'aliemand estime en estime carrefour cis, je ocux vous dire de Metro detient action Carrefour, ni directement ni indirectement »; le président du directoire la Carrefour, M. Daniel Bernard, a de les poi sur les « i » à propos des relations entretenues les deux géants de la distribution couper aux suscitées pur le groupe français après plusieurs années chez

La « relation d'alliance 🔳 d'amitie » entre les deux entreprises, ancienne, est sur le principe suivant : « Quand l'un des alliès suivant: «Quand l'un des alliès déjà fort mu nays que l'autre y arrive, il peut y avoir utilisation des connaissances du pays des syner-gies d'achat ou de créution de joint-venture ». Ainsi dans l'Hexagonu Carrefour possède ! de Metro France. En Italie, aussi, de deux France. En Italie, aussi. deux groupes créer un joint-venture (60 % Carrefour, 40 % Metro), un management Carrefour. « Il n'y d'unités Carrefour commandement Metro et réciproque
D'ailleurs, a fait remarquer manifester avec la reprise d'Asko que strutèxie sphère d'oristrutégie sphère d'ori-

Far ailleurs, Carrefour a modifié vendredi 18 décembre sa structure : société anonyme à la d'admi-nistration, de devient société a directoire et de surveillance, La Daniel man prend la présidence du premier et M. Jacques Fournier du Dans une telle structure, ale conseil de surveillance représente les actionnaires mais il ne gere pas. L'entreprenur, c'est le directoire», a expliqué M. Fournier, Plus précisemment, chez Carrefour, a sociation naturelle du conseil de surveillance est le portefeuille métiers, le portefeuille pays et géo-graphie et capitul», mais il n'a aucun pouvoir operationnel. En particulier, son président « n'a pas le droit de signer un chèque, il n'a pas le de nommer à un les bres du directoire et son président ». En revanche, il peut révoquer celui-ci en taat que président celui-ci en taat que président mais en tant que membre.

PARIS

77 11g

11

\$ 1500

** 4 1 1

 $\mathcal{A}^{\alpha} = \mathbb{I}_{\alpha, \beta = 0}$

A 3 (4) 15

- 4 - 821 g

Un coup pour rien

INDICE CAC 40 Espoirs décus

baisse des d'intérêt allemands, + 0,11 % accès de faiblesse répétés du franc, du en de base bancaire.

incuiétudes croissance I 1993, critiques de préparent les little de fin d'acces in in bonnes résolutions pour 1993 prennent forme, 🗎 boursiers manquent singulièrement de certitudes sur l'année à venir.

Du coup, ils préfèrent s'abstaràr de venir sur les marchés et le volume des trensactions se réduit peau de chagrin. En fin de 1992. parfola l'es-prit ailleurs, le songent peut-être un joies familiales plutôt qu'à l'accumulation de un bon prétexte pour attendre MI La plus optimistes ou plus s'accrochent encore et toujours à l'espoir de voir la Bundesbank changer enfin son fusil d'épaule et entraprendre

de beisser ses taux. Les annium s'obstiner à court France France repartis à la hausse, par de la spéculation renalssante contre 🗎 franc. Les

les progrès enregistrés depuis deux mois. Voilà qui ne va faciliter la reprisa espérée pour catastrophe : catastrophe : dominante. par le ministre l'économie,
M. Michel Sapin,
M. Michel Sa presque insperçues II n'y

Du coup, le differ un le pertinence de la compétitive » et une prix du franc mana une Des la l'op-position, des organisations petro-nales et syndicales réclament soit le décrochement du franç face au mark, afin d'accélérer une d'intérêt, mesures plus vigoureuses de sou-tien de l'activité,

Les interes entre 1929 et 1992

Demike raison pour faire preuve d'une extrême prudence, les opérateurs sont travailés per un certain nombre de scénarios catastrophes publiés ici ou là. Au moment où se multiplient les comparaisons les plus audaciouses entre la situation actuelle et la dépression qui a suivi le sjeudi noir» de 1929, les boursiers les plus malicieux font d'ailleurs remarquer que 1992 est un anagramme en chiffres de 1929.

. Ca qui ne fait pas rire tout le monde. Ainsi, le très sérieuse et respectable London Business

18-12-92

1 434 391,60 2 221

DIM,

School (LBS) mention quatre simi-fitudes fortes entre 1929 et 1992. Premier Illiment d'un scénario dominante. Uma la 30, la Royaume-Uni Aujourd'hui, poursuivent la ble, leur étant comperalancée per celle de l'Allemagne et du Jepon. Second facteur potentiellement récessionniste : la propagation du protectionnisme. La LRS met en parallèle las amégo-cietions du GATF et de de

bemières douanières après 1929. La fragilità du système financier international constitue le productiva danger. Dens les années 30, plusieurs banques ont fait faillite, les aurvivantes il me plus qu'hési-times il accorder des crédits. Dans les années 90, le même type d'appréhension bancaire se retrouve au Japon et les baisses des taux d'intérêt des benques cerntales aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne n'ont pas été entièrement répercu-tées auprès des emprunseurs.

Enfin, dernier point similaire, le timidité de la politique budgétaire. Dans l'entre-deux-guerres, la relance keynésienne par le déficit budgétaire n'a été pratiquée que partiellement et avec retard la pertir de 1933) aux Etata-Unis. Auparavant, les gouvernements observaient une orthodoxie totale en

Immobilier et foncier

18-12-92

3,00

ce qui aggravait dépression. Aujoutd'hui,

à l'exception du Japon, l'ortho-

consiste i mariera il illi

get ele moins déséquilibré possi-bles. Des la plupart :

déficit budgétaire n'a pour objet de relancer l'économie, il

n'est qu'une conséquence 📟 le

Du côté des valeurs, Total s'est mise en évidence en repassant net-

tement sous son cours de privati-

(230 en juin) 1 222 francs vendredi suite à l'an-nonce d'une baisse d'environ 50 %

de ses résultats en 1992. Le prix

da vente, jugé trop élevé lors de le privetisation en juin à la lumière de le dégradation des bénéfices, n'e

pes manqué de soulever des com-

mentaires peu amènes sur les pra-

Autre titre melmené et que les

boursiers ne portent pas dans feur

cour : Hachette. L'action a atteint jeudi en séance son cours le plus bas de l'année à 70 francs avant

de se redresser vendredi à 77 francs, juste au-dessus du prix

fixé pour la future augmentation de capital (76,30 francs) de 900 mil-lions de francs, prévue pour le 31 décembre après l'approbation

des actionnaires réunis en assem-

blée générale le 29 décembre. La prix de 76,30 france annoncé le

25 novembre représentait alors une décote de 20 % per rapport au

Métallurgie, mécanique

18-12-92

173

ERIC LESER

DMI.

7 6.10

DWt.

cours de Bourse.

tiques de l'Etat actionnaire.

Résistance

Street s'est retabli

points au cours

NEW-YORK

en fin U semaine, grace essentiellel Cexpiration vendredi d'op-tions trimes-triels de la fameuse journée a des trois sorcières ». L'indice Jones walcurs vedettes s'est ainsi inscrit vendredi en clôture 1 3 313.27 points, en hausse 1 9,19 points (+ 0,28 a pu du seuil

Le mouvement de prises de bénéfice, amorcé la semaine dernière, s'était poursuivi 🔳 début 🞩 semaine. Mila la pertes se and accélérées après l'anmardi par 144 (1) 25 (10) suppressions d'emplois III la constitution d'une provision de L'action IBM risque de terminer l'imme en des-50 Indian indiané des analystes, alors qu'elle en valait

près de 90 dollars à la fin de 1991. Ce qui n'a un empêché la new-yorkaise in faire in 1,3 % vendredi atmosphère très active en raison de la «journée Mi trois sorcières».

Après avoir perdu qui a généralement pour effet de une cinquantaine gonfier l'activité et d'éclipser temporairement la tendance fondatrois premières mentale marché. Les bons résul-128 of seances | la tats enregistrés dernièrement par l'économie américa | aussi | l'économie américa | aussi | I l'origine de l'embellie m tin m

semaine à Wall Street, le marché obligataire, le d'intérêt du Trésor à 30 ans, principale valeur m référence, a évolué irrégulièrement pour terminer la semaine il 7,43 iii inchangé par rapport I vendredi

demier. Indice Dow Jones du III décembre: 3 313,27 points (c. 1 304,08).

ote : a araier be	Itten for a	DA MAC
	Cours 11 déc.	Cours 18 déc
Alcon	72 1/8 48 5/8	72 1/6
ATT	48 5/8	15.70
Boeing.	34.3/8	III./XI
Chase Man. Bank	27	27 1/4
Du Pont de Nemours .	49 1/8	50 7/8
Eastman Kodak,,,,,,	41	40 3/4
Egron. ,	80 7/8	0.00
Ford antiques of the santitudes	42 5/B	40 3/6
GATHER MOCUTE	83 3/4	96 7/8
General Motors	33 1/2	33 1/4
Goodyste	69.1/4	10.00
TT.	14 55	12 777
The second second second	99 3/4	70 1/4
Mohi Ol	7/8	63 1/2
Pfizer	78 1/4 58 1/2	1 3/4
Solivandel Sel viriles or	80 1/4	60 3/8
UAL Corp. (ex-Allegia)	WE 210	90 40
Union Carbide	16 1/2	100
United Tech.	47 1/8	44.00
Westinghouse	12 7/8	12 1/2
Vanera Com	77 7/4	40 70

0.98 % mercredi et de 1.39

de vendredi.

manière plus fondamentale,

ció de l'espoir que le gouvernement japonais révise l'impôt foncier possèdant

terrains importants, généralement

plus affectées par 🖺 crise 📰

l'immobilier. Certains investisseurs

TOKYO

Poursuite du redressement

Encore une légère progression cette semaine à la Bourse Tokyo mnis sans Bourse Tokyo aussi Lim. 4 1,37 % qu'elle pour d'un retour .

confiance dans
l'économie japonaise. D'un vendredi il l'autre, l'in-17 of points, jugée pourtant infranchissable il encore quelques 17 680,74 (c. 17 441,02); Topix

Les considérations techniques

au nouvelle fois pris le pas

autres au Kabuto cho, à dominé pur le opérations et per investisinstitutionnels et institutionnels et institutionne

[343,77 (c. [32	5,15).	,,,
	Cours 11 déc.	Cours 18 déc.
Bridgestone	1 270 1 140 1 350 1 820 1 330	1 290 1 150 1 370 1 840 1 380

LONDRES Optimisme

+ 2,7 % La Remai Londres a célébré le sa manière et par anticipation les

de fin d'année en gagnant 2,7 sur la semaine, m milieu m signes de reprise économique. Ini-tialement, le par la apparent du current européen d'Edimbourg avait and la tendance après deux semaines consécutives de prises de bénéfice, la la la la ment la reprise s'est la la en fin de semaine sur de d'achats informatiques et des achats institutionnels III fin d'année.L'indice Footsie 🝱 🎹 grandes valeurs a ter-miné à 2 789,7 points, en hausse de 73.5 points (2,7 au vendredi précédent, frisant son record historique de clôture le 1º décembre à 2 792 points.

L'économie britannique a montré quelques signes de convalescence, avec l'annonce d'une hausse inattendue de la production indus-trielle de 0.3 h en octobre. Le défide la balance de paiements britannique s'est reduit a 2.18 milliards de l'ivres au troi-sième trimestre de l'année, 3,088 milliards de livres au deuxième trimestre. Une réduction ne fois plus importante que celle attendue par les analyment de la décembre : 100 valeurs 1 789,70 (c.2 716,20); valeurs 2 147,60 (c.2 062,80); d'or 65,50 (c.65,70).

	Cours 11 dés.	Cours 16 dés.
Aliad Lyona P STR	6.12 2.21 5.10 4.54 8.18 9.12 22 10.18 13.55 6.36 6.46 10.62	6,44 2,29 5,34 4,48 7,89 7,84 23,50 10,25 13,83 6,61 10,88

FRANCFORT Hausse technique + 1,1 %

Ce sont des facteurs essentielle-ment techniques, le marché étant peu animé Il l'approche des fêtes de fin d'année, qui expliquent la progression de la de Franc-semaine, alors mauvaises nouvelles se sont sucpour l'économie allemande. L'indice DAX des III principales valeurs a tout de même terminé vendredi 1 492,04 points, en

hausse de 1,1 M.
Durant M semaine, la Bourse a fait du sur-place, perdant le lendemain ce qu'elle avait gagné in veille. Ce n'est que vendredi que Vene: Ce hest que veneter que l'indice DAX a gagné 1,08 %, mais cambistes soulignent que l'illiant a causée par des facteurs techniques et n'indique en aucun une tendance optimiste. Les mauvaises nouvelles économiques

en effet encore succédé cette sentaine M Allemagne. L'institut de prévision économique munichois IFO mainsi annoncé lundi qu'il revoyait prévisions économiques pour l'al baisse. Il estime que le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne devrait recuter 0,5 % 1993 alors qu'il tablait encore en novembre sur une hausse 0,5 %. Les prévisions III l'OCDE publiées mercredi ne sui guères moins pes-simistes puisqu'elles estiment su 0,5 s 1 % le taux de croissance en

Allemagne pour 1993. Indice DAX du ■ décembre : 1 492,04 (c. 1 476,01).

	Cours 11 déc.	Cours 18 déc.
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Kantuck Mannestral Siemens Volkswagen	147 201 253,30 235 627,50 231,50 485 219,80 581 247	151,50 202,40 254,90 238,50 625,50 238 228 584,50

Denques :	ati mener se		respectab	ie L
Agroalim	entaire		Distribu	tion
	18-12-92	DHY.		18-
Biongrain Biolitania Sighir Fromagarina Bul Fromagarin	2874 924 814 3366 3376 346,90 127,90	- 98 - 22 + 20 + 5 - 119 - 10,50 - 18,10 - 5	Alescience Sup Bon Marché	2
Assurance	8	•	Coyence Gott Printemps Promoties	.1
	18-12-92	· Diff.	SCOA	
AGF AND I REGISTER OF THE PROPERTY OF THE PROP	+ 486 + 975 + 315,6 + 620 + 363 + 441,2	+ 35 + 15 + 24,1 - 126 - 23 + 17,2	Electricit	18-
Bátiment	et matés	iaux	hartedeigne	3
			Legrand	3
Stuyguet	18-12-92 544 279.50	DHf. + 8 - 7,50	Media Geria	
Cotes	816 25,06 659	- 1,06 - 38 - 7	Schoolder	
Jean Lafebyra	129 780 318 186,10	+ 2 + 8 - 5 - 2,10	VALEURS L TRAI	TEES
Spirat-Gobain	462 171 293,50	- 11 - 1,40	Alcohol Matheman	- 1!
Chimie			Total	2
	18-12-92	DHf.	Società pinéssie.	
Air Liquinted 1	8 850 175,50	+ 2 - 6 - 16 - 100 - 250 - 32 + 2	Pungert Esux (Sie des) Seix: Sobelt Carrefour Ordel (L') Seix Air Republe (L') Accer	
Roussel-Uctari Syndsilabo	1 150	+ 15 + 5		VOL
Consommat	ion non a	imentaire		11-1
	18-12-82		RM	209
StC	+ 924 + 211,8	= 24 - 18,2 - 16	Actions	20 30
EBF	+ 238 + 700		Total	22 4
Groupe Andri	+ 400 + 600	* 1	Françaises	DICES 10
L'Oriei	+ 967	- 1 + 22 - 18	Etrangères	
Saloman	+ 336 + 1100	3		
Yves Saint Laurent Zodiec	+ 510 + 1340	+ 12		14-1
			Indian of a	46

- 10 - 40 - 123 - 1,50 + 7 45 43,40 34 1,40 4 40 428 453 453 463 463 340 1227 246 337 128,80 2 221 = 146,00 + 464 + 1180 -De District. Press-Life ... Issistel 160 365 1 850 1 374 648 624 - 1,25 - 11 - 42 - 12 - 46 - 46 295,50 206,50 574 570 640 127 30 - 1 - 1 - 21 - 27 - 36 - 11,30 Investissement et porteleuille 18-12-92 DIN. cité et électronique Mines d'or, diamants 250 430 70,5 940 1250 1260 275 726 124,9 173 346,2 264 257 261,2 221 10 1,4 1,5 8 2 20 2 43 3 6 16,5 8 7,1 0,5 18-12-92 18-12-92 + 32,85 + 22,1 + 63 + 34,86 + 10,75 + 7,26 + 14, + 18,06 + 83 - 7,65 - 0,8 - 4 - 1,15 inch. - 0,3 - 0,3 - 1,18 inch. 670 465 348 570 3918 179,14 454 207 2 415 663 123,50 Eurafounce (1) ... Guz et Estat. Attrino-Westlef. Randgatton arbite Nord-Est... Particusco....... Particusco...... Page and American Ame **Pétrole** 18-12-92 DIN. LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM) - 059 + 0.20 - 2,10 + 7 - 78 - 12,80 84 331 224 742 579 321 IS LE PLUS ACTIVEMENT ELF-Aquita Essp-ELF---RAITÉES AU RM (") Valeur on cap. (F) Balton S 1 520 306 304 578 2 254 781 1 491 482 1 492 585 749 590 779 506 177 322 141 814 289 230 1 205 236 313 598 340 493 36254E Bull Coals. 160,550 147,361 160,510 465,571 426,113 301,367 301,785 307,786 317,281 285,591 285,730 215,002 Sicomi ou ex-sicomi 18-12-92 DM. 629 - 11 - 12 318.50 insis, 409 + 5 725 insis, 128.20 - 1,30 376 - 30 -11.7 -11.3 -10.9 -10.7 -10.5 - 14.5 - 4.2 - 4.2 Genetica.... Genetica.... Inscripti STP Intertell Explore Locketus Transports, loisirs, services LE VOLUME TRANSACTIONS (en la francs) Off. 18-12-92 11-12-92 14-12-92 15-12-92 16-12-92 17-12-92 + 622 + 1180 + 1080 + 155,1 + 355, + 361,4 + 160 + 2027 + 361,5 + 76,7 + 413, + 460,5 + 343,1 + 466 + 344,5 + 345,1 + 345,1 + 346,5 + 1 118 2 062 022 2 699 293 2 637 801 19 825 323 17 237 631 37 742 434 37 727 388 117 596 153 290 148 732 159 365 159 355 . 22 432 108 21 551 025 III III 943 40 590 459 40 365 159 HIDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 dicerdus 1991) 100,9 87 99,2 85.5 INDICES CAC (du lund) au vandred) 14-12-92 | 15-12-92 | 16-12-92 | 17-12-92 | 18-12-92 480.5 Base 100, III décembre 1987) icu CAC 49 . | 1 TTL | 1 TAL | 1 736,69 | 1 739,37 | 1 TTL MATIF Notionnal 10 %. - Cotation en pourcentage du 18 décembre 1992 Nombre de contrats estimés : 98 184

ÉCHÉANCES

JUM 1993

111,28

111,64

111,62

MARS 1993

110,74

111,12

111,12

DÉC. 1992

109,48

109,88

109,84

5 2,9 1,5 1 25,4 11 4,85 2,2 2,7 18 1,9 111 8 5.5 8.1 7,8 Valeurs à revenu fixe ou indexé Day. 18-12-92 99,88 100,10 0,06 lack. lack. 0,25 10 0,40 0,55 0 35 0,20 9.80 % 1976 ____ 9 % 1975 ____ SEPT. 1993 99,80 101,60 101,50 5050 98,20 98,20 -97,65 -98,45 + 10.80 % 1979... 111,08 CHE 3 %____ CNS Per. 5 000 F. CNS Sees. 5 000 F 111 111,32 CM 5 000 F.

Crédit et banques

Comp. ban BNP CI Cetalem CPR

18-12-92

306.50 + 421.50 + 983 + 234.50 + 210.50 | 922 | 334.50 + 422 | 1090 | 580 | 940 | 244

OHT.

1,60 27,90 48

3,80

1,60 2,50

五位計1214位

COURS

Premier...

Demier.

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le franc suisse et l'écu en vedette

Deux compartiments du marché international des capitaux se mis en évidence ces jours, ceux du l'écu. Chacun à sa manière reflète les difficultés de la construction européenne. Parce qu'il est la monnaie du pays qui vient la refuser de la l'Espace économique européen. Franc suisse bénéficie d'intérêt. Voyant le niveau in rendiminuer fortement, nombreux profiter de la situation et s'endetter dès I présent 🖚 🖼 suisses, anticipant sur leur programme de la 1993. D'autres attendent, espérant dans quelques mois conditions qui pourraient leur plus favorables. Le ma passe dans une ambiance un peu survoitée, inhabituellement animée à quelques inhabituellement animée à quelque à quelq

En écus, des un marché de de de de de mois, em émission de taille plutôt faible a vu le jour. Elle se distingue par la qualité de l'emprunteur, la Communauté économique européenne, qui ne ménage aucun de ce panier de mounaies qui est une des grandes al «non»

Plusieurs derniers emprunteurs étrangers suisses entendent conserver tel quel le produit de leurs opérations. La desse re leur l'es peu peur car elle est forte il présent. Cette fermeté, qui limite leur risque de change, est d'ailleurs princirémunération qu'ils auront à servir porteurs le leurs obligations. Les coupons d'intérêt varient de 5,50 % le 90 pour des durées allant de le 2 dix ans. L'Irlande, qui s'est présentée, vendredi décembre, par l'intermédiaire de mesure de lever la milke de francs pour 🚮 🚃 l un coût total, et commissions inclus, de

6.06 % l'an. La différence est grande par rapport 11 7,60 % que ce pays a déboursés pour obtenir des fonds de même durée 11 libellés en deut-schemarks. La comparaison avec marché national du débiteur l'année prochaine davantage de fonds en devises qu'en 1992.

La CEE emprunte pour les pays de l'Est

Pour part la Finlande a obtenu par l'intermédiaire du Crédit im-un montant important, de l'ul milde francs pour une de de huit Ce peu à ainsi une d'emprunts en monétrangères qui devrait atteindre en l'équivalent de quelque 7 milliards de dollars américains en 1993.

obligations de émises l'émises l'é est de 6 %. Un autre emprunteur de premier plan, controllbank, a pu se un coupon de 5,50 seulement pour son emprunt a 300 de franca suisses qui a la ansi commerce extérieur a l'Autriche et ce commerce extérieur a l'Autriche et ce suisses arant l'Opération, qui a l'autriche et ce ranali l'opération, qui l'emprunteur. La Kontrollbank drainer pour environ milliards drainer pour environ milliards transaction était confiée la

Cette même banque a aus dirigé un emprunt particulièrement avantageux pour le compte du Crédit local de France. un de 125 millions d'une durée de ans qui, suisses et compris, revient a 5,77 à Fan. Le de a pourtant décidé de conclure un contrat d'échangs aux termes duquel disposera de follmen dollars

banque 📰

bien Libor.

Si m compartiment m l'écu retrouve quelque importance chains mois, il devra beaucoup services E Communauté européenne. La CEE est venue à son aide endi lancant une opération de millions d'écus dont elle ma reprêter produit à la Hongrie. Sous direction d'un établissement britannique, BZW, l'eurobanque de Barclays, l'affaire . Mi bien accueillie. Son succès ne permet certes pas de conclure une réouverture ce grandes émissions, il montre que la unantime de La II moyenne sont possibles pourvu que ses conditions ne soient par sévères. L'expérience pourra répétée 📰 janvier ou en février 🛚 l'amin' de provents emprunts de la CEE, l'un de 110 millions d'écus mai le produit sera reprêté à l'Esto-nie et à la Lituanic, les autres étant destinés la Bulgarie e la Rouma-

façon différente, que la Communauté envisage le compte de M Handa il s'agit d'un montant 🖦 349 millions were qui devraient en en nus auprès de banques internatio-La solution d'un prèt bancaire convient i ce i i i i i i car elle ci i i grande souplesse tant pour ce qui en de la mise il disposisement. L'affaire pourrait être concine avait Noël. Elle s'inscrit le cadre d'une grande opération d'aide alimentaire, médicale et technique en faveur des pays qui su succède l l'Union soviétique. Le tout de 650 millions ont déjà été levés en deux étapes sous la distribut du Cré-

C'est aussi un écus, mais d'une

dit lyonnais.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Fièvre sur le franc

De la Man rampante, qui mugeait III franc français depuis niusieurs semaines, on 📖 passé 🛚 l'accès un peu plus aigu, pour revenir du week-end. Le man il deutschemark I Paris, qui auparavant fleuretait avec les 3,42 francs, à un centime plafond de 3,4305 francs, atteignait 3,4230 francs jeudi, après l'annonce du relèvement un taux de base de banques (voir m rubrique Manal monétaire obligataire »).

La Banque la France m surtout Banque Mallemagne intervenaient alors, tandis que M. Michel Sapin, ministre i l'économie et 📻 finances, répétait 📭 le premier ministre, Pierre Beregovoy: On me devain my le monté d'un par des a performances sont la meilleures d'Europe l'in-flation, du déficit budgétaire et petite phrase fort remarquée : « La coopération franco-affernande pourrait s'approfondir dans les rename a venir, s'il 🗎 faut.»

Aussitot, in commentaires aliaient bon train : _____ des fluctuation le franc et le mant ramenées de 2,25 % à 1 % on part en d'autre du cours pivot, voire fusion des deux mon-naies. Certains que, après une accalmie jusqu'à la fin de l'année, les attaques 🗀 🗂 🗎 franc reprennent assez vivement un lendemain 📠 l« janvier.

Il faut le remarquer : on ne

de portefeuilles de litte français détenus par des non-résidents, il contraire. Lis derniers, qui détiennent pres 🖭 500 milliards 🗺 francs titres du Trésor, le le la dette négociable de l'Etat français, à acheter de leie titres : l'adjudication 14 milliards de du milliard du milliards de semaine, ils étaient ma présents.

Le silence de M. Chirac

Les Illum en question proviennent spéculateurs, notamment gui un joué une succès contre la couronne malha decro-chée » la l'écu le mois dernier, la vengeance anglaise »). Ils parient sur la maille du frans du système monétaire européen was in pression 😃 ceux qui demandent la « mise en notre monnaie port la allemande, ce lippe Séguin, I vraisembladans la majorité demain. M. Edouard Balladur, on le sait, was prononce publiquement pour un limit fort, remes vient ill le faire M. Valery III d'Estaing, we les colonnes in man

M. Jacques Chirac semble pour l'instant 📰 pas s'être exprime 🚃 ce sujet, ce qui lait jaser. Dans lui qui viennent, toutefois, l'offensive de spéculation, qui, pour constate actuellement aucune rese l'instant, n'a aucune commune

mesure septem-💶 (160 milliards 💶 francs mis la la pourrait nécessiter III supplémentaires auxquelles a me fait allusion M. Sapin.

A l'étranger, im observateurs évoquent plusieurs possibles: naturelle-(mais - objections. France comme en Allemagne), échange d'administrateur Banque de France la Bundesbank (!), make d'un cur-board (comité monnaies) pour les interventions in deux banques centrales en Marie du franc, me Cermini de ma observateurs m risquent le évaluer les conséquences de flottement la monnaie française : cette dernière commencerait pur lesmille il mark, Jose le mun mendenti illia premier 3,45 franca, peut-être derastine, pres lecture dre 1 3,30 francs plusiours après.

Le dollar, quant I lui, 🖿 maindans la zone tient 1,55 DM-1,57 DM sur des rendus plus rama par l'approche de la clôture du bilan, qui limi initiatives. Les opéracontinuent in tabler sur un raffermissement 🖦 premier trimestre, lorsque 🛏 données sur la reprise and et la relentissement allemand se préciseront.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Offensive américaine sur le blé

Pomme de discorde, avec les l'Uruguay Round, 🛏 📥 ե ե ont unium depuis monthlin and urr taine sérénité un les marchés diaux, stimulées 🎫 une 🚐 🚞 Commerciales, Comme le note Conseil international du blé (CIB) son rapport du 7 décembre, chicat donné un « coup de fouet » sux prix qui sux semaine à 150 dollars la tonne. Pékin a en effet pris commande, la dernier, de 1,6 million de de méricain de d'une prime 40,13 dollars tonne, de un supplémentaires, de contrat «bonus» (subvention) de 39,5 dollars la

Conscients d'avoir perdu des parts marché importantes des es exportations agroalimentaires mondiales (elles 11 parties 117,5 % 1 13 % 2 1 1980 1 1990), Etats-Unis semblent résolus la l'offensive. La ce point le vue, l'administration Clinton pourrait suivre fidèlement la stratégie in toutien aux exportations inaugurée par Reagan poursuivie par George Bush. A «larmers» Midwest n'ont pas oublié qu'ils devaient de démo-Jimmy Carter, lorsque celui-ci d'un embargo céréalier l'URSS l'invasion soviétique en

Les opérations dernières semaines proches que M. Bill Clinton proches in mémoire mémoire embargos,

MODUTES	COURS DU III-II
Cuivre h. g. (Lorden)	1 407 (- 18)
Trois mois	Livres/toque
Aluminium (Lundes)	1 220,5 (~ 7,5)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Lostre)	5 760 (+ 65)
Trois mois	Dollars/tonne
Sacre (Paris)	248,50 (= 1)
Mars	Dollars/tonne
Café (Loodes)	1 030 (+ 18)
Janvier	Dollars/tonne
Cacao (New-York) Mars	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	367 (~ 5) Cents/boisseau
Mais	211 (~ 1) .
Décembre	Cents/boisseau
Gre	191,4 (+ 3,3) Dollars/t. courte
(Lookes)	18,50 (+ 0,4)
Brent Février	Dollars/bard

Le entre parenthèses indique la Paule.

si le nouveau président washington vient en d'accorder un rell spécial vingt-six pays pour l'écoulement 1750 000 tonnes riz, rel le plusieurs and aux pays l'ex-URSS pour des livraisons de la Encore un crédits font-ils l'objet de remises in question incessantes, la arrieres ayant arrieres d'anciennes Washington suspendre e ventes Moscou i e novembre, i les rétablir le lendemain avant de le interrompre le 30 novembre. Russie épronve difficultés grandissantes à bonorer engagements, et le l'international de blé estime que afaule d'une reprise rapide de la croissance économique (dans pays), la consommation de pain pourrait d'iminuer».

Pour la campagne 1992-1993 en cours, la devrait acheter millions de sur le marché mondial, dont 10,5 millions de blé. «La quelque 2 la CEE, au titre d'un etre finalisé sous peu», rapporte CB.

Une affaire révélatrice 🖮 🖹 🕮 permanente que livrent Euro-péens América pour écouler à (subventions et prêts) très
pour leurs budgets respectifs. Al
que annonçaient, le
12 novembre, une
exceptionnelle à l'exportation »
82 écus (557,6 francs) par 82 ecus (357,6 francs) par blé pour couvrir une 250 000 l'Algérie et 600 000 â l'Egypte, Washing-ton quinze jours plus 11 000 blé au une prime 47 (255 francs)

Récolte record

au Kazakhstan L'apreté de la échanges mondiaux de blé pour 1992-1993.

Le prévoit qu'lls de 106,6 millions de atteint l'an passé, 103,9 millions de experts attribuent à la contraction tonnes à 10 millions de aux importations moias importantes aux importations moins importantes que prévu de la Communauté des Entre indépendants. Celles-ci pas dépasser 15,5 millions 20,5 millions en 1991-1992.

Certes, l'Ukraine devra

tonnes de blé, rompant de facon spectaculaire avec sa position trad tionnelle d'exportateur net. En revenche, la République du vient d'enregistrer une record de 18 millions de tonnes, le triple de la campagne pré-Elle devrait vendre - plus troquer - Initer it 10 tonnes d'excédents

Républiques voisines, la la sie et l'O de l'Aller notamment. Le Leminan espère amb in ble sur le marché mondial pour s'y pourvoir en Anim fortes. A Maria de l'administra campagn le consommation mondiale de blé devrait finalement s'élever

millions de le pour une production inférieure d'à peine l million Si l'équilibre est en vue, on ne saurait oublier un stock report estimé i 129 mil-lions i rece. Les opérateurs ont I regard int our les Fills d'hiannonçant la 1993-1994. conditions climatiques favorables 575 milions 1 1 an production by chain. . La hausse prévue pourrait Intervenir majeure partie im im importateurs traditionnels», l'Afrique, l'Amérique et la Sud, l'Europe l'Est et régions d'Asie, and l'Inde. Une perspective encourageante pour ka

MARIE DE VARNEY

* La collection « Cyclope »,

premières dirigée par
M. Philippe Chalmin, vient de

aouveaux la comme
(Lean-Paul Charvet), Cuivre
(Carmine Nappi), ou les
(Dominique Iacomet). mica, I'm pages, III ma

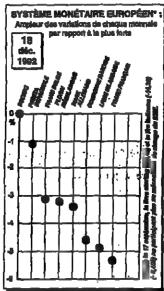
MARCHÉ LIBI	RE DE L'	OR .	
	Cours 11-12-92	Cours 18-12-92	
Or fin (idle on barre) (idle on larger) Pièce française (20 ft.) Pièce statese (20 ft.) Pièce latine (20 ft.) Pièce latine (20 ft.) Souverain Souverain Pièce de 20 deljars 10 deljars 5 deljars 20 pages 20 pages 10 deljars 5 deljars 10 deljars 5 deljars 10 deljars 5 deljars 10 deljars 5 deljars 5 deljars 10 deljars	332	10 Harries of Head of	

· Cas pièces d'or ne sont cotées qu'à la séa

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 DÉCEMBRE AU 18 DÉCEMBRE 1992 (La liene inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	₿EU.	Franc français	France	D.mark	Franc beige	Floria	Ure Italien
Landres	-	1,564	8,3940	2,2131	2,4555	50,5485	2,7617	2209
	=	1,555	8,3908	2,1894	2,2546	50,5228	2,7609	2172
New-York	3548	-	18,6324	79,6714	0,6943	3,0941	56,6316	8,00
(Aller I Olivie	,5558	-	1 4727	71,8227	63,3513	3,0779	56,3222	8.80
Paris	8,3940	3,3670		379,2933	341,8471	16,6058	303,9416	3,75
	8,3908	5,3960	-	383,2386	341,8435	16,6082	303,9144	3,80
Zurlah	2,7131	1,4150	26,364	-	90,1274	4,3781	80,1337	1,01
	2,1894	1,4989	26,8934	1 10-	線,19%	4,3336	79,3016	1,01
Franciert	2,4553	1,5700	29,2528	110,9541		4,8577	88,9115	1,11
THE PART LINE	2,4546	1,5785	29,2532	112,1094	-	4,8584	88,9045	
Brumiles	59,5485	31,32	6,8220	12,8410	20,586	-	18,3633	2,2
-	50,5220	32.49	6,0211	23,8753	28,5828		18,2991	2,32
Amsterden	2,7617	1,7658	329,61062	1,24792	112,47133	5,46349		1,2496
	2,7609	1,7755	329,04803	1,26101	112,48820	5,46476		1,3799
Milen	2209,93	1413	263,2756	998,5866	900	43,71906	809,2639	-
- Lance - Lanc	2172,34	1397	258,8945	992,1875	885,0174	42,99785	786,8206	_ =
Today	192,84	123,30	22,51313	87,13781	78,53503	3,81498	69,82671	0.0872
Toloro	192,78	123.92	22,96516	88.01136	78.50491	3.81410	69.79442	0.0887

A Paris, ITO yens cause cotés, le vendredi III décembre, 4,352798 Contre 4,3544 le vendredi II



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Echec au roi

Un mois après avoir diminué = 0,4 point les taux de == (TBB), les banques françaises == 1 contraintes de le relever d'un demi-point en le la le la sur le marché interbancaire, qui l fait municipale le Malle de leute maniveau d'il g a un ma En novembre dernier, deux étapes, il avait ramené 9.83 9.45 à la faveur d'un demi-point Man d'intervention 🕋 🕍 Banque trance, également en deux étapes, qui provoqué un chissement du loyer l'argent au jour jour, revenu 10 % 9 1/4 M Le gouvernement Mair. félicité de la diminution du TBB, revenu à son niveau de juillet 1989, qui allégeait les 📥 financières des entreprises, notamment petites et moyennes, l'al la plupart paient leur l'al la points au TBB majoré de 1,5 l 2 points au olus.

Le un de bim bancaire, on li sait, n'est plus applicable qu'à une reale (environ 17 %) de produ-accordés par les établissements aux entreprises, cette l'alle quant les PME Co se demande pouvoir expliquer ces poids de leurs financiers, planaffaires vont mai, plus il faut relever financiers representation de leurs financiers. difference of the control of the con

Pour les pouvoirs publics, lendemain d'une ratification du traité Maastricht qui devait d'une baisse du loyer de l'argent, c'est un échec. M. Michel Sapin répond, paraphrasant

Pierre Bérégovoy, qu'il n'y peut rien : Lorsque La taux montent, montent : lorsqu'ils baissent, I

baissent. » Ce sont les contre le qui provoqué la tée des taux à court terme sur la place le Paris, accelérée jeudi par l'annonce du la du TBB.

La Banque de le que pour réaction d'éviter une crise liquidités alimentant le la de de la company de la contre le la contre la contre le la contre le la contre la contre le la contre la contre le la contre la c 10 % (42 milliards de pensions 5-10 jours, montant exceptionnel), mais elle filer les échéances à 1 mois, qui, à la veille du week-end, côtoient 13 % et 12,5 . Ce fai-sant, elle espère décourager les spéd'emprunter le line sur le domestique pour le vensur le marché de changes. Il nou par exclu, toutefois, a relever nouveau ses la direc-

Le boom du MATIF

Sur MATIF, Irm agité, la hausse a d'abord consu un vir recul de l'échéance 10 ans, à 109,70, puis, vendredi, un vir a 111,12, beaucoup d'opérateurs leur à l'approche de la d'année.
que sur le lles rendements sur mars moins élevés que le comptant, m qui trans les estrement d'une

Sur le marché obligataire, la ; plus d'émis-jusqu'à la fin l'

Tout va très bien le marché à terme international de Paris (MATIF) qui, par la voix de son président, M. Gérard Pfauwadel, se félicite de la progression de 50 de mais vités enregistre en 1992. Cette progression s'est

rie logiquement l'extrême volatilité qu'ont connue les mar-chés, en particulier le la crise monétaire ils septembre, record.

A l'heure actuelle, MATIF réalise 11,52 W de transactions effecsur sept premières mondiales st d'options, après le 111 de Chi-(32,2 %), le CME de Chicago également (28,4 le LIFFE Londres (15,5 bien le DTB de Francfort (5,2 %), SFF Mar Sydney (3,8 %) ■ TSE ■ Tokyo, lanterne rouge 3 %. A Paris, ser le contrat roi, le notionnel II non-résidents, tiellement les Américains de Londres (Salomon, Goldman, Lehman Morgan-Stanley) nent un line de la position wouverte» II, certains jours, tuent jusqu'à 50 II des 40 %. Plus mobiles que les Franils déclenchent ments à la hausse comme la

prochains nouveaux, citons lancement, le 28 janvier prochain, lancement très long terme en francs, sur les OAT 🔤 15 à 30 ans, dont a gisement » atteint, aujourd'hui, milliards if y trois ans. Le long t en Europe présente un intérêt stratégique par la sensibilité de ses rendement, comme l'est le Bond à 30 ans du Tratson américain Le les contrat de Trésor américain. Le lancement de son contrat permettra aux opérateurs M se couvrir à long terme, ce qu'ils ne pouvaient plus très bier faire le notionnel (6 à 10 ans).

FRANÇOIS RENARD

Le Conseil d'Etat annule l'élection de M. Schwartzenberg dans les Alpes-Maritimes

Le Conseil d'Etat continue d'examiner les contentieux consécutifs aux élections régionales de mars demier. De décision en décision, il précise 📟 jurisprudence, et donc la manière dont doit être appliquée la loi de l'ello sur le financement campagnes électorales. Vendredi 18 décembre. ■ été conduit à annuler l'élection de M. Léon Schwartzenberg dans les Alpes-Maritimes.

Pour ôter aux partis politiques 📹 aux metalia la tentation de cher-a voulu, en 1990, encadrer strictement les dépenses des camun règles rigoureuses. Le Conseil maintenant juger 🚾 l'application 🍱 🔤 réglementation, qui 🛮 été 🚞 🖚 œuvre, pour la première fois a grande échelle, lors de élections régionales 🖪 cantonales 🖦 1992, après que la Commission nationale comptes de comptes ques (CCFP) eut apprécié les Juridiction administrative montre plutôt libérale IIII l'Interprétation de la nouvelle loi (le Monde daté IIII octobre 6-7 décembre), elle est parfois contrainte de l'appliquer avec bru-

M. Léon Schwartzenberg, quì la lime Energie de patron-par M. Bernard Tapie, dans les Alpes-Maritimes, 🖃 victime 🛨 de recevoir d'une même personne mirain plus de Iñ % du phinai de dépenses autorisées. Or il a mun plus une la somme permise de Tapie. Cortes, l'ancien ministre a fini valoir que sau entreprise and aussi intervenue pour le compte de la Société Testut et de le Société de mari Tapie vice, ce qui fait qu'aucuns 📥 🗪

Les difficultés de l'édition

Licenciements

chez Nathan

et à La Découverte

A La le PDO, Fran-cois Gèze, après une année défici-

taire. pouvoir pter maison aux nouvelles d'un ché difficile, celui sciences

humaines. En douze ans, remarque-

t-il, les antes moyennes de ces ouvrages chuté de 2 000 à 1 000 exemplaires. Principale raison de

chute, photocopillage» pra-tiqué manière sauvage et inten-sive, par universités.

source proche la direction d'EDF.

Négocié entre l'entreprise et les

contrat il Plan assigne comme de francs.

De 1993 à 1996

Le contrat de Plan d'EDF prévoit

une baisse des tarifs de 1,25 % par an

Approuvé vendredi 18 décembre disjectif à l'entreprise publique de par le conseil d'administration de réduire sa dette de 40 milliards

l'entreprise publique, la contrat de sur la période 1993-1996. En

Plan EDF-Etat pour la période matière sociale, le prochain contrat

1993-1996 sera officiellement signé « ouvre de nouvelles perspectives »,

« sans doute dans le courant de lu estime la CFDT qui a décide,

semaine prochaine», selon une l'inverse d'autres syndicats, E l'ap-

ministères 🔳 l'industrie 🔳 🖷 l'éco- de la consommation d'électricité de

nomie, le document s'articule autour 2,1 % (à 1111 milliards a kWh), 1111

de les légère hausse les investissements

tarifs qui liminal baisser en francs (39,5 milliards in francs), une réduc-

constants in 1,25 % per an et le tion il l'endettement (- 14 mil-

désendettement la l'entreprise. Le liards) . de 3 milliards

n'aurait dépassé : maximum pos-sible. Sculement, : de ces deux dernières entreprises auprès de la première mient pos-térieurs l'élection, le rembournue qu'après la dépôt du compte de campagne la Commission.

Or le Conseil d'Etat, sur le conseil son commissaire du gou-vernement, M. Guy Le Chatelier, bâti um jurisprudence conforme le celle du Conseil constitutionnel : bien que la loi impose que les dons interviennent au plus intel le jour du scrutin, il me permis qu'ils ne soient effectivement mrsés qu'après celui-ci s'ils correspondent des engagements précis
la un fatidique; en tout en ecuse la un plus tard la date du dépôt du compte de campagne; en règle stricte, toutefois, ne s'applique qu'en partie sur deulations source qu'en partie aux régulations prove-nant du candidat lui-même ou d'un parti politique, pour lesquels l'en-angement peut être postérieur l'élection mais toujours antérieur au l'élection de l'élection mais toujours antérieur

Lim senction de pure forme

M. Schwartzenberg www failli I M. Schwartzenberg railu a réglementation, le Consell d'État pouvait un manuer en application de la loi, son inéligibilité, et annuler son élection. Mais, vertu d'une jurisprudence établie à propos de la Corse, début décembre, il n proclamé élu place le premier des non-élus de mars. listo en mars.

La même mésaventure est survenue II. L. Candidat
III. du RPR l'Aube,
L. Compte envoyé à la Comission n'était pas per un
expert comptable un agréé, et cela ble un'il ait remôti
cette formalité le le l'Etat.

U. Olivier Bidou, tête II la liste Génération Ecologie dans la Manche, a III sanctionné de la mêmo manière car les fonds dont il avait pas recueillis per un finan-

règle, leurs and n'ayant pas mi présentés correctement.

Mais pour eux la sanction peu d'importance puisqu'il n'avaient élus, qu'en octobre le Conseil d'Etat All que l'inéligibilité pour un an ne s'appliquait qu'au man-sujet duquel la faute di commise. punition, en général pure forme, n'aura d'imqu'en Guadeloupe, début décembre, des la sept quatorze têtes I Mil and the proclamées has ligibles pour un mu un evenel

A propos 🐠 l'élection া 🐜 Hauts-de-Seine, la L'aut of fine a communiqué, « le compte d'ensemble des des dépenses perçues effectuées en l'élection, y compris in prestations and ou et dons mature dont bénéficié
le candidat », le n'est pas fait;
la le puis le juge de l'élection
peuvent « réintégrer de l'élection
peuvent dépenses illégalement omises ». la juridiction administrative estimé que le prêt : salles muni-cipales n'entraînait : dépense réintégrable puisque « les autres listes : pu disposer de faciautres intes pu autoser de jaci-me analogues » de la part des mêmes municipalités. La lum envoyée par le président sur l'en-des foyers du département n'était pas non plus, d'après le Conseil d'Etat, une dépense » rén. tégrable», car il s'agissait d'une démarche effectuée « tous la ans à pareille époque ».

Au fii de ses décisions, le d'Etat est ainsi en mail Canada un amme d'emploi » Inc. précieux pour les les aux élections, y compris pour les prochaines législatives, contentieux sur sont jugés

THIERRY BRÉHIER

Pour 2,08 milliards de francs

M. Tapie remet Adidas en vente

L'annonce inhabitueue. La françaises a annoncé, vendredi II décembre, la société Bernard Tapis Finance (BTF) congagée, jours auparavant, l'eéder la totalité de participation groupe groupe allomant d'articles de participation de la confidence de Vingt-cinq postes supprimes
Nathan. vingt licenciements,
a La Découvert —
un quart — personnel Intervenant après le restructurations du Livre de Paris, directe (le Monde du 11 décemallemand d'articles de mi. Addas, participation de BTF GmbH. Le bre), ces nouvelles restrictions d'acticommuniqué précise qu'un de vente a été confié à la Société de vité soulignent, le besoin en était, les difficultés le l'édition française. banque occidentale (SDBO), que la promesse de avant le 15 livra et que la mise à prix bloc de contrôle de la pres-Chez Nathan, ce essentielle-la littérature générale et la jeunesse de touches par mesures de prix bloc de controle de la pres-tigieuse marque trois la (BTF GmbH. 78 % par BTF, d'Adidas) s'élève à la milliard (le Monde triction, l'entreprise que dirige Groupe la Cité, se recentrant du III décembre). autour et ses points forts, le entire et et parascolaire.

Exceptionnelle en ce genre d'opération, alla transparence son explication is la pro-mission operations Bourse (COB), qui n'a jamais cache qu'elle n'appré pas le «flou» informations financières du groupe Tapie, souhaitait ce retrait qui doit conduire à la radiation Illime

prouver. Pour l'année 1993, le projet

budget d'EDF prévoit une hausse

L'annonce inhabituelle. La du titre BTF de la cote du second marché. Et c'est sous la pression de la COB, de l'information des actionnaires minoritaires, que BTF a été contraint de publier des Informations qui demeurent généra-

tions de BTF. Li plupart du actionront pourtant pas vraiment francs, li titre a été suspendu de francs, but francs, BTF, qui devrait donner plus de précisions la prochaine, en proposerait aujourd'hui la francs (la valeur du nominal). L'opération, toutefois, encore recevoir le la la la autorités boursières.

Quant BTF, prix in pour cession de 11 % du holding de d'Adidas, BTF GmbH, proche de celui que devait payer britansique Pentland (2,09 milliords francs) pour reprendre le nil fabricant d'arsports, I l'automne dernier. A brusquement de la volte-face, raison, disait-il, de « découvertes imprévues ».

Pour la denxième fois en un mois

Perquisition · au siège du Parti socialiste espagnol

Un magistrat, M. Marino Barbero, a envoyé, vendredi 18 décembre, son greffier. accompagné de policiers 💵 d'experts, perquisitionner pour deucième fois en un mois, un du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir. Pendant cinq heures, cette com-mission judiciaire a recherché des documents susceptibles d'étayer le dossier du juge d'instruction sur un financement occulte du parti, connu sous le nom de «dossier Filesa».

MADRID

de unimi correspondant Le II novembre déjà, le juge Berbero III saisir le compta-bilité du PSOE, quelques jours après avoir fait investir les locaux Banque d'Espagna (le Monde 11-23 novembre). Il au mande de découvrir « des éléments décisifs pour l'enquête » qui auraient pu être dissimulés. Cette immu opéprimi spectaculaire survient après documents transmis par le Parti socialiste la Cour de comples pour justifier un financement à la

Cotte juridiction avait estimé Cotte juridiction avait estime qu'il n'y avait pas d'irrégularités, la foi des pièces fournies proposer le propose appropriés et il paraît disposé a causi in qu'il le faut. Les responsables actions illes ne pas comprendre, reprochent au magistrat present au enquête gênérale sur le parti suns que l'on sache de quoi il

M. Gambe Comp muselle passe d'armes

entre un représentant 🚣 🖬 justice entre un représentant de justice et le pouvoir survient au lendepropos désabusés du prépropos désabusés du préde gouvernement, la Felipe
Gonzalez, constatant que « le manuel de l'opinion publique ».

Le gouvernement perd de la crédibilité et je perds de la manuel de la crédibilité et je perds de la manuel de la crédibilité et je perds de la manuel de la crédibilité et je perds de la manuel de la crédibilité et je perds de la manuel de la crédibilité et je perds de la manuel de la crédibilité et je perds de la manuel de la composition de la crédibilité de la Tirant le bilan de dix
années d'exercice du pouvoir,
a regrell que le climat « queique jois »
pirer » et que, si « conclusion
d'une expérience de gouvernement
certains perdent force
morale, je dois alors reconnaître
l'on perd beaucoup plus, c'estdire la capacité de représenter le
que n'est possible
c'est « seul patrimoine ».
Coîncidence, ce

d'emprisonnement pour les lis-lainsi qu'à une amende le 15 millions de pesetas (750 000 francs). Epilogue du pre-mier d'une longue de procès. avait conduit à la démission le vice-président du gouvernement

Guerra. Le rapprochen'est ru qu'une coîncimais chef du gouvernement n'en a moins affirmé, au
d'une année fertile en dales, qu'il ne permettra pas que son honnéteté et le du gouverne ment soient mise en doute.

MICHEL BOLE-RICHARD

EN BREF

allemagne: h Bundesrat ratifie le de Maastricht. – L'Allemagne a définitivement l'Il-fié, de Maastricht, avec l'adoption du Itexte par li Bundesrat, chambre haute du Parlement. Les soixante-huit membres du Bundesrat ont rité. L'Allemagne i ainsi le dixième pays de L CEE à avoir ratifié le la Le Danemark II la Grande-Bretagne devraient se prononcer avant

1º juillet IVIE - (AFP.)

O SYRIE I rumeurs um la d'Alois Brunner. - La lettre 'd'Orient, | | | état, vendredi 18 décembre, de rumeurs sur 🖺 mort

d'Aldri Brunner, atmes de guerre nazi réfugié en Syrie. Cette lettre mensuelle, publice à Paris par III Cahiers in l'Orient indique qu'A-Brunner serait décédé au cours 🏜 l'été à Damas, à l'âge 🌉 quatrevingts ans, scion des sources diplo-matiques. Au ministère français des etrangères. déclarait ignorer du sort d'Alois Brunner, accusé de la déportation de près 陆 🔝 000 juifs durant la seconde guerre mondiale. Ancien adjoint d'Adolf Eichmann, il avait notamment organisé le départ de 24 000 juits depuis le camp i Drancy, près de Paris, ■ avait ■ condamné à mort par contumace en France I I reprises. Il avait fait vainement l'objet M demandes d'extradition, la Syrie ayant touiours i i reconnaître orésence.

The state of the s

Le feu vert du président américain

Mme Hillary Clinton assistera à certaines réunions du cabinet

donné um feu um l son épouse Hillary pour qu'elle assiste li les les de cabinet où III jugera qu'elle peut apporter une a confirmé, vendredi 18 décembre, mu porte-parole. M- Hillary Clinton, qui a mu jours joué un mil important

mari, l'aide actuellement constituer we cabinet M. Clinton, dans une interview publiée - wall par le Wall Street Journal, ... déclaré espérer qu'elle participerait la réunions à la Maison

de choses que beaucoup d'entre nous», a affirmé M. Clinton au Wall Street Journal, «Je ne sais pas . combien de réunions 🖊 va assister, mais elle 📖 [ibre if it is it pouvoir contribuer, 🔳 il y en was certainement beau-M. George Stephanopoulos, porte-parole du président - républiles plus avaient vivement critiqué les progressistes 📰 libérales Me Clinton I long is campagne présidentielle. -

Dirigeant le syndicat le plus important du Pérou

Le secrétaire général de la CGT a été assassiné à Lima

LIMA

de notre correspondante

Pedro Huilles II III assassiné, vendredi 18 décembre, à Lima. Cet homme di quarante six i mili-tant un Parti communiste, secretaire général depuis six mois de la Confédération des travailleurs du Pérou (CGTP), la plus importante centrale syl and u été criblé de balles par le di le d

Huillea, qui ne pratiquait la langua de contraire, le symbole d'un mouvement ouvrier la transformation de la langua de la mations économiques du pays, avait pris la tête, jeudi, d'une syndicats appellent « la politique de la falin » (licenciements, privatisation des publiques, sup-pression partie le législa-tion sociale protégeant le salariés), laquelle avait été brutalement

Qui sont les auteurs de la atten-tat? S'agit-il d'un commando de militaire? Int du Sentier luminoux, militaire? In du Scatter tumineux, qui procède il des assassinats systématiques de dirigeants politiques et syndicaux depuis plus d'un an? I fait un que l'arrestation, il 13 sepuid dernier, d'Abimadi Guzman le chef il ce mouvement « maoïste », ainsi que de la plus grande partie de il direction de l'organisation, n'a pas abouti il une

diminution de la fréquence 🖦 attentats. Mai l'Institut 📾 diffrant légale, leur nombre a augmenté. Ainsi, évidemment, que celui 🗪 victimes : dix

NICOLE BONNEY

Les Khmers rouges ont pris en otage des membres de l'ONU

Des librari rouges ont pris Des l'improvement de la light décembre, des bérets in menacent de les indiqué samedi un porte-parole de l'Autorité provisoire in l'autorité provisoire in l'autorité provisoire in l'autorité dans la province de l'improviment de bord douze personnes, huit soldats uruguayens, trois pilotes il terrirusses engages par l'ONU un interprète cambodgien. Il s'agit du quatrième incident ce depuis le il du mois et du troisième en une semaine. produit le jour même où des Khmers rouges de relâcher quarante-six bérets bleus indonésiens dans province de Khompong-Thom, en gar-toutefois un de leurs véhicules. L'hélicoptère se rendait sur un site Anouer mission l'ONU devait

Anouer mission l'ONU devait

Anouer mission l'ONU devait

Khmers rouges, a Nous essayens d'obtenir leur libération. D'ubord

devons les localiser», a ajouté porte-parole. – (APP.)

SOMMAIRE

DATES

Il y a trente ans, la crise im

ÉTRANGER

Exigeant retour expulsés. de l'ONU fermement

Loin des capitales : «A Qom, des Serbie et au Monténégro...... du iii : l'élection de

POLITIQUE

Livres politiques», par AMM RPR propose evingt réformes

pour commencer à changer la France > Le wu du budget de l'Ile-de-

control

Retour sur le procès du meurtre de Céline Jourdan Non-lieu pour M. Bernerd Tapie 8 8 Inculpation de M. Dufoix dans l'« affaire Trager » 9 Football: Paris-SG-Olympique de

Marsellle......9 Dans son rapport annual sur la « situation des enfants dans le monde », l'UNICEF dénonce ja « tragédie sala malnutrition 🔳 📠 🖿 famine 10

CULTURE

: Dussek, Dussek,

Doudou N'Diaye Rose au Théâtre

ÉCONOMIE

Menaces sur l'emploi dans les banques 14 Nouvelle grève & Air Reseau 14 formation professionnelle 14

HEURES LOCALES

Alpes • Paris Paris gistes cherchent leurs marques

Rodez, terroir informatique 19 à 26

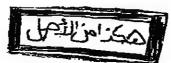
Services Abonnements......

Camet...... Météorologie ... Mots croisés Tálévislon....

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

numéro comporte un cahier « Radio-télévision » a été tiré 🛮 480 456 exemplaires.

A POPULATION OF



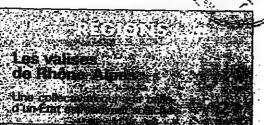
18 Le Monde • Dimanche III - Lundi 21 décembre 1992 •



Lancôme vous souhaite un Joyeux Noël.

IJR

SSATION



Les paysagistes cherchent leurs marques

Rodez : entre terroir et informatique

La capitale aveyronnaise a su tirer parti de son environnement rural.

TRANSPORTS URBAINS EN PANNE

La fréquentation des bus et métros des agglomérations régionales est en baisse depuis l'an passé. Face à carre situation, les élus réclament une intervention de l'Etat

E mal profond, transports urbains sont en crise. Pour la première depuis in nombreuses années, leur fréquentation a diminué en 1991 malgre une augmentation de l'offre. Les premières indications pour 1992 ne laissent guère présager d'embellie,

Ce coup d'arrêt s'est fait sentir depuis 1989, année de croissance zero pour les utilienteurs des transports. Après un développement quasi constant ces vingt dernières années, la fréquentation des transports urbains de province a baissé de 2,7 % en nombre de voyageurs et de 1,4 % en voya-geurs-kilomètre en 1991, note le Conseil national des transports (1). Les élus s'en inquiétent. Réunis à Lyon

du 9 au 11 décembre, à l'occasion des douzièmes Journées annuelles du Groupement des autorités responsables de transport (GART), ils ont exploré les raisons de cette désertion et les moyens d'y faire face. Premier constat, l'argent manque dans les caisses des collectivités locales, et le versement transport ne suffit plus à financer les revendications du GART : création d'une taxe additionnelle sur les produits pétroliers ou encore liberté de fixer les tarifs des bus, des tramways ou des métres.

«La vie des hommes et des femmes passent avant les espèces naturelles, a déclaré Jacques Auxiette (PS), maire de La Roche-sur-Yon et président du GART, dans son discours de clôture (le Monde daté 13-14 décembre). Nous réclamons une poli-tique globale volontariste de l'environne-MML II in ministre de l'environnement qu'il reconnaisse la priorité dans le développement des transports en commun. Dans les discours, mais aussi dans les choix budgétaires. » Les bonnes paroles des hommes politiques ne manquent pas, mais la por-tion congrue reste le lot des financements consenti sur le budget 1993 est sans commune mesure avec les besoins.

Les transports collectifs en province devraient bénéficier man de de 672 millions de francs, en hausse de III en 1993, une somme qui correspond, selon le GART, à la réalisation de 6 II 7 kilomètres de tramway! En lle-de-France, où les immenses, la cridat d'have there et lesses portés à 712 millions de francs, une progression in 42 %. Le déplafonnement du visit transport. voté pour le budget ITII devrait apporter 1,2 milliard de francs en lle-de-France et plusieurs mallions en province,



mais cette contribution reste à la charge des entreprises, elles-mêmes confrontées à des

Une clientèle exigeante

On reste finalement loin m compte. La taxe me il carburant, que réclament il élus, permettrait un peu d'espoir. En prélevant 10 centimes par litre, elle rapporterait 4,5 milliards par an, estiment-ils. « Il est nècessaire de mettre un terme à l'érosion subissent les transports publics, martèle M. Auxiette. Mais les pouvol publics out de la agir en dehors des contraintes absolues ou des plans d'urgence. Faudra-til qu'il y ait une polistion majeure dans plusieurs villes et qu'on interdise la circulation pour agir?»

Les transports urbains n'ont pas

échappé au raientissement de la croissance de la consommation des ménages et aux conséquences de la guerre du Golfe, Les effets de la congestion de la circulation automobile, conjugués au manque d'attractivité des transports publics et à l'évolution des modes de vie, contribuent à leur recul au titre Le trafic de plus de 5 %, note Olivier Domenach, chercheur à l'université d'Aix-Marseille-II.

Or les clients sont de plus en plus exi-Ils veulent une meilleure rapide, confortable, avec un matériel moderne, ima par exemple de climatisation, et des passages plus fréquents. Les usagers des transports veulent aller plus loin et plus vite, tras Jacques Auxiette. Et les transports publics ne peuvent rivaliser sur certains marchés avec les routes, qui bénéfi-cient de la importants.» Le marché changé. Ainsi 🕍 personnes âgées, long-

temps une clientèle acquise, un pour beaucoup leur permis de conduire. Le problème de l'accessibilité décourage sur partie des vuysses de que deux proposes de dix éproubus et sont prêtes, pour cette raison, l limites, certaines willim font des efforts. Caen a équipé une de ses lignes avec des véhicules I plancher 📭 🍱 🖫 choisi pour manufacture ligne de tramway for voitures aurhaissées.

Les gestionnaires de cherchent développer de Win musi démarches mun pour rester dans la course. Le personneis, sussi, dalieni se mettre su sonici di dicid fini le respo du civillador rivé son volant, la miriture serrée. Il fin savoir worden des billets, renseigner les clients, annoncer la miliare et faire face des situations difficiles dans certains quartiers défavorisés. Mais cette amélioration n'empêche pas des problèmes plus muziumes

Les transports collectifs sont mal adappopulations un sont déplacées de plus en plus sur la périphérie, de même une la entreprises. «L'habitat est de plus 🖦 plus diffus et 🍱 faible densité, 📹 les schémas d'urbanisme mis en place au sil 🌆 ans 🖿 num conformés à um logique de déplacemants fondée uniquement me la voiture», déplore M. Auxiette. Des villes improvisent া solutions. On voit se développer 🗰 plus en plus de la l'agglomération lil-le. Des le implantées de une douzaine de collectivités de la communauté urbaine les voyageurs m terminus du métro moyennant une somme modique. D'autres villes, wanten Toulon, mettent en place systèmes équivalents de minibus la la demande. Mais ces initiatives ne suffiinverser la tendance au la la des transports en commun.

"Il faut faire les place un transports publics l'édification le responsable du GART. On fait une loi sur les paysages, peut construire un col-lège ou le tycée que les aménageurs manière obligatoire des port collectif soit imposée que docu-

Martine Laronche

(1) Rapport sur la situation el l'évolution des transports en 1991.

Experts

E Man local M France (CLF), premier banquier des communes, des départements et des régions, vient de créer une commission de recherche sur la décentralisation. Pilotée par un petit groupe d'hommes politiques et de dingeants d'entreprise 20), commission un 20), réformes de longue haleine aur la fiscalité locale, l'administration territoriale ou l'aménagement du territoire. Hélas, set travaux ne doivent être rendus publics qu'en 1994, intéres-sante, l'initiative du CLF arrive

un peu tard. Tard, qu'il a failu attendre dix ans le vote lois Defferre pour envisager une au pocumu de décentralisation. Depuis déceire it compétences se sont brouilées, les impôts addi-tionnés, it les citoyens n'ont

guère mi voix au chapitre. année dectorale. Una resultati assemblés symmetry va from élue au mois de mars. Les députés désignés par la suffrage universel, with le gouvernement, seront peut-être and nés il légiférer sur il question des compétences, dont certains na reserve de l'Allerie

Il aurait été utile d'avoir un blian exact des charges transférées par un Etat appeuvil à des marge de manœuvre financière ne cesse de se rétré-

Tard, parce que l'on aurait Imé III l'avis d'experts sur le 👫 des régions dans 🖺 signature des contrats de Plan pour 🛮 période 1993-1997. Ainsi que sur la place qu'il convient la leur réserver au sein du Comité des régions institué par le traité de Meastricht.

Mais, comme dit le proverbe, « mieux vaut tard que jamais». Le CLF comblera une lacune, la puissance publique n'ayant pas encore imaginé de réflexion d'envergure sur toutes questions.

Rafaële Rivais

LA DELOCALISATION **DES AUTRES**

Les futurs délocalisés franciliens sont prêts à accepter l'idée d'aménagement du territoire. Si elle ne les touche pas...

bien, mais pour les autres. Pour n'être pas totalement neuve, cette idée n'en surprendra pas moins par l'évidence avec laquelle elle apparaît dans enquête récente. A écouter les futurs délocalisés, humas et femmes travaillant en Re-de-France, qui I l'Office national des forêts (ONF), qui au Centre d'études im transports urbains (CETUR), au Centre national des télécommunications (CNET) ou à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), tous fonctionnaires und l'établissement ou l'emploi doivent être transférés en province,

le constat est éloquent. Dominante des réponses aux

ES délocalisations, c'est questions posées par Cirrus & Chinon : Tout à monde Média (1), à la demande de l'Institut d'aménagement : nisme de la région Ile-de-France (IAURIF) : hostilité à tout démènagement. Hat une hostilité de principe. Trois sur quatre de personnes interrogées approuvent l'affirmation selon laquelle une politique d'aménagement du territoire III indispensable. Pour affirmer aussitôt, à 97 %, que les prévues auront pour eux 🕍 conséquences négatives. Aménager, transférer, oui. A condition le le ma ne tombe pas sur MI C'est une mem version de la vieille contradiction qui faisait déclarer au président le République les Assises petites villes, en octobre

des gares, personne des rails...»

Dans leur colère, certains des futurs délocalisés ne mâchent pas leurs L'un d'eux, cadre à l'ONF, assimile im méthodes du gouvernement en la mahlim a celles employées par Ceaumuse, tablis qu'un saine, de l'INPI, accuse tout bonnement

l'Etat de mu pur déplacer le pou-voir » mais de « déporter le personnel ». Leur mécontentement se nourrit de la soudaineté de l'annonce. La nouvelle d'un départ proche leur in parvenue par im médias un pur une hiérarchie « qui l'avait apprise deux avant », hale cette femme, cadre aux Voies naviga-lieue, employés, délocalisés.

ne po comprendre la stratégie d'effet de surprise qu'a délibérément choisie le gouvernement pour désarmer 🖃 oppositions, sachant qu'une annonce prématu-rée aurait étouffé dans l'œuf toute dicishe en filent se lever les

Elles se elevées, néanmoins, et a maintenant que la concertation, l'explication, U mesures d'accompagnement, le recours partiel au volontariat. s'imposent, qui corrigeraient peut-être l'attitude négative intéressés. Car, à les entendre, 🜃 futurs délocalisés ne sont pas près de faire leurs valises : 94 🖷 jurent qu'ils se refuseront, d'une manière ou d'in autre, le partir.

> Charles Vial Lire la suite page 21

(1) Enquête effectuée du 📰 juin au 10 juillet au moyen 🔳 60 entretiens semi-directifs avec un échantillon représentatif van de femmes, âgés de dix-huit à soixante ans, domici-

A CONTROL OF THE CONT



Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, ■ index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

De beaux sapins

moins de 5 000 ha

La forêt occupait, en 1991, 15 millions d'hectares, soit 28 % du territoire métropolitain. Une Tance forestière composée de feuillus pour les deux tiers de la surface boisée. La part me résineux, même marquent fortement le payd'embellir les cheminées un soir de la concentration par département le payre pins maritimes, en Aquitaine, donc faible (4 millions d'hectares). Le sapins ou épicées, bois aux caractéristiques voisines, d'embellir les cheminées un soir de la concentration par départements du « roi des forêts » et la concentration importante "Est et la zones au montagnes.

5 000 à 25 000 ha 25 000 ha 25 000 à 25 000 à 25 000 ha 25 000 ha

(Source : ministère de l'agriculture et de la forêt.)

PATRIMOINE

DES VILLAGES EN QUÊTE DE VISITEURS

Une centaine de maires se sont rassemblés dans une association chargée de promouvoir leurs activités touristiques

Lozère, Conques La Couvertoirade en Aveyron. Saint-Guilhem-le-Désert dans l'Hérault, familie en Vaucluse, Vézelay dam l'Yonne. D'autres malimi ignorés del promeneurs el de guides. Mais le ser 137 d ciation, qu'ils ou better . Les plus beau villages - France».

Un objectif unrrum la rasremide : s'aider metrellament to promouvoir an actival touristique ut militarille. L'adhésion à cette association est subordonnée L une charte stricte : être commune numbe (moins de 1 100) habitants, seem le raillen de l'IN-SEE), posséder un périmètre classé ou inscrit à l'inventaire des mountail historiques, avoir manifesté, la dernière décennie, activité significative de mise en valeur du patri-

Les adhésions se font au rythme 🔤 trois ou quatre par an, après examen candidatures (une trentaine également par an), par une commission déléguée de l'association, dans laquelle on n'entre nas facilement, « Il ne

ERTAINS and different s'agit pur part and the regard that 1992. Let the estiment melling », explique Charles Ceyrac, maire L Collonges-la-Rouge président fondateur de l'association, qu'il début de l'autaine dum son bourg malitai corrézien, pui en fêter le dix ans d'existence. «Nous res les en commun de vivre une mennantim : ibi mesources municipales squelettiques pur patrimoine historique nous n'avons per la maria d'entretenir en encore moins de

Intéresser

L'idée de s'associer est venue d'un sentiment d'urgence face à un Trut lointain a oublieux. «En regard in grands projets in comme l'Opéra-Bastille ou la Pyramide du Louvre, résume un maire occitan, nous ne sommes que des ramasseurs

L'enjeu n'est pourtant pas négligeable. Les 137 villages ont attiré ensemble quelque 15 millions de visiteurs pen-

rin fréquentation de I l'acti-vité promotionnelle de l'assocation. Lie villages Midde m umi en d'un outil commun: le maille Convergences, Te Jean-Claude Valeix, Marie me général de l'association, défi-nit comme estructure de conseil a d'assistance technique à M disposition M commence .. Une matte qui la land en « réseau de compétences » avecme quinzaine de consultants : architectes, urbanistes, paysajuristes, professionnels in tourisme. « Nous 🖛 cherchons pas seulement in compétence, ajoute Jean-Claude Valeix, mili med la passion partagée.»

L'association travaille aussi I mobiliser les forces locales, hôteliers-restauratours, agriculgîtes ruraux, chambres d'hôtes, produits fermiers), artievier du développement rural». Un projet qui n'a pas 🛌 ambitions. Les cotisations and a mesure la misère de villages : 500 france par an pour une com-mune de moins de 300 habitants; 1 000 francs entre 300 et

600; 1 500 francs entre 600 et Le reste du budget de l'as-(1 million in france m bricole avec moyens du bord : une revue trimestrielle, la vente d'une carte-guide routière, une collection de pin's, un par village, qui a assuré à l'association le tiers de son budget en

Pour amaliant m trésorerie Personal miles III « généman partains » In Perrier-Jouet, la SCAE (bătiment 🛍 travaux publics), in Reader's digest, Decaux, l'Agence Havas, qui pourraient devenir des cotisants. Au min titre qu'EDF, Inil l'association and que mili social premiore i prendre in compte la «France visuelle» par poteaux, poteaux, et ses fils et qu'il y a me perspectives interessantes pour la mise en valeur des sites

El puis, l'association soubaite s'élargir. Die au la conditions d'admission, elle = défend pourtant de la la mégalomanie 陆 clichés. 🖬 🗗 y 🔳 de nombreuses comme qui mustasi inetta lei qualités per When more nous of qui no comment reconnaît Jean-Claude Valeix. Mais nous n'avons ni 🖹 temps ni prospecter. » Il de demende d'information venant notamment d'Espagne du Portugal. Il il manu que parfois il m prend a rêver d'une grande fédération - « plus beaux villages d'Europe »

> de notre envoyé spécial Collonges-la-Rouge Georges Chatain

AGENDA

organise, jeudi 7 janvier à Parls, du Trésor de s'ouvrir vers l'extéune journée de formation sur l'en-rieur et de renforcer les relations 1993. « Mieux gérer 1993 », ainei aux élus et à leurs collaborateurs. Il doit être animé par Philipum Lauadioint au Scesux, I responde la générale des collectivités locales (DGCL). ➤ Renseignements au (16-1)

L'aménagement i ha grande vitesse. - L'association Les Villes suropéennes TGV préet élu municipal du Crausot, orgaun colloque intitulé « La territoire européen », les jeudi 💾 et vendredi 22 jenvier, à Nancy. Au cours de ces journées, l'assoclation devrait présenter l'étude réalisée par le BIPE sur ce sujet. ► Remaignements au (16) 83-17-42-34.

FORMATION

L'économie expliquée aux citoyens. - La trésorerie générale Crédit local de France, a présenté, de Saône-et-Loire et la chambre mucradi 16 décembre, les perde commerce et d'industrie de sonnalités qui composent la com-

Magon organisent un cycle de conférences initialé «Comprendre place par son établissement (le ments li la décentralisation : spéset vivre l'économie». Cette initiale daté 29-30 novembre). tive illustre la volonté des services vironnement financier et fiscal en 💮 entre responsables 🔤 🛘 📂 🚟 tration, des grands organismes du privées. Le premier thème était sance i moven termes.

consacré aux escenarii de crois-Renseignements (16) 85-39-05-55 Ecologie et pouvoirs. - Le nouveau marché de l'environnela gestion écologique, l'évolution

de l'opinion publique... thèmes d'actualité figurent au prosidée par André Billardon, député gramme du séminaire « Ecologie, pouvoirs publics et entreprises ». Organisé : grande vitesse et l'équilibre du politiques de Paris, Il aura lieu en deux sessions : les lundi 18 et 19 junvier, puis les 2 et février. Renser rements as (16-1) 45-49-

CONTACTS

Les « sages » de la commission décentralisation. - Pierre Richard, président du de du

Cette commission guiders les tra-fusion de niveaux in the fusion de niv

yeux d'un groupe d'experts, cher-locale, développement de la PROPOS

LITTORAL

« Protéger sans mettre en valeur les sites, classer les esneces sensibles sans les gérer, aboutit le plus souvent à un appauvrissement des aites. Il faut donc mettre en place une politique de préservation dynamique. Amoins Rufenacht (RPR), président de l'Association nationale

des élus du littoral (ANEL). Le Quotidien du maire du 16

- PERSONNEL

«Nous avons basoin de personnels compétents et motivés. Ni la comparabilité, ni le régime indemnitaire désuet, ni le carcen statutaire avec ses seuils et ses quotas complètement déconnectés des réalités du terrain ne régleront nos problèmes quotidiens ». Colette Quillent, présidente de l'Association des directeurs des ressources humaines des départements, La Gazatte des communes du 14

BIARRITZ

¿ Je ne veux pes que Biarritz devienne une ville snob et vieille, où l'on s'annuie neuf mais sur douze. Il faut favoriser un développement beaucoup plus dynamique. Donc donner la priorité aux sements locatifs à loyers matrisés pour loger les jeunes, aux hôtels pour développer le tourisme saison, et aux réserves foncières pour pouvoir à terme créer des activités ter-

Didier Borotra (RPR), maire de Biarritz. D'Architectures du mois de décembre. démocratie... La commission rédi- des finances locales au Crédit - 3 février 1992 sur les gera un Livre blanc, Décentralise- l'océi de France. Rapporteurs 1 d'exercice des imme imme s. Les études seront Conseil d'Etat. prévoient un budget il - 40-57-77-77.

milions de francs.

mas (RPR), maire de Bordeaux Membres : Dominique Alduy, directrice générale de France 3, François Bayrou (UDF), président du conseil général des Pyrénées Atlantique, Paul Berhard, préfet de la région Phône-Alpes et président de l'ammand du corps préfectoral, Gérard Brémond, PDG du groupe Pierre et Vecances, Jean-Yves Chamard RPR), député de la Vienne, Michel Charasse (PS), sénateur du Puy-de-Dôme. Bertrand Colomb, PDG du groupe Lafarge-Coppée, Paul Girod (UDF) président du conseil général 'Aisne, Hubert Hasnel steur du Haut-Rhin, Edmond Maire, président de l'association Villages-Vacances-Famille, Jean Monnier (PS), maire d'Angers, Alain Hichard (PS), député du Val-d'Oise, André Rossinot (UDF), maire de Nancy, Ezra Suleiman professeur de sciences politiques,

financées per les banques, qui > Renseignements au (16-1)

de l'He-de-France vu per le lycéens. - Les résultats du concours d'idées sur le thème «Votre région dans l'Europe grée de 2015 » ont été rendus inférieur il la moyenne, devraient publics, jeudi 17 décembre, à la donc recevoir checune 12 500 Chá des sciences et de l'industrie Paris. Lancé à l'Initiative de la DATAR auprès des élèves des # Précision. - A la suita de l'arclasses de première des lycées, ce travail de sensibilisation avait lycéens les enjeux de l'aménage-ment du territoire. Un débat avec des spécialistes et des acteurs du développement régional a su lieu «L'Te-de-France en 2015 : regard

TEXTES.

des lycéens.»

approuvé, récemment, un projet

🏬 2005, qui sera 📖 en Jean Gaeremynck et Henri Tou- 👛 🛍 🖮 communes 🛏 moins bien pourvues fiscalement. prendre en charge la progres-Indemnités de maires et adjoints (le Monde deté 15-16 novembre). Il devrait, a élever à 250.

de 11 == 1993. Le == démographique des bénéficiaires sera de 1 000 habi-Environ 20 000 comayant im potentiel 100

ticle sur le processus de désignation, per les associations départepour but de faire découvrir aux mentales de l'opposition, du futur candidat à la présidence de l'Association des maires de France (le Monde daté 15-16 novembre), Roland Nungesser (RPR), maire de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne). nous indique : « Ces associations départementales n'ont jameis au à faire ce choix par le seule que je n'étals pas candidat. J'aveis simplement fait savoir que I Distilla de l'étu. - Le je n'accepterais d'être candidat Comité des finances locales a que s'il y avait un consensus général au sain de l'opp rion. de décret relatif à la répartition de Tel ne fut pas le cas et, de cas la dotation de l'élu. Ce concours conditions, je n'ai pas présenté financier, institué per le loi du me

COOPÉRATION

POLYGAMIE COMMUNALE EN CHARENTE-MARITIME

130 communes vont peut-être unir leur destin en haute Saintonge

NE communauté 📥 run um d'une taille exceptionnelle pourrait créer dans le mil de la Charente-Maritime, avant la fin 12 l'année. Hannée 130 commines et WI 000 habitants, substituer une déjà existante, la man de pupe de haute Saintonge, ayant pour vocation essentielle in développement économique.

Pour le promoteur pro-jet, (CDS), maire Jonzac, la lutte de la future communauté n'a rien d'excessif. « En milieu rural, on w peut prospecter les entreprises promouvoir is immune qu'à l'échelle d'un fours d'emploi », estime et élu. Pourtant, certains opposants projet considérent que la communauté sera ingérable, ma conseil devant réunir III

représentants. Jusqu'à présent contrat de rem huit syndicats cantonaux. conseillers - maires de chefsue de manue et spariffars généraux - n'étaient qu'une vingtaine. Le grand nombre in représentants me um pas un obstacle, puisqu'ils numi la volonté in travailler ensemble »,

réplique Linda Bele. Une centaine la communes favorables au projet. Une trentaine ne veulent pu en entendre parler. Ces communes, qui, pour certaines, communistes, la la périphérie de la haute Sain-

Elles préféreraient se marier Saintes, Cognac III Libourne. Elles seront englomalgré elles, puisque règle majorité qualifiée joue pur la constitution

communautés 📠 💷 🖽 🚾 Nous les libérerons après», promet néanmoins Clande IIII

Josy Moinet (radical de gauche), président la l'Association départementale des maires, s'interroge, pour m per mir le 10te de le commis sion départementale de coopération intercommunale. « Le quart il département in en limit d'adopter m nouveau me and a dire. C'est une véritable véritable chambre d'enregistrement », proteste-t-il.

Josy La critique la

rapidité 🍱 🖿 procédure, 💷 gée dans le comment du mois d'octobre, a was presque arri-With E SHOWSELL

« Dans les projets volontaires. situés en dehors 🛍 ich in de la coopération, il n'y a pu de debu obligatoires. explique is secrétaire général in la préfecture. De plus, les voulaient aller vite toucher dotation globale fonctionnement de groupementi de l'an prochain.» Après avoir pris un tertili il périmètre l'Il avembre, la préfet pourrait donc prendre un unin a constitution d'ici la fin du mels de décembre

Rafaële Rivais

COMMUNICATION

« Allô, Mairie-conseils?»

directeur du Centre d'études euro-

péennes de l'université de Prince-

ton (Etats-Unis). Secrétaire géné-

ral : Philippe Valletoux, directeur

«En tant que premier magistrat, comment puis-je intervenir pour des missions de sécurité ou de contrôle de police?» « Lorsque le maire décède, quel est le sort des délégations données aux adjoints ? » L'équipe de Mairleconseils (1) a réponse à tout, ou presque. En deux jours au plus, elle se fait fort de trouver l'information, le texte réglementaire, bref la solution aux demandes des 500 à 600 élus de petites communes qui l'interrogent cha-

Un « challenge », dont est fier Gérard Bureau, responsable de Mairle-conseils, une mission de sept personnes relayée par une dizaine de standardistas spécialement formés. Le auccès de ce service téléphonique, créé en janvier 1989 à l'initiative de la Caisse des dépôts et consigna-tions qui souhaitait « faire quelque chose pour le milieu rural », est aisé à mesurer. Un quart des 32 400 communes de moins de 2 000 habitants y adhèrent. Les demandes portent en majorité sur le vie municipale, en particulier sur les droits du maire et de ses

adjoints. En quatre 15 (11) questions in fréquentes ainsi été engrangées. Une mina qui mai a exploiter, son manufacture pas simà mais. A mile réponses classiques au sujet de procédures de préemption ou il dispositions s, les membres de la mission doivent parfois de la L bonne adresse réclamée par un administré III par son

 Les élus ne sevent pas faire appel aux s compétents », Gérard Bureau. Mairieconsells, m revanche, consulte régulièrement 📻 juristes, া 🚾 en pertenariat avec les administrations de l'Etat, les associations d'élus, de foyers ruraux.

€ Depuis le début, nous nous efforçons de toujours fournir des la manu pratiques, in pédegogie », témoigne Class II annu L'objectif samble tenu b la lecture le la mensuelle qui complète le service d'information par phone. The à 9 500 plaires auprès des adhérents, En direct de Mairie-conseils répond aussi à des questions concrètes et relate des expériences qui ne le sont pas moins. Outre des outils d'aide à la gestion (logiciels, plaquettes thématiques), Mairieconseils propose désormais une d'ouvrages au Les cahiers de l'in-THE PERSON NAMED IN 8-7 décembre).

Accompagner le mouvement de regroupement া villages 🔳 des probes and burnitud d'ailmission Gérard IL Son ancienne équipe répondre tout, in profitant por seem de Series in Company of the Company d'élus, and communautés de communes in the formes it Les pré Dikus.

Martine Valo

(1) Mairie-conseils, 7-11, quai André-Citroën, BP 1001, 2011 Cedex 15. Renseignements téléphoniques du lundi au vendredi 10 heures à 19 heures : (16-1) 42-80-32-22

MOF SENLIS

Complement of the last *** 生 名 🖦 - 1 har " Balanta and the state of · Management - 100 m

the of the same of the A PARTY *** --

LES VALISES DIPLOMATIQUES DES COLLECTIVITÉS

👺 Pour réaliser des échanges économiques, des gouvernements étrangers sollicitent une région qui u la taille d'un Etat

les kilomètres il hangars de l'usine il poids lourds, dont il le jeté les fondations, I la le die 50, Rouiba, près d'Al-II a quelques années, le vaste complexe in la Seiel nationale de III indus-irula (SNVI), entièrement intégré sur 2111 hectares, employant plus 11 11 000 personnes, était un bord in la paralysie. Sans une me de nostalgie, l'ancien constructeur M camions M a cru percevoir im in man d'un redémarrage d'activité, même si 🖮 mble sant matre irre fréquents, de essenticliement & des ruptures d'apchées. provisionnement pièces

0.5

W. 1962

* 香油

BEY!

March Comment

diffe the a

برايات أواصلولواتك

Age Single

The Army

المراشية فروية والمراجعة والمراجعة

ing the property of the second

要称中。 - 1 - 1 - 1

with the party of the

AND THE PARTY OF

Francisco (Sept. Proc.)

(編集 海 かか)・

A Section

100

132.3

Anthon to fallery, in the party

The same of the same

E E E

-

The same of the sa

The same of the same of

And Company CANAL

一種 とない 大学 大学 大学

Carried State of

Supray District on the

Comme Paul Berliet, la quinzaine de chefs d'entreprise, members de PME, memde la délégation du conseil la fin du mui de novembre, par le ministre algérien de l'Industrie, Abdenour Karamane, ne explorateurs. Animin par une illimam quasi senin timentale autant que par de réels inclinis économiques, lous ont er du été manual à la réalité de ce pays en crise. La plupart Weine déserté le terrain, miles avoir but sur les mental

Une faillite qui 🗷 traduit par 🝱 endettement massif, l'immobiliattac d'un outil industriel fonctionnant 🛘 🐿 🕍 📥 capacités et un taux de chômage démesuré pour une population massivement composée de moins de I CHICAGO

« Nos relations mm celles

d'un vieux couple, une da land et des bas. Il faut que l'on se rencome el que l'on réapprenne à Pour faire passer in de conversion l'économie de marché, le gouverammuni algérien a choisi de contourner im diplomatiques traditionnelles, imp menspar de contentieux. En privilégiant une région, Rhône-Alpes III l'occurrence -Jon la délégation, il l'on en croit l'andemak de France, en la première & franchir la Méditerranée depuis 🚾 un quatre ans, - il . de nouveaux interlocuteurs pour sa politique relance des lavoritations of sa recherche 🔤 « partenariat » non limité i des mintions commerciales I III unique, qui min de plus en plus d'induswith espagnols, its little at the little isponais.

Den ces conditions, l'ac-

(UDF-PR), vice-président du conseil régional, a lui reçu um par cinq ministres par l'un des principaux collaborateurs de premier d'entre Abdesselam, tandis que la portes de administrain die entreprises m sont ninerie conum jamais auparaaux représentants de la délégation.

Déjà franc-tireur on Chine

il 📭 clair 🗫 dans le 👊 da l'Algérie, 🚥 a mitodoi les l'action internationale ia région », souligne Jacques Gauthier, secrétaire général d'une assemblée qui n'en 🚃 📭 son coup d'essai. Atténuant propos de précautions ora-- TABLE NUM situons dans 🖿 ligne directe 📠 🕍 politique 🌬 la France et nous tenare informé 🖢 Qual d'Orsay 📥 🛏 📖 initiatives », - il manuali toutefois que Rhône-Alpes, avec ses 3 milfirm économique, possède la a latte critique d'un Etat ».

En novembre 1991, avec Main Mérieux (RPR), son viceprésident chargé de l'économie,

le conseil régional avait déjà joué IIII francs-tireurs, à l'occasion de la visite à Shangaï d'une délégation de soixante patrons, universitaires, chercheurs, invi-Chine, «boycottée» sur le plan diplomatique depuis les événe-ments de III place Tiananmen I Pékin. En un inverse, on M compte plus 🔳 demandes 🍱 délégation provenant IIII nouveaux III l'Est - la Slovénie, M Etats baltes, - des pays voie de développement, Maria le Vietnam un la Indra Etats III Maghreb, III qui Im conventions d'échanges dans les de la l'économie de la

formation ont day and conclues. Pour Thierry Bernard, qui dirige Entreprise internationale Rhône-Alpes (ERAI), l'organima spécialisé du conseil régional, doté d'un budget d'environ 20 millions pour mu équipe de quinze purumne un total, car missions restent had an excepne sauraient rendre compte de la manim de l'emim menée, surtout depuis la min 🗂 urusen des lois de décenmumuum (I).

Une action «ciblée», qui, pour 70 %, mm cantonnée à la CEE, west l'ouverture de bureaux a représentations économiques ou de délégations permanentes, & linually comme dazi im capitales des régions membres le l'association formant les «quatre moteurs»: Stuttgart (Bade-Würtemberg), Barcelone (Catalogne), Milan (Lombardie) ainsi qu'à Turin le Piémont limitrophe. Mais Rhône-Alpes aussi Toronto qu'au Québec, tout en vintiresent de inte près au Japon et li Chine. «Sur les 5 000 entreprises 🏜 la région.

seules 400 disposent d'un service 🗸 l'exportation. Notre rôle 💵 donc d'aider 🔚 🖦 🗈 mieux cibler leurs interventions », pré-Thierry Bernard.

« Il = faut pas confondre relations diplomatiques 🗉 📺 👊 internationale, précise Jacques Chether, West must commonent au développement économique des entreprises. Mais un ne peut nier al l'entité politique comles aura collectivités, villes M départements, elle a jouer un rôle fédérareprésentation ».

L'approche encore « pru dente, réaliste m modeste ». Musé décentralisation, Rhône-Alpes, et bien d'autres régions elle, man pousser ailes, a pu sculement dans le cadre de l'Europe de régions. « Etre International, cela 💵 👪 décrète pas, cela s'organise», insiste Thierry Bernard, qui ar nie me les risques de dispersion surtout de concurrence Pour éviter mille tentation, les mismum internationales de quelques-unes des régions les plus actives (Picardie, Bretagne, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes...) uni chicine de se rencontrer pour un premier échange d'expériences. La réunion u lieu jeudi 17 diamitim a Paris, dans la capitale! Le cordon illem encore délinitivations coupé.

📠 notre envoyé spika) Michel Delberghe

(1) L'une des premières actions internationales 🗯 Rhône-Alpes 🛚 les étudiants pour des bourses l'étranger, le profité. Le chiffre le 1465 en 1991, et 3200

AUVERGNE Viaduc de Garabit, w rouge est mis

Lablier du viaduc de Garabit, I Cantal, vient d'être repeint un rouge ponurm. Cette couleur m MM choisie par l'architecte en chef Mis monuments historiduc (51 IIII) m² de métal). 11 millions de francs pris en charge par la SNCF, qui l'entretien 💵 l'ouyour construit au dix-neuvième 🔳 💶 enjambant 📗

Truvère. peinture rouge devrait permettre, in le respondu patrimoine départemental, 👫 📭 souligner l'architecture du viaduc, ii-💶 de 📓 découvrir, quand le temps and couvert, in la nouvelle autourn A 75, tra-Massif Central. Bed in IIII par Gustave Eiffel 📰 Léon Boyer, le viaduc a ata my 1901 inscrit ii l'inventaire supplémentaire 🖛 monuments historiques. Pro-priété de la SNCF, il aut toujours 📖 activité sur 🗎 ligna Paris-Báziers, Neussaques. La recurrente de ce témoin de l'architecture métallique in fin du dixlier d'expérimentation grandeur rates avant 🖫 début des **Iman** pour édifier

MIDI-PYRÉNÉES

Un Zérilh à Pau

Pour pallier is manque ris structures il mail dans m ville, le iffairi de Pau, Anfail Linamilia (PS), a créé mais édifices i proximité du l'autoroute, de 'université et d'une zone hôtalière en développement. premier est la Palais des de 8 Lui places, inau-'équipe de basket-ball de l'Elan béarnais de déployer ses telents, livil un autorisant d'autres rendez-vous imporcomme l'an passé, par exemple, les demi-finales in la Coupe limite de tennis. Le second une une il spectacles portant in labe officiel de Zénith. La possibiim d'obtenir une subvention du ministère 🍱 🗓 culture 📶 🖺 🥌 l'investissement) 🖿 la micrania ila ma doter d'une structure pour recevoir concerts symphoniques conduit municipalité cholsir un équipement semblable celui de Paris, Montpellier et Toulon. Une dépense 🕼 🜃 millions 🚈 francs pour une modulable iii 5 600 m². Quatre-vingt-cinq manifestations devraient med lieu chaque un espace dont la coût de fonctionnement quotidien 20 000 francs.

PICARDIE

l'Aisne

La Fère, and l'Aisne, une des villes touchées par la suppression im régiments, prévue par le plan Armée 2000, vient de créer avec Charmes Danizy, precommunauté de com-I'Aisne : Villes d'Oyse. Firm in 000 habitants, in communauté disposera d'une propre, dont ke trois communes m pas jusqu'alors, en en i un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM).

domaines d'intervention : l'aménagement il l'espace par l'intermédiaire d'un schéma d'aménagement III d'urbanisme III la développement économique, par la création d'un hôtel d'entreprises.

Villes d'Oyse aidera peut-être La Fère à supporter la départ du régiment d'artillerie de marine (41º RAMa), le 1º juillet, et celui de l'établissement régional du matériel (ERM). qui représentent leux deux olus du tiers = la population.

" " PICARDIE

LES PAVÉS DE SENLIS

Des habitants de la cité historique opposés au nouveau revêtement des rues

forêts, elle se niche aux confins de la region Picardie. Le long de ses ruelles étroites qui égarent les pierre dissimulent de vrais jardins. Det listoriques = minett ici, ileveri ce libeti particuliers ces maisons sécua se refaire une beauté. Les imités par l'enceinte moyenâgeuse IIII dans en mar sauvegardé.

Moi voilà qu'une ligne de fracture récemment apparue cette tranquille ville 15 000 habitants. Une nette min in place Henri-IV, au pied re l'hord de ville, ainsi que la nu qui le prolonge, et de la cont

D'un côté, de petites de a granit sa forment une surface uniformément grise, parfaitement lisse, n'étaient les banes qui la hérissent. De l'autre, le vire pavés de grès, voûtés par le temps quelque peu disjoints, immuablement les pas. a résonné tout l'automne de la les de amoureux its grès de l'authenticité opposés I la municipalité, manie du granit u du Distribution tracts par

peu habitués de ce penre d'exercice, article dans la presse locale, réunions houleuses men le conseil municipal, crise de la vieille association Sauvegarde de Senlis, qui réagir I temps, création d'une nouvelle organisation, l'affaire pavés sensiblement And Profession

Appelé en par les contestataires, Yves Boiret, architecte en mar de monuments historiques, a rendu un and sans ambiguïté : 🖬 traitement du 🚮 du seriou sauvegardé, il n'aurait donc pas dû me moder-

nisé de la lesse. D'ailleurs, laisse entendre l'architecte, le service me monuments historiques déplore cette mode piétonnes, qui tend à l'identique tous les centres ville de France. A Sen- suffire à garder à la sous-préfec-

ENLIS a le charme in lis, le choix n'est pu tranché. clairières discrètes. Encer- Cartes, les me commerçantes clée par 20 000 hectares de prêtes à se recevoir que des marcheurs, mais seulement e dans une cinquantaine d'an-nées», indique le maire, Arthur Dehaine (RPR), qui voit actuellement, où la circulation automobile. En muse dant, le premier magistrat entendu l'expert de promet de ne pas transfer in territorium des adjacentes, comme il en le projet.

Une citadelle assiégée

Frate autant, la « sérénité » appelée de 🔤 vœux par Yves n'est pas complètement rétablie petite ville. Il nis la association Protéger Senlis, Im oppose em comme objectif, seulement de préserver le caractère historique in la um ancienne, mais in de mente l'urbanisation de l'ensemble des quartiers a protéger l'environnement rural et forestier. Le comédien Claisse, fonda-📥 🛍 mouvement, n'avait 📼 d'expérience militante jusqu'aux pavés de trop. Mais lui e all create de Protéger la le s'organisent. Il souhaitent dis The suivre de près municipaux in I terme en informer im Senlisiens II Imm wante par la higis d'une lettre. Il n'est pas cerqu'Arthur Dehaine, premier apprécie un intérêt a aigu.

Au moins l'association = le maire retrouvent-ils un point. Pour tous, la menace vient de l'extérieur. Construite " l'emplacement d'un ancien oppidum romain, Senlia gère aujourd'hui « comme une massiegée », Arthur Dehaine. En effet, les envahisseurs se rapprochent, i croissance de l'Ile-de-France ■ ses légions de mal-logés grignotent les lices du nei de l'Oise. Quant à Senlis, voudrait s'y installer, Il suffit de

savoir résister». Pour Arthur Dehaine, In fermeté de l'action municipale

ų.

ture de l'Olim une qualité de vie appréciable, ainsi qu'un équilibre entre la put des logements périphérie et les Un optimisme que ne partage pas Georges Claisse, pour qui «il est urgent de reinventer l'urbanisme». De même, la mare tion du mandim authentique de la cité sépare les deux hommes.

"" une ville d'art et d'hisqui mu la peine de pro-tégée, plaide Georges Claisse. Déjà maire a affublé la place Henri-IV d'une fontaine provençale, y supprimé le vieux trot-toirs / Par le passé le boutiques des dérogations pour banaliser leurs saçades in importe quelle banlieue parisienne. El musi importa inquiets de ne rien savoir des PROGRESS OF THE R.

Arthur Dehaine assure. contraire, me très soucieux du charme caractéristique im wille natale. Il m retranche prudemderrière les avis, en principe déterminants, de l'archies France, arbitre du bon goût comme dans little secteur sauvegardé. Son diemun veut particulièrement rassurant. Las, il ne convainc plus tous Senlisiens, depuis que leur maire un parte sur quelques dalles 🗯 granit.

ide notre envoyée spéciale Martine Valo

LA DÉLOCALISATION DES AUTRES

Il est me beaucoup d'entre eux sont de vieux l'unclient Autre cliché mis à mai, crisi d'habitants in l'Ile-de-France qui n'y manarate qu'entre dans séjours ailleurs, tard warm in leur province III pressés d'y retourner. Près da la mainid des personnes interrogées sont de de la région parisienne (40 m province) et 35,5 % y vivent depuis plus in vingt ans.

un croire champions de la mobilité, de la curiosité et de l'avidité à connaître lieux et gens! 🛍 🖺 n'ont jamais al vécu ni monté illing qu'en lie-de-France. Et 38 % seulement avoir um bonne impression in la ville où la adillocalimien se promet de 🛌 envoyer. 🖾 n'est pas qu'ils méprisent im province puisqu'ils sont presque la moitié il considérer que la ribernue entre l'Ilede-France 🛍 🕍 province sont 🖡 l'avantage de mem dernière. Ils la vie y will plus tranquille 🛚 🕻 Contraire). Mais, une fois... pour

Car is se disent, malgré il à leur région capitale. toujours bien savoir pour-

quoi. Il apprécient la proximité des matre ils décision, la diversité ainsi que la males économique et intellectuelle, 📂 possibili-🕍 dir choix qui s'offrent 🖁 am Mais, pour la loisirs, par manple, in n'en usent guère. Du coup, poussés dans leurs retranchements, ils reconnaissent que l'Ilede-France, du point ils une des u distingue guère im arima

Une ureameterine de plus. Il déplorent le manque le confort, régularité e de fiabilité des transports on commun; in ranktie d'entre un montre chaque jour entre une m trois heures de trajet emploi-habitat, 🗖 🗀 🐃 qui ne veulent plus quitter and

Leur propre commune mise part, c'est-à-dire le 📶 où ils habitent a non man in travalllent, les Franciliens ont peu de familiarité pour leur environnement institutionnel. Ils révèlent une grande ignorance im insdépartementales régionales. La peur 🖿 l'inconnu hexagonal s'accommode fort bien # l'inconnu

Charles Vial

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

DE THOMAS MORE, LE " MONTESQUIEU ANGLAIS ". EXTE INTÉGRAL, élucidé, commenté, traduit par André Prévost Docteur in hann leur de l'Académie.

L'Europe 📾 More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le manuel : L'Instrument utopique : Infinalités, urbanisme, économie, vie l'esprit, pluralisme religieux, internationales : Fédérations.

UN LIYRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique Mi l'original: or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Il III Tables. Lexique. Index. 780 pages. E LIVRE A OFFRIR: IIIO F franco.

Bégédis Frank de chez l'auteur. Par poste, commandes

par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libelié III Francs Français II l'ordre de A. Prévost, 16 avenue IIII Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage I hum épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16.



PROMOTION L'Aude s'expose

dans le RER

VENUS de Lézignan-Corbières de Fitou, de Carcassonne ou de Castelnaudary, les exposants ne w montenant per ill Min découvrir la gastronomie de perdre leur ni que l'Aut se situe « du Montpellier T Perpignan ». Apparemment, leur pays sourfre d'un net manque im notoriété.L'opération «L'Aude II Aubers, qui 🖿 tient pour la troisième avec un tien important a man général 🔤 🖃 département 🕍 Lanquedoc-Roussillon, n'apparaît donc pas superflue.

Sous les lurnières crues de la station du RER, 🚾 🖿 👫 boltes in cassoulet, in bourriches d'huîtres, 📖 pots miel, la pains d'épices 🔳 vins de Corbières Muscat, minimi producun large sourire Programmée I III période favorable jusqu'au mardi décembre, quelques jours m in Irm = Noël, in remporte un bon

Les producteurs 🕮 l'Aude ne s'étonnent plus 🛍 s'entendre réclamer... du champagne, III proposent alors gentiment dégustation bianquette Limoux. «En woyant vivre, nous les comprenons mieux... » conclut une ostréicultrice

PARIS

UN BUDGET MASTODONTE ET ORIGINAL

Les conseillers de la capitale gèrent des sommes importantes, mais ici comme ailleurs les années grises commencent

adopté lundi 14 m marul 15 décembre le budget া la capitale pour 1993. 🔳 🛌 👊 France avaient suivi 🖿 débats, 🔝 auraient M fort surpris M passablement déroutés. Car les mujus parisiens ne manhim par la monétaires mise in him in proportion ce que l'on connaît ailleurs. Si l'on additionne les budgets administratives couterritoire (ville département), on arrive - fonctionnement et investissements - un teni astronomique de 31 milliards 🖛 francs. Il dépasse les researces de la plupart 🗺 ministères.

Une simple comparaison AVIC DE MARRIES DE L'ESM MARS-Le que le budget de la capitale vingt let all du ministère de l'environnement, trois celui 🖿 🖬 culture 🛍 unann 🗎 double III celui des affaires étrangères. Aussi, pour gérer 🖦 telles fortunes, la Ville s'est-elle dotée d'une direction des finances forte M M personnes, parmi lesquelles on ne compte

ES Paris d'énarques. Autre particularité : les budgets de la commune et du département adoptés pur la assemblée au mui de la udan session. Leur ille en e fera em autorité unique : lelle de Jacques Chirac. Voilà qui lemnum le laboconduire in malm de grandes métropoles 📭 🔚 présidents departements mini elles met le plus bene fleuron, manual à Lyon I Toulouse.

Blan sûr. Im comptes de la with at the département de l'autr théoriquement distincts. Chaque collectivité dispose in nécessaire, Il suffit à Jacques Chirac de puiser dans l'une de poches pour remplir l'autre.

Paris est l'une de villes de Francis that his mannanes was in plus confortables. La valeur appartements, le foisonnename activités, la présence de natalistic sièges sociaux, and remi impôts locaux un rendemare record, sans pour autant que d'imposition soient écrasants. A mus seuls un apports la professionnelle reprécales. Qui dit mieux?

A cela s'ajoute la contribude l'Etat, qui, bien un sévèamputée la la année au nom de la solidarité uni d'a pauvres et riches, important (4 milliards francs). Autre source financière : Paris, d'être erindu el erinnens per la gestion préfectorale d'autrefois, en Inille aujourd'hui les dividendes. La location an locaux dant elle 🖦 propriétaire (des milliers d'appartements, la Bourse, le palais da Bercy, par exemple), les incuminan qu'elle accorde dans la bois de Boulogne et de Vincennes, lui rapporteront I millionin de francs l'an prochain. Un record natio-

Enfin, www. Ville a eu la region ne s'endetter qu'avec modération, nin peut pauvin recourir à l'emprunt (2,5 millimitte en 1993) mus alourdir la l'excès = futures annuités de remboursement. L'endettement de Paris n'était jusqu'ici que de 🎹 francs par habitant, contre l Will francs & Marseille 1013 francs Lille, par exemple.

Au regard de ces recettes, la Ville, il est vrai, doit inscrire des

dépenses également comdes agglomérations françaises. Elle entretient un corps i près expérience formation ntensive, i jaloux Si a capitale recele in plus grandes fortunes de France, alla amba aussi une foule 🌆 laissés-pourcompte qui illustitura les dépenses d'aide sociale. charges n'empêchent I Paris une part exceptionnellement élevée in pu pu investissements. La ville pur investir 1 100 francs environ par habitant a par an, tourne autour J. 2 500 francs. Les gestionnaires marseillais (2 100 francs) qui lillois

(1740 francs) apprécieront. Parisiens profitent en outre des grands imment financés par l'Etat, menne la construction de la Bibliothèque de France - bercement de normalisi lignes de transport en

Après les audaces, la prudence

Les finances florissantes di la capitale uni épargné jusqu'ici à Jacques Calina francie de marie lui ont permis surtout politique municipale qui a conforté se image de les gestionnaire. Mall le budget IVIII aura peut-être été le dernier de la «belle époque». Car, désormais, lim rentrées um croissent pas aussi vite que 🚻 dépenses. Amoindrie par mobligations de la solidarité

urbaine, la dotation globale fonctionnement (DGF) allouée par l'Etat L L capitale le plus ce qu'elle

Seion II maire, II s'élèverait en 1993 à 1,2 milliard francs. La ment outre-périphérique de nombreux sièges professionnelle. Alors qu'elle croissait précédemment de 7 m an, elle n'augmentera

Comme il faut bien trouver l'argent quelque part, la munici-palité est obligée d'alourdir impôts la la (+ 7 et meet att and l'an prochain) d'emprunter davantage. Compte tenu les illes illes in programme little lors in budgets passés et qu'il aujourd'hui, it investisse-opérations vraiment south s'en affectés. La acquisitions foucières, la modernisation de la voirie, le constructions d'écoles, l'ouverture de mana Danseille l'achèvement de mus Charlety, représenterent un misi d'environ 3,5 milliards de fruce en 1993. Male on settle in crosp of fixts.

Si quinze premières de la gestion chiraquienne um été fastes, la fin de la troisième mandature pourrait in placée mus le signe de la unue Après le temps des audaces, voici venir celui 🜬 🖿 singularités budgétaires, mais 👞 gestion rapprochera de métropoles françaises. Les années grises commencent.

Marc Ambroise-Rendu

ÉCONOMIE

ATTIRER LES JAPONAIS

L'Agence pour l'implantation des entreprises vient d'ouvrir un bureau à Tokyo

Le Monde EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945 WILLIAM HORSLEY ET ROGER BUCKLEY

Traduit de l'anglais par Dominique DUDOUBLE

Cinquante an après en effondrement, le Japon s'impose aujour-d'hui superpuissance mondiale. Nippun raconte l'histoire de réussite exceptionnelle, qui a part d'ombre... indis-pensable pour comprendre la mentalité actuelle du Japon. Nippon, c'est aussi série de 4 documents en 2 cassettes vidéo. Une coproduction BBC-LMK Images, de Peter Pagnamenta et

Première époque : L'empire ruiné. De 1945 aux années 60. Deuxième époque : Le retour en force, 1964-1980.

Prix unitaire

Le livre

Les vidéos cassette

cassette 2

cassettes ! II 2

Le livre et les 11

Troisième époque : L'empire ressuscité. Le Japon des années 80. Quatrième époque : L'archipel du labeur. Le Japon aujourd'hui.

BON DE COMMANDE:

Reglement ci-joint par chèque à l'ordre Monde-Éditions 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris

99 F

180 F

269 F

'AGENCE implanta-France vient d'inaugurer à Tokyo m première micro à l'étranger. I fin 1989 à l'initiative du conseil régional, cet organisme associe 🔤 collectivités territoriales, im chambres de commerce et d'industrie, im aménageurs (le port Paris, l'EPA in la Défense...).

entreprises (la RATP, EDG-GDF, Aéroports de Paris, et France Télécom a partir de mois de janvier...) pour attirer les management étran-

Actuellement, l'Ile-de-France plus & 8 000 filbles d'entreprises étrangères, dont près the 2 300 (caldissessmin in production, employant 25 % de la main-d'œuvre industrielle de la

région. En juin, on recensait | SPORTS entreprises japonaises: 30 sociaux, 9 services commerciaux, 9 est de développement et 4 usines. En France, au 156 qu'on n'en comptait que I en 1980 et E en 1990. Lors d'une récente visite de la délégation danren, 🖹 petronat japonais, a confirmé malgré la ralentissemml économique, im investissea l'étranger resteront importants, en raison du coût de main-d'œuvre, du prix du foncier - 16 millions III yens le mètre carré di la quartier de Ginza à Tokyo (environ DE 000 francs) 13 millions the le mire d'Osaka, - de la volonté de produire mu les inter the consommation et du mai the s'impliquer dans in rechanne at

Aujourd'hui, si 🖿 plupart 📥 grandes entreprises will implan-Europe, il reme manne un ma grand market de PME-PMI japomies qui melettani venir sur la

développement de parte-

Une porte économique

inadde dans des bureaux de la chambre de université et d'industrie française du Japon, mur qui l'Agence immale in partena riat, = cinquième étage de l'Halmental Mil Building, un immeuble de Chiyoda, un des quartiers stratégiques a la capitale, elle a porte économique importante locaux modestes par la surface», la la Yves Cambon, vice-président de la lange régional. L'a trois qui y déterminer de de la mission de d'activités, de prendre vulun entreprises alt ces secteurs. midmelle mile qui me un projet d'implantation Europe, de leur Lyangua de la région lle-de-France, I l'ouverture d'un lycée japonais Montigny-le-The quality of partial and the second of the positif dam la visua des entre-Les «samourgis» 🖆 France

developed pringences cinq manprises pur mode et un me relations privilégiées **une la grandes** banques. Ils **dévelop**politique il communica-France Car, si anonymat. Car, si ancun d'entreprise nippon n'ignore Paris, lim peu un remarks in the second

Francis Gouge

VENT DU LARGE

L'ambiance de la Coupe de l'America dans une salle transformée en plan d'eau

ES Parisiens savent qu'on mettre Paris m bouteille », mais imaginaientils qu'une portion d'océan puisse IIII transportée IIII le Paris-Bercy (POPB), situé dans le douzième arrondissement? Samedi 19 al dimanche 20 décembre, ili vont pourtant retrouver l'ambiance 📥 🖿 Coupe 🖮 l'America, la plus grande course 🕍 voiliers du monde, sans quitter la capitale.

Tous skippers qui se née un bule de San-Diego, en Californie: David Dellenbaugh, qui a remporté la fameuse aiguière d'argent sur America-Paul Cayard, son dauphin Il-Moro-di-Venezia, Ham Pajot, card-Tailla sur Ville-de-Paris, vont en affir se minimum à Paris quelques mois après avoir quitté l'océan Pacifique. Dans des conditions bien différentes, puisque ce are care lets au un de 80 mètres il long 40 mHim in large, pour le Super-Yacht d'or de Bercy, la liers monoplaces,

Pas question, bien sûr, de déplacer li Bercy in bestin de 23 mètres. Les meilleurs skipauxquels se joindront Marc Bouet, II tacticien de Ville-de-Paris, 🖪 🚃 📫 🕮 de Barcelone, comme Yves Loday en Tomado, navigueront sur de répliques au sixième de lean labellane e coûteuses embarcations. Tous identiques. quillards III moins II 4 miles de long, équipés d'un haut, moul pieds. Grandvoile, foc autovireur m spi asymétrique des illes de force 2 à 5 : 6 nœuds à la marque sem le vent, 11 hands la ligne de départ, 20 mille au vent.

Cette brue sera wille pur quinze ventilateurs de I mètres de i turbulences provoquées pur la circulation de l'air la salle compliqueront un navigation implim incertaine par un courant artificiel dans une pertie du bassin. Les manneren sennt dich

sives a la tactique de surre prépondérante. Les règles strictes que pendant une régate officielle. Les skippers pourront signaler d'éventuelles réclamations 🕶 allumant 🚥 lampe en 🕍 de mat, 🖷 six juges internationaux 🕍 l'organiman de la Coupe de l'America. disposés le long du plan d'eau, obligeront les bateaux à réparer um har par un spectaculaire tour complet sur eux-mêmes. Il s'agira in véritables courses, avec un enjeu important puisque 100 000 dollars de prix lerrat distribués. Ella serrat disputées sous forme de matches-racing 🖷 pur élimination, manual dans la Coupe de l'America. Ces duels de sept minutes chacun mmal lieu autour de la mouillées

dans l'est de suit · C'est l'ancien champion 🛳 planche | voile Fred | ----qui a = | Pale in proposer = | Parisiens and réplique miniature 🚾 🖫 Coupe de l'America. Il a organisé avec succès pendant trois ans = POPB, a la fin a l'hiver dernier Barcelone, une épreuve e planche à voile en salle. 🗀

. زك

qui apparaissait comme un pari fou s'est in the une compétition spectaculaire, a laquelle participent d'ailleurs les plus grands champions le la spécia-

Pour manual le plus plateau que les amateurs tall bassin de 1 mètre de profondeur, clargi d'une dizzine de mètres. Les 3 millions de litres d'eau sont contenus dans des biste posées me la patinoire installée en au POPB.

Pendant les six mois im direction et de la phase finale de la Coupe de l'America, une exposition sur l'histoire l'épreuve, organisée 🛌 la Ville de Paris, avait attiré au marché Saint-Honoré MUM passionnés, pour la plupart parisiens. La mairie 🕼 Paris, qui avait larsoutenu le défi français Pajot, apporte son tien financier logistique au Super-Yacht d'or de Bercy. L'événement, dont le budget s'élève 1 5 millions = francs. affiche d'ailleurs les

Cette opération, appelée renouveler chaque and et a essaimer dans quelques grandes salles a travers le monde, devrait assurer la promotion de la capitale : images de cette grande première 📶 🔳 📶 de plusieurs chaînes de étrangères.

Les 20 000 spectateurs attendus accueillis milieu de cris de mana um salle du POPB décorée curie un port, avec in filets, un phare une jetée derrière laquelle mouilleront les bateaux. Un étrange dépaysement au moment où les enfants attendent devant les cheminées le Père Noël descende traîneau manur de neige. Après murs d'escalade, le POPB mérite de plus en plus sa réputation d'« usine I rèves » 📠 la capitale.

Christophe De Chenay





BOURGOGNE

Maria Mariana a co

المراجع والمجار والمتخفية

Note that the same is

jeret vara

Application of

AND THE PERSON NAMED IN

The second of the second

· 大學學

arthur de Amer

The second second

The state of the s

والمرابع والمستهامة

Application of the same

A STATE OF THE STA

and the confidence of the contract of the cont

1. **建筑**建筑 100 - 100 - 100 - 100

Naissance d'un Val de Saône

La chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Mâcon vient de créer une Associa-tion de développement en Maconnais - Val de Saône. Cette structure devrait permettre une politique d'aménagement pour mettre fin aux actions parcellaires menées dans les deux départements situés de part et d'autre de la rivière. La prise de conscience d'une complémentarité territoriale entre l'Ain et la Saône-et-Loire est apparue en 1991 lorsque les deux collectivités ont décidé de financer un deuxième pont

Un budget de 1 million de francs a été établi par las futurs partenaires de l'association : les deux CCI (Ain et Saone-et-Loire), les deux conseils généraux, les 109 communes concernées et tous les organismes chargés de la promotion économique du secteur. La région Sourgogne a prévu d'apporter une subvention à un projet, qui concerne une zone située de chaque côté de la Saône, de Tournus au nord (Saôneet-Loire) à Thoissey au sud (dans l'Ain) et qui regroupe quelque 130 000 habitants.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

· 在 · 有面

Mobilisation municipale pour la sécurité

Les journaux électroniques de Montpellier ont pris le relais des éius descendus dans la rue pour inviter la population à signer une pétition. Une mobilisation importante depuis quelques semaines pour exiger 300 policiers supplémentaires et sept commissariats de quartier pour faire face à l'excité a connue ces demières années. Les signatures ne manquent pas. Qui en effet souhaiterait ne pas être tran-quille dans son lieu de vie? Mais s'il interpelle ainsi le ministre de l'intérieur, le maire de Montpellier, Georges Frêche (PS), s'adresse aussi à ses administrés. Il leur montre qu'il place leurs préoccupations au-dessus de ses amitiés socialistes. Il se dédouane de toute responsabilité devant la délinquance en désignant le coupable : l'État. Il engrange par avance le profit de l'annonce de l'arrivée, dans sa ville, d'une cinquantaine de policiers supplémentaires qui pourrait, dit-on, avoir lieu en début d'année prochaine.

LIMOUSIN Le record

des bas salaires

Des vingt-deux régions de France métropolitaine, le Limousin est celle où les salaires sont les plus bas, 8 200 francs en moyenne, au lieu de 9 500 francs en 1991. La direction régionale de l'INSEE, qui vient de publier une étude, souligne en outre qu'« un Limousin sur deux perçoit moins de 7 000 francs par mois ». L'éventail des salaires est sensiblement plus resserré qu'ailleurs, « l'écart entre la salaire d'un cadre supérieur et d'un ouvrier qualifié est moins élevé qu'en lle-

de-France ». Est-ce à dire, se demandent les deux auteurs de l'étude, Michel David et Alain Malmartel, que « la part de la valeur ajoutée revenant aux profits serait plus élevée qu'ailleurs? Leur réponse est négative. « C'est dans le faible niveau de productivité industrielle qu'il faut rechercher la source du retard salarial », expliquent-ils. Un fourd handicap, donc, car « si les salariés limousins recevaient une rémunération comparable à celle de leurs homologues des autres provinces, 800 millions de francs seraient injectés chaque année dans l'économie régio-

LES PAYSAGISTES DANS LE FLOU

Plutôt à la mode, cette profession peu structurée cherche ses marques, avec l'appui des pouvoirs publics

ECONQUÊTE de grands 2 000 professionnels d'ici dix paces verts et autres pépiniésites paysagers, embellisse ans, contre 600 aujourd'hui, ristes. Sans oublier l'arrivée de diplômés des trois écoles de Vercabinets anglo-saxons : des le poids, dit-on. Le renforcement D'autres encore, très minoride la profession est l'une des priorités du ministère de l'environnement.

Les handicaps sont d'abord «historiques»: dépourvus de titre, peu nombreux et peu structurés, les paysagistes souffrent d'un enseignement et d'une recherche insuffisants. C'est en outre un métier avec des pratiques variées et aux contours mal définis, comme la notion de « paysage », souvent ambigue. Or les professionnels installés semblent tenir fortement à ce caractère très ouvert de leur métier et qui fait toute sa richesse aux dépens d'un corporatisme qui aurait peut-être des avan-

Désarmés, les paysagistes? Les avis sont plutôt contradictoires. «Les carnets de commandes sont pleins », affirme Serge Kancel, chargé de mission de Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Confirmation de Michel Corajoud, professionnel renommé : «Intervenir lors d'un colloque, c'est s'exposer à des demandes d'élus aussi pressantes que floues. On est pris

dans une sorte de cyclone.»

Ce phénomène, qui date d'une demi-douzaine d'années, a atteint le ministère de la culture, comme certaines grandes villes (parcs de La Villette, Bercy, ou Citroën à Paris). Nourri de l'onde de choc écologiste et des craintes du monde rural face à la déprise agricole, il a aujour-d'hui la bénédiction du ministère de l'équipement, Mais cette. « révolution culturelle », comme l'appelle Serge Kancel, n'a pas Ainsi, pour Georges Demouchy, président de la Fédération francaise du paysage (FFP), la réalité du marché aujourd'hui, c'est la crise. Et d'évoquer l'éternel décalage entre ceux « qui marchent blen » et les autres « qui rament ».

Georges Demouchy rappelle en outre la fragilité des paysagistes, numériquement (enviror 600 paysagistes, à comparer à 25 000 architectes) mais aussi en termes de masses financières. « Un mètre cube de béton, c'est 3 000 francs; un mètre cube de gazon, 10 francs. » Aux yeux d'un élu, que pèse une belle entrée de ville face à une implantation d'entreprise, peutêtre laide mais source d'emplois et de revenus?

Quoi qu'il en soit, le ministère de l'environnement a décidé de « créer des appels d'air » pour la profession. Objectif: atteindre

Formé au paysage et à l'ur-banisme, avant de mettre le cap

sur les Pays-Bas, Jacques

Sgard a rapporté le concept de

« plan de paysage » à grande

échelle. Il a connu les hauts et

les bas de la commande publi-

que depuis quarante ans, dans

un domaine peu fréquenté :

celui de l'aménagement régio-

des métropoles d'équilibre,

Jacques Sgard réalise des

études pour les organisations

régionales d'études et d'amé-

nagement d'aires métropoli-

taines (OREAM). On le trouve à

Marseille, ou encore dans les

Vosges du Nord, où il sensibi-

lise administrations et élus aux

problèmes du mitage et de l'en-

résinement des vallées. Ses

suggestions : le paysage a

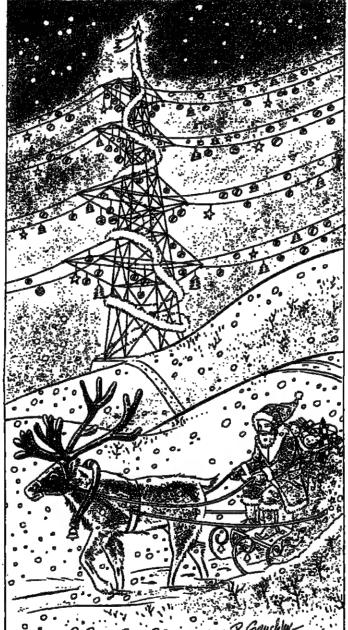
A l'époque de la politique

villes, sensibilisation des sociétés sailles, Angers et Paris (1), et autoroutières ou d'EDF à l'inté-exerçant à temps plein. Hormis agences qui atteignent cent sala-riés! Faut-il alors créer un label? gration esthétique de leurs quelques agences de plus de ouvrages, multiplication des 20 personnes, dont celle Celui d'« architecte-paysagiste » par exemple, comme chez nos publications et des colloques... d'Alexandre Chemetoff, la provoisins européens? L'ordre des Jamais le paysage n'avait fait autant parler de lui. Et les pay-sagistes? Numériquement et des individuels (1 à 3 personnes, économiquement, ils ne font pas dont l'épouse bien souvent).

taires, exercent dans des entre-

architectes s'y refuse. Le prési-dent de la FFP, créée en 1984, n'en est même pas convaincu... Le ministère entend pour sa

part agir dans trois directions. D'abord, inciter les paysagistes à



prises ou des structures publiques. La commande enfin est essentiellement publique, dont 30 % environ sous forme d'études (à distinguer des projets). Le jardin particulier est un marché étroit, très localisé en Ile-de-France et sur la Côte d'Azur.

dit-il. Elle se servait de nos

plans comme outils de travail,

mais sans souci de vulgarisa-

tion, de communication. Or, c'est le sujet qui touche le plus

les gens. C'est cela la grande

cés les schémas directeurs (loi

d'orientation foncière de 1967),

avec délà un souci paysager. Le

lac de Madine en Lorraine, la

côte Aquitaine... Et toujours

des frustrations, quand les pro-

ment difficile lors de l'aménage-

ment de la côte basque :

« Notre mission débouchait tout

naturellement sur le concept

Une expérience particulière-

En fin de décennie sont lan-

évolution actuelle l »

iets n'émergent pas.

pesoin de « couloirs de respira- d'identité culturelle. » Les

Le titre de paysagiste n'étant pas protégé, la concurrence est vive. Elle émane des architectes, mais aussi des entreprises d'es-

lumière...

se regrouper, ponctuellement à l'occasion de concours (certains

commencent déjà à le faire), ou plus durablement dans des agences pluridisciplinaires. Second axe de travail : renforcer la formation. La « délocalisation» de l'école de Versailles à Blois, annoncée début 1992 et très critiquée dans le milieu, en sera l'occasion. Un vrai premier cycle serait alors créé, tandis que les seconds cycles seraient élargis

Les aléas de la commande publique érudes d'impact, nées de la loi tion», de «fenêtres», de de 1976 sur la protection de la **€** L'administration était nature, alimentèrent elles aussi la commande : «Les études alors dépositaire du paysage,

sont dans ce cas centrées sur

un obiet précis. Le paysagiste a

un rôle de médiateur. » Dans un domaine plus classique, Jacques Sgard a aussi connu l'époque des parcs urbains, celle des bases de loisirs, des jardins et des friches industrielles et, bien sûr, des incontournables espaces verts d'habitation. « J'ai fait la Courneuve, quelle tristesse! », lance-t-il, justifiant la méliance des nouvelles générations face à ces missions, sans toutefois jeter la pierre aux anciens : «Si certains grands ensembles tiennent plus le coup, c'est aussi

grace à cela...»

Bordeaux a lancé le mouvement : l'expérience devrait s'étendre à une ou deux autres écoles à la rentrée 1993; enfin, des spécialisations de troisième cycle seraient mises en place. Un DEA (diplôme d'études

approfondies) intitulé « jardins, paysages, territoires », co-habilité par l'École d'architecture Paris-La Villette et l'Ecole des hautes études en sciences sociales existe d'ores et déjà, grâce à l'initiative de Bernard Lassus. Formé aux Beaux-Arts, ce paysagiste plutôt connu comme professeur et théoricien est un peu le poil à gratter du système éducatif actuel. Dénonçant l'absence de recherche théorique et de formation de haut niveau, le manque de professeurs, l'insuffisance conceptuelle des écoles existantes... il réclame un vrai débat d'idées. Le danger, c'est la confusion entre paysage et environnement. « On risque d'être phagocytés par les scientistes », lance-t-il en montrant un document de la CEE figurant en équations mathématiques la qualité d'un site.

Troisième axe de travail; promouvoir l'embauche de paysagistes dans la maîtrise d'ouvrage (administrations, collectivités locales, grandes entreprises...). Le ministère promet par exemple que chaque département aura son paysa-giste-conseil d'ici à 1994. Le mouvement est amorcé ici et là, dans des directions régionales de l'environnement, quelques sociétés autoroutières, à peine une dizaine de directions départementales de l'équipement

Concurrencés par les architectes et les pépiniéristes, leur faut-il un label?

Les conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) attendent beaucoup du projet ministériel. «Il nous donnerait une légitimité plus forte pour intervenir et développer la commande émanant des collectivités locales, explique Jean-Paul Blais, délégué général de leur fédération. Et cela d'autant plus qu'il n'existe pas, aujourd'hui, de services de l'Etat capables de gèrer cette évolution.» Très éclectiques, intervenant en milieu rural (places de villages, remembrements, gîtes ruraux, embellissements divers) comme en milieu urbain (parcs et jardins, urbanisme végétal...), les CAUE emploient une centaine de paysagistes, à temps partiel bien souvent. Ils étaient seulement 20 voici quatre ans.

Ces perspectives réjouissent les professionnels... tout en les laissant sceptiques. Car le ministère de l'environnement ne maîtrise pas les budgets. Il en est ainsi de la formation : les écoles relèvent soit de la tutelle de l'agriculture (Versailles), soit de celle de la culture et de l'équipement (Bordeaux). Dans le système français, toute administration a sécrété ses filières d'enseignement, son grand corps de fonctionnaires : ingénieurs des ponts et chaussées pour l'équipement, ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts pour l'agriculture, etc. Rien de tel pour le paysage, toujours écartelé entre ses racines horticoles, urbaines, ou autres,

En dépit de cet éclatement, il existe toutefois une «école française» du paysage, reconnue à l'étranger pour la liberté et la qualité - esthétique et formelle de ses projets. « Cette notion de projet vaut pour les deux formes d'exercice du métier », explique Jean Cabanel. La première consiste à concevoir un jardin, un parc, ou en tout cas un espace bien identifié, à la demande d'un commanditaire unique. La seconde revient à répondre à une demande beaucoup plus globale, mettant en scène de multiples partenaires, du type « arrangez-moi cette valiée, ce site...».

C'est cette dernière démarche que le ministère de

pour accueillir davantage d'étu- l'environnement entend aujourdiants. L'école d'architecture de d'hui promouvoir, grâce à de nouveaux « outils » (chartes, plans de paysage). L'affaire est toutefois plus complexe : elle se heurte au problème de l'intercommunalité, et aux habitudes. «Les études-alibis des années 70 ont détourné les grands professionnels du paysage d'aménagement, explique Jean Cabanel. Ce dernier, que l'on appelle parfois le « grand paysage » n'était pas conçu comme du projet. Mainte-nant, ils y viennent. »

Le ministère de l'environnement joue plus sur la sensibilisation et l'incitation de ses partenaires, que sur règlements et budgets. Les paysagistes, eux, préférent miser sur le long

Hélène Giraud

(1) L'Ecole nationale supérieure du paysage (ENSP) de Versailles forme des paysagistes DPLG; l'Ecole natio-nale d'ingénieurs des techniques de l'horticulture et du paysage (ENTTHP) d'Angers des ingénieurs-paysagistes, depuis la rentrée 1990; enfin l'École supérieure d'architecture des jardins (ESAJ), une structure privée, des paysagistes. Depuis la rentrée 1991, l'école d'architecture de Bordeaux a ouvert une section formant des paysagistes DPLG. La FFP accueille aussi quelques diplômés des écoles de Gembloux (Belgique) et Lullier (Suisse).

Jardinier des villes

Formé à l'école de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture (AUA), une structure créée en 1961 par des architectes soucieux de pluridisciplinarité, de qualité constructive et de responsabilité sociale, Michel Corajoud est un paysagiste des villes. Son métier, dit-il, consiste à « pro-duire de la relation et de la complexité», dans des cités réduites à d'artificiels collages v.

Avec une équipe de l'AUA, il a eu la chance de travailler à la structuration globale de la ZUP de la Villeneuve, à Grenoble (1968-1977) et de concevoir son parc (20 hectares). Aujourd'hui il participe, très en amont, à des projets d'aménegement à grande échelle, seul ou en équipe. On le retrouve tuaire de Dunkerque, de la Cité internationale de Lyon, de la Plaine-Saint-Denis... Là, il formule des diagnostics en réponse à des questions, toujours plus floues et globales : « Je montre des valeurs tendancielles, des grandes dynamiques, des champs des forces. > Pour lui, rnous vivons une Renaissance, une époque formidable la

L'esprit inquiet, Michel Corajoud avoue avoir changé : « J'étais du côté des objets, de la fabrication des choses... L'idée du temps est venue à moi très lentement, » Mais il conserve une certaine méfiance à l'égard des jardins : ces « lieux fermés » sont-ils encore de mise? Méfiance aussi envers le végétal en général. Trop « mondains, ou trop opulents peut-

Bref, Michel Corajoud n'est pas de ceux pour les-quels le lierre est plus qu'un matériau : un concept. Pour ces derniers, la connaissance du «langage des plantes» est essentielle. Elle apporte la sensibilité, l'émotion, la générosité, la fantaisia et tous ses débordements...

Car le renouveau du jardin aujourd'hui n'est pas un retour aux sources. Il s'accompagne d'une inventivité nouvelle, d'un incroyable enrichissement de la paiette végérale. Coconcepteur du parc André-Citroen, dans le quinzième arrondissement de Paris, Gilles Clément appartient à cette mouvance (le Monde daté 13-14 décembre). Familier des jardins privés, ce paysagiste préfère le « désordre biologique », source d'incessantes surprises et remises en question à l'ordre des « jardins tra-



VAL-D'OISE

LA FÊTE EST FINIE A MIRAPOLIS

Sept ans après sa naissance et malgré 700 millions de francs d'investissement, le parc de loisirs ferme ses portes

U haut de ses 35 mètres, la statue de Gargantua ressemble à un souverain qu'une sorte de cataclysme aurait brusquement privé de son peuple. Après avoir connu des moments fastes avec près de 30 000 visiteurs certains jours, Mirapolis aujourd'hui n'est plus qu'un repaire de lapins sauvages au nord-ouest de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Vald'Oise) dans la commune de Courdimanche.

Le jour du Nouvel An, Mirapolis aura définitivement cessé de vivre. La veille, les forains qui, depuis deux ans, tentent d'animer ce qui fut le premier parc à thème ouvert en France, devront avoir quitté les lieux. Une date impérative qui coïncide avec la fin du bail, mais il y a déjà plusieurs mois que Mirapolis ressemble à un vaste

Son propriétaire actuel, un pool bancaire mené par le Crédit national, espère bien un jour rentabiliser et valoriser ce terrain de 50 hectares. Sans doute par des opérations immobilières. Rien ne presse pourtant, et pour deux raisons : la situation économique actuelle n'incite guère à des investissements précipités, et le schéma directeur de la ville nouvelle, signé par le premier ministre en septembre 1991, a classé ce secteur en zone de loisirs aux deux tiers inconstructible. Seule échappatoire possible : le schéma directeur de la région lle-de-France, qui doit être adopté en 1993, et entraîner une révision des schémas

locaux.

L'Etat pousse à l'extension de la ville nouvelle. Une option que ne rejette pas le président du syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), Alain Richard (PS), même s'il juge préférable « de terminer la ville avant de penser à l'étendre ». Tous les terrains en effet sont loin d'être entièrement occupés. Comme, par exemple, ceux du nord, d'Osny, du sudest, de Saint-Ouen-l'Aumône, du

sud-ouest, de Jouy-le-Moutier, ou encore œux, éventuellement,

du parc de Mirapolis. a Aujourd'hui, à Cergy-Pontoise, nous devons gérer deux sories de phénomènes, explique Jean-Marie Laurent, directeur du développement urbain au SAN. Il faut loger les nouveaux habitants qui arrivent, mais aussi les Cergy-Pontins de la deuxième génération qui sont venus avec leurs parents et cherchent à s'installer ici. # Jean-Michel Rollot, directeur de cabinet d'Alain Richard, estime qu'aucune hypothèse n'est à exclure : « Il faut recenser les terrains libres et redéfinir leur classification. On peut décider de maintenir une zone de loisirs et surtout ne pas accepter n'importe quelle construction. Juste à côté de Mirapolis, à Cergy-le-Haut, le Crédit national et le Crédit foncier construisent actuellement 5 000 mètres carrés de bureaux qu'ils commercialisent avec difficulté. Il serait absurde de poursuivre, tout de suite, une urbanisation dans cet endroit. »

Plusieurs erreurs

Des responsables du Crédit national estiment que les négociations avancent lentement. Ils reconnaissent que la conjoncture ne s'y prête guère, mais souhaiteraient ne pas rater les rendezvous de Cergy-Pontoise en 1994 : une gare RER à Cergy-le-Haut en mai et une autre à Neuville-Université, toujours dans la ville nouvelle, en septembre.

Pendant ce temps le géant de Mirapolis risque de perdre le brillant de sa peinture. Une triste fin pour un lieu qui se vou-lait l'expression d'un rêve. Celui de voir vivre sur 50 hectares une « ville aux merveilles », peuplée de personnages mythiques sortis des légendes de la vieille Europe. Un projet jugé utopique à l'époque. Le premier qui avait osé y croire était le Saoudien Ghrait

Pharaon, actionnaire du Club Méditerranée, qui n'hésita pas à verser 2 millions de francs pour permettre à la toute nouvelle société Paris-Parc de se constituer. Le site a été rapidement choisi : Cergy-Pontoise, à 20 kilomètres de la capitale, trente minutes de l'aéroport de

Roissy et relié à Paris par le

RER. A l'époque, Euro Disney et le parc Astérix n'existaient que dans les tiroirs, et l'équipe de Paris-Parc était persuadée d'avoir fait le bon choix en s'appuyant sur l'histoire européenne plutôt que sur l'univers des bandes dessinées : Mirapolis, c'était Gargantua, la ville d'If, la forêt de Brocéliande, le château de Dame Tartine, le monde inventif de Léonard de Vinci. Au total, 500 millions de francs d'investissement, dont 191 apportés par les actionnaires de Paris-Parc, et notamment par le groupe Pharaon, la Caisse des dépôts, la Compagnie des Wagons-lits et le Club Méditer-

La première erreur a été d'avoir voulu ouvrir le parc le 21 mai 1987, alors que les aménagements n'étaient pas terminés. Nombre de visiteurs sont repartis décus et ne sont probablement jamais revenus. La seconde erreur, semble-t-il, a été de fixer des prix d'entrée élevés et de méconnaître les goûts français en matière de loisirs. A ces foutes s'est ajoutée la colère des forains, qui voyaient disparaître leur monopole sur les parc d'attractions.

Les débuts de Mirapolis ont été difficiles. En 1987, au lieu des 2 millions de visiteurs, seulement 600 000 se sont présentés aux caisses. L'année suivante fut un peu méilleure grâce à de nouveaux équipements et à la présence, le dimanche, du chanteur Carlos. Mais en 1989 la société Paris-Parc fut contrainte, pour la survie de son exploitation, d'ouvrir les portes aux forains, bien décidés à imposer

leur savoir-faire. Le premier pare à thème commençait à perdre son âme, mais les Français retrouvaient la grande roue et le grand huit.

Le 22 janvier 1990, la société Paris-Parc dépose son bilan et, le 26 avril, le tribunal de commerce de Paris confie la reprise de Mirapolis aux forains représentés par le groupe Campion-Concorde, composé à 75 % par le GIE Mirafête, et à 25 % par Ghrait Pharaon. Quelques mois plus tard, la cour d'appel rectifie pourtant la décision en donnant sa préférence à un deuxième candidat à la reprise, Cergy-Parc, un pool bancaire, composé du Crédit national à 64 %, du Crédit d'équipement des PME et du Comptoir des entrepreneurs à 18 % chacun. Le Crédit national était, pour sa part, le principal créancier du groupe avec 108 millions de

Pour respecter le contrat avec Paris-Parc, Cergy-Parc accepte que les forains continuent d'assurer l'animation. Cela durera à peine plus d'un an. Le GIE sera arrêté en 1992, et la Société d'exploitation Mirex mise aussitôt en liquidation. Pour Marcel Campion, président du GIE, «il nous a manqué une bonne publicité. Personne n'es voulu nous aider quand on s'est adressé à la région et au département, sous prétexte que nous élions une entreprise privée».

Avec un contrôle fiscal, un contrôle des personnels et seulement 400 000 visiteurs en 1991, les forains ne pouvaient à leur tour que mettre la clé sous la porte. 500 employés ont été mis au chômage, les manèges et attractions out été vendus à des sociétés de parcs de loisirs en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. En quelques années d'existence le brave Gargantua n'a pas su séduire adultes et enfants.

Jacqueline Meillon

TRANSPORTS Bornes d'alarme

Sur les quais de gare

LES trois quarts des gares de la banieue parisienne devraient être reliées, avant la fin 1993, à un système d'assistence permanente aux voyageurs en détresse ou en difficulté. La SNCF de la région lle-de-France va installer progressivement 750 bornes d'appel d'urgence

750 bornes d'appet d'urgence sur les queis et dens les passages souterrains de 280 gares de la région parisienne. L'opération, dont le coût sera supérieur à 70 millions de francs, sera financée pour moltié par la SNCF et pour l'autre moitié par le Syndicat des transports parsiens (STP).

Reliées, 24 heures sur 24, à un centre situé dans chacune des gares terminales parisiennes, ces bornes, de couleur gris et jaune, permettent à tout voyageur victime ou témoin d'un accident ou d'une agression de donner l'alerte. La SNCF lle-de-France a également mis en place à titre expérimental un système de surveillance par caméras vidéo dans les gares d'Aulany-sous-Bols, de Chelles, de Juvisy et de Saint-Quentin-an-Yvelines.

Toutes les lignes dans un seul dépliant

LES Franciliens disposent d'un des réseaux de transports en commun les plus denses du monde. Métro, RER, bus et lignes SNCF forment un malliege complexe dens lequel il est souvent difficile de se retrouver. Pour aider les Franciliens et les visiteurs à se retrouver dans ce réseau, le conseil régional d'île-de-France édite un petit déplient qui rassemble les plans des différents moyens de com-

munication. Ces cartes présentent à la fois les réseaux existants (bus, métro, RER, réseau régional de la SNCF) et les lignes en cours de construction (le métro automatique Météor, la future ligne E du RER baptisée « Eole », les voies ferrées dont la réalisation est encore à l'étude dans la grande couronne). Ce dépliant, tiré à 100 000 exemplaires, est exclusivement diffusé par le service de la communication du conseil régional d'Ile-de-France, 34, rue Vaneau, 75007 Paris.

HAUTS-DE-SEINE Issy-les-Moulineaux fait son cinéma

Le navigateur Gérard d'Aboville, le publicitaire Jacques Séguéla, l'architecte Jean Nouval, le créateur Philippe Stark : ces personnalités qui vivent ou traveillent à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) ont praté leur concours à la réalisation d'un film de treize minutes commandé par la municipalité. L'objectif est de présenter les projets d'aménagement de la vivente de vanter les charmes de la cité pour séduire des décideurs économiques.

Le scénario est simple, voire même un pau trop traditionnel la promenade d'un enfant dans la ville sert de fil conducteur. - mais le film est l'occesion d'affirmer quelques priorités. Le choix d'Issy de réaménager les berges de la Seine et calui de s'ouvrir en priorité à l'installation d'entreprises de communication, de conseil, d'informatique et de tourisme. Une animation présente le trajet du futur tramway, qui doit relier Issy à la Défense, et de la voie routière rive-gauche das bords de Seine que le maire, André Santini (UDF), souhaite souterraine sur le territoire de sa commune.

 $\gamma_0 \gg_0 A_0$

YVELINES

VERSAILLES CÔTÉ COUR

La municipalité a recréé un cœur de ville en restaurant les halles du marché

N croyait qu'à l'ombre du château il n'était plus guère possible, à Versailles, de manier le compas et la truelle avec autant d'élégance. La restauration des halles du centre-ville, qui vient de s'achever, offre en effet aux commerçants et aux riversins un de ces décors raffinés où, selon les habitués, vil fait bon flâner v.

Quatre « carrés » majestueux, en fait des demi-rectangles de pierre, remis à neuf et badigeonnés avec ce jaune vieilli qui colore les bourgs tos-cans. Les arcades, semblables à celles du marché Saint-Germain dans le VI arrondissement de Paris, ouvrent les édifices sur une grande place dallée, occupée certains jours par les étals des fruits et légumes. Ces « carrés » « à la farine », « à la marée », « à la viande » et « aux herbes » sont couverts par des coques de navires renversées soutenues par des arcs de cercle en pierre. L'ordonnance classique de la place évoque, quand elle est déserte, un manège avec ses écu-ries. Bref, côté cour, Versailles a su garder la patte royale.

Autour des halles, connues

Autour des halles, connues sous le nom de « marché Notre-Dame», cafés et restaurants ont retrouvé la tradition des auberges et des cabarets qui, voici trois siècles, égayaient les soirées, un peu ternes, des bourgeois privés de Trianon. Voici l'enseigne A la Galté posée là depuis le XVIII siècle. Non loin, La Matineuse, Le Petit Marquis et Le Pied de Mouton tiennent, comme jadis, tables

·

ouvertes. Ces estaminets accueillent aussi les curieux qui hantent l'îlot du Bailliage, voisin, réhabilité. Il abritait, hier, l'administration locale et le tribunal. Aujourd'hui, les antiquaires ont pris le relais des

Construites en 1842, ces halles ont été bâties sur les restes d'un marché fondé par Louis XIII. Les lettres patentes de novembre 1634 affirment, en effet, la volonté du monarque « qu'il soit fait construit et édi-fié : halles, bancs, étaux et autres choses nécessaires ». Louis XIV confirme ce désir et choisit un emplacement : une grande place située entre les rues de la Paroisse, de Paris, Duplessis et de l'Etang. Le marché Notre-Dame était né. A l'époque, un chroniqueur remar-que : « Il y a habituellement, chaque jour, sur ce marché plus de douze cents personnes. » Le «menu peuple» y est chez lui. Il le restera. La trame d'un cœur de ville se dessipe et le « carosse à cinq sols » assurant la liaison « Versailles-Tuileries » s'élance depuis la place du Marché. Mais Louis XIV meurt et le Régent décide d'aller s'amuser à Paris. Versailles se vide. La place où se retrouvaient les maraîchers devient « un cloaque de boue et

de vilenies ».

Le marché retrouvera sa superbe, mais les événements de 1789 lui portent un coup fatal. Comme la ville qu'il animait, il n'est désormais plus que ruines, décrépitude et langueur. Il est rasé et remplacé par ces pavil-

lons construits en 1842 et restaurés en 1900. La aussi, le temps fait son œuvre. Les grilles se rouillent, les pigeons nichent dans la toiture percée, les murs se fissurent, les carreaux se brisent, des rigoles zigzaguent sur la place.

A la fin des années 60 la décision est prise de jeter bas les halles et de construire à leur emplacement un « marché-parking». Ce projet, approuvé en 1968, ne verra pas le jour. Les architectes ne désarment pas. Ils gardent dans leurs cartons d'autres études qui, toutes, envisa-gent la disparition des pavillons à bout de souffle. Des appels d'offres sont lancés pour édifier une «grande surface». Mais, en 1977, changement de cap. Elu à la mairie de Versailles, André Damien (UDF) propose, lui, de restaurer à l'identique les vieilles halles et d'ouvrir, à leur pied, un parc de stationnement. Quinze ans après, c'est chose faite. Coût de l'opération : 80 millions de francs, financés par la ville (68 millions), la région lle-de-France (6 millions) et le département des Yvelines (6 millions).

On a donc consolidé les fondations des « carrés », posé de nouvelles canalisations, gratté « jusqu'à l'os » les murs, ravalé les façades, réparé les toitures et refait les sols. Une longue restauration qui a suscité, parfois, la grogne des commerçants installés depuis des années sous la charpente dégradée et inquiets pour leur avenir. Mais, à l'approche de l'an 2000, Versailles a retrouvé un « cœur de ville » animé. Qui s'en plaindesit?

Cette aventure des halles du marché Notre-Dame, condamnées, sauvées, restaurées, et vivantes laissera un goût amer à ceux qui, à Paris, dans le début des années 70, ont lutté pour la sauvegarde des pavillons Bal-

Jean Perrin

21 décembre Bobigny - Saint-Denis

Tous en selle



Ça y est, il va rouler sur tente la ligne. Mis à l'étude en 1962, su circulation sur Bobigay-La Coureauve depuis juin 1992, le trammay reliere Bobigay à Saint-Beais à partir du landi 21 décembre. Il desservice 21 stations sur 9 km au rythme d'une rome toutes les 4 migutes sux heures de painte. Fruit d'une colimboration examplaire entre la RATP, le Cossell général de Seine Saint-Deuls, les villes de Bobigey, Brancy, La Courneuve et Saint-Denia, le transvey, váritable tigne de via de département, appartera ses services à vies de 100 000 esagers.

Ville de Bohigay

ren II



Seine Saint-Denis Conseil Général L'ALLIER Coll. « Rivières et vallées de France ». ouvrage dirigé par Christian Bouchardy. Privat, 188 p., 140 photos, 295 F.

EUT-ON intéresser les Francais aux grands cours d'eau de l'Hexagone au point de leur faire lire sur chacun d'eux une monographie de 180 pages? Voilà le défi lancé par Christian Bernad, riverain et amoureux du Lot, et les éditions Privat. Mais qui prétendrait tout savoir sur le profil géologique, la géographie, l'hydrobiologie, l'histoire, les aménagements et l'écologie d'une rivière qui court sur des centaines de kilomètres? Aussi les concepteurs de la collection « Rivières et vallées de France » ont-ils pris le parti de composer des ouvrages à plusieurs voix.

Ils y emploient, le plus souvent, des universitaires, d'où un ton volontairement didactique, mais aussi des spécialistes de l'eau et même des écrivains pour que l'imaginaire des riverains ne soit pas oublié. Pour sauver l'entreprise de l'uniformité du discours professoral ou technique, ils ont multiplié encarts et textes latéraux qui constituent autant de digressions savantes ou plaisantes. Enfin, l'injection massive de documents photographiques. de schémas et de cartes donne à l'ensemble une allure magazine dans lequel le sérieux de l'information s'allic à l'agrément de la vulgarisation.

Sont déjà parus des ouvrages sur le Lot, la Durance et l'Allier. Ce dernier ouvrage fournit un bon exemple de l'esprit qui anime la collection dont, par ailleurs, il n'est pas indifférent de noter qu'elle est publiée « sous nement ».

des hauteurs du Massif central, mal connue.

« remonte» plein nord et. par des percées héroïques s'ouvre un passage vers les plaines où elle rejoint sa grande sœur, la Loire. Son couloir traverse une succession de petits pays, la Ribeyre, le Devès volcanique, la Margeride, la basse Auvergne, la Limagne, le Bourbonnais, - tous originaux mais qui ont fini par constituer ce qu'on appelle le val d'Allier. Un axe de vie les unit, où la croissance et le raieunissement démographique contrastent avec l'abandon des hautes terres alen-

A travers une géographie contrastée, une préhistoire touffue, une histoire encore plus agitée et des activités en patchwork, la rivière s'est imposée comme un trait d'union entre la montagne et la plaine, un couloir de communication entre deux mondes. Toujours un itinéraire d'échanges, jamais une frontière, ce qui n'est pas fréquent pour un grand cours d'eau.

Au fil du livre, on suit les heurs

et les malheurs d'une rivière qui a tenté les ingénieurs, comme beaucoup d'autres. Ils l'ont rendu navigable sur 228 kilomètres au point qu'en 1841 des services de vapeurs y transportaient plus de 20 000 passagers. Peu après, le chemin de fer avait raison de cette activité et sauvait l'Allier d'un asservissement définitif. Même les tentatives de harnachement hydroélectrique ou d'écrètement des crues, comme le barrage de Naussac, mis en eau en 1982 après une homérique guérilla, n'ont pas muselé son tempérament primesautier. Non plus que les gravières abusives et les pollutions diverses dont la gratifient usines et collectivités locales négligentes. L'Allier, qui fut très malade, n'est qu'en convalescence. Le dernier chapitre de cette exploration est le plus inattendu. Il fait découvrir les L'Allier! Voilà une rivière qui, trésors naturels d'une rivière fort

Voici les truites fario aux mœurs singulières, le cingle plongeur, sorte de merle aquatique qui marche au fond de l'eau, la loutre ultra-discrète, le saumon mythique mais qui s'obstine à revenir chaque année. Et encore les rapaces rarissimes qui planent au-dessus des gorges, l'ombre au goût de thym, le rat musqué importé d'Amérique et qui se plaît tant au bord de l'Allier qu'il l'a entièrement colonisée. Et enfin les cygnes sauvages et la balsamine de l'Himalaya, plantée en 1910 à Clermont et qui, portée par le vent, a gagné tout le val d'Allier!

Cette promenade écologique révèle que l'Allier est la dernière rivière sauvage de France et peutêtre d'Europe. Cette singularité est une chance majeure pour les communes qui la bordent. On viendra en pèlerinage ici lorsqu'il n'y aura plus, dans le reste de l'Europe, que de tristes rivières canalisées, bordées de pavillons et d'entreprises «high tech».

Les concepteurs de la collection ont peut-être, avec l'Allier, gagné leur pari. La rivière, cette inconnue, parvient à passionner. Parcourir l'Hexagone, non par la route ou le TGV mais par ses itinéraires liquides, est une idéc neuve. Embarquons donc sur les cent mille méandres de la Gaule

Marc Ambroise-Rendu

LA FRANCE ET SES RÉGIONS INSEE, édition 1993 191 p., 85 F.

L'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) vient de publier une nouvelle édition du guide intitulé la France et ses régions (1). Cartes et tableaux en couleurs à l'appui, ce petit manuel fait le tour des 22 régions de l'Hexagone et des quatre départements d'outre-mer ayant le statut de région (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane). D'un usage pratique, même si les cartes sont souvent trop petites, l'ouvrage permet de comparer ces collectivités entre elles, du point de vue de la population, de la formation, de l'emploi, du développement économique, des conditions de vie ou des finances locales. Il facilite aussi le rapprochement des régions françaises avec celles des autres pays de la Communauté économique européenne.

Ile-de-France, première région en termes, notamment, de croissance démographique, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Cote d'Azur et Nord-Pas-de-Calais regroupent, à elles seules, plus de 40 % de la population française et la moitié du produit intérieur brut.

L'image rurale du pays a quelque peu changé. Selon les auteurs, « la France agricole se situe à l'ouest d'une ligne Le Havre-Marseille ». Toutefois, même dans ce secteur, la popula tion active agricole régresse. Une «diagonale aride» courant de la frontière belge aux Hautes-Pyrénées sépare la France en deux parties : une zone ouest de faible croissance, et une zone sud-est

(1) INSEE, 18 bd Adolphe-Pinard 75675 Paris codex 14. Tél.: (16-1) 41-17-50-50.

100 MOTS **POUR COMPRENDRE** LES DÉCHETS

dynamique.

de l'ENEE, 64 p., 50 F.

L'Entente nationale des élus de l'environnement (ENEE), présidée par Robert Fidenti (PS), conseiller municipal de la ville d'Avignon, et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de Pénergie (ADEME) viennent de publier un ouvrage intitulé 100 mots pour comprendre les déchets (1). De A comme «aérosol » à Z comme « zone humide », ce lexique explicite les principaux termes utilisés par les spécialistes des déchets. Il a été rédigé sous la direction d'Yves Pietrasanta (red g.), maire de Mèze (Hérault), et rapporteur de l'Association des maires de France pour les questions d'environnement.

(1) Disponible à l'ENEE, 20, bd des Filles-du-Calvaire, 75011 Paris. Tél.: (16-1) 48-05-20-21.

COURRIER

Détourner 🚅 l'attention

Il faut ne pas connaître Nogent-sur-Marne pour lire, sans sourire, le portrait que vons brossez de son premier magistrat, amoureux du vieux Paris au point d'en réinstaller, dans su commune, les vestiges « arrachés aux griffes des démolisseurs » (le Monde daté 6-7 décembre).

Les Nogentais de longue date savent bien que le bric-a-brac municipal (hormis le pavillon Baltard) sert essentiellement à détourner l'attention des massives opérations immobilières réalisées proximité. Sartout, au cours du long règne de M. Nungesser, ils ont pu constater à quel point les vestiges de la riche histoire locale étaient, eux, abandonnés sans remords aux promoteurs.

Du cimetière mérovingien ou les caves du château d'Agnès Sorel (détruits peu après leur découverte) au célèbre bal-guinguette Convert d'architecture mauresque, en passant par les hôtels particuliers de la Belle Epoque ou du dix-huitième siècle, rien n'aura été préservé....

De même que la mauvaise monnaie, dit-on, chasse la bonne, ainsi les Nogentais ont troqué leur patrimoine pour des « souvenirs de Paris ». Ont-ils gagné au

MICHEL LAVAL secrétaire de Nogent-Ecologie Nogent-sur-Marne

Heureux équilibres

Félicitations pour « Heures locales», qui avec le numéro daté 6-7 décembre paraît trouver une cureuse « vitesse de croisière » à sa nouvelle formule.

J'appréciais déjà « Heures locales» avant et je le lis avec cassion depuis son changement. Vous parvenez, dans ce supplément, à captiver sans tomber dans ce ton doctoral qui lasse parfois à la lecture de certaines pages de votre journal. Vous pasnez le Parisien pour la province sans déraper dans le folklorisme, vous soulignez lespermanences (tant provinciales que capitales d'ailleurs) et les innovations (là aussi du centre et des marches) dans un heureux équilibre. Chaque sujet, du badin à l'austère, reçoit un traitement harmonieux, évitant l'anecdote de gazette locale ou la thèse de géographie mais emprontant à l'une et l'autre ce qu'elles recèlent

d'intérêt. En un mot, bravo et bonne chance! GILLES ROMANI

Montreui La civilisation

méditerranéenne l'ai relu plusieurs fois votre article sur Perpignan (le Monde daté 6-7 décembre) avant de me décider à vous remercier. J'attends, depuis longtemps, ce signe d'intelligence qui saura reconnaître dans le quartier Saint-Jacques, où j'ai choisi de vivre depuis dix ans, et que j'aime, des « promesses à cueil-lir », une « résurrection qui s'accomplit ».

Nous avons la chance d'avoir près du centre-ville, bon chic bon genre mais qui meurt à 19 beures, un vicax quartier où il fait bon vivre, où il suffirait d'un rien pour réhabiliter avec respect un habitat historique dont trop peu de responsables savent voir les qualités. Habitat individuel qui permet à chacun de vivre à sa façon, à toutes les classes sociales de cohabiter avec bonheur. A tous les âges aussi, un vrai village où les gens âges se rencontrent sur les places ou dans les jardins, où les enfants jouent dans les rues sans voitures (en attendant des lieux de vie, fiiciles à créer car les espaces ne manquent

pas!). Les préjugés et le rejet viennent de ceux qui ne vivent pas là : ce sera un long travail pour changer leur regard et leur cœur. Merci pour votre article qui y contribue. Il est encore temps, ici, de donner un bel exemple de civilisations méditerranéennes

comme dans un lointain passé. avec Toulouse?

JOSETTE SALGAS-SIQUOT

JACQUES Perpignan

L'image du bassin minier

C'est avec un profond mécontentement que je vous interpelle à propos d'un article consacré à la ville d'Arras et publié dans le Monde daté 15-16 novembre.

En effet, si dans ses propos, la journaliste décrit fort justement les origines et les caractéristiques de la ville d'Arras, celle-ci dépeint gussi, en début et en fin d'article, le bassin minier d'une manière scandaleuse qui m'a profondé4

ment indigné. Cette maladresse est d'autant plus grave qu'elle est le signe évident d'une méconnaissance complète de ce secteur, des transformations positives qui s'y sont produites, et qu'elle remet en cause les efforts continus que nous menons pour faire évoluer l'image de notre région à l'extérieur.

> JEAN-PIERRE KUCHEIDA maire PS de Liévin

Mâcon change

J'ai lu l'article sur Mâcon (le Monde daté 29-30 novembre) et cela m'inspire quelques réflexions. Je précise tout de suite que je n'appartiens pas à l'establishment» local, au petit monde politique non plus.

Vous citez la réflexion de Jean-Pierre Labruyère, qui craint que Mâcon ne soit reléguée au rang de sous-préfecture. Venant d'un homme dont la famille a, au cours des dernières décennies, freiné (pour ne pas dire plus) l'implantation d'entreprises nouvelles de quelque importance. c'est étrange...

La chambre de commerce a implanté des zones d'activité sans favoriser particulièrement Mâcon. Exemples, Carrefour, Darty. Connexion. Cela dit, la zone gare TGV voit des bâtiments sortir de terre. Depuis un an le paysage

Les équipements collectifs, lycées, hôpitaux, centre culturel, piscine, etc. engendrent plus de maconnais que pour les contribuables de l'agglomération. Mais une communauté urbaine ou quelque chose de similaire n'est pas pour demain; on connaît l'esprit de clocher des Français.

JEAN VILLENEUVE Chamay-lès-Macon

Métropoles et transports

Dans le Monde daté 15-16 novembre, Ginette de Matha explique comment et en partie pourquoi e le mêtro borde-lais foit du surplace ». Les données locales du problème sont ainsi clairement analysées. Il n'est en revanche fait qu'une rapide allusion à une explication sans doute plus fondamentale. Ginette de Matha relève en effet que six ans après le début des études, Toulouse inaugurera son VAL en juillet (le Monde daté 13-14 décembre), alors que, dans le même délai, Bordeaux en est toujours à chercher « un socle

politique solide » à son projet. On peut se demander si cette spectaculaire divergence n'illustre pas, au-delà des contingences locales, le terrible handicap des agglomérations françaises, rebelles à l'acquisition de la dimension européenne. Disposant d'un vaste espace communal, Toulouse domine son agglomération de manière assez radicale pour qu'un travail efficace y puisse être mené. Au contraire, Bordeaux, étouffée par une banlieue proliférante, parauge dans les contradictions. La formule de la communauté urbaine elle-même y devient le champ clos de rivalités plus que le lieu des décisions collectives.

Remontant encore en amout. on peut s'inquiéter de décisions reposant davantage sur la notion d'image d'une agglomération que sur ses besoins réels. Sans doute la rechnique du VAL est-elle à la mesure d'une agglomération lilloise, millionnaire en habitants au cœur d'une région très peuplée. Il en va bien autrement de Tou-

louse. Et que dire de Bordesux, porteuses de richesses et d'espoirs sensible avant tout à sa rivalité JACQUES MARION

Granville

INTERCOMMUNALITÉ ET RISQUES FINANCIERS

par Michel Klopfer

EPUIS l'échec, il y a plus de vingt ens, de la loi Marcellin sur la fusion autoritaire des communes, des propositions nouvelles sont réquilèrement avancées pour tenter de aumonter la contradiction entre la volonté d'indépendance des élus et la nécessité, pour eux, de mener des projets communs. L'intercommunalité est une nécessité dès qu'il s'agit de réaliser des actions dont l'ampleur dépasse le cadre communal, telles que le développement économique, l'aménagement de l'espace ou d'autres projets structurants. Il n'est pas rare que des prêteurs opposent des fins de non-recevoir à des élus qui sollicitent le financement d'un équipement communal en les incitant à se regrouper avec leurs voisins pour le mener dans des conditions financières accepta-

A partir du moment où l'on admet. comme un fait acquis, que la France continuera de compter, à elle seule, plus de communes que l'ensemble des autres pays de la CEE réunis, le champ d'action de l'intercommunalité ne peut qu'exclure un redécoupage du territoire pour se cantonner à des organismes additionnels au paysage communal. C'est ainsi qu'aux syndicats à vocation unique (SIVU), multiple (SIVOM) ou mixtes se sont ajoutés les districts, sans parier de structures spécifiques qui ont été créées pour neuf grosses agglomérations, ainsi que pour neuf villes nouvelles. Plus récentment, la loi du 6 février 1992 a créé deux nouveaux instruments : la communauté de ville et la communauté de com-

Ces dispositifs sont fondés sur une mise en commun, plus ou moins intégratrice, de compétences déléguées librement et de plein droit par les communes : transports, ordures ménagères, eau et asseinis-sement, logement... Mais l'intérêt bien compris des étus n'étant pas toujours suffisant pour surmonter les obstacles inertiels à une association, l'Etat abonde généralement la corbeille de mariage avec des inci-tations financières. Ainsi la loi du 6 février prévoit-elle principalement une dotation globele de fonctionnement d'autant plus

élevée que l'intégration communautaire sera importante et quelques avantages annexes tels que la récupération immédiate de la TVA sur les investissements. Mais par ailleurs plane, à tort ou à raison (les textes de référence sont imprécis), la menace d'une intercommunalité autoritaire. sous l'égide du préfet, pour les communes qui n'auraient pas spontanément opté pour un schéma de coopération.

Les effets conjugués de la carotte et de l'ombre du bâton ont pu rendre le regroupement communautaire suffisemment attractif sur le papier pour que, dans certaines agglomérations, plusieurs structures concurrentes s'ébauchent, les banlieues cherchant parfois à prendre en tenaille la ville cantre. Cette dérive, au-delà du débet politique sur le fait de savoir qui exerce le pouvoir de décision au sein d'une agglomération, pose aussi le problème de la vis financière globale de l'intercommunalité.

Fiançailles intéressées

Si l'on raisonne à l'échette d'un ensemble comprenant les communes susceptibles de créer entre elles une communauté, il est clair que l'intercommunalité n'est gagnante, aussi bien pour les élus que pour la population, que si, et seulement si, il y a équilibre favorable entre les nouvelles recettes et les nouvelles dépenses consolidées.

En ce qui concerne les recettes, on peut calculer très précisément l'avantage immédiat des nouvelles dotations d'Etat. Cependant, à terme, plus il y aura de communautés, moins les communes primaires toucheront elles-mêmes de dotation glo-bale de fonctionnement (DGF), à moins de supposer, de manière utopique, que l'Etat n'accroisse substantiellement ses concours aux collectivités locales. L'avantage financier consolidé sur les recettes n'est donc que très temporaire. Aussi tous ceux qui n'annoncent leurs fiançailles qu'en raison du cadeau que l'Etat mettra sur la liste de

mariage raisonnem à courte vue. Le succès, à moyen terme, de l'intercommunaité passe donc par les économies d'échelle que les collectivités seront en mesure de réaliser sur la mise en œuvre de leurs projets communs. Or, avec la création maître de conférences à l'ENA et l'IEP.

d'une nouvelle structure d'administration locale, il n'est pas à exclure que l'on débouche sur une dérive des frais de structure et sur des doublons administratifs avec

les communes primaires. Tout dépendre en fait des garde-fous financiers qui pourront être mis en place dans les nouvelles communautés. Les communautés de ville bénéficieront d'une fiscalité spécialisée puisqu'elles collecteront toute la taxe professionnelle, tandis que les communes conserveront l'intégralité des impôts sur les ménages. Ce système est très contraignant fiscalement et donc politiquement, ce qui explique qu'il ne suscite pas actuellement l'enthousiasme des élus, mais il est financièrement très sain. Ses mécanismes de transfert financier entre la communauté et les communes reposent sur un suivi permanent des coûts, ce qui permet de s'assurer qu'on ne dépense pas

plus que ce que l'on gagne.
Les communautés de communes, en revenche, se financeront par une fiscalité additionnelle sur les quatre taxes. Ce système préserve, dans une large mesure, la liberté d'action des élus mais il ne com-porte, en dehors de la butée des taux plafonds, aucun mécanisma régulateur au risque d'inflation fiscale, et, au-delà, de

Cela ne condamne pas la communauté de communes a priori mais cela signifie qu'elle n'est viable que si le verrou qui n'existe pas dans les textes est mis par les élus eux-mêmes. L'intercommunalité doit reposer sur une prospective financière, fon-dée sur des projets communs et établissant la liste des abandons de charge (en particulier des transferts de personnel) auxquels procéderont les communes primaires. Il s'agit d'abaisser les fiacelité propres, au moment où la communauté de communes lève ses premiers impôts sur le même territoire. Si de telles précautions ne sont pas prises, la bonné idée de l'intercommunalité risque d'étra dévoyée. Elle pourrait aboutir à un cinquième niveau d'administration publique, qui lèverait l'impôt indépendamment des quatre autres. Mais cette fois sans responsabilité directe devant le suf-

► Michel Klopfer est consultant et

RODEZ

L'alliance du terroir et de l'informatique

la question: « Qu'est-ce qu'une ville?», Fernand Braudel répondait: « Avant tout, une ville, c'est une domination. Et ce qui compte pour la définir (...), c'est (...) l'espace où elle l'exerce. » Sage recommandation. Plus que pour d'autres agglomérations, la compréhension de Rodez passe par son hinterland, ce Rouergue sévère et rude à la besogne dont le chef-lieu de l'Aveyron est comme le résumé moderniste.

Voilà une cité, parmi les plus isolées de l'Hexagone, que le mensuel l'Entreprise sacrait au mois de mars «championne des villes de moins de 50 000 habitants» en raison de son dynamisme. Une agglomération où le poids de la tradition garantit aux élus de droite des réélections confortables dès le premier tour; où la religion demeure un principe explicatif, le premier souvent. Une ville conservatrice et pieuse donc, ce qui ne veut pas dire, ici, rétrograde et assoupie.

L'Aveyron a beau représenter l'archétype du département agricole, on y a voté à 56,04 %, au mois de septembre, en faveur du traité de Maastricht. Comme le dit Mgr Bellino Ghirard, évêque de Rodez et de Vabres, que la sociologie locale incline à juger plus représentatif que tel ou tel « poids lourd » politique : « Ici, c'est comme une petite Bretagne », catholique et pro-européenne.

Mais une Bretagne monodépartementale qui fait figure de planète singulière dans une région Midi-Pyrénées à laquelle ni l'Aveyron ni Rodez ne sont très sûrs d'appartenir, cette considération, tirée de la géographie et de l'histoire, dût-elle froisser Marc Censi (UDF-PR), maire de Rodez et président, en cours de deuxième mandat, de ladite région.

Au début du siècle, lorsque commença à se dessiner le contour actuel des régions, la chambre de commerce de Rodez opta pour le rattachement à Montpellier plutôt qu'à Toulouse. Ce tropisme montpelliérain, toujours vivace à Millau, au sud du département, explique que le tribunal de Rodez dépende, aujourd'hui encore, de la cour d'appel de Montpellier plutôt que de celle de Toulouse consacrée capitale régionale en 1960.

Rodez a toutes les raisons de se sentir d'abord ruthénoise, éloignés qu'elle est de grandes

lci, c'est comme une petite Bretagne, catholique et pro-européenne

métropoles. Toulouse est à 156 km, Montpellier à 180 km, Clermont-Ferrand à 215 km et Paris à 633 km. Encore la capitale française paraît-elle paradoxalement plus proche aux Ruthénois que la capitale régionale. Il faut une heure pour rejoindre Paris en avion (une liaison, aller et retour, quotidienne) et deux heures pour atteindre Toulouse en train. Les frontières du département sont celles de l'ancien comté de Rodez, lui-même héritier du domaine gallo-romain des Ruthènes. Autant que l'isolement, cette coîncidence géographique enracine Rodez dans une histoire propre, encore palpable

aujourd'hui.
L'alchimie rouergate, ce cocktail de conservatisme politique et de dynamisme économique, est redevable au passé d'une organisation familiale autoritaire à laquelle l'Eglise s'est employée, avec succès, à insuffier des ferments de modernisme. Ici dominaient ce qu'on appelle les familles-souches, traditionnellement soumises au



paterfamilias qui choisissait, parmi ses enfants, celui de ses fils qui lui succéderait à la tête de l'exploitation familiale. Contrairement aux familles de type communautaire, les familles-souches sont, de toujours, ancrées à droite. Elles encouragent le célibat des enfants qui n'héritent pas, — donc, en terre catholique, les vocations religieuses. Elles favorisent aussi l'émigration.

Le séminaire de Rodez, longtemps une institution, a fermé ses portes à la fin des années 60 faute d'effectifs, mais

La religion du livre

il faut svoir la religion du

livre et de la lecture pour créer,

aujourd'hul et au cœur de l'Aveyron, use maison d'édition. Danielle Dastugue a eu cette audace la Ses Editions

du Rouerque ont désormais

plus d'un lustre, l'âge suffisan

pour juger d'un pari sur l'écrit ance en 1986 : « Démontrer

que l'on peut être éditeur au

plus protond de la France profonde, en s'obstinant dans un

travail de qualité, et s'affirmer

comme une maison d'édition

ancrée dans sa région, avec

tions du Rouergue illustrent.

en même temps que de conquête d'un públic autre qu'aveyronnais ils célèbrent.

pour la plupart, des gloires locales, devenues figures nationales: François Marty, évêque de Franço, de Daniel

Escoulin (32 000 exemplaires vendus, selon Danielle Dastugue); Raymond Lacomba, un

combat pour la terre, de Daniel

Crozes (10 000); De come et

d'acier. L'épopée du couteau

de Laguiole, du même Daniel Crozes (15 000, écoulés après

trois tirages); le Livre de Michel Bras, l'une des meil-

leures tables de France, vistaltés, à Laguiole sur le plateau de l'Aubrec (14 000 exemplaires

à 450 francs, plus 3 000 dans

une traduction en japonais). Jolie brassée. Générale-

ment de qualité, ces textes n'évitent pes toujours l'hagio-

graphie, mais ils ont trouvé un

public. A force de constater

que les Editions Privat, de Tou-

louse, vendaient fort bien en Avevron tel ou tel ouvrage sur le Rouerque, Danielle Dastugue s'est dit : « Pourquoi pes nous? » Gérant d'une SARL qui se transformers dans les

semaines qui viennent en

société anonyme grâce à une augmentation de capital sous-

crite, en attendent rembourse-

ment, par des banques, elle

Les titres-phares des Edi-

une ambition nationale. »

l'habitude est restée de confier ses enfants à l'éducation des prêtres et des religieuses. Un tiers des élèves scolarisés à Rodez sont inscrits dans des établissements catholiques. La figure emblématique du clergé rouergat, composante essentielle de la sociologie locale, est l'abbé Adrien Bion, fils de petits paysans du Causse noir, qui, au lendemain de la Libération, eut, comme aumônier de la Jennesse influence déterminante sur l'évolution des mentalités du monde rural. Avevronnais de

sait de quoi elle parle. Cette Savoyarde, installée en Avey-

ron en 1983, dirige, en même

temps que les Editions du Rouergue, la Maison du livre, la principale libraide de Rodaz.

sise à l'ombre de la cathédrale.

majoritaire dans le nouvelle société d'édition. Elle n'appartient pas à Denielle Dastugue qui a été récrutée à Paris où elle travaillait dans le presse et

dans l'édition. e Catholique

pratiquantes, son profil conve-

nait parialtement aux action-

naires d'une libraire fondée en 1945, sous forme de «procure», par des prêtres du

département.

La Malson du livre s'est, depuis, latcisée, même si le nom de certains de ses por-

teurs de parts minoritaires témoigne encore de son origine confessionnelle, typiquement ruthénoise: les clerus de
Saint-Visieur et le comité diocéssin de l'enseignement
catholique. En devenant l'une

de ces librairies généralistes dont on prend plaisir à explorer les rayons, la Malson du livre a diversifié ses actionnaires,

dont une cuaramaine ont suffisamment la religion de l'écrit pour laisser en compte courant, à feible taux d'intérêt, 450 000 francs au total.

Militante, elle aussi, de l'ecrit, Danielle Dastugue juge sa librairie « surdimensionnée » par rapport à la clientèle. Mais la rentabilité n'est pas son uni-

que souci. Il est surrout de faire exister le livre en terre aveyronnaise. Les Editions du

Rouergue contribuent, depuis

1986, à ce projet. Le léger bénéfice qu'elles dégagent est une bénédiction pour uns

librairie au compte d'exploite-

Editions du Rouergue,
 passage des Maçons, 12000
 Rodez, Tél.: 65-58-68-80.

B. L. G.

tion structuredement fragile.

La Maison du livre restera

due le symbole de l'élan de modernisme dont des mouvements comme la JAC furent le ressort. Ici on redoute moins qu'ailleurs l'Europe de demain.
On est organisés, solidaires et entreprenants. Et l'on vote «oui» au traité de Masstricht.
Rodez, dont la campagne environnante est le poumon, a respiré très tôt cet oxygène-là.
Elle a bénéficié la première de l'immigration engendrée par le

environnante est le poumon, a respiré très tôt cet oxygène-là. Elle a bénéficié la première de l'immigration engendrée par le système des familles-souches. La première mais pas la seule. Paris est la ville qui compte le plus d'Aveyronnais. Il y en aurait 320 000, contre 270 000 seulement dans le département. Immigrés ne veut pas dire oublieux. L'Aveyronnais reste, plus qu'ailleurs, attaché à ses racines. Un signe parmi d'autres : le Crédit agricole de l'Aveyron continue d'avoir pour clients 12 000 de ces « Parisiens». L'Aveyronnais émigre en masse, mais on n'immigre pas ou peu en Aveyron. Un facteur supplémentaire d'homo-

Noyès, Raymond Lacombe,

ancien président de la Fédéra-

tion nationale des syndicats

d'exploitants agricoles (FNSEA), est l'un des fils spirituels de

l'abbé Bion, en même temps

Roland Boscary-Monsservin, qui fut près de vingt ans maire de Rodez (RI), et Marc Censi, auquel, après dix années de mandat, il est tentant de prédire la même longévité politique, valent moins par leur rôle propre que comme porte-drapeau de cette identité-là. On doit au premier, qui présida le syndicat agricole de l'Aveyron et fut deux fois ministre de l'agri-culture sous la IV. République, d'avoir contraint Rodez à la modernité à l'époque où le déclin désormais inéluctable de l'agriculture aurait pu coûter

cher à la ville. Les années 90 ne font qu'entretenir un dynamisme qui date de cette époque. La création du district du Grand Rodez, qui compte huit com-munes, remonte à 1964. Financé par ce district, le département et la chambre de commerce, l'aéroport de Marcillac. le seul lien rapide avec l'extérieur, date de 1971. La préfiguration de ce qui sera, à la prochaine rentrée, un institut universitaire de technologie (IUT) de plein exercice (trois départements) remonte, elle, à 1969. Rodez, enfin, est l'une des premières agglomérations à avoir signé au début des années 70 l'un de ces «contrats d'aménagement» offerts par l'Etat aux villes moyennes entre-

prenantes.

Rodez a intelligemment négocié le tournant, périlleux pour elle, des années 60. L'agglomération est caractéristique de ces villes moyennes qui doivent pour une part leur prospé-

rité au dépérissement des campagnes alentour. Rodez et le désert aveyronnais... Pour n'être pas – pas encore? – une réalité, cette formule n'en prend pas moins une certaine consistance, avec un risque d'effet boomerang: le déclin à son tour. Tandis que l'Aveyron perdait 8 600 habitants entre les deux derniers recensements (1982 et 1990), le Grand Rodez en gagnait 2 875, pour atteindre les 51 064. Un actif aveyronnais sur quatre réside aujourd'hui dans le district, où le nombre d'emplois a augmenté de 16 % au cours de la même période.

Rodez joue à fond la carte des activités liées à son environnement rural. Le district emploie 309 personnes dans l'industrie de la viande et 338 dans le secteur du lait. Cinq cent trente-huit salariés travaillent à la fabrication de produits alimentaires (plats cuisinés notamment) et 182 dans l'ameublement. L'Espace agroalimentaire d'Arsac (commune de Sainte-Radegonde) tente d'attirer au voisinage immédiat d'un abattoir ultramoderne inauguré récemment d'autres entreprises de la filière « viande ». Un « centre technologique » spécialisé dans cette branche d'activité proposera bientôt ses conseils aux entreprises désireuses de s'implanter sur place. Un Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) ambitionne de jouer le même rôle auprès des professionnels du bois. Rodez ne cesse de multiplier les initiatives. Elle sait qu'à se reposer sur ses lanriers elle court un risque mortel.

D'autant que l'époque n'est pas à l'euphorie. A peine inauguré, l'abattoir d'Arsac va licencier. Des compressions d'effectifs sont également à l'ordre du jour dans le secteur du lait. Pour se prémunir des sautes de conjoncture, Rodez doit se diversifier ailleurs que dans l'agroalimentaire.

Savoir marier le vingt-et-unième siècle et l'ordre éternel des champs

Une percée dans le secteur des services informatiques a été tentée et réussie à l'époque de tous les optimismes - le début des années 70 - par le Crédit agricole mutuel qui reste, ruralité oblige, la puissance écono-mique locale (53 % des collectes et 59,7 % des crédits consentis dans le département). Créée avec l'argent des agriculteurs qui, déjà, jugeaient prudent de se diversifier, cette filiale, Inforsud, emploie aujourd'hui, principalement à Rodez, plus de 700 personnes. Mais, conjoncture oblige, il n'entre pas dans les intentions du Crédit agricole, explique son directeur général, Guy Verdier, de se lancer dans de nouvelles aventures de ce

L'un des handicaps de Rodez, dont elle a jusqu'ici triomphé, est ce que Jean Puech (UDF-PR), sénateur et président du conseil général, a un jour appelé « la vraie tumeur de l'Aveyron», son « enclavement ». Les élus locaux ont depuis longtemps cessé de rêver à une ligne de TGV qui mettrait les Aveyronnais à portée raisonnable de leurs compatriotes. Ils se consolent à - l'idée que l'autoroute A 75, qui, via Clermont-

Ferrand, rejoint Paris, atteindra bientôt Sévérac-le-Château, à 50 km à l'est de la préfecture.

Alors que la réussite de Rodez est menacée par l'assèchement de son humus, le monde agricole, cet enclavement reste l'un des principaux obstacles à l'implantation d'entreprises venues d'ailleurs. Ces entreprises, qui fortifieraient l'avenir de Rodez, se sont généralement montrées insensibles

entreprises, qui fortifieraient l'avenir de Rodez, se sont généralement montrées insensibles jusqu'ici aux séductions déployées par le district pour les attirer à lui : main-d'œuvre vantée comme rude à la tâche et bien formée, un trait ancien, et - clin d'œil obligé aux cadres - parcours de golf en cours d'aménagement.

Une seule entreprise extérieure à l'Aveyron a suffisam-ment prospéré dans le Grand Rodez pour y jouer les « poids lourds ». Développée à partir d'une société locale spécialisée dans les pompes à injection, Robert Bosch SA appartient au groupe international du même nom, dont le siège est à Stuttgart. Implantée à Quet-le-Château, en contrebas du piton rocheux où se dresse Rodez avec sa cathédrale de grès rouge, elle emploie, pour la fabrication ou le montage d'injecteurs et de bougies automobiles, 1 460 personnes, soit le double d'il y a vingt ans et. 100 de moins qu'il y a six mois car ses commandes ont chuté. Son directeur général Matthias Welker, vante lui aussi l'aptitude au travail des Aveyronnais qui lui rappelle celle des Souabes, mais reconnaît que la situation géographique de son entreprise, au plus profond de l'Aveyron, deviendrait intenable si elle fabriquait, donc avait à expédier ailleurs, autre chose que des injecteurs et des bougies

au petit gabarit. Le paramètre le plus inquiétant pour l'avenir de Rodez est le vicillissement de la population aveyronnaise. Les paysans finissent leurs jours sur place, les derniers de leur lignée. viennent grossir une émigration traditionnelle que le dynamisme démographique du Rouergue n'avait, autrefois, sous l'influence de l'Eglise catholique, guère de mai à compenser. Ce temps n'est plus. Sous des apparences flatteuses, non dénuées de fondement, le taux de chômage dans le Grand Rodez (7,07 % en 1982, 6,79 % en 1990) dissimule la nécessité. pour nombre de jeunes gens, de chercher, comme leurs afeux mais avec une anxiété redoublée, du travail ailleurs qu'en

Aveyron.

Le modèle aveyronnais est fragile, même s'il résiste encore. Il dit un pays qui conjugue avec sagesse l'entrée dans le vingt et unième siècle et l'ordre éternel des champs. Il est le miroir d'une France qui resterait ellemême tout en se prenant par la main parce qu'il le faut. Cette France-là, du terroir et de l'informatique, Rodez et l'Aveyron permettent de l'imaginer, on le voudrait pour longtemps.

de notre envoyé spécial Bertrand Le Gendre

Prochain article :

● Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) et La Rochelle (daté 13-14 novembre).

Charles

Prifecture du département de l'Aveyron Hodez compre 24 701 habitants

Le district du Grand Rodez du réunit hure commanes compre 51 084 habitants

Prifecture des élections maintegates du 12 mars 1989

14 584 V 30 223 A 29,30 % E 9,783

Union troite (Censt, ODF PR mt.) 6 030 187 83 90 29 848

10.1DF 10 dv. d. 9.5BPN.

PS (Raynal) 3 227 (32,98%) 8 848 5 PS

1 dv. g.;

PS (Raynal) 3 227 (32,98%) 8 848 65 PS

1 dv. g.;

PS Puech, 526 5 37 %;

Résultats du référendum sur l'union suropéenne du 20 septembre 1992;

14 678; V. 10 328 A 29 76 % E 9954

Osé 9387 664 61 66 Not 4 4021 43 35 98

Sans in one light. the manager. Real Properties